

LE PRÉTENDU PACTE DE FAMINE

QUELQUES PRÉCISIONS NOUVELLES¹

Dans un article², déjà ancien, mais dont rien n'est venu infirmer les conclusions, j'avais tâché ici même, à l'aide de documents inédits, de rechercher ce qu'il pouvait y avoir de vrai dans la légende du Pacte de famine, et surtout de voir grâce à quels éléments favorables cette légende avait pu prendre corps et crédit. Il m'était apparu que l'esprit de spéculation sur les grains s'était généralisé, à un point incroyable, au milieu du siècle, et que les conditions du marché, faussant constamment le jeu de l'offre et de la demande, aboutissaient à des hausses comme à des chutes massives de cours, derrière lesquelles producteurs et consommateurs étaient prompts à imaginer des plans machiavéliques. La réalité historique qui se cache derrière ces paniques, c'est le plan de créer dans les grands centres des magasins, destinés en somme à jouer le rôle de régulateurs d'un marché à terme, plan que la guerre de Sept ans a fait apparaître comme plus immédiatement désirable.

Des documents nouveaux m'ont permis d'aller plus avant dans mes recherches, et d'étendre celles-ci plus près de la Révolution. On verra, j'espère, par l'étude présente, qu'il faut, pour bien comprendre le XVIII^e siècle, le considérer avec un esprit à la fois réaliste et critique. C'est une époque de transition, où la société, mal adaptée à ses besoins,

1. Cette étude, annoncée par la *Revue historique* il y a déjà quelque temps, avait été retardée pour me permettre d'utiliser deux sources documentaires, auxquelles je ne pouvais avoir accès directement : 1^o les papiers d'Albert, qui fut l'homme de confiance de Turgot et son lieutenant de police de quelques heures, ont été brûlés pour la plupart ; mais un de ses descendants a pu mettre la main sur le reste, qu'il compte utiliser. Seulement ce reste ne contient rien de neuf au sujet des grains ; 2^o M. Reulos, docteur en droit, m'avait obligeamment offert de me communiquer ce qui pouvait m'intéresser dans les papiers de Laverdy, qu'il dépouille. Mais les circonstances l'ont retardé dans son dépouillement. Je sais seulement, *grosso modo*, que ces papiers confirment de tous points les conclusions auxquelles j'avais abouti de mon côté.

D'autre part, l'on ne trouvera rien ici de ni sur Turgot. Si la valeur de l'économiste reste hors de pair, on n'en saurait dire autant ni de celle du ministre, ni de l'autorité du témoin. Toute citation eût entraîné des discussions critiques, que cet article ne comportait pas.

2. Léon Cahen, *Le pacte de famine et les spéculations sur les blés*, in *Revue historique*, t. CLII, p. 32.

s'efforce d'être moderne sans disposer ni des rouages ni même des expressions précises nécessaires. Peut-être est-ce à cette difficulté fondamentale qu'il faut imputer le fait, pour des historiens avertis et généralement sévères, d'accepter, d'imprimer et de fortifier par leur autorité des interprétations fallacieuses de la réalité.

I. — MALISSET.

C'est, nous l'avons dit, au moment de la guerre de Sept ans qu'il faut remonter pour bien comprendre cette histoire. Les souvenirs de 1747, où la famine a été évitée de justesse, grâce au concours de Thelusson et de ses correspondants de Londres, d'Amsterdam, de Dantzic, n'ont pu encore s'enfuir des mémoires. Les agitations de l'Hôpital général ont vivement préoccupé les dirigeants ; la population parisienne s'est montrée réfractaire aux mélanges de céréales, à l'emploi du riz, même du blé dur, venu de Barbarie. La rupture avec l'Angleterre pose deux problèmes redoutables. L'exportation des grains, qui faisait vivre quelques provinces maritimes, ne pourra plus continuer ; l'importation, sans laquelle le gros du royaume ne pouvait subsister, sera tout aussi difficile et onéreuse. Et les émotions populaires seront plus redoutables que jamais. Nous sommes également à l'époque où, en face des réglementations prohibitives du passé, se dressent les apôtres des nouvelles doctrines, qui, s'autorisant de l'exemple anglais, ne voient de salut que dans le libre jeu des capitaux et des initiatives individuelles. La polémique ne cessera plus, renforcée par les débats parlementaires, municipaux ; et chaque clan tirera profit de tous les incidents qui se produiront sur le marché des blés pour en prendre argument en faveur de ses propres idées ou contre celles de l'adversaire. Il convient donc de ne pas négliger les faits de détail, comme insignifiants en eux-mêmes ; leur valeur historique tient plus au retentissement qu'ils ont eu parfois sur les imaginations et les crédulités qu'à leur grandeur réelle intrinsèque. Ajoutons enfin que l'époque a trouvé une sorte de « haut parleur » dans un déséquilibré, Leprevost de Beaumont, qui, enfermé à la Bastille, écrira *de omni re scibili*, et dont le témoignage apparaît comme disqualifié, dès qu'on prend la peine de lire ses élucubrations, ou même de considérer sa graphie. Il y a, dans cette histoire, un fonds de réalité très médiocre et une part de « cinéma », si l'on peut dire, qui a tout faussé.

Les lecteurs de cette *Revue* savent ce qu'on appelle au XVIII^e siècle

« les blés du Roi ». Le pain étant l'aliment essentiel et presque exclusif du peuple, on pouvait craindre l'émeute, s'il venait à manquer. L'éventualité était surtout redoutable dans les grandes villes, surtout à Paris, et les agents de l'Ancien Régime ont vécu, je l'ai montré, dans l'obsession d'un soulèvement populaire. Aussi, dès que la crise menace, le gouvernement cherche à se procurer, où et comme il le peut, les stocks nécessaires, et il les jette sur le marché, au besoin à perte, pour faire baisser les cours et ramener la confiance. Ce qu'on réalise moins, c'est la difficulté de l'opération. Selon les moments, c'est à une région ou à une autre qu'il convient de s'adresser. Parfois les disponibilités intérieures suffisent ; parfois il faut acheter à Dantzic, à Londres ou à Amsterdam. Puis, à cette époque plus encore qu'aujourd'hui, l'élément quantité est capable de décevoir : il faut tenir compte de la qualité des grains, de la grosseur des épis, et surtout de l'état des stocks en fonction du transport et de la conservation. C'est dire que la direction technique exige de la probité, de l'esprit critique et aussi un sens souple et fin des affaires.

En 1755, l'homme qui exerçait ces fonctions s'appelait Gaudet¹ ; il était chargé en même temps de la correspondance du Contrôle général relative aux subsistances. A l'en croire — et nous inclinons à le faire — il était bien vu de Machault et de Séchelles. Pour complaire au premier et mériter de l'avancement, il aurait renoncé aux commissions qu'il avait le droit de percevoir sur les contrats et les opérations de son ressort. Le second lui aurait donné une indemnité de 100,000 l., dont il sacrifia la moitié pour réparer les erreurs de calcul et d'écritures imputables à ses comptables, et qu'il déclarait inévitables en des opérations aussi compliquées. Retenons l'aveu : cette impossibilité d'aboutir à des états sûrs et des bilans exacts fera en grande partie le malheur des pauvres profiteurs du Pacte de famine, et sera un des éléments constitutifs de l'accusation de vol et de dissimulation portée contre eux.

Gaudet ne paraît pas avoir été incriminé pour ces errements. Un intendant du commerce actif, Courteilles, le garde auprès de lui ; il continue d'être chargé du service, tout en étant premier commis à la direction des vingtièmes ; il est en faveur auprès de Mora, de Silhouette. Bien plus, lorsque, en 1757, le gouvernement reviendra, après une courte interruption, à la politique des achats, c'est à lui que sera confiée la mission de les exécuter. Les raisons qui motivent ce revirement sont aisées à préciser. La guerre continentale et maritime est déclenchée ; les Bri-

1. Arch. nat., F¹¹/1192.

tanniques, dont, depuis trois ans, les exportations comblaient le déficit des ressources nationales, ne nous viendront plus en aide ; l'*attentat* de Boscawen fait craindre qu'ils ne respectent aucune des limites acceptées en France au droit de prise, et n'empêchent ou ne rendent trop onéreux le trafic des neutres. Les armées auront besoin, d'autre part, de quantités importantes ; et il faudra servir les munitionnaires par priorité. L'idée de constituer un stock de prévoyance est donc sage. Les techniciens de l'époque s'accordent à admettre que, si la France se suffit difficilement dans les années communes, cependant le déficit n'est pas très élevé. Ce qui est grave, c'est la panique. On n'est jamais sûr de pouvoir amener à Paris rapidement un gros volume de céréales. Avec une faible masse de manœuvres, on peut s'organiser. On estimait à 10 ou 15,000 setiers la quotité nécessaire pour jouer convenablement ce rôle de volant. L'autorité royale, toujours timorée et pessimiste, décida de le porter à 40,000 setiers de blé et 4,000 de seigle. Et, jusqu'à la fin de la guerre, malgré les inclinations libérales des dirigeants, elle le maintint à ce niveau. Elle n'y éprouva pas, semble-t-il, de sérieuses difficultés. Le problème des subsistances préoccupait les esprits ; les techniciens cherchaient à perfectionner les méthodes de la mouture et de la panification, à calculer les prix de revient des différentes opérations et à déterminer le profit auquel le boulanger avait droit de prétendre. C'est à ce moment que la mouture dite économique prend son essor ; l'on calcule qu'une quantité donnée de blé pourra produire au moins un cinquième en sus de farine, et que le pain du peuple sera de meilleure qualité : les locaux de Scipion¹ sont le théâtre d'expériences multiples, faites sur l'initiative ou avec l'autorisation du lieutenant de police ; et les novateurs pensent, dans ces conditions, que l'exportation pourrait être sans danger et relever l'économie de la classe paysanne comme cela a été le cas, soixante ans plus tôt, en Angleterre.

Parmi les spécialistes auxquels Gaudet s'adresse, figure justement l'homme dont beaucoup de contemporains, même avertis et d'esprit critique reconnu, ont vanté le mérite et fait le véritable initiateur de cette « mouture économique » bienfaisante : Malisset. Si nous avons parlé de la réputation honorable dont l'homme a joui avant d'étudier ses agissements, c'est que ce jugement favorable porté par des contemporains de marque constitue une présomption à l'encontre des légendes et des accusations ultérieures : ces contemporains étaient tout de même en situation d'être informés — aussi bien et mieux que nous.

1. On sait qu'on appelle ainsi la boulangerie de l'Hôpital général, qui sert aujourd'hui à l'Assistance publique. Not. 9 janvier 1761, 19 janvier 1768, 28 juin 1771.

Malisset était, dès 1748, établi comme boulanger dans la paroisse Saint-Laurent. Il attribue, dans un Mémoire très postérieur, une partie de son succès à son économie, une autre à sa femme, « assidue et intelligente ». Sans enfants, il a pu épargner de quoi développer ses affaires. Esprit curieux et travailleur, il ne s'est point contenté de pratiquer sa profession dans les règles de l'art : il a cherché du nouveau et il a multiplié les expériences pour parvenir à améliorer la mouture et la fabrication du pain. Il s'est de bonne heure passionné pour la mouture économique. En 1760, il est connu par les autorités des Halles comme un commerçant honorable et compétent. Il n'est pas dépourvu d'instruction, car nous le trouvons, à cette date, occupé avec le ^r Pichart, « homme très entendu, qui a fait toutes ses humanités et sa philosophie, à un traité sur l'économie¹ ». A peu près au même moment, comme le commissaire Machurin désire faire relever les prix des grains et grenailles, « le ^r Malisset, boulanger, s'en charge par pure bonté d'âme, aidé de l'observateur Richard ».

Il semble que, par la famille de sa femme, il ait joui de crédit auprès de M. de Marbeuf. On s'explique donc que, en septembre 1760, Gaudet² se soit adressé à lui pour l'aider dans ses achats. Malisset répond à Machurin — qui peut être un intermédiaire — qu'il n'y tient pas : les affaires de Gaudet ne sont pas claires, et il se passe dans le commerce des blés bien des choses qui vont contre les intérêts du roi. Le commissaire rétorque que, justement, il serait précieux d'avoir à la disposition du gouvernement un homme honnête et informé. Malisset finit par céder, en formulant quelques conditions techniques, résumées trop sommairement pour être de quelque intérêt ici. Il semble pourtant que l'idée du praticien soit la nécessité de ne pas conserver longtemps en magasin les grains, qui se gâteraient rapidement. Mieux vaut les transformer en farine, et celle-ci en pain, quitte à remplacer exactement les quantités vendues au fur et à mesure des sorties. Car nous voyons, dès décembre, Malisset demander la fourniture des prisonniers et fixer comme prix de la ration de 22 onces un chiffre de 36 deniers, inférieur de 4 deniers à celui que demandait le concierge du Palais. C'est au système de mouture nouveau que l'on attribue cette baisse ; et Malisset déclare, en envoyant quatre échantillons de pain, que le plus médiocre est plus nutritif et meilleur au goût que les sortes alors en usage. A-t-il obtenu la fourniture demandée ? C'est probable, car M. de Courteilles incline à la lui donner, et, bien avant dans le règne de Louis XVI,

1. Arch. nat., F¹¹/1194.

2. Arsenal, Bastille, 10241.

Malisset sera indiqué comme ayant le privilège de fournir de pain certaines prisons royales. En tout cas, il achète un montant considérable de grains en décembre 1760, annonce qu'il va poursuivre ses achats et construit un second moulin, destiné naturellement à la mouture par économie.

Il n'est donc plus vraiment boulanger ; et d'ailleurs, réglementairement, cette qualité s'accommoderait mal avec celle de meunier et de marchand de grains. Il est chargé de concourir à l'approvisionnement de la capitale et, en 1762, il est appelé « marchand de grains ». La ville de Paris le consulte sur « la manière de couvrir les bateaux chargés de grains pour la provision de Paris » ; et, en compagnie du commissaire Blanchet, il se rend à la Ferté pour faire diverses expériences avec les mariners¹. Aucune critique n'apparaît dans les textes : ses frais lui sont remboursés sans difficulté. Ses affaires semblent prospères : le 25 novembre 1762, il loue aux prêtres de la Mission Saint-Lazare, pour trois, six ou neuf années, une partie des locaux constituant, « faubourg de Gloire, au-dessus de la barrière Saint-Denis, » le séminaire Saint-Charles², et, sans bail, une autre série de pièces du même immeuble. Le loyer des premiers était de 700 l. ; celui des chambres, occupées à titre précaire, de 500. Il suffit de jeter les yeux sur un plan de Paris pour constater la situation favorable de l'emplacement choisi, sur la route de Gonesse-Saint-Denis aux Halles ; et, d'autre part, cette préoccupation de s'assurer des locaux étendus, mais faciles à dénoncer, si le besoin ne répondait pas à l'attente, est évidemment à la fois d'un spéculateur voyant grand et d'un commerçant attentif à éviter les risques. Nous pouvons également admettre qu'en 1762 Malisset avait établi sur l'Essonne, à l'extrémité de Corbeil, dans deux corps de bâtiment, l'un parallèle, l'autre perpendiculaire à la rivière, une batterie de six moulins perfectionnés, désignés chacun par un surnom symbolique : la Vigilante, l'Économie. Ce sont ces fameux moulins de Corbeil qui ont survécu à la Révolution³.

En 1765, brusquement, et pour des raisons difficiles à élucider, la direction des achats et du stock de prévoyance échappe à Gaudet. Non qu'il soit en disgrâce. En 1767, à la mort de Courteille, il fait l'intérim du service ; et, si Trudaine ne le garde pas auprès de lui, il passe, sans

1. Arch. nat., K. 1056.

2. Arch. nat., F¹¹/1194, procès-verbal du 19 mars 1771 de l'inventaire fait dans les greniers de Saint-Charles.

3. Ibid., F¹¹/1193.

perte, dans les bureaux de M. d'Ormesson. Mais, la guerre finie, la situation n'était évidemment plus la même ; et peut-être voulait-on éviter, pour des motifs de doctrine ou des calculs politiques, de maintenir à l'intervention royale ce caractère public et patent qui pouvait susciter des colères et des mouvements violents. L'administration passa la main. Il fallait à la tête du service un praticien consommé. Courteille, probablement sur la proposition de Gaudet, fit accepter tout de suite par Laverdy le choix de Malisset, qui fut invité à envoyer un projet de soumission. Mais, alors que l'on était convenu du taux de l'indemnité annuelle que Malisset toucherait, un brusque revirement se produisit : non qu'on eût « aucune inquiétude sur la fidélité de l'homme », précisait une note à ce sujet ; mais on craignait que ses moyens ne lui permettent pas, en période de hausse, de compléter assez vite les approvisionnements. Peut-être aussi n'était-il pas d'un rang social assez élevé pour diriger de telles manœuvres. Mais nous pouvons aussi supposer des intrigues puissantes, soit de personnages riches pour avoir leur part des profits espérés, soit de personnages influents pour se faire payer par les premiers le prix de leur influence. Toujours est-il qu'on décida d'élargir la combinaison, d'épauler Malisset par quelques associés, dont Leray de Chaumont, « à cause de sa fortune et de l'étendue de son commerce ».

Le 28 août 1765 était signé le bail¹ concédé à Malisset, sous le cautionnement et la garantie de Leray de Chaumont, Perruchot et Rousseau. Les soumissionnaires s'engageaient à « soigner, entretenir et conserver les blés du roi. Ils reconnaissaient l'existence, tant à Saint-Charles qu'à Corbeil, la Motte, près Provins, et à Montceau, d'un stock de 40,000 setiers de blé froment première qualité, de 425 setiers de seigle, et s'obligeaient à le maintenir comme quantité et comme qualité en l'état. Cependant, ils avaient la faculté d'en vendre un tiers, tant que les prix, à Paris et aux environs, n'atteindraient pas 21 l. par setier, et à condition de remplacer la partie vendue dans le délai de quatre mois ; si les prix atteignaient 21 l., l'approvisionnement total devra être maintenu à la disposition du roi ; et, s'ils montent à 25 l., les déficits devront être comblés sous quinze jours. Les associés peuvent également convertir un quart des grains en farine, pourvu que, dans les quatre mois, le remplacement soit effectué. Les rédacteurs du bail sont entrés dans le plus grand détail pour sauvegarder les intérêts du Trésor et des consommateurs. Par exemple, le roi se bornera à payer à la Société une commission de 2 % sur ses achats et sur ses ventes, plus une indemnité

1. Cf. Arch. nat., F¹¹/1192 et 1194.

annuelle de 30,000 l., en quatre versements égaux. Par contre, si les cours des grains dépassent 25 l., c'est la Caisse des grains qui touche le produit des ventes, et c'est le gouvernement qui règle celles-ci. On prend ces précautions minutieuses pour éviter toute tromperie sur la quantité, la qualité des grains emmagasinés, et le matériel fourni devra être représenté en bon état. Il est donc certain que le bail Malisset n'était pas susceptible, en lui-même, de procurer à ses bénéficiaires des profits « énormes » ; et, dans un rapport relatif à l'affaire, le Contrôle général relève que l'arrangement est raisonnable et permettra de réduire les frais du régime existant.

L'association fut régularisée le 31 mars 1767, par acte notarié. Elle prenait comme raison sociale le nom de « Société et conventions pour l'entreprise des magasins de S. M. », et devait durer douze ans. A côté de Malisset, qui demeure alors rue Beautreillis, paroisse Saint-Paul, de Leray de Chaumont, de Perruchot, de Rousseau, figure un cinquième personnage, Bernier. Cette novation accuse encore la place prépondérante de Leray. Celui-ci a été longtemps et reste, à titre honoraire, grand maître des eaux et forêts de Blois ; or, Perruchot est, comme par hasard, receveur général des domaines et bois du comté de Blois ; Leray habite rue Notre-Dame-des-Victoires, et c'est également rue Notre-Dame-des-Victoires, peut-être dans le même immeuble, qu'est logé Bernier. Quant à Rousseau, le ton de ses lettres indique que, pour une raison ou pour une autre, il est également un agent dépendant du chef de file. Curieuse figure que celui-ci, et qu'il est difficile de bien définir ! De famille nantaise, apparenté à divers milieux bretons, il gardera une prédilection pour le séjour du Val de Loire ; il achètera en 1750 le château de Chaumont, où il recevra Franklin et où il vivra tranquille les débuts de la Révolution. Il y installe un atelier de céramique, pompeusement appelé « manufacture », dont il confie la direction à Nini, et c'est là que le céramiste italien exécutera ses plus fameux médaillons historiques. C'est donc un esprit artiste, curieux ; et, à Paris, au début du règne de Louis XVI, il recevra dans sa maison d'Auteuil une société libérale, parmi laquelle des amis de M^{me} Helvétius. Mais c'est un homme d'affaires et un spéculateur, comme d'ailleurs quelques-uns des siens. Fixé d'abord à Orléans, il émigre à Paris et deviendra directeur des Invalides. Dans les actes qui nous intéressent, on lit qu'il se réserve de conclure des accords particuliers « en raison de sa manufacture de Blois et son commerce maritime pour les grains ». Il est, de la part des hommes au pouvoir, et même de chefs de service

rudes comme l'intendant Albert, l'objet d'égards significatifs ; on le donne à deux reprises comme la personne qui joue le plus grand rôle dans l'approvisionnement de la France en blés étrangers. Et là peut-être est la raison de son influence. Malisset est en rapports avec les petits courtiers de Paris et de la grande banlieue : il n'a de crédits et d'informateurs nulle part au dehors.

Le fonds était prévu en 1765 comme devant être partagé en quatre parts inégales. Sur un total de 18 sols d'intérêts, Malisset en recevait 6, les autres 4. En 1767, le montant fut élevé à 20 sols ; mais Malisset garda son privilège. Faveur d'autant plus grande qu'il ne versait pas, en capital, une somme supérieure à celle des autres apports, soit 40,000 l. C'est qu'il était le gérant de l'entreprise, le technicien de l'affaire, le propriétaire des magasins et des moulins indispensables. Aussi lui avait-on reconnu une certaine autonomie ; il pouvait, de sa propre autorité, faire vendre des sons et farines jusqu'à concurrence de 3,000 l. par jour. Une disposition à relever est l'interdiction à tout associé de vendre ses parts sans l'agrément des autres, et le droit, pour la Compagnie, de les lui rembourser avec une majoration de 5 %. On supposait donc que l'entreprise serait profitable ; mais, ici non plus, rien n'autorise l'hypothèse de gros coups de bourse et de bénéfices scandaleux.

Or, un an après la signature de cet acte, l'association était virtuellement dissoute ; et, le 31 octobre 1768, elle cessait effectivement d'exister. Que s'était-il donc produit ? L'initiative n'est pas venue du gouvernement, mais des associés de Malisset, qui, reprochant à celui-ci son incapacité et l'infidélité de ses agents, ne veulent plus travailler avec lui et réclament, d'autre part, un relèvement de leur commission devant le résultat décevant de leurs affaires. Il est certain que la hausse des grains, déjà réelle en 1765, se prononce ensuite de plus en plus. Au milieu d'octobre 1767, de Chartres, de Soissons, de la Brie, de Pithiviers, arrivent des nouvelles concordantes. Le blé vieux de 1766 est introuvable ; les laboureurs gardent leur reliquat de 1765. Pour la récolte nouvelle, elle paraît faible : ici et là orages ont fait verser les épis ; mais partout les gerbes sont légères, et le rendement est inférieur de un cinquième à la normale. Aussi, à la fin de novembre, les fournisseurs du roi montrent-ils une réelle alarme de la hausse qui s'exagère. « Pourtant les granges sont pleines et le produit de la dernière récolte n'est que médiocrement entamé... Les marchands et laboureurs spéculent sur l'avenir, qui, dans le fait, est effrayant et causera des embar-

ras réels¹. » L'agent du service qui fait ces réflexions propose de s'adresser à des marchands libres pour faire garnir les marchés et ramener la confiance. Là où le cours trop élevé amène l'effervescence, comme à Bray (40 sous), il faudrait vendre 5 ou 10 sous en dessous de la cote « pour calmer le peuple et influer sur les laboureurs ». Mais il faudra accorder des gratifications, qui iront à 2 l. au moins par setier, et consentir des bonifications pour le transport. Puis, soudain, c'est la baisse. Au marché du 11 décembre en Brie, baisse de 2 l. sur le précédent pour le blé de première qualité, plus accentuée pour les autres. A Melun, le 12, il y a du blé jusque dans les environs des rues du marché, baisse de 3 l. par setier et il reste des invendus ; à Mennecy, les prix descendent de 4 l. A Paris, ils fléchissent en moyenne de 2 l. et Malisset écrit : « Il y a longtemps qu'on n'a vu une aussi grande quantité. » Cause, l'ouverture des greniers et l'afflux des marchands, notamment bretons. Résultat : grosses pertes de l'association, puisqu'elle doit supporter tous les frais. Le 10 mai 1768, les dirigeants se plaignent que ces pertes étaient impossibles à prévoir lors de la conclusion du traité initial. Le prix du blé a passé de 14 l. à 28, 30, 32 l. ; cette hausse est due à une « mauvaise récolte générale pendant trois ans » ; et la liberté d'exportation, qui a sauvé l'Europe et enrichi le royaume, a épuisé les blés vieux et les magasins. La paix a développé la consommation intérieure et l'exportation vers les colonies. Par suite de l'enrichissement et de l'accroissement de la masse d'or, les gens veulent manger du meilleur pain. « Les associés ont, dès le début de la hausse, complété leurs approvisionnements ; et même ils se sont procuré 3 à 4,000 setiers d'excédent. Ils ont pu, par la vente de ces blés, enrayer l'envolée des cours, mais non satisfaire aux demandes de leurs correspondants, et leurs achats se sont faits trop cher. Ils considèrent comme peu probable de voir les cours descendre au-dessous de 21 l., et dès lors il y a « impossibilité à faire du commerce ». D'autre part, ils ont dû acheter des sacs, établir des tonnelleres à Corbeil et à Saint-Charles, constituer des dépôts de merrains et barils, établir des machines, frais dont ils estiment le total à 7 ou 800,000 l. Et pourtant leur gestion est très économique, on peut s'en convaincre en examinant les comptes de Mirlavaud, le caissier des Grains².

Ces arguments, que les documents conservés confirment, malgré leur insuffisance, permettent donc de comprendre la demande d'annulation

1. Arch. nat., F¹¹/1194 (6 décembre 1767).

2. Tous les documents cités ou résumés viennent de F¹¹/1194, comme ci-dessus.

du bail. Mais les concessionnaires ne renoncent pas à l'entreprise. Ils demandent seulement le relèvement des indemnités, des commissions et, d'autre part, l'exclusion de Malisset.

Il ressort des comptes que ni Leray, ni Vernier ne se sont occupés des opérations directement : les agents véritables sont Malisset, Rousseau, Perruchot. Entre ces hommes, des divergences profondes de vues, d'intérêts, d'habitudes. Rousseau s'occupe du Tardenois, de la Champagne et des régions voisines ; Malisset, des environs de Paris. Perruchot semble préposé surtout au maniement des fonds. Malisset ne veut pas garder longtemps les blés en grains ; s'il ne peut les vendre, il veut les convertir au plus tôt en farine. On comprend aisément ses motifs : il a sur les bras ses six moulins de Corbeil, et tous ceux dont il s'est assuré le contrôle ; féru de la mouture économique, constatant d'ailleurs la préférence d'un public qui n'est pas outillé et manque de temps pour moudre chez soi, il use des pouvoirs qu'il a comme gérant pour imposer ses vues à ses associés. Il fait vider les dépôts éloignés et vise à rassembler à Corbeil ou à Saint-Charles, c'est-à-dire sous sa main, le plus gros des approvisionnements. Rousseau, Perruchot, de condition plus élevée, plus intimes avec les dirigeants, plus traditionalistes aussi, visent surtout à maintenir à plein le stock prévu par le traité. Comme tout prélèvement doit être, dans les quatre mois, remplacé par un total égal de sacs, toute dénaturation inutile constitue, en période de crise, un élément presque certain de perte. Les associés de Malisset ont donc intérêt, dans cette passe difficile, à limiter les privilèges de ce dernier et à faire modifier les termes du contrat. Il semble d'ailleurs exact que Malisset n'a eu toujours ni le sang-froid voulu, ni la main heureuse, ni des commissionnaires habiles et fidèles, ni les agents irréprochables.

Combattu de la sorte, Malisset ne pouvait espérer le succès, et il ne semble même pas qu'il ait essayé de lutter. Il va se renfermer dans le cercle de ses affaires privées. Mais, dès lors, l'organisation qu'il a mise sur pied, loin de lui servir, lui deviendrait onéreuse. Les moulins qu'il a loués, et pour le jeu desquels il a acquis la ferme du droit de minage, dépassent ses besoins comme ses moyens. Que ferait-il même des magasins et granges qu'il a fait construire pour contenir 60,000 setiers, de ses six moulins perfectionnés ? Il les a entrepris à crédit, et les 260,000 francs qu'il a dépensés lui ont été avancés par ses associés, le duc de Gontaut, même des architectes ou artisans de la localité. Il comptait sur les bénéfices de la Compagnie pour amortir ces dettes ; et, maintenant, s'il faut désintéresser ses créanciers, il est ruiné, car

aucun particulier ne peut songer à acquérir Corbeil. Aussi, dès octobre 1768, supplie-t-il le roi de prononcer la résiliation des contrats intervenus, de lui racheter ses greniers et de prendre en location les moulins.

Au Contrôle général, on est d'avis que l'installation excède les moyens d'un particulier et qu'on ne saurait laisser échapper l'occasion de mettre la main sur Corbeil. Mais on veut aussi profiter des circonstances pour s'en assurer le contrôle à bas prix. Les idées libre-échangistes des dirigeants ne permettent pas, d'ailleurs, à ceux-ci d'envisager comme une éventualité normale et durable la fourniture au public des grains par l'État. Une fois l'équilibre rétabli, Corbeil servirait de réserve, lors de troubles ou de guerre. Montigny envisage donc seulement une avance du Trésor, garantie par l'occupation des locaux et remboursable en dix annuités, à la volonté du preneur et sous la condition de restituer ces locaux. Encore les sommes promises seront-elles payées non à Malisset, mais aux différents créanciers. En vain Malisset proteste-t-il contre ces exigences, faisant valoir qu'on fixe à 12,000 livres le loyer des moulins, pour lequel il demandait 15,000, chiffre déjà réduit par rapport à leur valeur réelle et aux taux communs. Il doit s'incliner et, le 4 janvier 1769, le Conseil d'État autorise l'opération¹.

Mais l'argent promis ne fut pas payé ; et Malisset, de plus en plus gêné, demanda qu'on lui rachetât définitivement Corbeil. La solution n'intervint qu'à la fin de 1771. Conformément à un arrêt du Conseil du 15, MM. de Beaumont et de Boullongne signèrent le 24 décembre par-devant M^e Ducloz-Dufresnoy, notaire, un contrat de vente. Les lieux, qui furent l'objet d'un inventaire précis, devaient être vidés par Malisset à partir du 1^{er} avril. Le prix consenti était de 500,000 l., sur lesquelles une somme de 100,000 était réservée en raison d'un douaire. Des pièces ultérieures nous montrent qu'à la veille de la Révolution non seulement Malisset n'avait rien touché, mais que le Trésor gardait encore 100,000 l.².

Malisset n'a donc pas été traité favorablement, et cela suffirait pour faire justice de la légende du Pacte de famine. Sans doute, il n'est pas ruiné : il garde des agents, du crédit ; il reste en 1771³ « chargé de l'approvisionnement des hôpitaux, des achats de blé pour la mendicité, de la fourniture de pain pour les prisons » et les « pauvres du Bourbonnais ». Nous trouvons son nom parmi les commissionnaires en grains

1. Cf. Arch. nat., F¹¹/1193 et 1194.

2. Arch. nat., F¹¹/1193 (8 avril 1791).

3. Ibid., 1194 (10 février 1771).

qui alimentent Corbeil. Mais il ne fait pas fortune. Est-ce lui qui a fait de mauvais placements en Espagne¹? A-t-il été désespéré par les attaques et les répétitions incessantes dont ses associés et lui sont l'objet, et que nous reprendrons tout à l'heure? Toujours est-il qu'à la veille de la Révolution la ruine et le désespoir ont fait sombrer sa raison.

II. — LES ANNÉES TROUBLES.

Les associés de Malisset, qui se flattaient de reprendre leur jeu après l'avoir évincé, n'eurent pas complètement gain de cause. Le Contrôleur général leur donna acte de leurs observations et se contenta de dénoncer l'ancien contrat. Il semble bien qu'il y ait eu bataille assez rude. Leray de Chaumont fit donner ses appuis, dont le principal paraît avoir été Choiseul, et pendant quelque temps, jusqu'à sa nomination au poste d'intendant et directeur des Invalides, il garda la fourniture et la gestion des blés du roi, avec Corbeil et Saint-Charles.

Sur ces années, qui furent très troubles, les documents font tellement défaut qu'il n'est pas inutile de reproduire deux mémoires écrits, à n'en pas douter, par un témoin intéressé, Daniel Doumerc, qui sera le successeur de Malisset et de Leray.

« Les années 1765-1766² se passèrent très bien, mais, comme le grain renchérisait toujours, M. de Laverdy crut devoir autoriser une Compagnie qui se chargerait d'approvisionner Paris. En conséquence, on fit de grands établissements, on construisit des moulins, on loua des magasins et on monta une machine pour laquelle on réunit un fonds de près de 1,400,000 l. ; en 1766, 1767 et une partie de 1768, il se fit une levée très forte en grains par le port de Saint-Valéry et par la Saône ; tous les anciens greniers furent vidés. L'on parle encore aujourd'hui à Vitry-le-François d'un certain blé qui fut embarqué pour Saint-Dizier et de là transporté par terre à Gray. Les habitants prétendent qu'il était si vieux que les vers furent enchantés de le voir déloger... » C'est à ce moment que M. de Trudaine succède à Courteille. L'auteur du Mémoire eut « une entrevue très longue » avec le premier. « M. d'Invau, qui avait des bontés pour moi, avait cru que son ami ne serait pas fâché de m'entendre sur la partie des grains. » Il y eut donc rendez-vous et entretien d'une heure chez le Contrôleur général. On convint que « le mal venait de la volonté de rendre le pain bon marché à Paris » ; mais, comme on était en avril, c'est-à-dire à un moment critique, « il était impossible

1. Arch. Seine, 4 B⁶/57 (1779). Créances de Malisset sur Duclos, négociant à Alicante.

2. Arch. nat., F¹¹/264.

de changer les choses et, avant octobre, de rompre avec la Compagnie du s^r Malisset, quand ç'aurait été seulement pour mettre fin au bruit que le roi voulait se rendre maître de la Halle de Paris ». Doumerc eut plusieurs autres conversations avec Invau, qui, à la fin de juin, l'informa du dessein auquel s'étaient arrêtés les pouvoirs publics d'aménager à Paris « 40 fours et de gros établissements ». Doumerc aurait combattu ces mesures et préconisé la création de « 3 ou 4 petits établissements, sous prétexte de nourrir les gardes suisses et françaises et avoir toujours 15 à 1,800 sacs de farine blanche, qu'on pourrait faire transporter à la Halle ». Il défendit également ces vues en face de Leray de Chaumont, qui estimait nécessaire d'avoir à la disposition du gouvernement un stock de blé étranger égal à 30,000 setiers de blé. « Pour bien faire, il faudrait que des vaisseaux croisent sur nos côtes de mai à septembre pour porter secours où il faudrait » ; et, pendant l'hiver, les établissements feraient de la farine pour Paris, Rouen, Lyon. Doumerc, au contraire, se montrait optimiste, alléguant qu'une partie des moulins chômaient et que la moitié des boulangers seulement travaillaient, avec une activité réduite.

Mais cet optimisme fut mis à une cruelle épreuve. A l'approche d'août, la récolte paraissait bonne ; puis, tout à coup, le bruit courut à Rouen que le Santerre et la Picardie étaient démunis. Démenti : l'on affirme que la récolte est excellente. Pourtant, huit jours après, des nouvelles fâcheuses circulent : la récolte serait mauvaise en Bretagne, pas bonne en Normandie, et les cours montent. Convoqué à nouveau à une conférence, Doumerc proteste que la situation est très bonne encore à Paris ; « la ville ne met jamais en usage à la fois toutes les ressources possibles ; les trois quarts du blé du Soissonnais et de la Picardie vont à Rouen, une partie de celui de la Beauce à Orléans ; et, fort souvent, celui de la Haute-Champagne est obligé d'aller s'embarquer à Gray, en Franche-Comté, faute de débouchés dans cette ville ». Même dans les mauvaises années, si l'on dispose de Noyon, Soissons, Arcis et Châlons, il n'y a rien à redouter. Il faut donc surtout éviter que les provinces ne dégarnissent leurs greniers. Paris ne fait pas la hausse. Rouen fait monter Soissons et Noyon ; Gray, Châlons et Arcis ; de même Orléans, Chartres et Étampes. D'autre part, il y a des établissements créés « comme s'il y avait une armée de 100,000 h. à Paris » ; ils semblent destinés à écraser les autres moulins et à « faire du roi le seul marchand de blé, le seul meunier et le seul marchand de farine ». Si, par exemple, les six moulins de Corbeil fabriquent en moyenne quatre-vingts sacs de farine blanche par jour, il leur faudra quotidiennement « 170 setiers,

par mois 5,100 et par an 61,200 à 24 l., soit 1,468,800 l. Ira-t-il deux fois par semaine acheter 5 à 600 setiers ou bien fera-t-il la provision d'un mois dans quelque ville de Champagne ou de Brie? S'il achète au marché, cela fera sensation, car le plus fort est de 15 à 1,800 setiers; s'il achète chez le laboureur, les inconvénients seront encore plus sensibles. Il serait bien préférable que ces six moulins ne fussent pas réunis, car ils rendent impossible tout secret. Il ne peut d'ailleurs s'habituer à voir à la Halle de Paris un Bureau de blé d'ordonnance, et trois ou quatre facteurs qui vendent publiquement pour le compte du roi de la farine. Le blé d'ordonnance est à 40 sous meilleur marché suivant les apparences que celui du laboureur.

Mais ces observations ne portèrent pas, et le contrôleur général aurait décidé de laisser Leray de Chaumont poursuivre ses achats. Doumerc, ne perdant pas courage, écrivit au ministre qu'il venait de parcourir les alentours est de Paris, que les existences de grains étaient considérables, mais que les prix ne baissaient pas, et que, d'après les paysans eux-mêmes, les stocks étaient en des mains solides. Partout on lui demandait « s'il n'y avait pas de famine à Rouen et à Paris », on lui a dit que, « dans les premiers jours d'août, s'étaient répandus sur tous les marchés, à 50 lieues de Paris, des gens qui, loin d'attendre le blé au marché, allaient au-devant de lui et l'achetaient en grange ou sur les routes ». Le bruit courait que ces agissements étaient l'œuvre de la Compagnie.

Trudaine, ennuyé, répondit que Chaumont ne savait que penser et avait pris des précautions pour faire baisser le pain de 2 liards à la livre. « Si la Compagnie était dissolue, tous ses établissements subsistaient; — il fallait faire travailler tous les moulins qu'on avait gardés. Aussi, bien loin que le pain diminuât, il vint à 4 s. la livre et resta à ce prix, jusqu'au mois de février suivant. L'on eut beau entasser sac sur sac à la Halle, faire des hangards au milieu, les bien remplir, et placer des grands tas de farine vis-à-vis des sacs, toutes ces petites ruses de guerre ne firent rien, et il fallut attendre que les marchands, qui avaient spéculé sur le besoin que le gouvernement avait paru avoir, eussent peur qu'ils ne se fussent trompés. Il fallut que les commissionnaires de la C^{ie}, qui avaient acheté pour leur compte, ainsi que ceux des hôpitaux, eussent la même frayeur pour que, tout d'un coup, l'on vint à se racheter¹... »

Doumerc s'opposa également aux achats de blé faits au début de

1. D. donne ici un exemple de ces faits à Bar-sur-Aube.

septembre 1769 et qui firent monter le blé d'abord à Noyon et à Soissons, puis à Paris : l'arrêt des commandes amena la tranquillité. Il participe alors à des conférences, « la première fois à Chatillon », chez le Contrôleur général, où il rencontre Albert. Il y fut décidé de faire seulement des approvisionnements réduits, dont le contrat devait rester secret. Les magasins de Corbeil seraient remis à divers particuliers, et Malisset serait complètement écarté. Les blés du roi seraient vendus sans tarder et les établissements rendus au commerce avant le 1^{er} janvier. Au cours de ces entretiens, il aurait été révélé qu'il y avait dans les magasins 30,000 sacs de grains et farines, c'est-à-dire plus qu'on ne croyait, et qu'en plus on avait traité à Dantzig pour la fourniture éventuelle de 50,000 sacs, marché qu'il fallait rompre. La maladie, puis la retraite de Maynon, empêchèrent la conclusion de l'opération ; et Doumerc, qui avait une avance assez forte en blé pour nourrir en pain deux régiments, s'effraya d'une baisse rapide des cours (40 sous au setier) et revendit ce qu'il avait.

« Le 20 janvier, M. d'Albert lui proposa, de la part du Contrôleur général, de signer un traité ; mais on ne pouvait lui donner ce qu'on avait espéré (55,000 écus au lieu de 80,000, origine 1^{er} mars au lieu de 1^{er} septembre, et première avance de 11,000 livres au lieu de 50,000). Il refusa d'abord, puis se laissa attendre et le traité fut signé le 29. Il se mit en devoir de l'exécuter et remit au début de mars un état de situation. Mais il reçut alors « l'avis... d'Arcis et de Châlons que Malicet reparaisait, et de là une hausse de 30 sous par setier à Paris ». D'Albert répondit que le fait était exact, mais que les achats concernaient les prisons. Il protesta ; mais alors son traité fut divulgué et on répandit le bruit qu'il était incapable de l'exécuter. Puis tout s'apaisa. Doumerc prévint ses correspondants que les achats de Malisset ne pouvaient être considérables. Cependant, on fit courir la rumeur que « les maïs étaient gelés, que le Poitou, le Limousin mouraient de faim, que le mariage du Dauphin mettait à sec la Halle ». Puis, quand les mesures prises semblaient efficaces, et que la liquidation des stocks s'était avantageusement poursuivie, la Champagne fut informée que « Malicet achetait beaucoup pour envoyer sur la Loire, et que la Franche-Comté tirait beaucoup de Bar et de Saint-Dizier ». Reims fut enveloppée par une infinité de commissionnaires et les gros fariniers d'Étampes ne cessaient de dire que l'Orléanais leur demandait plus de farine qu'ils ne pouvaient en faire... Simoneau s'était remis en campagne et avait acheté dans un seul marché 5,000 sacs de farine, ce qui l'avait fait hausser dans vingt-quatre heures de 6 l. par toute la Beauce. Cependant, Doumerc

« avait si bien jugé du second couronnement que, le 20 juin, le blé valait le même prix que le 8 octobre ».

Lorsqu'en juillet le blé vint à augmenter, d'Albert dit que le Contrôleur général, inquiet, exigeait l'emmagasiner des anciens établissements. Doumerc répliqua que la demande équivalait à la résiliation de son propre contrat. Il argua qu'en fait les engagements pris n'étaient pas observés, que les établissements subsistaient : Blondelet reste à Soissons, Surville à Rouen, Malisset à Corbeil, le magasin de Saint-Charles n'est pas occupé. Le port de Saint-Valéry est ouvert, et le s^r Jean, qui était l'homme de la Compagnie, obtient tous les jours de nouveaux passeports pour faire passer du blé à Paris. Mais, en se retirant, Doumerc se refuse à rendre les 11,000 l. réclamées, étant donné qu'on lui en doit encore 42,000 pour avances faites aux gardes françaises et suisses³... L'on pensa alors à faire construire quarante fours à Saint-Denis ; mais Trudaine s'alarma d'un projet aussi vaste ; aussi se réduisit-on à celui de trois ou quatre établissements, sous prétexte de fournir les gardes. On se proposait : 1^o de fabriquer une espèce de pain bis blanc de deuxième qualité, où tout aurait été, sauf le second son et le remoulage. — 2^o De fournir de ce pain les marchés de Paris. — 3^o De fournir aux troupes ce pain meilleur marché qu'au public. Les régiments auraient vite fait connaître le pain ; les boulangers auraient été engagés à faire la même sorte. Les moulins de Saint-Denis fourniraient les établissements de la Villette, qui, depuis le 24 décembre 1768, ont fourni le dépôt des gardes françaises et sept compagnies du même régiment ; l'on a fait dans cet établissement du pain bis blanc et du pain bis pour le peuple, qu'on aurait apporté à la Halle et au marché du Palais-Royal. Courbevoie fournit depuis septembre 1768 trois bataillons suisses, casernés dans cette localité et à Rueil, d'une seule qualité bis blanc. Les fours de l'Oursine, au milieu de la rue qui est privilégiée et où il y a vingt boulangers, envoient à la place Maubert, à Saint-Germain-des-Prés, et l'année dernière, les gardes françaises, lorsque les boulangers ne voulurent plus céder leur pain aux prix voulus. Il ajoute que « les domestiques et ouvriers ont contracté l'habitude de manger du pain blanc. Or, la farine ne contient plus rien de l'essence du blé et se corrompt vite, d'où la nécessité d'adopter de nouvelles techniques, et de ne pas garder longtemps des approvisionnements ».

Doumerc proteste en terminant qu'il est parfaitement en état d'exécuter son contrat. Il disait qu'il avait en magasin 1,800 sacs de farine et 400 sacs de blé ; il devait avoir en juillet 3,000 sacs sur les 4,000 pro-

mis, il avait quatre bluteries montées, deux forts moulins, du crédit à Châlons, Arcis, Soissons et Noyon.

Le mémoire s'arrête prématurément pour nous ; mais il est, en quelque sorte, doublé par un autre, plus détaillé sur certains points, et dont voici l'essentiel :

... En 1767, le grain ayant encore augmenté, on conseilla à M. de Laverdy de faire acheter dans les environs de tous les ports de l'Océan une certaine quantité de grain, afin de faire monter au prix de la prohibition et par là de faire cesser l'exportation par la force de la loi. Toutes ces opérations exigèrent des fonds, et peu à peu cette C^{ie} se trouva composée de plusieurs personnes très riches : M. Le Rès de Chaumont, aujourd'hui trésorier des Invalides, se mit à découvert et ce fut lui qui eut le portefeuille pour travailler avec M. Gaudet, chez M. de Courteilles. Sur la fin de cette année, M. de Courteilles étant mort, le premier soin de M. de Chaumont fut d'empêcher que M. de Trudaine, qui prenait le département des grains, donnât sa confiance à M. Gaudet. Pour y parvenir, il mit sous les yeux de cet intendant des finances tous les sacrifices qu'on avait faits à ce premier commis, et, pour pouvoir supplanter par la suite ses associés, il dévoila toutes les manœuvres qui s'étaient faites par la Compagnie dans ses achats et dans la manutention, en se disant toujours l'agneau sans tache.

Vers ce temps-là, on fit espérer à M. de Trudaine la place de secrétaire d'État avec le département de Paris ; mais on lui fit entendre qu'il fallait, pour pouvoir déterminer le Roi, faire quelque chose d'éclat. En conséquence, on lui persuada d'acheter en société, indépendamment des approvisionnements de la Compagnie, une très grande quantité de grains sans y être autorisé par le gouvernement, afin de se rendre maître de cette partie et de pouvoir la diriger à son gré. Cette espèce de société ne réussit pas, et l'on perdit considérablement sur ces achats... Lorsque j'eus l'honneur de connaître M. de Trudaine, il était dans cette position, mais je n'en savais rien, et M. d'Invaux l'ignorait : au moyen de quoi nous l'encourageâmes de toutes nos forces à se débarrasser de cette Compagnie et de faire cesser tous les grands achats. M. de Trudaine eut l'air de donner dans notre sentiment, peut-être même était-il de bonne foi et connaissait-il mieux que nous les gens à qui il avait à faire ; mais il était déjà si embarrassé qu'il se vit obligé d'en parler à M. de Chaumont et de me prier d'aller chez cet ancien grand maître des Eaux et Forêts. M. de Chaumont, en entrant chez lui, me dit : « Comme vous n'êtes pas bien avancé dans votre fortune, nous voulons faire quelque chose pour vous. » Je répondis comme je le devais à cette offre, et, après avoir causé plus d'une heure avec lui, je finis par lui dire que, de l'instant que nous ne nous trouvions pas d'accord sur les principes, il était inutile qu'on voulût nous faire marcher ensemble.

En sortant..., je fus chez M. de Trudaine, à qui je rendis compte de ce qui

s'était passé, et je l'assurai très fort que M. de Chaumont était un homme à ménager, attendu qu'il tenait dans ses mains une grande partie de l'approvisionnement du royaume et que ce n'était que peu à peu que l'on pouvait rompre de pareilles machines¹...

II. M. d'Inveau succéda à M. de Laverdy, bien résolu de remettre peu à peu tout au commerce naturel ; il ne fut pas le maître de suivre son idée, et voici pourquoi : 1^o Comme on savait qu'il n'avait pas une forte inclination pour M. de Chaumont et qu'il en avait parlé plusieurs fois assez mal devant M. de Trudaine, on imagina de faire porter par cet ancien Grand-Maitre la lettre de M. le duc de Choiseul, par laquelle ce ministre lui apprenait sa désignation pour le Contrôle Général. — 2^o Lorsqu'il voulut faire quelques difficultés pour les fonds, M. le duc de Choiseul lui dit que, s'il ne pouvait pas en donner, il ferait avancer sur l'extraordinaire des guerres 6 millions. — 3^o M. de Trudaine, à qui l'on faisait espérer qu'on pourrait trouver les moyens de couvrir par les nouveaux achats les pertes qu'il avait faites, faisait pousser par dessous main M. d'Inveau..., dans le temps qu'on me faisait faire une très grande tournée. Ainsi, quoique la C^{te} de Malisset fût congédiée, M. de Chaumont fit conserver tous les établissements qu'elle avait, et resta seul chargé de tous les grands achats. Par conséquent, à lui seul et à la petite société fut dévolu le droit de commission, le bénéfice sur les transports,... les manœuvres,... les achats... Pour mieux décider M. d'Inveau, cet ancien G^d Maître donna des états et des mémoires au bas desquels il promettait qu'il ferait diminuer le pain avant le 15 novembre de 6^d par livre ; mais malheureusement le contraire arriva. Ce fut dans ce moment que M. le maréchal de Biron et M. le duc de Choiseul demandèrent, dans le Cabinet du Roi, qu'on remit en vigueur les établissements qu'on avait suspendus ; ils n'eurent d'abord pour objet que les deux régiments, ensuite le public, et ce ne fut qu'en 1770 qu'ils servirent de voile pour la petite réserve de Paris.

III. En 1769, M. d'Inveau, fatigué des grands achats, me fit l'honneur de me dire dans le mois de juin qu'il était décidé à rompre pour toujours cette machine, et il eut le courage de dire à S. M. qu'il fallait une fois pour toutes faire cesser les bruits injurieux qu'on tenait contre sa personne sacrée. C'est dans ces circonstances que j'eus l'honneur de lui écrire... M. de Trudaine eut encore l'air de se prêter à ce projet ; mais, lorsqu'il fut question de l'exécuter, il dit en ma présence à M. d'Inveau que, si l'on prenait ce parti, la denrée diminuerait trop, et, finalement, il partit pour l'Italie, de très mauvaise humeur contre son beau-frère et moi. Lorsqu'il fut parti, M. d'Inveau sut, pour la première fois, du moins à ce que je pense, l'embarras... de son beau-frère et il vit le fond de cette affaire. Ce fut aussi à cette époque qu'il fut instruit seulement qu'il y avait à Dantzig 50,000 setiers de froment qui avaient

1. Suit un paragraphe relatif au renvoi de Malisset, sans intérêt.

été achetés du temps de M. de Laverdy par M. Gérard, résident dans cette ville. On soupçonnait ce grain d'être en mauvais état et l'intention de M. d'Inveau était de le faire vendre sur les lieux. Je ne sais ce qu'il est devenu.

IV. M. d'Inveau, après avoir fait décider qu'il n'y aurait pas de grands approvisionnements, quitta le Contrôle Général... sans avoir signé le petit traité, faute de pouvoir faire remettre les 50,000 l. qu'on avait promises d'avance et un peu embarrassé des 50,000 setiers... qui étaient à Dantzig. M. l'abbé Terray, qui lui succéda, était dans l'opinion que l'exportation avait fait beaucoup de mal et dans la persuasion que les approvisionnements intérieurs étaient nécessaires. Mais, lorsque ce Contrôleur Général vit d'un côté que le plus beau blé ne valait à Paris que 24 l. et que, de l'autre, on n'avait pas le sol pour faire des achats, il adopta une partie du plan de M. d'Inveau, pour lequel, je l'ai déjà dit, ce ministre ne put donner que 11,250 l. d'avance. Depuis le mois de novembre jusqu'au mois de janvier, les partisans des grands achats avaient trouvé le moyen de filer le reste des approvisionnements ; ils avaient sans doute cru que Paris, Rouen, etc., se trouvant tout d'un coup sans secours dans un moment où le grain augmente naturellement, il y aurait une hausse dans cette denrée de 8 à 10 l. par setier. Mais quand ils virent que cette spéculation... avait manqué, ils employèrent d'autres moyens. On fit dans le même jour enlever 1,700 sacs de farine à la Halle et, peu de temps après, tout le seigle et l'orge disparurent au port. Le coup qu'on avait frappé sur la Loire, la Vienne et la Charente fit bientôt son effet. En moins de quinze jours, sans qu'il fût arrivé le plus petit accident à la récolte, le blé augmenta à Poitiers de 12 l. par setier. A peine le premier seigle fut coupé en Champagne qu'on répandait le bruit que cette province manquait ; en conséquence, il n'en fallut pas davantage pour donner l'alarme à Paris. Enfin, dans une nuit, on fit faire l'achat de 5,000 sacs de farine sur la rivière d'Étampes et de Chartres par un nommé Simoneau, ancien commis de la C^{ie} Malisset.

Dans ces circonstances... Trudaine revint d'Italie ; mon premier soin fut d'aller lui faire ma cour et en même temps de le prier de vouloir bien régler les comptes des Établissements, afin de me mettre en état de me faire rembourser des avances que j'avais faites et que je faisais encore tous les jours. Cet intendant des finances me reçut très froidement et me répondit qu'il verrait. Sur la fin de septembre, j'appris qu'on pensait sérieusement à revenir aux établissements intérieurs et même à faire acheter par le roi les magasins et moulins de Corbeil, sur lesquels S. M. avait fait donner une forte avance. Je sus même que M. de Trudaine était de cet avis et qu'il faisait tout son possible pour que M. de Chaumont fût chargé des grands approvisionnements, ce qui ne me surprit pas, parce que je savais qu'il y avait une queue de 4 ou 500,000 l. J'eus l'honneur de voir M. le Contrôleur Général et je lui fis

observer qu'il n'y avait que deux mois que le blé avait augmenté, que nous étions au moment où l'on allait jouir de la récolte ; que, l'année dernière, à pareille époque, on avait voulu faire la même chose, mais que le renard... s'était pendu aux fourches patibulaires. M. le Contrôleur Général me répondit qu'on lui avait donné de très grandes inquiétudes sur la récolte ; que, d'ailleurs, il avait pour principe qu'un *Roi doit tenir dans sa main le prix de cette denrée et se charger de nourrir le peuple*. Je ne répondis rien, parce qu'on m'avait assuré quelques jours auparavant que ce ministre devait, par la même occasion, faire un arrangement avec le Roi pour ses magasins et moulins de sa terre de la Motte. Assurément, ce ministre est trop connu pour douter un moment que tout l'avantage n'ait été pour S. M.

M. de Chaumont fut donc chargé des grands achats et... prit pour associé M. Sorin, ami intime de M. Leleu, qui le couvre dans les bonnes occasions du crédit du Trésor royal. On ne pouvait pas résilier mon petit traité parce que je n'avais pas manqué aux conditions ; mais on fit tout comme s'il avait été résilié.

On fit plus : car on voulut me faire passer pour un étourdi qui avait risqué d'affamer le royaume ; et l'on fut jusqu'à vouloir persuader que c'était de ma faute si le grain avait augmenté. On chercha même à me faire passer pour quelqu'un qui avait voulu escroquer les 11,250 l. qu'on m'avait données en avance sur le petit traité, tandis qu'à cette époque il était constant que le gouvernement me devait des sommes très considérables, puisque l'on m'a fait remettre depuis ce temps 20,000 écus et qu'il m'est dû une somme beaucoup plus forte. On changea, cependant, peu à peu de ton ; ou, du moins, on en eut l'air ; et, finalement, on admit les Établissements à compter, parce qu'on sut que j'étais sur le point de faire un éclat. Mais... on me fit mille difficultés ; on avança des opinions par écrit, dont on fut obligé de *se rétracter aussi par écrit*, et j'ose dire qu'il s'en faut beaucoup qu'on mit de la franchise et de la délicatesse dans les procédés.

D'après cet exposé, M. le comte de Maurepas me dira peut-être : « Je vois bien jusques icy que M. de Trudaine, M. de Chaumont, M. Leleu et beaucoup d'autres personnes intéressées dans la chose ont eu des motifs suffisants pour chercher à vous perdre. Mais quel intérêt M. le Contrôleur Général a-t-il de vous persécuter ? »

Dans la tournée qu'on me fit faire en 1769, on m'avait donné plusieurs points à examiner : celui de Nogent-sur-Seine était du nombre, et je rendis compte des Moulins et magasins de la Motte. On a eu l'indiscrétion de montrer à M. l'abbé Terray ce compte rendu, pour ne pas dire quelque chose de plus. M. le Contrôleur G^l sait aussi que j'ai toujours soutenu, comme je soutiens encore, et que j'ai eu le courage de mettre au bas de deux mémoires, le 1^{er} du 16 avril 1771 et le 2^e du 27 octobre suivant... que, tant qu'on suivrait les grands achats, le désordre régnerait dans cette partie, et le pain serait plus cher. Je sais qu'on dit que M. l'abbé Terray n'a d'autre intérêt dans les

grands achats que celui de procurer à Paris la tranquillité, au moyen de quelques millions et de quelques personnes tuées ou pendues dans les provinces éloignées. Il est assurément trop riche, ajoute-t-on, pour profiter d'un pareil monopole. Je le crois ; mais, en même temps, je serais tenté de prêter l'oreille à ceux qui disent que M. l'abbé Terray, dans les circonstances où il s'est trouvé, n'a pas été fâché d'avoir cette partie de l'administration en l'air pour pouvoir faire face aux incursions que de certaines personnes en grand crédit faisaient sur la bourse du gouvernement. *C'est un labyrinthe dans lequel le plus adroit auditeur des comptes se perdrait* (souligné par nous). Je ne dis pas que ce Ministre en ait fait son profit ; mais, comme j'ai été à portée de connaître mieux que personne le fond de l'affaire de M. de Sancerre avec M^{me} de Layard, je ne serais pas surpris que le penchant que M. l'abbé Terray a à faire du bien à ses amis ne l'eût un peu ébloui pour les approvisionnements, et même je crois avoir des raisons assez fortes pour être persuadé que mon petit traité particulier du 29 janvier 1770 a pu payer quelques épingles ; car je n'ai jamais connu ni entendu parler de la personne à qui on prétend l'avoir passé pour me remplacer.

En demandant à S. M. la permission de donner un *Mémoire*, lorsqu'on voudra prendre un parti définitif et empêcher que Louis XVI ne soit jamais assez malheureux pour exister dans l'opinion publique comme son grand-père, je me propose de faire tous mes efforts pour prouver :

1^o Que l'exportation pouvait être utile en France ; 2^o qu'on aurait pu la soutenir constamment en France ; 3^o que ce n'est pas par ses propres effets qu'elle est tombée ; 4^o que tout ce qu'on a fait a été diamétralement opposé à l'exportation, à la circulation, à l'importation ; 5^o qu'il est impossible que le système de tenir le prix des grains dans sa main et de le proportionner aux impositions puisse être fondé en raison ; 6^o que, dans toutes les tournées que j'ai faites, j'ai toujours trouvé le médecin qui frappait la nature au lieu de la maladie ; 7^o que M. Necker, dans son *Éloge de Colbert*, en composant cette tirade, p. 33 : « *Mais cette multitude d'hommes qui n'ont rien à échanger, qui ne veulent que du pain pour le prix de leur travail* », ne s'est pas aperçu sans doute qu'un sang approvisionneur pour le compte du gouvernement coulait dans ses veines. Sa maison, ainsi que ses associés et les beaux esprits qu'il héberge, doivent de la reconnaissance au système de la prohibition, parce qu'il est seul qui procure de fortes commissions pour des achats particuliers et des passeports privilégiés...

III. — DOUMERC

Ce factum émane assurément d'un homme qui connaît bien son métier : métier de blatier et métier de polémiste. Il y a dans tout cela des affirmations exactes, des insinuations perfides, des déformations voulues, des lacunes certaines, mais une connaissance remarquable des

lieux, des chiffres et une chaleur de forme communicative. Nous y voyons d'abord que Doumerc a de la sympathie seulement pour Laverdy et Maynon : les autres, de Leray à Terray, en passant par Trudaine, sont bons à brûler. Il y a, de cette double attitude, des raisons évidentes : sous l'angle des principes, Doumerc se présente à nous comme un libre-échangiste, un partisan du commerce libre, comme ses deux patrons ; il combat les monopoleurs, les adversaires de toute restriction. Opposition d'intérêts aussi : il ne peut jouer un rôle important dans l'équipe Leray-Simoneau : c'est sur les ruines de la *Compagnie*, grande ou petite, qu'il prétend édifier sa fortune. Sa diatribe mérite d'attirer l'attention par un autre côté. Elle rejoint celle de Leprevost de Beaumont : dans les deux documents, c'est la dénonciation d'un vaste complot ourdi contre le peuple, auquel même les plus grands personnages, Choiseul, Terray, Trudaine, prêtent leur bienveillant appui. Le roi n'y a point de part en vérité ; mais son inertie, son aveuglement le compromettent aux yeux des honnêtes gens : pour avoir laissé faire, il est déjà taxé de complicité. Tous les éléments de la légende du Pacte de famine sont ainsi réunis et systématisés par l'un de ceux qui passent pour avoir été les chefs de la bande noire et s'être enrichis dans ces spéculations.

Tâchons, si difficile que soit la tentative, d'aller plus avant dans la critique des documents et, par là, dans la connaissance même des choses. Ennemi juré de Malisset, qu'il ne perd jamais l'occasion d'incriminer ou de rallier, il semble avoir été employé d'abord comme un liquidateur officieux ; puis il suggère, à son profit, la création des petits établissements, réalisée par le petit traité du 29 janvier 1770, qui a été résiliée avant la chute de Terray, sans lui enlever effectivement la fourniture des gardes suisses et françaises. Et, dans ces trois moments, il a rencontré l'hostilité du groupe Leray, soutenu par Leleu, peut-être par Necker. Est-ce bien vrai ?

Doumerc est né vers 1739 à Montauban, où son père exerçait le commerce des grains. Comme beaucoup de ses congénères, il était surtout en relations d'affaires avec les exportateurs de la région bordelaise, qui fournissaient de blé les colonies. Ayant sans doute le désir de monter dans l'échelle sociale et jugeant que le trafic paternel ne comportait pas une double activité, il vint à Paris, en 1766, donc peu éloigné de la trentaine ; il fut pris comme commis par Leray et travailla dans les bureaux de l'approvisionnement¹. Il tenait les livres, faisait la corres-

1. Tous ces détails sont extraits de l'interrogatoire de Doumerc (Arch. de la Bastille, 12447).

pondance et touchait 4,000 l. nettes d'appointements par an, somme importante pour l'époque et qui dénote une capacité reconnue. Ses occupations ne l'empêchaient pas d'ailleurs de se livrer à des opérations commerciales ou spéculatives pour son propre compte : il déclare lui-même avoir fait des bénéfices ; et son goût pour les combinaisons aventureuses se marque clairement par un exemple. Il a cherché à envoyer des draps à Dantzig, afin, probablement, d'employer la contre-valeur en achats de blés et gagner sur le va-et-vient. Son calcul a été déjoué par les circonstances, mais il a pu faire revendre les articles au prix coûtant par l'envoyé français Gérard. Détail à retenir parce qu'il montre la nature de l'homme et donne à l'information relative aux agissements de Trudaine une valeur documentaire très sérieuse. D'autre part, l'attitude que Doumerc donne pour sienne à l'égard de Leray est inadmissible. Si Chaumont a pu dire à son commis : vous n'êtes pas bien dans vos affaires ; nous ferons quelque chose pour vous, le commis n'a pu répliquer à son patron que, n'étant pas d'accord sur les principes, il préférerait reprendre sa liberté. De même, de Doumerc à Malisset, il y a une jalousie toute naturelle de professionnels en concurrence. Mais nous n'avons, dans les documents du contrôle général, aucune pièce indiquant que Doumerc a critiqué, combattu les agissements de celui qui était le principal gestionnaire de l'entreprise.

Peut-on aller plus loin dans la voie de la critique ? Voici tout au moins quelques éléments d'information. Dans le dossier de la vente au roi des magasins de Corbeil¹ figure un inventaire spécifiant que les immeubles cédés « ont été occupés par les blés du Roi, sous la régie de M. Leray, du 1^{er} octobre 1768 au 1^{er} avril 1770 ». La réalité de l'exploitation est attestée : 1^o par des pièces relatives à des envois de grains de Corbeil à Saint-Charles ; 2^o par un état des dégâts causés tant à la machinerie qu'au jardin par le criblage, le montage, la mouture. Or, c'est au commis de Doumerc, « directeur de M. Leray », que Malisset remet les locaux, après signature du bail. Par contre, dans l'état des lieux auquel les religieux de Saint-Charles font procéder le 19 mars 1771, le nom de Doumerc n'est suivi d'aucune spécification subalterne. Quand Brochet de Saint-Priest donne l'ordre à son commis Lartisien de prendre possession des établissements de Malisset acquis par le roi, il devra les remettre à Doumerc, « *négociant* employé par le gouvernement à l'achat des grains ». Il n'est donc plus question ni de la direction des blés venant de l'étranger (ce qui signifie peut-être la suppres-

1. Arch. nat., F¹²/1193. Contrat du 24 décembre 1771.

sion du poste) ni de Leray, qui deviendra peu après directeur des Invalides. Doumerc semble donc avoir raison lorsque, dans son interrogatoire de la Bastille, il fixe à juin-juillet 1770 sa rupture avec son ancien patron. Comme c'est à cette date que Choiseul disparaît du ministère, on peut supposer que l'événement tient en partie à des changements politiques, et qu'il y a eu de 1768 à 1770 lutte entre deux équipes d'hommes en place, séparés à la fois par des rivalités d'ambition et des divergences doctrinales : d'un côté, Choiseul, Leray, Necker et les partisans des « gros achats » ; de l'autre, Laverdy, Maynon d'Invaux, les libéraux et physiocrates, dont Doumerc est le technicien et l'homme de confiance.

Dès 1768, Doumerc a donc été personnellement chargé de la fourniture aux gardes suisses et françaises, et il habite d'ailleurs Courbevoie, tout près des casernes. Il a eu à faire, dès le début, l'avance de 58,000 l., ce qui suppose des ressources personnelles considérables, ou un large crédit sur la place ; et le négociant déclarera en 1775 devant Albert qu'il a, en effet, emprunté. Mais, peu à peu, sans que nous puissions marquer exactement les étapes de cette progression, les affaires s'étendent énormément. Doumerc s'associe avec Sorin de Bonne, dont la fortune est attestée par la possession d'une maison à la Muette, par un portefeuille assez garni, et qui fut le fournisseur de la Petite-Écurie de Versailles en matière de fourrages. Ce Sorin a épousé une femme de bonne famille, qui lui a peut-être apporté une partie des fonds, des relations¹. Sorin est également de l'entourage de Leray. Les associés s'occuperont de fournir à l'armée les grains nécessaires ; ils sont chargés aussi, à partir de 1772, de parer au déficit de certaines provinces ; et, pour le faire, ils lient partie avec les Guis et Rémusat, de Marseille, les Wittersheim, de Metz, Doumerc père, de Montauban, Peyrouton² et divers blatiers de la vallée de la Garonne. Puis, vers 1773-1774, leur crédit, attaqué,ériclité ; et, en 1775, Doumerc et Sorin seront enfermés à la Bastille et soumis à un interrogatoire très rude de la part du lieutenant de police Albert. Réservons pour plus tard le procès, ainsi que ses causes, c'est-à-dire les agissements de la firme.

1. Né à Valence, il a été l'homme d'affaires de M^{me} de Choiseul et de sa fille, M^{me} d'Anville ; il a ou a eu des intérêts dans la régie des droits réunis, la ferme de l'affinage, les entreprises des Étapes générales, la ferme des domaines d'Alsace ; il a été chargé en 1771 de la conclusion d'un emprunt viager d'un million de florins en Hollande. Il a acheté à Verne la maison de la Muette et s'est fait autoriser par Terray à joindre quelque terrain à la maison (Arsenal, Bastille, 12447).

2. Ou Peyrouteau.

Mais un point est à retenir : l'association du nom de Terray avec cet essor des affaires. Pourquoi Terray s'est-il adressé à Doumerc, et que voulait-il de lui ? Le contrôleur général de la banqueroute mériterait une étude qui fait actuellement défaut. Sans réhabiliter complètement Terray, qui fut un homme de ce temps aimable et facile — au moins pour les courtisans —, elle montrerait en lui un ministre aux vues fermes, nettes et singulièrement modernes. Dès son arrivée au pouvoir, il réunit un certain nombre de conseillers d'État, particulièrement avertis, et il discute avec eux les problèmes d'actualité¹. Celui des subsistances en est un, et qui se posera de plus en plus fortement. Terray est en principe favorable à la liberté des transactions ; mais il attache la plus grande importance au calme de l'opinion. Il lui paraît indispensable d'empêcher la propagation des faux bruits. Il faut que le peuple voie dans le souverain un protecteur, non un ennemi ; et la vie assurée des populations doit être le premier souci du gouvernement. La pensée de Terray est bien que celui-ci doit avoir la haute main sur le marché du blé.

Or, il résulte des renseignements recueillis que l'exportation n'a jamais pu se soutenir en France cinq années sans entraîner de graves inconvénients² : les disponibilités moyennes laissées par les récoltes ne sont pas suffisantes pour ce propos. Et, d'autre part, la hausse des cours qu'elle détermine a plus d'inconvénients que d'avantages. Si elle améliore la condition et les revenus des propriétaires fonciers, elle grève au contraire les classes inférieures, dont les salaires n'augmentent pas en même temps, ni de façon équivalente. Même les fermiers, dont les baux sont bientôt relevés — et très notablement —, se trouvent être les mauvais marchands du soi-disant progrès. Le résultat est la diminution de la consommation, la stagnation de l'industrie. C'est retourner la charrue que de permettre d'abord l'exportation — qui est interdite le 14 juillet 1770. Le véritable problème est donc d'assurer la circulation des grains à l'intérieur du royaume et d'établir scientifiquement la quotité des existences, celle des besoins, la localisation des unes et des autres. Terray, qui exigera de ses subordonnés l'établissement de statistiques régulières et précises, considère qu'il n'y a pas de question en soi, mais des cas d'espèce, et qu'il faut décider selon l'opportunité.

On lui a cependant proposé dès le début un vaste plan d'organisa-

1. Arch. nat., F¹¹/265, du 17 décembre 1771.

2. Arch. nat., K. 908, n° 32, non daté.

tion, qui reprenait — en l'augmentant — le système ancien des blés du roi. Nous en ignorons l'auteur : il faut cependant se souvenir que, parmi les conseillers du ministre, figurait La Galaizière et que le roi Stanislas venait de constituer en Lorraine une série de greniers de sécurité, dont nous aurons à reparler tout à l'heure. Le projet, indiqué sommairement dans les papiers de Dampierre¹, visait à créer une Compagnie, qui aurait le monopole de l'importation et de l'exportation. Elle devrait acheter ou vendre tous les blés qu'on lui offrirait ou commanderait à un prix déterminé, et percevrait un droit fiscal dont le produit permettrait de supprimer la taille. Ce plan, nous dit-on, avait la faveur du gouvernement et fut repoussé à grand'peine. A supposer que le fait soit exact, on peut admettre que Terray l'a combattu. Il s'est exprimé avec netteté, même avec véhémence, contre l'établissement d'une Société de ce genre :

Je dois, écrivait-il dans une circulaire², vous prévenir que le peuple, les bourgeois, et même les personnes distinguées sont imbuës de l'idée fausse qu'il existe une Compagnie chargée exclusivement de l'approvisionnement du Royaume et du commerce des grains. On accuse cette prétendue Compagnie d'être la cause, par le monopole qu'elle exerce, du prix excessif des grains. De pareilles opinions rendraient le gouvernement odieux, si elles s'enracinaient. Vous savez que, si le gouvernement a fait passer ces grains dans les différentes provinces, c'était pour les faire vendre à perte et pour le soulagement du peuple. Il est de votre devoir de détromper ceux qui sont dans l'erreur... *Je vous avertis que vous n'ayez à écouter aucune personne qui vous dirait avoir permission d'acheter hors des marchés et pour le compte du Gouvernement.*

Ainsi, pour Terray, la liberté du commerce, jointe au respect des règlements, doit suffire à assurer l'abondance, pourvu qu'il n'y ait point de panique ou de stockage abusif. Normalement, des mouvements restreints, de faible amplitude, permettraient de parer aux déficits provinciaux et de laisser la capitale se ravitailler dans la zone large qui l'entoure. Or, ces idées sont celles que Doumerc a préconisées dans plusieurs documents³. Pour lui, la véritable politique est d'empêcher la capitale de prendre peur et d'exagérer sa demande, en détournant les régions mal pourvues comme Lyon de lui faire concurrence sur les marchés de son approvisionnement normal. Tandis qu'on préconise des

1. Bibl. nat., Papiers de Dampierre.

2. Arch. nat., F¹¹/265.

3. Cf. not. Bibl. nat., *Coll. Joly de Fleury*, 1158. Mémoire sur l'état des récoltes, daté de 1770 et qui semble rédigé par Doumerc.

achats concentriques vers Paris, dont l'effet certain est de raréfier les stocks et de souffler les cours, Doumerc recommande une mobilisation d'ouest en est, complétée par des achats éventuels de blés méditerranéens. Ainsi la Lorraine, la Haute-Champagne soutiendront la Bourgogne et la Comté dans leurs expéditions vers Lyon, tandis que de Flandre et d'Artois reflueront les quotités disponibles vers les Ardennes et la Champagne. Marseille blutera les cargaisons d'Italie, de Grèce ou de Barbarie, et les farines obtenues feront face aux exigences complémentaires de la vallée du Rhône et de Suisse.

Dans la pensée de Terray, comme dans celle de Doumerc, ces opérations devaient être réduites et peu coûteuses ; mais la famine de 1771 a déjoué tous les calculs. Il a bien fallu que Turgot déroge à ses principes de liberté pour ravitailler sa province, et la meilleure preuve de l'inexistence d'une Compagnie à monopole est précisément la diversité des fournisseurs auxquels l'intendant fait appel, et l'embarras de l'administration centrale pour parer aux dangers. Il faut donc mettre en œuvre des moyens plus énergiques, et la circulaire du Contrôleur général en date d'août-septembre 1773 est un de ces documents historiques qui commandent l'attention. Après avoir parlé de l'agitation présente, des « tumultes... ; pillages des greniers,... sans autre prétexte que la cherté des grains », il écrit ¹ :

Les exemples récents et des années dernières apprennent que le blé sera arrêté et peut-être pillé dans tous les passages, lorsque ces enlèvements, quoique destinés à la subsistance des sujets du roi dans d'autres provinces du royaume, feront trop hausser le prix du grain dans la province d'où il sort ou dans celle qu'il traverse. Il semble que le peuple attribue le haut prix des grains à un dessein formé de lui faire payer cher sa subsistance ; il voit partout des monopoleurs, jusques et même dans les secours qu'on lui donne. Cependant, le grain étant une production de la terre qu'on n'a que par des dépenses et des risques, qu'on ne conserve que par des soins et de la perte, qui représente dans les mains du paysan ses frais de culture, le loyer des terres et le paiement des impositions, cette denrée doit avoir un prix différent selon l'abondance ou la stérilité de la récolte.

Ce serait ruiner le cultivateur et détruire cette classe, la plus nécessaire, de sujets, si, toutes les fois que, dans une province, la récolte a été peu avantageuse, on faisait passer une assez grande quantité de grain pour en faire tomber le prix trop au-dessous de ce qu'il coûte au cultivateur. C'est à l'établissement de cette balance nécessaire entre le cultivateur et le consommateur qu'il faut tâcher de parvenir en ménageant l'intérêt des uns et des

1. Arch. nat., K. 908, n° 26 (août-septembre 1773).

autres, et surtout en faisant connaître au peuple que le roi ne cesse de s'occuper de son soulagement en veillant continuellement à sa subsistance ; que l'administration écarte, autant qu'il est possible, toutes les causes d'un renchérissement modéré ; mais aussi qu'il est des circonstances dépendant uniquement de l'influence des saisons qui nécessitent l'augmentation des prix des grains ; que c'est dans ces temps de calamité que la bonté du roi va au-devant des besoins de ses peuples, en leur procurant tous les secours qu'il lui est possible de leur prodiguer.

Ces réflexions, qu'on aurait dû faire en 1764 lorsque l'édit pour l'exportation fut envoyé au Parlement, ont depuis acquis une nouvelle force par l'expérience. Cette loi, en effet, a ouvert une trop grande cupidité ; elle a pour ainsi dire échauffé le désir de s'enrichir dans le commerce d'une denrée d'indispensable nécessité, mais qui ne peut changer de main sans augmenter de prix. Cependant, puisqu'elle est le principal aliment de tout le monde, l'intérêt bien entendu serait qu'elle passât des mains du cultivateur directement en celles du consommateur, ou que, s'il est des lieux et des circonstances qui permettent de l'acheter pour revendre, ce commerce se fit comme autrefois par des marchands connus ou ceux qu'on appelle blatiers, qui achètent dans un marché pour porter dans un autre, en sorte que cette première subsistance fût... continuellement sous les yeux du peuple et sous ceux des administrateurs.

... Mais, puisque des lois trop récentes encore ont admis pour ainsi dire toutes sortes de personnes à acheter et à revendre des grains, on doit sentir combien il importe que ceux qui se mêlent de ce négoce soient connus et, autant qu'il sera possible, que l'étendue de leurs achats et la position de leurs greniers ne soient pas ignorées. MM. les Intendants agiront... à cet égard selon ce que la prudence et les circonstances exigeront ; mais, si la crainte de gêner la liberté individuelle, si la nécessité d'écarter toute idée de ce qu'on appelle inquisition prescrit des ménagements, d'un autre côté l'intérêt public, le salut du peuple (la plus supérieure de toutes les lois) doit exciter la vigilance des administrateurs sur les moindres mouvements et même sur les procédés les moins apparents des spéculateurs en fait de subsistance.

Ces connaissances particulières doivent être précédées de notions beaucoup plus générales et importantes. Plusieurs provinces du royaume ne produisent pas le blé nécessaire à la subsistance de leurs habitants ; d'autres en produisent au delà de leurs besoins ; l'abondance des unes doit subvenir à l'insuffisance des autres. Mais, avant d'extraire ou de verser des grains pour soulager une province par l'autre, il faut connaître quel est le superflu de celle-ci, afin de ne point laisser dégarnir un pays pour lequel il faudrait ensuite tirer d'un autre et par conséquent ajouter au prix du blé celui de la voiture, qui est toujours considérable, eu égard au poids de cette denrée comparée avec sa valeur intrinsèque.

C'était pour parvenir à ces connaissances que j'ai écrit en 1770 à MM. les

Intendants une lettre qui est restée de leur part sans réponse, parce que, sans doute, ils l'ont prise pour l'effet d'une disposition passagère. Je leur avais demandé dès le mois d'août 1772 de rassembler les actes de baptême et mortuaires de leurs généralités... Mes vues étaient de connaître, d'une part, les productions des généralités ; de l'autre, la population, afin de savoir tous les ans, par la comparaison des subsistances avec le nombre des consommateurs, quelle pourrait être la situation de chaque généralité en besoins ou en superflu.

Jusqu'à présent, suivant un ancien usage, MM. les Intendants envoient au ministre de la Finance l'état des espérances sur la récolte, et l'état de produit, quand elle est faite. Ils s'expliquent par demi-année trois quarts d'année, année commune, bonne année. Mais quelle est la quantité de grains entendue sous ces dénominations ? On l'ignore. Quelle est la proportion de la récolte avec la consommation de leur généralité ? On le sait encore moins. On n'a — quant à présent — d'autre boussole que le prix courant du grain, qui peut changer, selon les craintes, les espérances, les ventes, les achats...

Or, en 1770-1771, l'anarchie règne à la cour ; chacun agit de son chef, les ordres sont mal exécutés ; en voici un exemple : Sartines, préoccupé des enlèvements faits à la Halle de Paris par les provinces de l'Est, charge, sans en référer au Contrôle général, le commissionnaire Pascaud d'acheter¹ en Italie 200,000 setiers de blé. Le courtier en achète 25,000 à Naples, qui arriveront dans la capitale en juillet-août, « époque où l'approvisionnement est le plus difficile ». 25,000 à Rome, qu'on aura en septembre, « l'époque des émeutes ». Il a demandé pour activer le transport quatre bâtiments du roi et envoie la note de ses frais, s'élevant à 1,536,000 l., plus une commission de 64,000 l., « très modique ». M. de Saint-Priest est tout à fait mécontent de cet achat fait en dehors de lui : il retorque que Pascaud n'a pas tenu ses engagements, qu'il devait acheter de façon à recevoir mensuellement 10,000 setiers de mars à septembre. Les arrivages seront tardifs et peu efficaces ; le gouvernement a dû aviser et prendre d'autres mesures. D'autre part, Pascaud n'a pas gardé le secret promis sur ses opérations ; il a même fait insérer la nouvelle de sa mission dans des gazettes italiennes. Le résultat de cette indiscrétion a été que des négociants marseillais, venus pour trafiquer librement, ont été troublés et se sont retirés sans rien faire. Saisi de l'affaire, le contrôleur général refuse d'ordonnancer le paiement, qui s'effectuera seulement en 1775, sur les instructions de Turgot.

Le choix de Doumerc par Terray apparaît d'autant plus naturel que,

1. Arch. nat., F¹¹/265, correspondance de Saint-Priest avec de Boynes. Cf. K. 908, n° 39.

dans divers documents, Bochet de Saint-Priest est donné comme son protecteur. On l'accusera même d'être un « patito » aux mains de Doumerc, « qui s'empare de la correspondance avec les intendants, et du travail... avec le contrôleur général sur le cours du prix des grains. Il emportait chez lui les lettres originales des intendants, faisait de sa main les minutes des lettres que signait le contrôleur général en réponse... ». Les éloges que Necker adressera en 1789 à Doumerc pour avoir sauvé la Bourgogne, le fait que Doumerc sera, sous la Révolution, adjoint à la Commune pour les subsistances, ne permettent pas de douter que les hommes en place n'aient trouvé en lui, à l'heure où Leray de Chaumont leur faisait défaut, un auxiliaire précieux ; et, pendant quelque temps, il est, au fond, libre d'agir.

Nous n'avons pas tous ses comptes, et cela est profondément regrettable. Mais ceux que nous possédons pour les années 1770-1772¹ sont des plus instructifs ; ils nous montrent un centre d'achat très actif, et en même temps nous révèlent le mécanisme des opérations. Le blé qui ne peut être acheté à l'intérieur l'est au dehors, particulièrement à Dantzig² et dans les colonies anglaises d'Amérique, à New-York, Baltimore, Philadelphie, parfois par l'intermédiaire des grands importateurs, comme Bourdieu et Chollet. Les cargaisons parviennent au Havre, à l'ordre des firmes Baudry-Boullongne ou Feray-Danguard, puis elles sont transférées à Rouen (chez Planter-Quesnel), de là en Normandie, à Soissons, à Paris. Du Havre, les grains vont aussi à Fécamp, Saint-Brieuc, surtout Saint-Malo. Un autre grand centre d'expéditions est Bordeaux, d'où Bethmann ravitaille Nantes, puis Angers, ou Redon, Vitré, Rennes, ou même Saint-Malo. A chaque étape, le négociant règle la valeur de l'envoi, ajoute au compte ses frais d'assurance, de manutention, sa commission de 2 %. Nous saisissons là de façon très précise l'impossibilité pratique des longs transports et de libre-échange, comme aussi le caractère onéreux du ravitaillement. Il n'est guère de poste qui n'accuse une perte de 30 %³. En été, les achats de céréales du pays se font à meilleur compte et gonflent les magasins de Saint-Charles, La Notte. Le manque de disponibilités en grains est tel que, dans ces colonnes, le seigle se présente

1. Arch. nat., F11* /4 et 5.

2. A Dantzig, le correspondant est Rottenburg. Les comptes sont établis en florins polonais. 31,341 fl. = 30,471 l. Beaucoup d'assurances sont traitées par Homeca Hogger. Est-ce le véritable nom ou une agence de la maison anglaise Hooker?

3. Le bilan de ces opérations arrêté le 8 février 1774 est celui-ci : achats, 4,092,359 l. ; vente, 2,550,019 ; soit une différence de près de 1,500,000 l. Arch. nat., Ibid.

en quantité notable : il provient généralement de Bordeaux et a la Bretagne pour destination. Mais il arrive que les ordres sont exécutés trop tard, ou que, deux envois aboutissant au même moment, les négociants refusent de prendre livraison de la marchandise inscrite à leur nom, retournent le navire en Angleterre ou le déroutent vers des régions qui semblent plus achalandées. Tout cela est fragmentaire, discontinu, surtout lilliputien, mais l'impression d'ensemble est celle d'un plan net, large, bien conçu et, somme toute, bien exécuté. Une autre preuve encore de cette confiance est que l'arrêt du Conseil d'État du roi du 27 mai 1772 approuva les comptes rendus pour 1770 et 1771, et, en 1773, les opérations de la firme prirent une grande extension.

C'est que, si, les années précédentes, grâce à diverses mesures de précaution, on a pu intervenir de façon efficace, la liberté des transactions, maintenue à l'intérieur, continue de développer l'esprit spéculatif, constamment à l'affût d'une panique, pour poursuivre une hausse des cours. Or, en 1773, une crise grave éclate dans le Midi. La Provence, porte un mémoire anonyme¹, toujours déficitaire, s'approvisionne par mer en Italie, au Levant, en Angleterre, en Hollande, à Dantzic, Hambourg et, par la vallée du Rhône, jusqu'en Bourgogne. Or, la récolte était mauvaise en Italie ; les événements du Levant ont écarté le commerce, et l'exportation a été interdite totalement en Barbarie. L'Angleterre est dans le besoin ; les cours en Hollande sont hauts et fermes ; les ports du Nord sont fermés, ou resserrés et gênés. Il y a plus d'un an qu'il n'arrive pas de blés à Marseille du Nord ou du Ponant. Aussi cette ville, qui avait couramment au moins 160,000 charges de grains du poids de 240 l. à vendre, qui en avait encore en décembre 1771 environ 116,950 charges, n'en a eu jamais depuis dix mois plus de 31,020 et en a eu souvent beaucoup moins. Les récoltes des régions qui en sont les fournisseurs attitrés sont également insuffisantes : trois quarts ou deux tiers pour le Languedoc, un demi pour le Dauphiné, deux tiers ou trois quarts pour la Bourgogne. Un autre document² confirme ces faits, notamment qu'il a fallu acheter d'urgence à Marseille, en provoquant la hausse des cours, et que l'étranger ne peut être facilement mis à contribution. Il précise que l'Espagne est, comme à l'ordinaire, dans l'obligation d'importer ; qu'on ne peut tirer plus de 150,000 setiers de la campagne romaine, qu'il y a intérêt à ne point acheter en Hollande, pays d'intermédiaires et non de producteurs. Le seul pays bien pourvu

1. Arch. nat., K. 908, n° 33 bis.

2. *Ibid.*, F¹¹/265, août 1773.

de grains est la Pologne ; mais « le commerce est intercepté. Le négociant, effrayé par les contributions et le droit de douane que le roi de Prusse a exigés, ne se livre à aucune spéculation ; et le blé, faute de demande, est tombé à un prix très vil pour le propriétaire, quoique très haut pour le négociant. Aucun négociant français n'osera tirer pour son compte, et il y a même beaucoup à risquer pour le gouvernement à commander sans être bien assuré de celui qui sera chargé de consommer les achats ».

La situation est d'autant plus grave que les perspectives prochaines ne sont point favorables : « Les blés¹, qui auront été très humides, n'auront pas été plutôt vendus que l'on s'apercevra d'une augmentation subite : le peuple en murmurerait et se plaindrait comme en 1770 que le gouvernement le force à manger du mauvais pain ; ses plaintes seront justes dans le fond, sans l'être dans les causes. En effet, le pain fabriqué avec des farines issues de blés mouillés sur pied a toujours de l'odeur et un goût de poussière, suite ordinaire du défaut de maturité qu'il n'a pu acquérir. Les provinces qui fournissent à l'approvisionnement de Paris et dans lesquelles on recueille le plus beau blé ne seront abondantes ni en quantité, ni en qualité : telles sont la Beauce, ... l'Île-de-France, le Santerre, le Soissonnais, une partie de la Picardie. Si cette position est inquiétante, on peut être rassuré par les espérances que donnent les provinces ordinairement moins fertiles, le Vexin... la Touraine ; mais l'abondance des uns ne remplace pas le vide des autres. »

Dès lors, craignant la hausse des cours et la pénurie des disponibilités, le gouvernement enjoint ou permet la constitution de stocks de précaution de plus en plus importants. Et les agents du roi se sont donnés les plus grandes peines pour y parvenir. Ils se sont préoccupés de faire converger vers le Midi des secours de la Méditerranée, de Lorraine, au besoin du Languedoc, et d'amasser à Paris, ou à Rouen, des masses de manœuvre indispensables pour combattre la panique et maintenir le calme des opérations libres.

Mais on leur reproche précisément d'avoir été maladroits dans leurs opérations et d'avoir — tout comme Malisset — créé ou aggravé la panique qu'ils avaient pour mandat de prévenir ou de combattre. Il ne paraît pas opportun d'allonger cet article en examinant ces critiques en détail : dans l'ensemble, elles ne paraissent pas sans fondement. Les commissionnaires de la Méditerranée, Pascaud en Italie, Guis et Ré-

1. Arch. nat., F¹¹/265, août 1773..

musat à Patras, se sont montrés peu capables ; et il a fallu liquider à perte certains contrats onéreux ou tardifs, dérouter notamment et diriger sur l'Angleterre trois navires. Leur intervention n'a pas secouru Marseille ; elle a compliqué la besogne des munitionnaires de la Marine et soufflé les cours. Toutefois, il s'agissait là de manœuvres accessoires. La grande idée stratégique était d'alimenter la vallée du Rhône par les expéditions de Lorraine et de Comté¹ : or, celle-ci n'a eu qu'un succès relatif. Les deux agents Froment, de Nancy, et Seligmann Wittersheim, de Metz, ont, sous le prétexte d'envois à l'étranger, acquis près de 100,000 l. de blé ; mais Calonne s'est opposé à leurs opérations ; et, quand ils se sont expliqués sur l'origine réelle de leurs ordres, le bruit n'a pas tardé à se répandre qu'ils agissaient pour le compte du roi. A Lyon, Gray, Chalon, les correspondants Tournachont, Rigod, Bertholon ont, avec l'autorisation de Flesselles, qui s'est incliné, raflé sans mesure les disponibilités des marchés locaux, et la hausse a dégénéré en véritable émotion. Même en Languedoc, les agissements des marchands toulousains Delport, Mercery, Lapeyre, ont eu pour suite des mouvements fâcheux. Le gouvernement a été considéré par le public comme responsable de ces erreurs².

On va même plus loin ; et, de deux côtés, on s'attaque à la probité de la firme. Les griefs proviennent soit de concurrents, qui cherchent à se pousser en cour, soit, chose plus grave, d'économistes et de hauts fonctionnaires du régime. Les économistes ont beau jeu de soutenir que, décidément, il faut en venir au système de la liberté complète. Quelques-uns d'entre eux, et notamment Albert, voient dans Doumerc et Sorin des forbans, dont la royauté doit, au plus vite, se débarrasser. Ils leur reprochent de constituer, avec leurs correspondants, une Compagnie à monopole, sorte de conjuration permanente, de corps occulte, qui tourne sa force contre le public et l'État. Leurs accusations coïncident singulièrement avec celle que, de la Bastille, renouvelle, presque au même moment, Leprévost de Beaumont ; elles sont d'autant plus graves que, après le coup d'État de Maupeou, le peuple n'a plus pour le défendre les anciens Parlements, et que, en un temps de banqueroute, on s'indigne de voir un Trésor appauvri prodiguer les millions aux accapareurs. Terray, qui se sent menacé, envoie des circulaires, pour se justifier et poser nettement le problème : il est certain qu'il songe à

1. L'idée a probablement pour origine le dessein formé par le roi Stanislas de constituer en Lorraine de gros stocks de prévoyance. Il a fallu les liquider ; et, à plusieurs reprises, on a émis le projet de s'en servir comme masses de manœuvre. La Galaizière a joué dans cette affaire un rôle qui n'a point été encore exactement précisé.

2. Arch. nat., K. 908, n° 33 bis.

supprimer les achats, en tout cas à sacrifier Doumerc et Sorin. Ceux-ci entrent en lutte contre lui, font état du fait, qui est exact, mais sans portée, de la location par le contrôleur général d'un domaine à l'effet d'y entreposer des grains. La chute de Maupeou ne les rassure pas ; et c'est Turgot qu'ils cherchent à pousser au pouvoir. Le document anonyme suivant est un signe particulièrement manifeste de ces intrigues, qui réunissent, contre l'abbé détesté, une coalition fort disparate¹.

Mémoire sur la Compagnie des Blés du Roi.

L'objet de cette Compagnie est d'acheter par économie, pour le compte du Roi, des grains ou des farines, soit dans le royaume, soit dans les pays étrangers, de les voiturier, emmagasiner, moudre et conserver, puis de les vendre à perte, aussi au compte du Roi, dans les grandes villes, surtout à Paris ou dans les lieux où se trouve quelque cherté.

Le prétexte est le soulagement du peuple, comme de raison. Le Roi paye tous les frais et faux frais, et accorde en outre à la Compagnie 4 % net de... commission, savoir 2 % à l'achat, 2 % à la vente. La Compagnie a ses agents dans les provinces, lesquels achètent et vendent par ses ordres au compte du Roi. On aurait dû prévoir que cette Compagnie serait la plus mortelle ennemie de tout le commerce des grains et farines fait dans l'intérieur... par les particuliers... Or... elle achète plus cher, vend meilleur marché, ne s'embarrasse pas des résultats ; aussi y a-t-il diminution partout depuis 1770 du nombre des commerçants. Les lettres écrites par la C^{ie} sous le nom du Contrôleur G^l en 1773 ne respirent que la haine contre les marchands particuliers...

Après ce préambule viennent des *Remarques*, destinées à Maurepas :

1^{re} Question. Y a-t-il eu achats et ventes pour le compte du gouvernement ?

Rép. L'abbé Terray ne peut nier.

2^e Q. Par qui les achats ?

R. Probablement par MM. Saurin et Doumerc ; et, dans le cas où l'on ne nommerait pas ces deux agents, peut-être serait-il fort à propos d'avoir l'air d'être bien instruits qu'ils sont en jeu.

3^e Q. Coût des achats ?

R. Réponse probable : Échappatoire.

4^e Q. Les comptes existent-ils ? Sont-ils en règle ?

R. Oui.

5^e Q. Où ? qui les détient ?

?

1. Arch. nat., K. 908, n° 19.

6^e Q. Qui doit vérifier?

7^e Q. Y a-t-il eu expéditions à l'étranger?

R. ? Il faudra bien étudier la physionomie du Contrôleur G¹; car elle seule pourra l'embarrasser. Il répondra probablement que c'est lui-même.

R. Il niera; alors il faudra s'adresser à M. Turgot pour savoir en détail des administrateurs de la C¹e d'Afrique qu'il a dans sa main où ont été portés les 200,000 mesures dont l'exportation a été permise en 1772 par le dey d'Alger pour les besoins pressants de la Provence. Or, on a déjà fait remarquer qu'ils ont été portés à Lisbonne. Donc il y a eu commerce avec l'étranger.

En outre, on trouvera aux bureaux de sortie voisins de Seyssel et de Collonges l'enregistrement de la quantité de grains sortie en 1773 pour Genève par permission particulière. M. Terray a déjà avancé qu'elle était destinée à remplacer en nature le secours fourni par la ville de Genève pour les besoins urgents de la frontière. Il l'a évaluée à 20,000 aunes ou quintaux: or, à Collonges, il y a eu enregistrement de quantité de double ou plus...

.....
Observation générale. — Il est facile de confondre l'abbé Terray et de jouer subitement de son embarras, si S. M. veut lui dire, après toutes ces questions: « Où est le compte de Saurin et Doumerc, vérifié par le s^r du Laurent et jugé par lui rempli de friponneries atroces et aveugles? » L'abbé Terray changera de visage;... il prétendra être en dehors; depuis longtemps, il affecte d'avoir des doutes; il a fait vérifier les comptes de Saurin par du Laurent, honnête homme, son ancien secrétaire, et éconduit par lui depuis. Puis il a retiré les pièces gênantes, et le dossier a été enseveli. Ce sont les pièces de ce compte et ce compte lui-même que j'ai annoncé dans mon précédent mémoire remis en dépôt chez le s^r Morandi.

Doumerc et Sorin n'eurent point à se féliciter de la disgrâce de Ter-

ray. Turgot arrivait aux affaires pleinement conscient de la difficulté de sa tâche et résigné aux concessions nécessaires. S'il était partisan du commerce libre, il avait dû recourir, pour alimenter le Limousin, aux services de gros importateurs, et il s'était loué du zèle et de la probité de ces auxiliaires¹. Il n'était point de ces hommes que la passion prend tout d'un coup et tout entiers. Mais il eut pour conseiller et pour coadjuteur cet Albert², qui s'était depuis longtemps constitué l'ennemi à la fois du système des achats par l'État et du personnel des commissionnaires. Si Albert a pu inspirer et même rédiger en partie certains des actes les plus importants du ministère, comment n'aurait-il pas eu liberté d'agir à l'égard de ses bêtes noires. Un document, qui émane certainement de lui, et qui est contemporain de l'arrivée de Turgot aux affaires, ne laisse aucun doute à cet égard. Le nouveau contrôleur général s'apprête à proclamer, par édit, la volonté du roi de ne plus intervenir, avec ou sans profit, sur les marchés. Mais la mesure ne saurait produire d'effet utile si elle ne s'accompagne de la disgrâce éclatante de Doumerc et Sorin : « L'édit ne peut avoir d'effet tant que Saurin et Doumergue seront en nom, même pour la vente des grains amassés aujourd'hui pour le compte du Roi. Il faut sans doute en tirer parti, puisqu'ils existent ; » mais l'on continuerait à penser « que le projet du gouvernement est d'acheter et de vendre pour son compte, puisque les anciens agents du monopole ne sont pas punis et restent même conservés ». L'effroi des blatiers, boulangers, meuniers est extrême à Paris ; la panique ne se calme pas en province ; la récolte est peu prospère : « Le nouveau gouvernement doit d'autant plus veiller qu'il n'a avec lui qu'un petit nombre de gens éclairés³. »

Albert l'emporta facilement. Dès septembre 1774, à la suite d'incidents que nous connaissons mal, la fourniture était interrompue ; bien plus, les scellés étaient apposés sur les papiers des négociants et les fonds séquestrés⁴. Pour continuer ses affaires, Doumerc dut emprunter,

1. Cf. not. Arch. nat., K. 908, n° 24, du 25 novembre 1771, lettre de Turgot.

2. Albert fut chargé, de juillet 1769 à juillet 1770, de la correspondance du contrôle général.

3. Arch. nat., K. 908, n° 37.

4. Arch. nat., K. 908, n° 34. Albert dit dans cette pièce que Doumerc et Sorin pressent la vérification de leurs comptes ; mais qu'il ne peut s'agir d'une simple vérification matérielle des bilans. Il a entre les mains alors tous les comptes jusqu'au milieu de 1774 et conclut en demandant un adjoint au courant de la technique des changes. D'autre part (*Ibid.*, 1196), on trouve mention d'un ordre de M. de Farges (28 juillet) de payer au subdélégué d'Étampes, au greffier et aux copistes, une indemnité pour l'opération faite en septembre 1774 chez le s^r Deshayes, commissionnaire de Sorin et Doumerc.

et ses comptes sont établis sur des registres nouveaux. Six mois se passent dans ces conditions, pendant lesquels on ne trouve aucune trace de procédure, d'aucune enquête. Mais, Doumerc ayant dit, un peu plus tard, à l'inspecteur de police chargé de l'arrêter, « qu'on le trouverait avec la même sécurité à la Bastille que celle qu'il a démontrée lors de la reddition de ses comptes et de la vérification des pièces y relatives ¹ », nous sommes fixés sur ce point que le pouvoir royal s'est retourné contre ses derniers fournisseurs, comme contre Malisset et consorts; et c'est la famille Leleu qui est chargée à la fois de vérifier les comptes et d'assurer les achats.

Cependant les événements s'aggravent : les difficultés du ravitaillement obligent les autorités à prendre, autour de Paris, des mesures exceptionnelles — dont la Révolution s'inspirera — pour garnir les Halles. Les gens de la banlieue, inquiets de la dissipation de leurs réserves, troublés peut-être aussi par des bruits malveillants, marchèrent sur Paris, parfois avec leurs curés à leur tête. Cette « guerre des farines », qui nous paraît avoir été généralement mal comprise, eut pour résultat un changement de personnel. Lenoir fut remplacé à la lieutenance de police par l'homme à poigne du régime, Albert; et l'un des premiers gestes de celui-ci fut de faire établir des lettres de cachet contre Doumerc et Sorin. On les regardait comme compromis dans les troubles, ou l'on voulait exploiter contre eux les circonstances. L'arrestation eut lieu le 5 mai 1775, à sept heures du matin, après une perquisition à trois heures de relevée ². Les deux prisonniers ne furent pas autorisés à emporter de linge, et leurs femmes durent leur envoyer le soir le rechange indispensable.

L'interrogatoire de Doumerc ne fut commencé que le 9 mai, à quinze heures de relevée, dans la salle du Conseil du château. Le lieutenant de police y procéda en personne, ajoutant aux qualités spéciales de sa fonction celle de « commissaire du Conseil en cette partie ». L'interrogatoire, très long, fut repris à deux reprises, chaque fois pendant deux heures; celui de Sorin prit à peu près le même temps. Nous n'avons gardé de procès-verbal que pour la première de ces séances; nous savons, d'autre part, qu'un inventaire des papiers saisis eut lieu à la Bastille ³, où ils avaient été transférés; qu'il donna lieu à de nombreuses

1. Bastille, 12447, fol. 65.

2. *Ibid.*, Com^{te} Chenon, assisté de F. Hubert, pour Sorin, qui habite rue Montmartre, au coin de la rue du Croissant; com^{te} Mutel, accompagné de l'inspecteur Sarraire, pour Doumerc, qui demeure rue des Poissonniers.

3. Arsenal, Bastille, 12447, fol. 111, 129, 134.

séances, et qu'après examen, les pièces paraissant importer à l'enquête furent remises à Albert lui-même, qui manifesta l'intention de les soumettre à un certain Laurent. Enfin, ces actes de procédure ne paraissent avoir eu lieu qu'à la suite de démarches pressantes des dames Doumerc et Sorin de Bonne³, appuyées par des personnes en place. Albert semble avoir considéré la détention prolongée comme un expédient utile et avantageux. Remarquons enfin que, si les deux négociants sont compris parmi les prisonniers des troubles des grains, ils constituent un cas à part ; leurs noms ne figurent pas dans les dossiers du Châtelet, et nous n'avons rien trouvé qui les concerne parmi la correspondance des divers commissaires.

Le 9 mai, Doumerc n'a donc, pour se défendre, aucun élément écrit. Albert, par contre, s'il ne dispose pas encore des scellés (lesquels comprennent presque exclusivement des comptes récents), a étudié à loisir tout le dossier, et, sans conteste, le possède à merveille. Le ton qu'il emploie est celui d'un grand personnage en face d'un fripon ; sa méthode est celle d'un juge au criminel ; il cherche à opposer les dires du prisonnier, interprète son silence comme un aveu ; le préjugé est partout, et l'on s'étonne qu'un pareil inquisiteur ait été l'ami et le confident de Turgot. Les griefs qui sont formulés à l'encontre des associés peuvent se résumer comme suit : la firme ne s'est pas tenue dans les limites du mandat originel ; au lieu de pratiquer la simple commission sur des ordres précis et déterminés, elle a cherché à agir au mieux de ses intérêts, s'est transformée en centrale d'achats et en banque, a recouru à des personnes interposées et trompé à la fois le gouvernement et la population.

1^o D'après Albert, Doumerc ne peut produire pour chaque opération ni la demande d'ordre ni l'ordre lui-même *écrits* ; il s'est contenté *après coup* de mettre le gouvernement au courant de ses agissements : l'inculpé répond qu'il avait un mandat général, que, bien souvent, on s'est contenté d'ordres verbaux, que toutes les opérations étaient portées sur les registres et les relevés, que, par suite, le pouvoir n'a rien ignoré et a tout accepté. 2^o Doumerc et Sorin n'ont pas eu leur comptabilité tout à fait en règle : les divers relevés ne coïncident pas comme dates d'origine et de clôture, et les estimations de quantités ou de sommes laissent apparaître entre elles de minimes différences. Doumerc ne peut toujours se défendre de mémoire ; il se tait, plaide sa bonne foi, la difficulté d'être toujours exactement informé dans des tractations aussi vastes. 3^o La maison a voulu établir à son profit un monopole ; elle aurait, dans cette intention — à l'appui de laquelle aucun fait pré-

cis n'est articulé et que l'intéressé dément énergiquement — cherché à décourager la concurrence, en faisant pression sur les marchands ; elle aurait ensuite provoqué la hausse, en divulguant ses instructions, afin d'accroître ses gains et de pouvoir majorer les commissions convenues. Bien plus, Doumerc a cherché à cacher au gouvernement une partie de ses opérations, en constituant avec certains correspondants des sociétés particulières, d'allure indépendante. Le cas typique est celle de Montauban, qui unit Daniel Doumerc avec son père et un confrère de celui-ci, Peyrouton. La firme montalbanaise a un administrateur commun avec l'office du ravitaillement ; elle est alimentée soi-disant par les fonds du Trésor ; elle achète dans le Languedoc pour le compte du roi ; mais elle n'est connue du gouvernement qu'indirectement, dans la mesure où ses opérations sont mentionnées dans les relevés de Doumerc et Sorin. De la sorte, ceux-ci peuvent, par exemple, acheter du seigle qu'ils feront ensuite, avec avantage, figurer parmi les céréales fournies dans le Sud, ou même s'entendre avec les minotiers de l'île d'Esbly et de Bordeaux pour transformer en farines et diriger vers les colonies les meilleures sortes de blés achetés pour ravitailler les régions déficitaires de Provence. Le dialogue, qui s'établit à cette occasion, montre en Albert un homme fort peu compréhensif, n'ayant aucune idée des conditions d'une affaire moderne. Il insiste sur des griefs puérils : par exemple il tire à crime pour Doumerc d'avoir fait venir à Paris ses correspondants, de les avoir hébergés, d'avoir montré à l'un d'eux les établissements de Corbeil : on dirait presque qu'il s'agit d'espionnage et d'enceinte fortifiée. Doumerc répond avec calme, avec précision souvent ; il maintient que, soucieux au contraire de cacher l'importance des besoins publics et de ses ordres, par suite d'éviter la hausse, il a trouvé expédient de nouer ces ententes personnelles, qui laissaient les intéressés dans l'ignorance de ses véritables desseins ; mais son contrat l'obligeait à défendre le crédit de ses filiales, de financer leurs achats, ce qu'il a fait de son mieux, en mettant à leur disposition ses ressources et son crédit.

Albert ne se déclare pas convaincu, et cherche à établir que ces prétendus correspondants n'ont eu aucune indépendance véritable ; que la séparation des firmes est fictive, et que, pour masquer ces agissements frauduleux, on a été jusqu'à détruire des correspondances. Mais le grief le plus grave est le tort fait au roi, d'abord parce que les ordres ont été mal donnés, mal exécutés, ensuite — et surtout — parce que Doumerc et Sorin ont commis la faute de se transformer en banquiers, de tirer des traites sur leurs correspondants — et vice versa — ce qui a

motivé, au titre de l'escompte ou de la commission, des frais d'agio inutiles et élevés.

Nous sommes en droit de conclure de la répétition et de la longueur des interrogatoires, comme du délai qui les sépare, que Albert n'a pu obtenir d'aveu décisif. Cependant, les femmes des prisonniers multipliaient les démarches¹, demandaient qu'on leur restituât les papiers nécessaires à la conduite des affaires, qu'on hâtât l'instruction, qu'on libérât leurs époux. Nous savons indirectement que les deux inculpés réclamaient, de leur côté, la reconnaissance de leur probité et même une indemnité. Mis au courant de ces demandes, Turgot questionne Albert; celui-ci commence par le prendre de très haut. Les Doumerc et Sorin sont, d'après lui, des fripons, qui ont fait perdre au roi des sommes considérables. Leurs agissements frauduleux sont prouvés au moins sur trois chefs d'accusation... Conclusion? Il faut les libérer. « Leur détention à la Bastille ne saurait durer, et il est temps de la finir. » Si elle était entre particuliers, l'affaire « serait de la compétence de la juridiction civile, et on ne lui donnerait pas l'éclat de la juridiction criminelle. L'intérêt du roi a paru commander de s'élever au-dessus de ces formes », mais l'objet est rempli. Conformément à ces conclusions, la libération intervint le 15 juin².

IV. — LE BILAN.

Mais la question des trop perçus subsistait. Le 26 juillet suivant, une commission était nommée pour examiner les comptes de tous les commissionnaires qui s'étaient succédé à la fourniture des blés³. Le premier procureur général fut M. de Farges, remplacé ensuite par Dufour. Le fait qu'elle n'avait pas terminé ses travaux en 1790 montre non seulement que l'enquête fut longue, mais que les litiges étaient délicats. Ce ne furent d'ailleurs pas les comptes Doumerc-Sorin qui l'occupèrent longtemps. Ils furent, en effet, liquidés en mai 1776, et Turgot donna les instructions utiles pour faire verser aux deux intéressés les sommes dues⁴. Pourtant, les frais entraînés par les vérifications et les

1. Arsenal, Bastille, 12447, 23 mai, démarche auprès de Turgot.

2. Arch. nat., K. 908. L'original se trouve dans les papiers de la Bastille, mais il y a quelques différences de rédaction.

3. Arch. nat., F¹¹/265. Il ne faut pas confondre la Commission du minage, créée le 13 août 1775, et qui avait pour mission d'examiner les titres de propriétaires de péages et de droits sur les grains. Mais ce procureur général fut également M. de Farges (29 juillet 1776).

4. Arch. nat., F¹¹/1196, 12 juin 1776, paiement à Sorin et Doumerc de 396,005 livres, sur ordre de M. de Farges.

recherches (plus de 10,000 l.¹) attestent la ténacité des soupçons. S'il y a eu faute, elle a dû être vénielle. D'autre part, Necker, qui connaissait le métier, s'est adressé à Doumerc en 1789 pour ravitailler la Bourgogne; et nous retrouvons, sous la Révolution, le personnage comme adjoint aux subsistances, preuve que sa captivité et son procès ne lui ont pas fait tort.

Restaient la Compagnie Malisset et quelques menus traitants. Dès 1769, Montigny avait refusé d'accepter comme valables les comptes qui lui étaient présentés par Malisset, d'une part, et Rousseau, de l'autre. Il considérait que son prédécesseur Courteilles avait consenti des taux trop élevés pour les déchets, les déplacements, les frais d'entretien, et il avait prétendu que les blés de remplacement n'avaient pas toujours été de qualité suffisante². Peut-être subissait-il l'influence d'Albert, qui avait avisé Leray de Chaumont d'assez bonne heure³ des dispositions nouvelles de l'administration. Après 1775, on refit donc des calculs et des vérifications; et, bientôt, Albert, qui avait quitté la lieutenance de police à la chute de Turgot, prenait en mains le travail; son rapport, très copieux, concluait à la faculté pour l'État de recouvrer 333,000 l. environ. Les conclusions de ce rapport furent communiquées officiellement à Rousseau en 1780, peut-être à Leray de Chaumont. Celui-ci répondit de Cheverny qu'il n'avait pas ses papiers à la campagne et qu'il attendrait son retour à Paris pour discuter. Il ne semble pas que la réplique soit jamais venue. La Commission du Conseil fut bien continuée en 1781; mais elle se montra peu pressée. Rousseau garda pour lui la signification qui lui avait été faite, jusqu'à sa mort en 1785; un autre associé, Perruchon, mourut en 1786, et ce fut seulement par l'opposition mise à leur entrée en possession de l'héritage que ses héritiers connurent les exigences du fisc. Malisset, peut-être déjà ruiné, protesta et réclama non seulement un quitus, mais une indemnité.

L'affaire rebondit alors. L'événement démontrait qu'il fallait se presser, si l'on voulait encore trouver des répondants solvables, et M. de Montaran, agissant comme procureur général de la Commission du Conseil, chercha à faire le point. Il étudia de nouveau le dossier, notamment le rapport d'Albert, et demanda à l'administrateur de l'Hôpital, Bochet-Duperron, un avis d'expert sur les conclusions qu'il

1. Arch. nat., F¹¹/1196. Le com^{te} Soreau touche le 30 juin 1775 6,348 l.; il y a 1,874 l. pour les inspecteurs et enquêteurs, plus 1,200 de gratification à un certain de La Millière, plus 7,200 l. à Leleu.

2. Cf. Arch. nat., F¹¹/1193, 1194.

3. Arch. nat., F. 1194 (12 août 1769).

avait à examiner. Le résultat de cette enquête fut que le mémoire d'Albert ne pouvait être retenu, qu'il était « forcé... et sans pièces justificatives¹ ». Des difficultés juridiques sérieuses s'opposaient à la prompt liquidation. Il fallut faire évoquer l'affaire au Conseil ; le 17 avril, un premier arrêt, modifié le 31 mai, intervenait, qui fixait la créance du Trésor à 64,660 l.² pour Malisset, 4,377 l. 13 s. pour Rousseau. C'est à cette somme que se réduisirent pour l'historien les scandales du Pacte de famine, les bénéfices du roi, de la cour, des spéculateurs. Encore est-ce un maximum ; car, dans la discussion de la cause, apparaissent des points litigieux de pratique commerciale, dont nul ne dissimule la délicatesse.

* * *

Les conclusions de cette étude ne doivent point s'arrêter là. Nous avons fait ressortir, à divers endroits, la difficulté de la tâche que s'imposait le gouvernement. Les négociants, dont nous avons eu à parler, paraissent avoir été des techniciens avertis, parfois des hommes d'affaires assez modernes. Mais les préjugés, l'insuffisance de l'organisation économique et financière ne permettaient guère le succès d'une vaste entreprise capitaliste de cette sorte. Le libre-échange n'avait point de sens pour les denrées périssables en un pays dépourvu de communications rapides et commodes. Ce qui retient l'attention, c'est l'attitude des dirigeants. Certains semblent avoir eu leurs protégés qu'ils ont poussés contre les hommes en place : Doumerc contre Malisset, les Leleu — le père, le comptable³, secrétaire d'Albert, le fils meunier, qui reprendra Corbeil — contre Doumerc. Le fait est véniel, et toute l'histoire du temps est remplie, à tous les niveaux, de querelles pareilles. Ce qui est grave, c'est que les autorités se sont plu, par leurs actes, comme par leurs dires, à donner corps à la légende et à déconsidérer l'État. Qu'on trouve parmi les agents du pouvoir un voleur, cela n'est point inconcevable ; si on le frappe, l'exemple peut être salutaire et donner l'impression d'un gouvernement énergique. Mais que les différents préposés d'un même service soient tous des voleurs, que les chefs

1. Arch. nat., F¹¹¹¹/93. Rapport de Turpin, agent du Trésor public.

2. Encore le roi accordait-il sur ce chiffre un abandon de 40,000 l. La répétition du Trésor s'élevait donc à moins de 30,000 l.

3. Arch. nat., F¹¹/1196. Payement le 16 octobre 1775, le 12 décembre 1776, puis en 1777 de trois sommes de 2,400 l. Le fils Leleu (*Ibid.*, F¹¹/265) exploite déjà en 1775 Corbeil et fait acheter 25,000 setiers à la Halle. Le traité, modifié en février 1777, comportait en outre l'obligation de réparer les moulins.

leur fassent à tous leur procès et les désignent tous à la vindicte publique, voilà qui passe le sens commun ; car c'est avouer la carence de la royauté et la suprématie des brigands. Bien plus, le langage d'un Albert ne se distingue pas sensiblement de celui d'un Leprévost de Beaumont : tous deux croient à une vaste conspiration ourdie contre le peuple et la couronne ; tous les deux proclament la dictature de l'intérêt. L'identité des points de vue et des formules est telle qu'on serait tenté de croire à un contact entre le maître et l'humble prisonnier de la Bastille, et de conclure par une assertion comme celle-ci : « La croyance au Pacte de famine a son centre dans les conseils du gouvernement ; elle a été propagée, dans l'intérêt de leur thèse favorite, par les partisans du libre-échange ; la légende est presque une création de la royauté. Mais de réalité matérielle et historique au-dessous — pas l'ombre : tant pis pour ceux qui y ont cru. »

LÉON CAHEN,

Professeur au lycée Condorcet
et à l'École normale de Saint-Cloud,

MÉLANGES

RALPH NEVILLE

ÉVÊQUE DE CHICHESTER ET CHANCELIER D'ANGLETERRE († 1244)

D'APRÈS SA CORRESPONDANCE

Ralph Neville, qui fut, avec une courte interruption, chancelier d'Angleterre de 1226 à 1244, est parmi les hommes dont l'influence se fit particulièrement sentir pendant la minorité et la jeunesse d'Henri III¹.

De naissance illégitime², il fut relevé par Honorius III et put entrer dans la carrière ecclésiastique³. En décembre 1213, il fut nommé clerc de la chancellerie sous les ordres de Pierre des Roches, alors chancelier⁴; il fut nommé, en 1224, évêque de Chichester. En 1231, il fut élu archevêque de Canterbury, mais son élection fut cassée par Grégoire IX. Nous savons peu de chose sur son rôle pendant la domination poitevine de 1232-1234 et pendant la réforme administrative de 1234-1235. Nous savons seulement qu'il fut en butte à l'hostilité du roi à partir de 1233. Sa disgrâce devint manifeste lorsque Henri III lui demanda sa démission, mais sans réussir à la lui arracher. En 1238, le roi retira enfin sa charge à Ralph, mais en lui en laissant les émoluments⁵. Sur la fin de sa vie, en 1242, Ralph rentra en grâce et fut réintégré dans son office. Il mourut en 1244.

Les chroniqueurs sont fort pauvres de renseignements à son endroit. Le

1. Quelques monographies des principaux personnages du début du règne ont paru ces dernières années. Cf. l'intéressant ouvrage du Professeur F. M. Powicke, *Stephen Langton (Ford Lectures, 1927)*. Oxford, 1928, in-8°, 1 vol., vii-227 p., et Marion Gibbs and Jane Lang, *Bishops and Reform, 1217-1272*. Oxford, 1934, in-8°, 1 vol., vii-216 p. (*Oxford Historical Series*).

2. *Dictionary of National Biography*, t. XL, p. 270, col. 1, et Shirley, *Royal and Historical Letters illustrative of the reign of Henry III*. Londres, 1862-1866, in-8°, 2 vol. (Collection du Maître des Rôles), t. 1, p. 534.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*

5. Voy. aussi les paroles de Ralph, lorsque Henri III le rappela, dans Mathieu de Paris, cité par Tout, *The minority of Henry III*, p. 227, et Miss Dibben, *Chancellor and keeper of the Seal in Henry III's reign (English Historical Review, t. XXVII, p. 39-51)*, p. 42.

moins chiche de détails est Mathieu de Paris. Encore ne nous donne-t-il que des informations éparées et, en somme, assez maigres. Gervais de Canterbury et les *Annales* d'Oseney et de Winchester ne nous fournissent que des mentions très brèves. Nos connaissances sur la vie et la personnalité de Ralph se réduiraient donc à peu de chose, s'il n'existait à Londres, au Public Record Office, un volume entier composé de sa correspondance¹. Les lettres qu'il recevait des évêques ses collègues, des chanoines, des clercs de Lichfield et de Chichester et des grands officiers de la couronne, enfin de ses hommes de confiance et de ses intendants, nous ont été ainsi en partie conservées. Ces pièces, d'une lecture souvent très ardue, par suite du mauvais état dans lequel elles nous sont parvenues pour la plupart, ont été jusqu'à présent fort peu étudiées. W. H. Blaauw en a publié quelques-unes et a donné la traduction ou l'analyse détaillée d'un certain nombre de ces lettres en 1850². Shirley en a publié aussi dans ses *Royal Letters*³. Ces documents, à mesure qu'ils étaient exhumés, ont été mis en œuvre, sinon par Foss⁴, du moins par C. L. Kingsford, dans le *Dictionnary of National Biography*⁵.

Mais plusieurs questions sont restées dans l'ombre. Qu'était-ce au juste que cet homme dont Mathieu de Paris vante les vertus et le caractère⁶? De ce fait, il semblerait devoir être rangé parmi les adversaires de la Papauté et de son influence sur l'Église anglaise au XIII^e siècle, et nous le voyons cependant recevoir les instructions de Pandolphe et favoriser les clercs italiens⁷. Cet évêque, dont la vie s'écoulait à la cour du roi, loin de son diocèse, était-il attaché à ses fonctions épiscopales, à son ministère, à l'Église, ou ne songeait-il qu'aux honneurs terrestres et aux biens temporels? Cet homme d'affaires qui aimait gérer des propriétés et s'occuper de questions pécuniaires⁸ était-il seulement intéressé et cupide, et comment, dans ce cas, interpréter

1. *Ancient Correspondence*, S C 1, vol. VI. — L'intérêt exceptionnel de la belle série de documents connue sous le nom d'*Ancient Correspondence* a été signalé par Ch.-V. Langlois, *Journal des Savants*, 1904, p. 380 et 446. L'inventaire de cette série occupe le volume XV des *Lists and Indexes*.

2. *Letters to Ralph de Neville, bishop of Chichester (1222-1244) and chancellor to king Henry III, from the Tower mss.*, by W. H. Blaauw Esq., dans *Sussex Archaeological collections illustrating the history and antiquities of the county, published by the Sussex Archaeological Society*, vol. III. Londres, 1850, in-8°, p. 35-76.

3. Shirley, *Royal Letters*, I, n°s 93, p. 112; 94, p. 113; 98, p. 117; 100, p. 118; 101, p. 119; 102 et 103, p. 120.

4. Edward Foss, *Judges of England*. Londres, 1848-1864, in-8°, 9 vol. La notice, très brève d'ailleurs, consacrée à Ralph Neville se trouve au vol. II, p. 425-426.

5. T. XL, p. 270.

6. Mathieu Paris, *Chronica Majora*, éd. Luard, t. III, p. 90.

7. Cf. *infra*, p. 15, et Shirley, *op. cit.*, n°s 93, p. 112; 94, p. 113; 98, p. 117; 100, p. 118; 101, p. 119; 102 et 103, p. 130. — La chronologie de ces lettres publiées par Shirley a été établie par Tout, *Chancery during the Minority of Henry III*, dans *English Historical Review*, t. XXIII, p. 229-230.

8. Voy. Blaauw, *loc. cit.*, n°s 667, p. 45; 668, p. 45; 669, p. 47; 671, p. 49; 679, p. 52; 673, p. 53; 675, p. 59; 682, p. 63, et p. 64, n. 13; 681, p. 64 et n. 15.

le détachement que marquent ses paroles au moment où il est élu au siège archiepiscopal de Canterbury¹? Enfin, quels furent, auprès d'un roi aussi versatile et faible qu'Henri III, l'influence et le rôle de ce chancelier, bon serviteur, témoin des heures troubles de la minorité, ami fidèle du justicier Hubert de Burgh et qui, un moment disgracié, fut rappelé par son maître?

Il ne serait pas inutile de voir clair dans tout cela pour s'expliquer certains événements qui ont marqué le règne d'Henri III, et particulièrement le revirement de sa politique en 1234, et pour mieux comprendre l'histoire de l'Eglise anglaise au XIII^e siècle.

Or, les lettres de Ralph Neville, par leur variété et la diversité des correspondants², et quoiqu'elles sous-entendent souvent plus qu'elles ne disent explicitement, peuvent mettre en lumière certains côtés de sa personnalité et nous faire pénétrer au cœur même de son activité. Tout d'abord, nous pouvons par elles être renseignés sur l'influence de Ralph à la cour d'Henri III.

Certes, au temps où Pandolphe exerçait sur le royaume une véritable dictature, Ralph n'est, comme tous les officiers, qu'un de ses humbles subordonnés. Mais, après le départ de Pandolphe, et surtout à partir du moment où il fut nommé chancelier, en 1226, Ralph Neville traite, de sa propre autorité, les questions les plus diverses et les plus importantes. Le roi n'intervient que rarement dans ses actes. Nous trouvons à peine quelques lettres d'Henri au sujet de choses peu importantes, par exemple au sujet de l'écuage de Richard de Cahagnes³, ou pour lui donner des instructions au sujet de celui d'André de Peverel⁴. C'est à lui que les bourgeois de Bordeaux annoncent l'envoi de deux d'entre eux pour régler certains différends⁵, et, d'ailleurs, en 1219, il avait déjà reçu des bourgeois de La Réole une plainte contre les collecteurs des revenus royaux⁶. Pour des affaires moins importantes et d'ordre strictement administratif, Ralph n'est pas moins souvent consulté. Martin de Pateshull et les autres juges itinérants sont en rapports constants avec lui. Tantôt ils lui demandent des directives pour la conduite à tenir envers les habitants de Rochester, qui prétendent avoir droit à une justice en leur ville⁷, tantôt ils lui font part des difficultés qu'ils rencontrent⁸.

1. Mathieu de Paris, *Chronica Majora*, éd. Luard, t. III, p. 207.

2. Le volume S C 1 / VI contient 185 pièces, dont 162 sont des lettres adressées à Ralph Neville ou émanées de lui.

3. S C 1, vol. VI, n° 116.

4. *Ibid.*, n° 117.

5. *Ibid.*, n° 100.

6. Shirley, *Royal Letters*, t. I, n° 43, p. 49.

7. S C 1, vol. VI, n° 127. Les lettres n° 76 et 121 sont aussi des rapports de juges itinérants.

8. Thomas de Muleton expose à Ralph Neville que le comte d'Aumale élève une contestation sur le droit des juges commis par le roi à régler un différend entre lui et ledit Thomas. S C 1, vol. VI, n° 70.

W. d'York transmet à Ralph Neville le rôle de *finibus et amerciamentis* de l'enquête qu'il est en train de faire et lui demande des instructions¹. Enfin, comme au temps de Pandolphe², la compétence de Ralph semble s'étendre aux questions financières. C'est à lui que Simon Fitz-Richard demande s'il doit aller en Cornouaille percevoir le reste du quinzième³, et que Jourdain d'Esseby rend compte de sa mission auprès de Robert de Kamville pour lever l'argent destiné au château de Lincoln⁴. Mais l'activité de Ralph se manifeste même en des questions dont l'importance est bien moindre. Depuis qu'il a reçu le titre de chancelier d'Irlande⁵, les affaires d'Irlande l'occupent jusqu'en leurs détails. C'est ainsi qu'il est appelé à s'occuper du différend de Thomas Fitz-Adam et de l'archevêque de Dublin, au sujet des gardes à mettre dans la forêt royale. Thomas lui demande des ordres⁶. Guillaume del Mareis se confie à lui pour choisir l'officier que la cour doit déléguer en Irlande⁷. Enfin, dans une affaire purement privée, une contestation au sujet d'une ferme, le doyen de Saint-Patrick de Dublin s'adresse à Ralph⁸.

C'est encore au sujet d'une querelle particulière, la séparation des évêchés de Lismore et de Waterford, que Richard del Mareis, évêque de Durham, et Pierre des Roches, évêque de Winchester, s'adressent à Ralph pour lui demander d'écrire au justicier d'Irlande et à l'archevêque de Cassel, et de leur interdire de céder aux réclamations du chapitre de Lismore⁹. Dans

1. S C 1, vol. VI, n° 161.

2. Voy. Shirley, *Royal Letters*, ut *supra*, p. 2, n° 3, et S C 1, vol. VI, n° 38, où l'on voit Pandolphe donner à Ralph un ordre de faire délivrer 1,000 marcs au trésorier du Temple.

3. S C 1, vol. VI, n° 59.

4. *Ibid.*, n° 57.

5. *Dict. of Nat. Biogr.*, t. XIV, p. 271, col. 1.

6. S C 1, vol. VI, n° 11.

7. « A moins que le comte Maréchal ne soit désigné », S C 1, vol. VI, n° 67.

8. *Ibid.*, n° 108.

9. « R. Dei gratia Dunelmensis et P. Wintoniensis episcopi dilecto in Xpo R. de Nevilla decano Lichfeldensi, salutem in Domino. Accedens ad presentiam Domini legati venerabilis frater Waterfordensis episcopus ei conquerendo monstravit quod... venerabilis patris G. tituli Sancti Martini presbyteri cardinalis, tunc Apostolice Sedis legati, ad partes boreales pro consecrando Karleolensi episcopo perrexisset, magister R. de Bedeford, cum magistris Macrobio et David canonicis Lismorensibus, ad eundem Dominum legatum et consilium domini Regis accessit processens et ostendens quasdam litteras quibus capitulum Lismorensis ecclesie eisdem M. et D. canonicis potestatem contulerat eligendi pastorem ad Lismorensem ecclesiam, quam tunc asserebat vacare. Cum, secundum quod proponit idem Waterfordensis episcopus, ipse et predecessores sui Lismorensem ecclesiam cum pertinentiis suis tamquam partem Waterfordensis episcopatus tenuerint et possederint et, licet aliquando, tempore Hybernien-sium, divisi fuerint episcopatus, ut dicitur, idem episcopus Waterfordensis eidem legato et nobis, super coadunationem eorumdem episcopatum factam per litteras venerabilis patris J. tituli Sancti Stephani in Celio Monte presbyteri cardinalis, tunc legati Hybernie, ostendit. Et sic, fraude et dolo, predictus magister R. de Bedford, tacita veritate, litteras domini Regis impetravit ad justiciarium Hybernie, ut saisina omnium possessionum ad Lismorensem episcopatum pertinentium traderetur eidem. Cum igitur idem legatus nolit facere, nobis expresse injunxit ut, quod per fraudem et dolum ab ipso vel consilio regis impetratum

d'autres lettres, nous voyons Ralph occupé de droits de prise¹, ou recevant la plainte d'un négociant dont le shérif de Southampton a saisi les marchandises et les biens². Il va jusqu'à donner personnellement ses soins à une affaire dont l'objet se réduit à quatre tonneaux de vin³.

Toutes ces lettres, ces demandes, ces réclamations adressées à Ralph en raison même de son haut rang à la cour d'Angleterre, et dont l'insistance, la répétition et le ton nous prouvent qu'il s'occupait par lui-même des intérêts de ses correspondants, nous donnent déjà de l'évêque de Chichester l'impression d'un homme d'une activité infatigable et étendue, semble-t-il, aux domaines les plus variés de l'administration du royaume.

* * *

Mais là ne se bornait pas son rôle. D'autres lettres nous font pénétrer plus avant dans sa psychologie et nous montrent que, comme homme privé, il était toujours prêt à aider ses amis et à leur faciliter, par sa bonne grâce et sa complaisance, l'accès à des fonctions qu'ils briguaient ou l'acquisition de bénéfices ou de biens convoités par eux. Il faut sans doute voir, pour une bonne part, dans l'affabilité de son caractère et dans les relations qu'il entretenait avec plusieurs personnages des plus importants, l'explication du fait qu'il resta chancelier après le coup d'État des Poitevins, malgré son amitié pour Hubert de Burgh⁴.

Cette bienveillance et les faveurs qu'il dispensait avaient d'abord pour objet la propre famille du chancelier. En 1219, lorsqu'il n'était encore que

sit, impetranti prestat patrocinium, vobis, auctoritate ejusdem legati et nostra, mandamus quatinus ex parte Domini Regis, justiciario Hybernie scribatis, firmiter precipientes ut episcopo Waterford. plenariam omnium possessionum ad Lismorensensem ecclesiam pertinentium faciat sine dilatione restitutionem, non obstantibus litteris quas predictus Magister R. de Bedford a consilio Domini Regis per fraudem et dolum impetravit super eisdem possessionibus sibi tradendis, quamvis per predictas litteras Domini Regis, in possessionem fuerit missus. Et, cum sepedictus magister Robertus ad Cassellensem archiepiscopum litteras supradictas habuerit... eidem archiepiscopo pro Waterfordensi episcopo similiter scribatis, maxime cum Odo Wegan, quem D. archiepiscopus Cassellensis... perinnocens fuit, rerum predictarum possessionem nonquam habuerit. Valete ». S C 1, vol. VI, n° 24.

1. Lettres du shérif d'York (S C 1, vol. VI, n° 93) et du shérif de Nottingham (*Ibid.*, n° 22).

2. *Ibid.*, n° 55.

3. *Ibid.*, n° 118.

4. Ralph Neville fut même élu, en 1231, archevêque de Canterbury (*Annales d'Oseney*, dans *Annales Monastici*, éd. Luard, t. IV, p. 72, et Gervais de Canterbury, éd. Stubbs, t. II, p. 129). Mathieu Paris rapporte que Ralph refusa de payer les frais du voyage des moines à Rome, par crainte d'être accusé de simonie (*Chronica Majora*, t. III, p. 206-207). En tout cas, aucun chroniqueur ne semble insinuer que son élection ait été cassée par suite d'un mauvais vouloir du roi. Mathieu Paris, au contraire, représente Ralph et Henri III comme parfaitement d'accord à cette époque. Simon Langton répond au pape, au sujet de Ralph : « Curialem esse et illiteratum, etc. ». *Ibid.*, p. 207-208. — Voy. aussi T. F. Tout, *Chapters on administrative History*. Londres, 1920, t. I, p. 223-224.

doyen de Lichfield et vice-chancelier d'Angleterre, Ralph recevait déjà une lettre de son cousin Hugues de Neville lui demandant d'obtenir du roi une chartre contre des gens qui avaient déposé contre lui et de l'aider ainsi à éviter la ruine¹. C'est par l'intermédiaire de son cousin G. de Neville, chambrier du roi, que lui furent transmises les demandes de Richard, frère d'Henri III, et du comte de Salisbury lorsqu'ils étaient en Gascogne². Ceux-ci ne pensaient sans doute pas avoir auprès du puissant Ralph de meilleur avocat qu'un membre de sa famille. Enfin, il envoya un émissaire spécial auprès de l'archevêque d'York en faveur de Simon de Neville, fils de Nicolas de Neville³. De toutes parts convergent les témoignages de sympathie et de confiance envers le chancelier. C'est l'archevêque d'York qui, dans cette affaire, ne veut pas s'opposer à ses désirs. Ailleurs, le même archevêque confie très amicalement à Ralph une nouvelle pour laquelle il le prie de garder le secret⁴. C'est Hubert de Burgh qui lui demande de continuer à s'occuper « comme il l'a fait jusqu'ici » de ses intérêts et d'un procès dans lequel il est engagé, pendant qu'il se trouve avec le roi, lors de la folle chevauchée d'Henri III en Bretagne et en Poitou⁵. L'affabilité de Ralph Neville et le soin qu'il prenait d'entretenir de solides amitiés se manifestent encore par

1. Shirley, *loc. cit.*, t. I, n° 56, p. 68.

2. S C 1, vol. VI, n° 71.

3. « Suo domino suus Willelmus, salutem et paratam ad obsequia voluntatem. Cum adissem presentiam Domini Eboracensis archiepiscopi, pro negocio Simonis de Nevill, consanguinei vestri et nepotis Domini N. de Nevill, socii vestri, ostendi eidem domino archiepiscopo quod dictus Simon, pro quo ei supplicastis, filius fuit proximo ministrantis. Ipse vero, habita secum modica deliberacione, benignissime respondit quod illud non obstaret si crederet hoc vestre sedere voluntati, adiciens etiam quod nullam possetis aut velletis ei facere petitionem quam non exaudiret. Unde negocium dicti Simonis expeditum est. Et quoniam idem Dominus Rex archiepiscopus delectatur in refectiione rumorum et status curie, bonum est, si vestre sedeat dominationi, ut eum sic aepius reficiatis per litteras, et si aliquem vestrorum velitis ab eo promoveri, fiat mencio de eo in ultima linea brevis vestri. De statu vestro et incolumitate vestra certiorari desiderans, dominationi vestre mitto latorem presentium, ut, per eundem, me vestrum de statu vestro penitus certificare dignemini, et si credatis quod Dominus Rex ante Pascham veniat versus partes boreales, et si oporteat me per totam instantem estatem residere in banco, ut mihi super hoc provideam, et si quid certitudinis acceperitis de illo Stephano nuncio Domini Pape qui anno preterito fuit in Anglia, et ejus potestate, et si consulatis quod aliquam faciam resignacionem de Ripton. et de Hymelesworth. priusquam vobiscum viva voce loquutus fuero; faciam autem in omnibus secundum quod mihi mandabit. Mitto dominationi vestre breve Domini Regis, ubi insertum est nomen Thome clerici mei, qui nichil per breve illud est adeptus, supplicans omni qua possum affectione quantum divine pietatis intuitu, loco nominis Thome, inserere velitis nomen cujusdam pauperis scholaris consanguinei mei qui tota vita sua stetit in scola et quem ibi exhibeo. Et est nomen ejus Magister Johannes Paulini. Per hoc autem a Domino dignas mereri poteritis remuneraciones. Valeat dominus meus per tempora longissima. » S C 1, vol. VI, n° 159.

4. Il lui annonce que le Justicier viendra lui retirer la garde du château de Knaresborough, et lui fait part de ses sentiments loyalistes. Il l'invite cependant à ne pas divulguer cette nouvelle. S C 1, vol. VI, n° 113.

5. S C 1, vol. VI, n° 101.

le souci qu'il a d'envoyer des nouvelles de la cour à ses correspondants et de les tenir au courant de ces « rumores » auxquelles ils attachaient tant de prix. Par deux fois, Martin de Pateshull le remercie de lui avoir communiqué des nouvelles de la cour, ou lui en demande¹. Quant à l'archevêque d'York, il a été tellement heureux des informations données par le chancelier que l'envoyé de Ralph conseille fortement à son maître de le maintenir dans ces heureuses dispositions, en lui adressant des nouvelles plus fréquentes².

On ne compte pas, dans la correspondance de Ralph Neville, les demandes de recommandations, d'entremises et de services divers. La complaisance et le crédit du chancelier auprès du roi et des autres officiers expliquent seuls ces sollicitations des hommes les plus considérables. Guillaume Longuépée, comte de Salisbury, lui demande d'intervenir auprès du roi et auprès du Justicier³. Richard de Burgh le prie d'intercéder auprès du roi et du comte-maréchal⁴. De toutes parts, les quémandeurs, y compris les ordres

1. Dans une de ces lettres, Martin de Pateshull donne des détails sur sa tournée de juge itinérant : « Reverendo patri in Xpo amico specialissimo R. Dei gratia Cicestrensi episcopo, suus M. de Pateshill. salutem et devotam [pro] obsequio reverentiam. De rumoribus curie quas mihi significastis et de mandato vestro paternitati vestre grates reffero multimodas, et vobis significo quod gratia Dei sanus sum et incolumis, idem de vobis scire desiderans, et sciatis, Domine, quod... in crastino Sancti Laurentii, peracto itinere meo in comitatibus Surr. Berk. Oxon. Glouc. Norhamt. et Ruteland. recessi a partibus Norhamt. iturus versus partes Hereford. in quibus, Deo dante, moram faciam per aliquantum temporis ; et citra Nativitatem Beate Marie, si potero, capiam assisiam nove dissaisine in comitatibus Wigorn. et Hereford. Et incipiam, Deo dante, tercio die post Nativitatem Beate Marie perficere iter meum apud Ivecestr. Sciatis etiam Domine quod multas audivi querelas de domino S. de Hales et R. Duket sociis meis, presertim de hoc quod itinerant in hoc autumpno dum pauperes intendere deberent ad blada sua colligenda ; set nescio si hoc faciant per preceptum vestrum vel non. Ego vero, propter pauperum gravamina, distuli iter meum. Sciatis etiam quod servientes Domini Regis, scilicet Semanus Balistarius, Girardus Ruffus, et Will. socius suus, postquam a vobis recessi, mecum bene et fideliter in servicio Domini Regis extiterunt, et merito me de eis commendo, quia inveni eos in omnibus rebus mihi valde obediens, et bene perpendi quod si opus habuissem, bene et viriliter se habuissent in servicio Domini Regis, pro pace sua servanda. Et ideo paternitati vestre pro eis supplico petens attentissime quatinus ipsorum servicium pro amore meo benignius respicientes, partes vestras interponere velitis, ut habeant liberationes suas de tempore quo mecum fuerunt, ut, interveniente, si placet, auxilio vestro, per moram quam mecum fecerunt potius emendentur quam deteriores et voluntatem vestram et statum vestrum quem Deus diu prosperum conservet, mihi, si placet, scire faciatis, et de rumoribus curie me certum reddatis. Valeat paternitas vestra semper in Domino. » S C 1, vol. VI, n° 76.

2. Cf. *supra*, p. 222, n. 3.

3. Pour que Roger Le Bigod — autre personnage considérable — perçoive ce que lui doit la Chambre des comptes. Lettre adressée de Gascogne, où se trouvent, au service du roi, Roger et Guillaume Longuépée. S C 1, vol. VI, n° 66.

Adam de Hauteville, sénéchal du comte de Salisbury, demande à Ralph d'arranger le procès de Michel de Cheldrington, sergent du comte, comme il en a été question entre le comte et Ralph à Porchester, avant le départ du comte pour la Gascogne. S C 1, vol. VI, n° 45.

4. Pour que le roi vende ou prête à Richard une maison qu'il possède à Waterford et que son valet puisse obtenir un plaïd devant le Maréchal. S C 1, vol. VI, n° 49.

religieux, s'adressent au chancelier¹. La collation des bénéfices ecclésiastiques est l'objet le plus fréquent des lettres soit de particuliers², soit d'abbés pour le compte de leurs monastères³. D'ailleurs, en cette matière, les services rendus étaient réciproques, et nous voyons Ralph recevoir pour ses parents et ses amis l'appui de certains membres du clergé⁴.

Mais l'un des traits les plus curieux de la personnalité de Ralph Neville est son attitude vis-à-vis de la cour de Rome et des clercs italiens qui, à cette époque, commençaient à envahir les prébendes et les bénéfices. Ralph était-il le partisan décidé de l'indépendance de l'Église anglaise en face de la Papauté, que semble nous représenter Mathieu de Paris⁵? Il est bien difficile de se prononcer sur cette question. En tout cas, si cet affranchissement était le but qu'il poursuivait, sa politique à l'égard de la cour romaine fut pleine de souplesse et d'habileté, car sa correspondance ne laisse pas de nous montrer, outre qu'il fut le très obéissant serviteur de maître Pandolphe, qu'il entretenait les relations les meilleures avec un certain nombre de personnages influents de l'entourage du pape. L'évêque de Durham, Richard, lui demande d'obtenir pour lui des lettres du roi à maître Roger d'Ardenne et d'écrire lui-même au pape et à ses amis en cour de Rome, pour leur exposer l'état misérable de l'église de Durham, endettée, sans doute à l'égard des marchands italiens, protégés du Saint-Siège⁶; ce qui tendrait à prouver que

1. Frère Gérin, maître de l'Hôpital, place sous sa protection tous les biens de son ordre en Angleterre. S C 1, vol. VI, n° 63. — On trouve même une lettre antérieure à 1226 adressée par Pierre des Roches à Ralph Neville et à Hubert de Burgh, contre qui Pierre devait plus tard organiser le complot poitevin, pour leur demander de s'occuper d'une plainte d'un chevalier de Cornouailles. S C 1, vol. VI, n° 26.

2. Guillaume Briwer demande à Ralph d'obtenir du roi la nomination de son clerc, maître Adam de Lyon, à l'église de Hatherleigh, vacante. S C 1, vol. VI, n° 48.

3. Le couvent de Holm Cultram et l'abbé R. écrivent à Ralph, évêque de Chichester, pour le remercier des nombreux bénéfices qu'il leur a fait concéder et pour lui demander de leur faire obtenir par lettres du roi l'autorisation de porter leur laine où il leur plaira sans payer de droits. S C 1, vol. VI, n° 61.

Henri Blond, abbé de Gloucester, remercie Ralph, qui n'est encore que le doyen de Lichfield, des bénéfices qu'il lui a fait conférer, et le prie de conseiller un de ses amis, accusé de vol, en pays de Galles, au temps de la guerre. S C 1, vol. VI, n° 18.

4. Hugues Foliot, abbé de Ramsay, mande à Ralph de lui envoyer personnellement ou par procuration son frère Nicolas pour le présenter à l'évêque d'Ely pendant son passage dans le pays, pour l'église de Gravel. S C 1, vol. VI, n° 40.

Geoffroy, prieur de Coventry, lui demande s'il n'a pas un candidat à proposer par son intermédiaire pour une prébende. S C 1, vol. VI, n° 107.

5. « Moliri volentem, etc. » Mathieu de Paris, *Chronica*, t. III, p. 207-208.

6. « Venerabili in Xpo fratri, domino R. Dei gratia Ciestrensis episcopo, Domini Regis cancellario, R. eadem gratia Dunelmensis episcopus salutem et fraterne karitatis in Domino semper augmentum. Quoniam de dilectione vestra et gratia specialissimam ex preteritis concepimus fidutiam, fraternitati vestre preces porrigimus quantum possumus affectuosas ut pro nobis Domino Pape et amicis vestris in curia diligenter scribere velitis, exponentes eis, si placet, miserabilem statum Dunelmensis ecclesie, et supplicantes ut desolationi ejus misericorditer compatiatur et eam eripiant a laqueo creditorum. Similiter obnixè vos rogamus ut litteras Domini Regis nobis habere faciatis Domino Pape directas, continentes preces ejusdem Domini

Ralph jouissait d'un certain crédit à la cour pontificale. Ce crédit et les amitiés qu'il avait nouées dans cette cour étaient sans doute encore la conséquence de services rendus. Certaines lettres nous le laissent entendre, en même temps qu'elles nous donnent les noms de quelques-uns des amis de Ralph en cour de Rome et en Italie : Nicolas, neveu du pape, chanoine d'York¹, le cardinal Raynerius Capoccius², Étienne de Ceccano, cardinal-prêtre des Douze-Apôtres, et l'abbé de Saint-Martin-du-Mont, à Viterbe³.

Regis super securitate nunciis nostris prestanda, dum stant in curia, et litteras, si placet, ejusdem Domini Regis magistro Ph. de Arden. mandantis quod nunciis nostris in curia assistat, a vobis petimus. Omnia vero paria predictarum litterarum per latorem presentium nobis transmittere dignemini. Timemus quidem, et timere debemus ne in hoc negotio et tot precibus vobis simus onerosi, sed de benignitate vestra quam tocien experti fuimus, confidimus. Valeat fraternitas vestra in Domino. » S C 1, vol. VI, n° 129.

1. « Venerabili in Xpo patri... Dei gratia Ciestrensi episcopo, illustris Regis Anglorum cancellario, Nicolaus nepos Domini Pape, Eboracensis canonicus, salutem et recommendationem in Domino. Paternitatem vestram, de qua plene confidimus, tenore presentium duximus exorandam quatinus quadraginta marcas quas in Scaccario Pasche annuatim debemus percipere, secundum quod in rescripto litterarum Domini Regis continetur, Domino Stephano cappellano Domini Pape, pro instanti termino Pasche, nomine nostro sine difficultate faciatis persolveri; sane quia corde et animo vestri sumus, et avidam gerimus voluntatem vobis in quantum possumus complacendi, sumentes quam audaciam, cum non precesserint merita, vos attente duximus exorandum ut dare velitis operam efficacem quod redditum pretaxatum Dominus Rex, secundum quod in prefato rescripto continetur, in ecclesiasticum beneficium nobis debeat commutare, ita quidem quod penes vos preces nostre effectum possint consequi postulatum, et nos vobis proinde fortius obligemur, et Domino Pape nos possimus de vobis plurimum commendare, ac in vestris negotiis penes eundem Dominum semper prompti non immerito existamus. » S C 1, vol. VI, n° 160.

2. « Viro discreto et amico suo magistro R. de Novilla, clerico illustris Regis Anglie, Rainerius miseratione divina Sancte Marie in Cosmidin diaconus cardinalis, salutem et sincere dilectionis affectum. Gratiarum vobis referimus actiones, quod, sicut Magister Benedictus, clericus noster nobis, exposuit, eidem dudum pro nostris procurandis negotiis ad Regis curiam accedenti, gratum auxilium et consilium impendistis, propter quod grata vobis cupimus vicissitudine respondere. Cum igitur Rainaldum, famulum nostrum, Domini Pape cursorem, pro agendis nostris in Angliam destinemus, dilectionem vestram duximus exorandam quatinus in hiis in quibus expedire videritis, taliter assistatis eidem quod vestrum nobis sentiamus auxilium, more solito, fructuosum. Vos autem, quotiens vobis vel amicis vestris nostrum fuerit auxilium opportunum, nobis significetis secure quoniam ea que vestrum respiciunt commodum et honorem libenter disponamus, quantum cum Deo et honestate nostra poterimus laborare. » S C 1, vol. VI, n° 9 et 10.

3. « Venerabili patri in Xpo karissimo Domino R. de Nevill. Domini Regis cancellario (salutem et paratam ad obsequia voluntatem), Frater J. dictus abbas Sancti Martini de Monte Viterbii, salutem et paratam ad obsequia voluntatem. Litteras quas nobis tradidistis pro negotio vestro reddidimus Domino Gualoni cardinali; sicut audivimus, locutus fuit inde cum Domino Papa, set quod [ei] fuerit nos nescimus responsum, quia tunc curia erat in motu: volebat enim ire Areatina civitate apud Viterbium, et nondum Dominus G. cardinalis venerat apud Viterbium. Sed ipse significat vobis per litteras suas, sicut credimus, quid ipse fecerit, sed sciatis de certo quod nos rogavimus Dominum cardinalem Sanctorum Apostolorum, et Dominum Rainerium cardinalem, et alios amicos Domini Regis, qui promiserunt nobis quod interponerent partes suas ad Dominum Papam pro negotio vestro, et si aliquas expensas oporteret fieri, nos libenti animo faceremus, et in his et in aliis, parati sumus vestris beneplacitis obedire. Roga(a)mus benignitatem vestram quatinus monachos de Saltreia, quociens ad vos venient, pro negociis nostris benigne exaudiat eosdem. Valete. » S C 1, vol. VI, n° 44.

Les complaisances de Ralph Neville envers ces personnages semblent avoir eu un but intéressé ; c'était un échange de bons procédés ; leur rang et leur fortune pouvaient lui être, par la suite, de quelque utilité. Mais d'autres libéralités de Ralph s'adressent à des personnes desquelles il ne pouvait espérer des services en retour. La première est antérieure à 1214. C'est une lettre de maître Thomas de Hoyland, qui, étudiant à Lincoln, s'adresse à Ralph pour lui exposer son dénuement et lui demander un secours¹. Une autre est conçue dans les mêmes termes. Frère Élie, chanoine de Sainte-Frideswide, lui demande de l'argent pour Th. de Bosco, à Oxford, qui est dans une extrême misère². Enfin, dans la troisième, R. de Duaco exprime à Ralph, qui a secouru sa mère, sa gratitude et l'assurance de sa fidélité et de son attachement³.

* * *

Esprit positif et doué d'un tempérament d'homme d'affaires, en même temps qu'habile politique, Ralph s'occupait avec compétence, comme nous l'avons vu, des intérêts du royaume ; homme privé, il gérait avec un soin minutieux et un souci constant d'économie et d'épargne les nombreux et riches domaines que lui valaient ses fonctions de chanoine ou d'évêque. Peut-être la partie la plus curieuse de sa correspondance est-elle celle qui traite de l'administration de sa fortune et les lettres que lui adressaient ceux qui remplissaient les fonctions d'intendants de ses domaines, et en particulier Simon de Senlis. Ces lettres sont parfois de simples comptes-rendus de l'état des cultures, des travaux et des bâtiments⁴, et montrent avec quelle minutie Ralph aimait à être informé de la situation de ses domaines et de sa fortune. Simon de Senlis prend rarement seul une initiative. Le plus souvent, il en réfère à son maître et lui demande des ordres avant d'agir⁵, ou tout au moins

1. Blaauw, *loc. cit.*, p. 38, n° 383.

2. « Reverendo patri et Domino in Xpo k[arissimo R.] Dei gratia Cicestrensi episcopo et Domini Regis Anglie cancellario, suus frater Elyas, canonicus Sancte Fridesvide humilis et devotus, in omnibus salutem quam sibi et quicquid subire salubrum. Excellencie vestre notifico expensas Th. de Bosco jam mense transacto defecisse. Ipsum etiam indigere lineis, pannis, et capam habere valde usitatam, et supra modum inutilem cui testimonium perhibeo quod, post litteras ab excellentia vestra susceptas, se in scolis exhibet docibilem et in moribus corrigibilem, set minus proficientem, cum in facultate sua sui libri deficient. Quid autem super premissis vobis placuerit, et de predicto Th. clerico utrum moram faciet apud Oxon. an non, tempore autumpnali, quod ei multum expediret ut credo, et de quaternis vestris jam illuminatis... volumen solidum redigi debeant, an ad vos ita disjuncti transmitti, et de palefrido vestro apud... moram faciente, et in exhibitione tenui quod de facili poterit perpendi voluntatem vestram mihi literatorie per presencium latorem significare dignemini. Valeat paternitas vestra semper in Domino. » S C 1, vol. VI, n° 126.

3. S C 1, vol. VI, n° 56.

4. Shirley, *op. cit.*, t. I, n° 410 et 411, et Blaauw, *loc. cit.*, n° 673, p. 53, et 679, p. 52.

5. S C 1, vol. VI, n° 141 : « Ceterum si forte de partibus Winton. non putatis partes adire Lond., tunc, si placet, significetis mihi quid faciendum est de... »

lui adresse des rapports détaillés¹. Il lui demande de correspondre, quand il est nécessaire, avec les voisins chez qui il veut envoyer paître les troupeaux²; pour les questions de comptes à régler ou à recevoir, il est certain que le chancelier d'Angleterre ne confiait à personne cette opération. Les lettres et comptes-rendus de Simon de Senlis montrent déjà quelles précisions Ralph exigeait de son homme de confiance; mais il en existe une autre par laquelle le même Simon lui demande de venir avec lui recevoir les comptes des baillys de Sussex³.

Cette correspondance de maître et intendant nous montre Ralph ne perdant pas une occasion d'accroître ses domaines et de réaliser des affaires intéressantes, des achats de terres⁴ ou de bénéfices⁵.

1. « Reverendo Domino suo R. Dei gratia Cicestrensi episcopo, Domini Regis cancellario, devotus suus S. de Seinlic. salutem et tam devotum quam debitum in omnibus famulatum. Sciatis, Domine karissime, quod nuper transitum feci per singula maneria vestra in episcopatu vestro, et, gratia Dei, omnia agenda vestra recte et ordinate procedunt, et ad hoc pro viribus laboro. Providi etiam et procuravi quod fructus autumni instantis salvo et bene colligantur et in horrea deponantur; facto autem transitu per episcopatum vestrum, transferam (*sic*) me apud Burneham et Stamford., et ibi diligenter me intromittam quod fructus vestri salvo colligantur et agenda vestra prout decet ordinentur; et statim, cum transitum ibi fecerim, revertar ad partes Sussex.; de parco vestro de Hamfeld. claudendo et ad statum debitum perducendo, diligentia qua possum me intromitto. Verumptamen necesse habetis quod sint ibi magni saltus per quos, si necesse fuerit, fere possint sustentari. Et ad hoc faciendum providi de dominico vestro quod erunt ibi saltus rationabiliter. Set, de terra arabili de qua persona ecclesie de Hamfeld. vendicat sibi decimas dari, eo quod prius decimas percepit de eadem terra arabili vel quod excambium fiat ecclesie memorate ad valentiam dictarum decimarum; quid super hoc volueritis, specialiter, si placet, voluntatem vestram mihi rescribere dignemini. Similiter quid vobis placuerit de decimis Buillter. Cicestr. utrum colligi debeant vel canonicis liberari de beneficiis mihi a vobis collatis, grates vobis referat Altissimus qui reddet unicuique juxta opera sua, et precipue de gratia quam mihi mera liberalitate vestra impenditis conferendo mihi terram de Buvenye, unde, si placet, gratiam gratie addentes memoriter teneatis id quod postulavi ut terram ipsam de Buvenye tenere possim de ballio Domini Regis. Et ad hoc negotium perpetrandum nunc eminet locus et tempus, cum Dominus Rex, ut dicitur, cum moderata familia, versus Glou. nuper sit profecturus, et cum eo magnates non multi. Quid super premissis et aliis vestra velit et sentiat excellentia mihi, si placet, significare velitis, quoniam promptus sum pro viribus ad omnia negocia vestra procuranda et terminanda. Valeat excellentia vestra semper in Domino. » S C 1, vol. VI, n° 139.

2. Que Ralph demande à Hugh Neville d'écrire à son forestier de Wahlberg qu'il puisse recevoir en passage cent porcs que lui envoie de la part de Ralph son bailli de Westmorland. Shirley, *op. cit.*, t. I, n° 255, et Blaauw, *loc. cit.*, n° 675, p. 59.

3. Blaauw, *loc. cit.*, p. 64, n° 681, et Shirley, *op. cit.*, t. I, n° 409.

4. Simon de Senlis signale à Ralph Neville une affaire à réaliser sur le fief qu'une certaine Sibylle tient de Jean de Balliol. Blaauw, *op. cit.*, n° 671, p. 49; Shirley, *op. cit.*, t. I, n° 409. Une autre fois : « Loquimini si placet, Domine, cum Domino Rege, ut committat vobis custodiam terre Domini Amouri de Crown, usque ad plenam etatem heredis, quoniam tunc commode possem, ad utilitatem vestram, maneriis providere de instauro et de aliis negociis. » Blaauw, *Ibid.*, p. 63, n° 682, et p. 64, n. 13; Shirley, *op. cit.*, t. I, n° 239. — De même, les chartes suivantes : « Reverendo Domino suo R. Dei gratia Cycestrensi episcopo, Domini Regis cancellario, devotus suus S. de Seinlic. salutem et tam devotum quam debitum in omnibus

* * *

Ralph Neville, au milieu de ses préoccupations publiques et privées, con-

obsequium et famulatum. Ut certiores efficiamini quomodo agenda vestra in episcopatu vestro procedunt et habentur, sciatis quod apud Solens seminantur xix quarteria et dimidium de frumento et in brullio Cicestr. seminantur m^o acre de frumento. In... alia agenda vos contingentia debito modo tractantur et procurantur. Dicitur in partibus Sussex assertive quod Dominus Winton... Cypr. diem clausit extremum, et talis asserit qui interfuit sepulture ejus, ut dicit. Domine, breviam Domini Regis rogo, ut transmittatis unum directum vicecomiti Surr. ad distringendum homines vestros de Hamme et Waletton. ut faciant auxilium vobis in... et aliud directum vicecomiti Sussex ad distringendum homines vestros de Burn. pro eodem, sicut alias vobis significavi. Ad hec, sciatis, Domine, quod in manerio vestro de Oicham, est quedam vidua pauperula, in annis senilibus, ad cujus manus descenderunt jure hereditario due virgate terre et dimidia, quas de vobis tenere debet, scilicet duas virgatas per servicium militare, et dimidiam virgatam pro x. o. d. per annum, pro omni servicio. Set dicta terra valde distracta est, et ad virgatam non sunt nisi xvi acre, unde cum dicta vidua pauperula sit, nec habeat unde possit sustentari, nec terram ipsam arare, seminare vel excolere, nec etiam heredem habeat ex carne propria procreatum, vult terram ipsam vendere vel pignori obligare, ita quod eadem terram ipsam michi optulit ea condicione ut exhiberem eam et necessaria ei ministrarem quoad viveret; set quoniam nullus potest feodum vestrum ingredi vel exc... ratione aliqua, sine consensu et licencia vestra, nolui conventionem cum ea facere, sine consensu vestro... humiliter et devote exoro quatinus... si placet, concedatis et licentiam mihi prestetis, ut possim, cum dicta muliere conventionem faciendo sicut predictum est, feodum vestrum ingredi... » SC 1, vol. VI, n° 148. — Et : « Reverendo Domino suo R., Dei gratia Cicestrensi episcopo, Domini Regis cancellario, devotus suus S. de Seinic. salutem cum summa devocione et reverencia. In recessu presentium, videlicet die lune proxima ante festum Beati Laurentii, fui apud Eton. et ibidem inveni Dominam Gwyndam, set non inveni dominum suum, set juxta formam mandati vestri, locutus fui cum ea, absente marito suo, et diligenti facta inquisitione, inveni quod ibi sunt in dominico clxxii acre de terra arabili, spectantes ad dotem suam, et xxiiii acre de prato, et xvii marc. et ii d. ob. de redditu assiso, exceptis operibus ad dictam terram pertinentibus, et terra arabilis singulis annis debet et potest seminari. Pro predicta terra et contingentibus, obtuli predictae Domine quinquaginta libras ad tres annos. Set respondit mihi quod si dominus suus adquiesceret, dimittet vobis terram predictam cum pertinentiis pro lx libris. Item, sunt ibi xxiiii acre de terra arabili, de emptione ejusdem, et ii acre prati. Item opera bonis condicionibus valent per annum duas marcas et dimidiam. Inter cetera emi ad opus vestrum totum bladum suum quod est in terra, et pro qualibet acra conveni cum ea pro xxviii denariis, videlicet pro acra frumenti, siliginis, ordeï et avene, ita scilicet quod eadem Gwinda concessit mihi opera hominum suorum que spectant ad autumpnum. Preterea emi de eadem fenum totum quod habet ibidem et boves ad carucam... transtuli me apud Stamford. et Makesie juxta mandatum vestrum procuranda agenda vestra ibidem, et ita reversurus sum in Sussex per partes Windesor. ubi, sicut inter Dominam Gwindam et me convenit, presente marito suo, negocium supradictum procurabo, prout mihi mandare volueritis, sicut videro ad utilitatem et commodum vestrum accedere me diligenter intromittam. Et sciatis quod dominus Justiciarius et alii quamplures partes suas diligenter et efficaciter interponunt, ut habeant predictam terram ad firmam, et etiam constabularus (sic) Windesor. qui diligenter se intromittit. Inter cetera, Domine karissime, cum videritis locum et tempus, de negotio meo de terra de Scamnyec vos intromittere dignemini. Valeat excellentia vestra semper in Domino. » SC 1, vol. VI, n° 136.

5. [Page précédente.] L'archidiacre de Lewes a informé Simon qu'il a fait à Londres un

sacra cependant une part de son activité à des affaires ecclésiastiques et religieuses.

Déjà, lorsqu'il n'était que doyen de Lichfield, Ralph ne se laissait pas complètement absorber par les soucis de sa charge et les préoccupations séculières. Quoiqu'il ne pût venir à Lichfield aussi souvent que l'auraient désiré les chanoines et sans doute lui-même¹, il était avec eux en correspondance, s'occupait de pourvoir de desservants les églises vacantes et s'excusait de ne pouvoir venir plus souvent². Malgré son éloignement, il témoignait d'un véritable souci de l'état moral des chanoines, en même temps que des besoins du clergé, comme le montre la réponse à une admonestation par lui adressée au chapitre de Lichfield³.

Comme évêque de Chichester, Ralph continue à donner ses soins aux affaires de son diocèse. Il emploie d'ailleurs, pour l'aider en ses fonctions, son

arrangement avec Ralph, au sujet de l'église d'Aldingburn, pour 30 marcs. Il lui conseille de la vendre même pour moins cher, le cas échéant, car, si l'archidiacre mourait avant la fête de l'Annonciation, cela serait un avantage pécuniaire pour Ralph. Blaauw, *loc. cit.*, n° 688, p. 65; Shirley, *op. cit.*, t. I, n° 224.

1. Lettre à Ralph Neville sur l'administration des biens du chapitre. SC 1, vol. VI, n° 17.

2. « Set quoniam variis et arduis negociis Dominum Regem et regnum tangentibus, prepeditus coram vobis die Jovis predicta in capitulo Linc., presentiam meam exhibere non possum... » SC 1, vol. VI, n° 1.

3. « Viro venerabili et amico karissimo Domino R. de Nevill. decano Lichefil. M. precentor et R. thesaurarius Lichef. salutem et tam devotam quam debitam in omnibus reverentiam. Mandato vestro cum qua decuit veneratione suscepto, dolor non modicus interiora concussit. Super hoc tamen quod tamquam pius pastor que in nobis corrigenda fuerant, corrigentes tam modeste non solum de jactura temporali, verum etiam de infamie macula premunitis actiones referre non sufficimus gratiarum; vestris autem consiliis adquiescentes, tam canonicos qui presentes tunc aderant quam vicarios statim censuimus convocandos, quibus mandatum vestrum exponentes dedimus in mandatis ut nostram et ecclesie nostre famam obfuscentes mulierculas amoverent, et honestius de cetero tam in claustro se gererent quam in choro; si quis rebellis inveniretur, in penam suspensionis ab officio et beneficio comminantes. Nec solum fuimus hoc contenti, immo omnes a maximo usque ad minimum quem nociva societas denotabat, vite de cetero promittens honestatem sub pena gravi famosa contubernia abjuravit. De communia vero vobis cupimus intimari quod non sine gravi dispendio residentium hoc instanti anno vicariis augere non possumus porcionem, tum propter hospitium Domini Legati quod plurimi sotiorum nostrorum reddere contradicunt, tum propter vicesimam que omnia solvimus de communia. Proposuimus tamen etiam in hoc anno saltem in quadregesima communam suam duplicantes eos uberius exhibere. Ceteris autem omnibus, communam suam a festo Sancti Michaelis usque ad Pascha (*sic*) duplicabimus in perpetuum. Hec autem ordinatio, si vobis placuerit, tunc demum suscipiet firmitatem, cum vestram super hoc congoaverimus voluntatem. De communia vero canonicos contingente residentes, vestre reliquimus dispositioni, attentius supplicantes et devote quatinus nobiscum diligencius deliberantes universaliter tam de canonicis quam de vicariis dispositionem et ordinationem vestram nobis velit intimare, paratis in omnibus vestris viriliter obedire mandatis. Ut autem cercius de hiis omnibus disponere valeatis, summam totius commune nostre vobis presentibus litteris intimamus, que est, deductis debitis annuis, XI et XIII libras, VIII sol. III den. De hiis vero tum pro hospitio Domini legati, tum pro vicesima fere XI libras solvimus in hoc anno. Valet in Domino. » SC 1, vol. VI, n° 20.

fidèle Simon de Senlis, qui semble avoir apporté le même zèle à la surveillance des affaires spirituelles qu'à l'administration du temporel¹ ou à celle des églises desservies². Simon s'occupe aussi des travaux dans l'église de Chichester³. L'absence de Ralph, déplorée par les chanoines de Chichester⁴, n'empêchait pas cet actif prélat de manifester son mécontentement aux clercs dont il jugeait la conduite répréhensible. Nous en avons pour preuve une très curieuse lettre de W. de Lewekenor, clerc, qui proteste de son innocence : Ralph lui avait reproché son manque de zèle pour la prédication et son peu d'ardeur pour l'étude⁵.

* * *

Cette volonté de ne pas perdre de vue la mission spirituelle dont il était investi se manifeste d'une façon visible pendant sa carrière. Gervais de Canterbury raconte que, comme évêque de Chichester, il protesta avec l'évêque de Rochester et l'élu d'Armagh contre une excommunication de moines prononcée par l'archevêque de Canterbury⁶. Lorsqu'en 1231, Ralph fut élu archevêque de Canterbury, c'est peut-être par prudence plus encore que par mépris des honneurs qu'il refusa de payer les frais de voyage des moines à Rome, mais il est permis de voir l'expression de sentiments sincères dans le discours que lui attribue Mathieu Paris⁷. En tout cas, si de nombreux personnages contemporains le tenaient en estime pour sa loyauté et sa bienveillance, un témoignage précieux montre qu'ils n'accordaient pas seulement cette estime à ses qualités et à ses vertus d'homme privé, mais qu'ils reconnaissaient en lui un chef prudent et plein d'expérience, dont on devait écouter et respecter les conseils. Nous possédons, en effet, une lettre de Richard, archevêque de Canterbury, qui, après son élection, en 1229, fait part à Ralph

1. Il écrit à Ralph pour lui faire part de ses réflexions sur un chanoine. Blaauw, *loc. cit.*, n° 669, p. 47. — Voy. aussi Shirley, *op. cit.*, t. I, p. 230.

2. Simon de Senlis écrit à Ralph qu'il est allé au chapitre de Chichester le lendemain des saints Pierre et Paul et qu'il a convenu avec les chanoines et l'official de préposer deux vicaires pour desservir la chapelle de Saint-Michel, suivant les instructions de Ralph. S C 1, vol. VI, n° 143.

3. S C 1, vol. VI, n° 153.

4. Lettre de Guillaume, préchantre de Chichester, qui espère que, malgré son office de chancelier, Ralph pourra assister aux fêtes de Pâques dans sa ville épiscopale. Blaauw, *loc. cit.*, n° 282, p. 75. — Miss Gibbs et Lang (*op. cit.*, p. 17) en infèrent, à tort, croyons-nous, que Ralph s'occupait peu de son diocèse.

5. W. de Lewekenor se défend en disant qu'il a lu et prêché plus que ses prédécesseurs et que ses auditeurs étaient plus vite lassés de l'entendre que lui de parler. Il demande à Ralph de lui rendre sa confiance, sinon il préfère abandonner son ministère. Si Ralph veut qu'il lise, il lui demande de lui envoyer l'Exode. S C 1, vol. VI, n° 64.

6. Gervais de Canterbury, éd. Stubbs, t. II, p. 159-160.

7. Mathieu Paris, *Chronica Majora*, t. III, p. 206-207.

de cette nouvelle et lui demande aide et conseil¹ pour son ministère archiepiscopal.

Ce trait clôt et confirme l'impression générale qui se dégage de cette correspondance. Ralph Neville ne fut ni un mystique ni un profond politique. Les traits dominants de son caractère sont la sincérité et le sens pratique qui lui permirent d'allier aux devoirs de sa charge l'accomplissement de ses fonctions ecclésiastiques, et à l'administration des biens temporels le souci des choses spirituelles. Il servit le roi Jean et fut un des fidèles d'Henri III pendant sa minorité. Il fit partie de ce groupe de grands seigneurs, ses pareils, Guillaume le Maréchal, Hubert de Burgh, etc., qui sauvèrent la dynastie des Plantagenêts et l'indépendance du royaume, et qui, sans être détachés le moins du monde des richesses et des honneurs, une fois l'Angleterre pacifiée et le trône affermi, avaient su cependant, au moment du péril, faire passer le souci de leurs intérêts après leur loyalisme envers la dynastie. Loyaliste, Ralph Neville le fut plus que tout autre. Il le fut envers l'Eglise comme envers le roi. Ni la cassation par le pape de son élection au siège de Canterbury, ni les tentatives répétées d'Henri III pour lui enlever la charge de chancelier ne le firent passer à une attitude de révolte, pas plus qu'il ne renia jamais sa fidélité à la mémoire du roi Jean². Il remplit toutes ses charges avec conscience, et le goût qu'il avait pour la gestion des biens temporels ne le conduisit cependant pas, malgré les facilités qu'il aurait eues pour le faire sans même s'attirer de reproches, à accroître exagérément sa fortune³.

1. « R. Dei gratia Cantuariensis electus dilecto in Xpo fratri R. eadem gratia Cistrensi (sic) episcopo, Domini Regis cancellario, salutem et scincerum fraterne dilectionis affectum. Cum Dominus Papa in scala Jacob nos sublimaverit, curam et onus Cantuariensis ecclesie nobis imponentes (sic) per litteras suas patentes quas die lune proxima post Cineres Linc. suscepimus, vestre fraternitatis dilectioni attentius rogamus, quatinus nos in hac scala nunc ascendentes, nunc descendentes prout loci vel temporis exegerit oportunitas, consilio velitis adjuvare ut dir[ectum] cursum tenentes, regia via procedere valeamus. Receptis autem literis Domini Pape Linc., statim iter arripui[mus] ad Dominum Regem profecturi, ut ei tanquam Domino karissimo, debita devocione omnem reverenciam faciamus sicut decet et honorem. Et quoniam ex inopinate ad tantam celsitudinem vocati, in hiis que nobis multipliciter sicut scitis occurrent agenda prudencie vestre, in hujusmodi Benedictus Deus laudabiliter exercitate consilio plurimum indigemus, vestre fraternitatis dilectioni attentius imploramus, quatinus, sicut de vobis confidimus, consilium et auxilium in agendis nostris, vestri gratia, benigne nobis velitis impertiri, et, si fieri posset, non mediocriter gratum haberemus si, per presencium latorem, nobis vestri gratia procurantibus, possemus premuniri in quibus partibus Dominum Regem possemus invenire. Valete. » S C 1, vol. VI, n° 157.

2. Il fonda une chapellenie pour l'âme du roi Jean. Blaauw, *loc. cit.*, p. 36.

3. « Venerabili viro Domino R. de Nova Villa, Domini Regis cancellario, frater A. de Oxon. eternam in Domino salutem. Quoniam pro utilitate Regis et regni sepe magnis fatigati estis expensis, miramur si a Domino rara (sic) literas dispensacionis non impetrasitis, ut vobis plura conferantur beneficia ecclesiastica. Hec ydeo vestre significamus benignitati quia, si tale habetis privilegium, nos, Deo dante, diligenciam adhibebimus effectuosam ut de domo

A l'aide de ce qui précède, il semble que nous pouvons conjecturer quel fut le véritable rôle de Ralph Neville dans la lutte engagée par les Poitevins d'abord, par le roi ensuite, contre la chancellerie.

Le Professeur Tout a raconté tout au long les manœuvres de Pierre de Rivaux pour accroître son pouvoir aux dépens du chancelier Neville et du trésorier Maulerc, et pour organiser le Sceau privé en face de la Chancellerie d'Angleterre. Il explique le maintien de Ralph Neville au moment de la chute de ses amis en disant que sa position était plus forte que celle des deux autres grands officiers, par suite de la formule « avec l'assentiment du peuple » introduite dans sa nomination¹.

Certes, cette considération peut avoir son importance, mais il ne faut pas oublier que, plus tard, Henri III tourna cette clause et parvint à se débarrasser de Ralph en lui laissant les émoluments de sa charge. Si Ralph Neville demeura dans l'office de chancelier pendant les deux ans que dura la domination des Poitevins et si, pendant ce temps, Henri III ne put l'en chasser et fut réduit à lui faire une guerre sourde et à renouveler sa charge en passant sous silence son caractère constitutionnel², ne faudrait-il pas plutôt voir là le fruit des habiles dispositions prises par le chancelier et des relations qu'il avait su se faire à la cour, bien plus qu'au respect d'Henri III pour une situation « quasi constitutionnelle »?

Le principal obstacle au triomphe complet des Poitevins fut peut-être la personne même du chancelier. D'ailleurs, la suite des faits ne tend-elle pas à confirmer cette hypothèse? La chute des Poitevins fut, en effet, provoquée par un événement dans lequel transparait la lutte de la Chancellerie et du Sceau privé³. Or, au moment du procès des Poitevins se place une remontrance adressée au roi le 2 février 1233 par les évêques anglais qui se plaignent de ce que rien n'était fait sans le sceau de Pierre de Rivaux⁴. Il est peut-être permis, pour qui connaît le caractère opiniâtre et réaliste de Ralph Neville, d'entrevoir son inspiration sous la démarche des évêques ses collègues, dont beaucoup, nous l'avons vu, étaient ses amis, et dans le fait que, lors de l'interrogatoire de Westminster, on attacha une grande importance à la question du sceau⁵. Après la chute des Poitevins, la lutte continue entre Ralph et Henri III, qui veut ramener la charge de chancelier au rôle d'office domestique⁶.

nostra vobis provideatur ecclesiasticum beneficium. Set secretum sit quod vobis mando ; super hoc per litteras vestras, per presencium latorem, nos cerciorare curetis. Valete. » S C 1, vol. VI, n° 29.

1. Tout, *op. cit.*, t. I, p. 219 et 222-223.

2. Tout, *op. cit.*, t. I, p. 222-223.

3. *Ibid.*, p. 225-226.

4. *Ibid.*, p. 226-227 et 227, n. 1.

5. *Ibid.*, p. 225-226.

6. *Ibid.*, p. 241.

Tant que la Garde-Robe est aux mains du clerc Gautier de Kirkham¹, Ralph se maintient tant bien que mal dans sa charge. Mais, à partir du moment où le roi s'appuie sur les Savoyards et où ceux-ci envahissent les offices et s'installent dans celui de la Garde-Robe, en la personne de Geoffroy du Temple, leur ami, Ralph ne peut plus lutter, et il doit se retirer jusqu'au jour où, réconcilié avec Henri III, il est rappelé² pour tenir un rôle sans doute bien diminué.

Tout le débat entre le roi et la chancellerie est dominé par la puissante figure de Ralph Neville. Ce qu'Henri veut abattre en lui, et ce que Ralph représente effectivement avec toute l'autorité et tout l'ascendant de sa forte et originale personnalité, c'est la génération de la Régence, dont il est le dernier témoin.

Après lui vont se succéder les pâles créatures d'Henri III et de ses favoris. Savoyards et Italiens, outre que leurs excès et leurs pillages exaspéreront le royaume tout entier, ne pourront avoir sur les barons l'influence de Ralph Neville, grand seigneur, évêque respecté, vrai Anglais. Peut-être, aux jours tragiques d'Oxford et de Lewes, Henri III se souvint-il de ce chancelier dont l'indépendance et l'autorité auraient pu alors sans doute arrêter le désastre où sombrait la monarchie.

Jacques BOUSSARD,

Bibliothécaire de la Ville d'Orléans.

1. 17 mai 1234-27 octobre 1236. Tout, *op. cit.*, t. I, p. 244.

2. Tout, *op. cit.*, p. 284.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION ET DE L'EMPIRE

(Suite et fin².)

BIOGRAPHIES. — Comme toujours, elles abondent et sont de valeur extrêmement inégales. Quelques-unes apportent une précieuse contribution à l'histoire générale, mais nombre d'entre elles ne visent qu'à distraire le lecteur. M. E. LAVAQUERY s'est fait l'historien de Necker². Les pages qui ont trait à la vie privée du parvenu se laissent lire, bien que ses ridicules soient soulignés avec une visible hostilité et qu'il ne soit guère parlé des opérations de sa banque sans qu'on nous dise si des recherches approfondies ont été effectuées à cet égard. Dès qu'on arrive à la vie publique du personnage, il devient impossible de prendre M. Lavaquery comme guide. Personne ne songe plus à considérer Necker comme un grand homme, ni même comme un grand financier, mais ce n'est pas une raison pour blâmer toutes ses mesures de parti pris, alors que ses prédécesseurs et ses successeurs ont fait souvent pire. Il eût été sans doute plus sage de n'emprunter qu'en constituant un fonds pour acquitter les intérêts, comme le faisaient les Anglais, mais il ne faudrait pas oublier que les privilégiés résistaient désespérément à toute réforme de l'impôt et qu'en 1777 la simple réforme des vingtièmes a soulevé la violente opposition des parlements. Necker a fait la guerre d'Amérique à crédit, mais est-il le premier ou le dernier ministre qui ait procédé ainsi? Pour faire des économies, il a supprimé des sinécures : où était l'avantage, réplique M. Lavaquery, puisqu'il fallait en rembourser la finance? Il a créé des assemblées provinciales : sans doute, mais il a commis la faute d'y doubler le Tiers, tandis que Turgot, paraît-il, voulait conserver « l'organisation traditionnelle ». Bref, à en croire l'auteur, il semble que tout allait pour le mieux à la fin de l'Ancien Régime lorsque cet étranger protestant est venu détraquer l'administration et les finances afin de préparer un bouleversement général ; si « l'histoire officielle » en juge autrement, c'est qu'elle lui sait gré « plus ou moins consciemment... d'avoir rendu la Révolution nécessaire ». En défini-

1. Voir *Rev. histor.*, t. CLXXVI, p. 63.

2. *Necker, fourrier de la Révolution*. Paris, Plon, 1938, in-8°, 385 p.

tive, M. Lavaquery s'est fait tout bonnement l'écho des courtisans, des privilégiés, des financiers qui ont combattu Necker comme ils avaient aidé à renverser Turgot, et des contre-révolutionnaires qui, à partir de 1788, le regardèrent comme la cause de tous leurs malheurs. Sa connaissance des institutions, des conditions économiques et de l'optique du temps est imparfaite ou obnubilée par le souci de condamner à tout prix.

Sur les Constituants, plusieurs ouvrages. Citons pour mémoire le Mirabeau romancé de M. Pierre NÉZELOFF¹ et celui de M. Henry DE JOUVENEL², qui l'est passablement aussi. La thèse de M. KOENG-YOUIH sur les conceptions constitutionnelles de Sieyès³ est une honnête dissertation d'école ; celle de M. Louis GRUFFY qui concerne Merlin de Douai⁴ comporte une biographie sommaire qui n'apprend rien de neuf, une analyse des principaux rapports et l'énumération des ouvrages essentiels du personnage. La brochure de M. Pierre PRÉTEUX sur Camus⁵ n'a pas la prétention d'étudier la carrière politique de ce dernier : elle fournit sur lui des renseignements biographiques et s'intéresse à son activité érudite et juridique. Le livre consacré à Grégoire par Lord ASHBOURNE⁶ est très sommaire et contient surtout des extraits de discours, d'articles de journaux et de procès-verbaux des assemblées. L'ouvrage de M^{me} Denise AIMÉ, relatif à Dupont de Nemours⁷, témoigne d'application sans doute, mais sur la pensée de l'homme politique il est superficiel, et ne dit rien sur l'homme d'affaires aux États-Unis ; en outre, les connaissances de l'auteur sur la Révolution ne sont pas sûres : on voit, par exemple, que, « à la fête du 14 juillet » (1791), Bailly et La Fayette font tirer « sur une foule à demi ivre » (p. 247) et qu'en l'an IV Dupont est élu « sénateur du Loiret » (p. 314).

Les recherches de M. Charles DU BUS sur Clermont-Tonnerre⁸ sont dignes de plus de considération, car elles ont été fort étendues ; on regrette toutefois que les indications bibliographiques ne soient pas toujours conformes aux règles. Malheureusement, les idées du personnage et leur évolution ne se laissent qu'entrevoir au milieu de l'exposé chronologique des événements où ses interventions sont rappelées au fur et à mesure. L'ouvrage ne répond pas non plus à la seconde partie du titre, qui faisait espérer une étude précise du parti monarchien : on la cherche inutilement. En revanche, nous sommes

1. *Mirabeau, homme d'amour, homme d'État*. Paris, Albin Michel, s. d. (1934), in-8°, 441 p. ; prix : 15 fr.

2. *La vie orageuse de Mirabeau*. Paris, Plon, s. d. (1928), in-16, 252 p.

3. *La théorie constitutionnelle de Sieyès*. Paris, librairie du Recueil Sirey, 1934, in-8°, 150 p.

4. *La vie et l'œuvre juridique de Merlin de Douai*. Paris, Ed. Duchemin ; Chauny et Quinsac successeurs, 1934, in-8°, 295 p.

5. *Armand-Gaston Camus*. Paris, Perche, s. d. (1932), in-8°, 101 p.

6. *Grégoire and the french Revolution*. Londres, Sands and Co, in-8°, 236 p.

7. *Dupont de Nemours, honnête homme*. S. l., Ph. Ortiz, 1933, in-8°, 414 p.

8. *Stanislas de Clermont-Tonnerre et l'échec de la révolution monarchique, 1757-1792*. Paris, Alcan, 1931, in-8°, xix-524 p., 19 illustrations ; prix : 80 fr. (thèse de lettres).

abondamment mis au courant des idées personnelles de M. du Bus, qui intitule la seconde partie : « L'erreur libérale », dit leur fait aux uns et aux autres, et particulièrement à son héros ; s'il s'est préservé, à l'égard de ce dernier, de la tendresse habituelle aux biographes, on ne saurait dire qu'il ait ainsi satisfait aux exigences qu'il a formulées lui-même au début : « L'historien moderne veut seulement expliquer et comprendre. » Quelques-unes de ses observations sont, en outre, blessantes pour le patriotisme de quelques-unes de nos provinces et j'ai dû protester aussitôt en leur nom¹.

Nous retrouverons plus loin d'autres Constituants qui, de même que Sieyès et Merlin, ont reparu à la Convention ; auparavant, disons que M. Raymond LAS VERGNAS a consacré une de ses thèses de doctorat ès lettres à Rutledge, qui a joué un certain rôle dans les premières années de la Révolution². Fils d'un armateur d'origine irlandaise, installé à Dunkerque, Rutledge s'était laissé dépouiller de sa fortune grâce à la complicité d'un notaire peu scrupuleux et, obligé de vivre de sa plume, avait acquis une certaine notoriété comme journaliste, auteur dramatique, romancier, essayiste. En 1789, il prit en mains la cause des boulangers contre la réglementation et, le 2 novembre, fut mis en état d'arrestation. Il attribua ses mésaventures à Necker et lui déclara une guerre à mort. En 1791, il était un des protagonistes du parti démocratique avec son journal *Le Creuset* et aux Cordeliers. Après l'affaire du Champ-de-Mars, il rentra dans l'ombre. Le 11 octobre 1793, il fut arrêté de nouveau et mourut en prison en mars 1794. L'ouvrage élucide la carrière littéraire de Rutledge, mais, en dépit de recherches aux Archives nationales, il est fort sommaire sur sa carrière politique. L'affaire des boulangers, la doctrine du *Creuset*, l'expulsion des Cordeliers et la fondation d'un club rival, surtout le rôle du personnage en 1792 et 1793, exigeaient des investigations nouvelles.

Condorcet a inspiré à M. J. Salwyn SCHAPIRO un fort beau livre³. Ce n'est pas une biographie, ni un répertoire analytique des ouvrages du philosophe ; d'autre part, l'auteur se garde d'exagérer le rôle du personnage : ce n'est pas le mentor de la Révolution ; homme de cabinet, il a reculé devant l'intervention populaire et n'avait pas le tempérament d'un meneur de foules ni d'un homme de gouvernement. Le propos de M. Schapiro a été de décrire, à travers lui, la naissance du libéralisme en France et aussi de la démocratie bourgeoise. Les deux premiers chapitres montrent bien que le mouvement philosophique ne fut pas d'origine abstraite et ne fit qu'exprimer la puissance croissante de la bourgeoisie ; ils en indiquent les caractères et les faiblesses qui se retrouvent chez Condorcet, dont les doctrines sont résumées

1. *Annales historiques de la Révolution française*, 1932, p. 357-360.

2. *Le chevalier Rutledge « gentilhomme anglais »*. Paris, Champion, 1932, in-8°, 238 p. (Bibliothèque de la Revue de littérature comparée.)

3. *Condorcet and the rise of liberalism in France*. New-York, Harcourt, Brace and Co, s. d. (1934), in-8°, 311 p., portrait ; prix : 3 d. 50.

de la manière la plus claire et la plus élégante, non sans quelque préjugé favorable parfois, car, en ce qui concerne la question sociale, sans dénier le mérite de l'interventionnisme prôné par Condorcet, on consentira malaisément à le ranger parmi les plus avancés de ses contemporains. M. Schapiro n'a pas laissé de penser à notre temps. Il remarque justement que Condorcet est le seul révolutionnaire notable qui ait nettement conçu l'état laïque que la Troisième République a essayé de fonder. Son interventionnisme lui paraît évidemment d'accord avec la récente évolution des États-Unis, et il remarque que le triomphe du capitalisme a détruit la base économique et sociale de la société idéale construite par Condorcet et par Jefferson. Ces observations, présentées avec discrétion, n'altèrent jamais le caractère de l'ouvrage.

M^{lle} Hélène DELSAUX a jugé que la carrière de Condorcet dans le journalisme méritait un livre¹. On n'y contredira pas. Mais pareille entreprise ne pouvait être menée à bien qu'en mettant les articles de Condorcet en rapport étroit avec la vie politique du temps. En fait, elle nous présente des notices sur les différents journaux où il a écrit et analyse ses productions chemin faisant, sans tenir compte de leur succession chronologique ; les considérations sur la Révolution dont elle les assaisonne sont d'ailleurs problématiques. Suit une seconde partie, de beaucoup la plus considérable, qui n'est qu'un nouvel exposé dogmatique des idées de Condorcet, dans lequel elle utilise ses discours et ses œuvres, et qui, par conséquent, ne répond pas à son dessein. Du moins pourra-t-on tirer parti de ses indications bibliographiques².

M^{lle} Edith BERNARDIN, étudiant les idées religieuses de M^{me} Roland³, a au contraire très exactement délimité son sujet et l'a traité avec un soin extrême, prenant la peine de lire les textes, de les éclairer par les circonstances et réussissant même à trouver de l'inédit dans les extraits de lecture conservés dans les papiers Roland à la Bibliothèque nationale ou communiqués par M. d'Ersu, dont la famille les détenait avant la guerre au château de Chamouille (Aisne). Les idées religieuses de M^{me} Roland, dont on n'a pas l'habitude de se préoccuper beaucoup, aident cependant, ainsi que M^{lle} Bernardin le remarque, à comprendre quelques traits profonds de sa nature et adoucit ou nuance sa physionomie. Son évolution, qui n'a rien que d'ordinaire, mais qu'on peut suivre en détail, présente de ce chef un grand intérêt pour l'histoire du XVIII^e siècle. On voit ici qu'elle fut commandée par l'intelligence, donc par les conversations et surtout par les lectures, principale-

1. *Condorcet journaliste, 1790-1794*. Paris, Champion, 1931, in-8°, 352 p. ; prix : 50 fr.

2. Rappelons que l'*Esquisse d'un tableau historique de l'esprit humain* a été à nouveau éditée par M. O. H. Prior et a fait l'objet d'une étude de M. J. G. Frazer, dont M. H. Sée a rendu compte dans notre t. CLXXI, p. 646.

3. *Les idées religieuses de Madame Roland*. Paris, Les Belles-Lettres, 1933, in-8°, 184 p. (Publications de la Faculté des lettres de Strasbourg, 2^e série, vol. II.)

ment celle d'Helvétius, puis de Raynal, de Pauw et des auteurs « exotiques » qui ont si abondamment décrit au XVIII^e siècle les religions et les mœurs des pays d'outre-mer. Rousseau n'est venu qu'ensuite, non pour détacher M^{me} Roland du catholicisme, mais pour la regagner au déisme sentimental ou l'y raffermir. C'est entre 1774 et 1776 qu'elle a cessé de croire ; quand elle se fut mariée, les préoccupations religieuses l'intéressèrent moins ; elle ne cessa d'ailleurs de tenir grand compte de l'opinion, non seulement par souci de sa tranquillité, mais aussi pour ne pas faire souffrir en scandalisant. Il fallut la Révolution pour rendre à son hostilité pour le catholicisme un caractère combattif.

Avec Brissot, Valazé et Mollevaut, nous voici dans les rangs du parti girondin. Du premier, M. Jean-François PRIMO a raconté les années de jeunesse sur le mode romancé, avec les lacunes et les négligences habituelles au genre¹ ; M. Paul NICOLLE nous présente le second dans un livre ardent et remarquablement informé² ; le troisième a trouvé un biographe consciencieux en M. André CLAUDE³.

Valazé représente dans la génération girondine un élément social et un échantillon psychologique tout autre que Brissot et Vergniaud. Ce n'est pas un journaliste famélique comme le premier ; ce n'est pas non plus un brillant avocat en quête d'une situation comme le second. Bourgeois aisé à l'origine, il a flâné longtemps, à l'abri du besoin, sans réussir à se faire un nom par manque de caractère et d'initiative ; peu à peu, son patrimoine a fondu et il s'est aigri contre l'Ancien Régime, où il n'avait pas trouvé de place, puis contre le régime créé par la Constituante, où il ne s'était pas non plus poussé au premier rang. Il a ainsi évolué vers la démocratie et accepté la république, mais à la condition qu'on n'allât pas au delà d'une démocratie politique où le peuple le regarderait comme un de ses chefs naturels. A la Convention, il s'incorpora donc au groupe des Girondins qu'il a lui-même baptisés « hommes d'État », et sa femme, qui était de petite noblesse, a ouvert un salon qui devint un des centres du parti. M. Nicolle a bien montré qu'en fait, il n'avait apporté aucun appui sérieux à ses amis par ses conspirations de salon et de couloir. La catastrophe finale le grandit et son suicide dramatique devant le tribunal révolutionnaire le tira de la médiocrité dont il n'avait pu sortir jusque-là.

Mollevaut ne s'en évada jamais. Avocat à Nancy, il prit très nettement parti pour la Révolution ; en 1790, il était membre du Département et réputé « avancé » ; après l'exploit de Bouillé, on essaya de l'incriminer, ainsi que le club, mais le 16 novembre il fut élu maire ; en 1791, il entra au Tribunal

1. *La jeunesse de Brissot*. Paris, Grasset, s. d. (1932), in-8°, viii-340 p.

2. *Valazé, député de l'Orne à la Convention nationale*. Paris, Félix Alcan, 1933, in-8°, xvii-242 p., 1 portrait et 1 tableau généalogique.

3. *Étienne Mollevaut et la vie politique en Lorraine, 1744-1816*. Clamecy, André Fournier, 1933, in-8°, xxxv-372 p. (thèse de lettres).

de cassation. Envoyé à la Convention, il se trouva brusquement lancé dans la grande politique, s'agrégea aux Girondins, vota l'appel au peuple, contre la mort et pour le sursis, au cours du procès du roi, et ainsi se caractérisa nettement comme un modéré, si bien qu'il présida en mai la Commission des douze. Il en résulta que, le 2 juin, il fut décrété d'arrestation chez lui. Mais il s'évada, rejoignit ses amis à Caen, les suivit en Bretagne. Vers Dinan, il les quitta, et M. Claude n'a pu nous révéler sa cachette : probablement trouva-t-il un asile à Rennes. En tout cas, il échappa à la proscription et reparut en ventôse an III à la Convention. Il ne se départit pas de sa modération pendant la réaction, puis figura aux Anciens en l'an IV, aux Cinq-Cents en l'an VI, au Corps législatif de 1800 à 1803. Ensuite, il revint au barreau et, concurremment, devint en l'an XII le premier proviseur du lycée de Nancy. Il eut le chagrin de ne pas être nommé recteur en 1810, mais seulement professeur à la Faculté des lettres. En 1815, le préfet disait de lui qu'il n'était plus qu'un « vieillard épuisé » et devenu dévot ; en 1814, un de ses fils passa du professorat à la prêtrise et entra à Saint-Sulpice. Cette carrière, qui manque d'éclat, représente assez bien l'évolution de la modeste bourgeoisie ; elle a permis à M. Claude de compléter nos connaissances sur l'affaire de Nancy et sur l'opinion dans la Meurthe après le 2 juin 1793.

Ajoutons encore que M. P. VAILLANDET a publié des lettres inédites de Barbaroux¹ et que M. A. CHABAUD, qui prépare une nouvelle édition des mémoires de ce dernier d'après le manuscrit original qu'il a retrouvé, nous a fait connaître des documents qui révèlent chez ce personnage des curiosités scientifiques peu connues².

Et voici que s'avancent les Montagnards et d'abord Danton. En sa faveur, MM. Louis BARTHOU³ et Hermann WENDEL⁴ ont prononcé une vigoureuse offensive contre Albert Mathiez. Le premier a repris purement et simplement la thèse d'Aulard ; même, il l'a soutenue avec l'ardeur de Robinet, qui n'admettait aucune réserve dans la vénération qu'il portait à Danton, devenu un précurseur du positivisme. M. Wendel, grand admirateur du « dynamisme » dantonien, se montre moins préoccupé de le laver de tout reproche et s'est appliqué, non sans succès, à nous donner la sensation de sa puissance. Ces livres n'ajoutent rien à nos connaissances et ne sont même pas au courant, surtout le premier. Je me suis cru obligé de remettre la question au point, tout en apportant à la thèse de Mathiez les tempéraments qui me paraissent nécessaires⁵.

Dans la même collection que le Danton de M. Barthou, M. Gérard WALTER

1. *Lettres inédites de Barbaroux (Annales historiques de la Révolution française, juillet 1933).*

2. *Barbaroux physicien (Annales historiques de la Révolution française, mars 1933).*

3. Danton. Paris, Albin Michel, s. d. (1932), in-8°, 443 p. ; prix : 20 fr. (*Les Grands révolutionnaires ; études historiques publiées sous la direction de Louis Barthou.*)

4. Danton. Berlin, Rohwolt, 1930, in-8°, 419 p., 19 gravures. Traduction par Paul BOREL. Paris, Payot, 1932, in-8°, 387 p., 8 gravures ; prix : 30 fr.

5. *Sur Danton (Annales historiques de la Révolution française, septembre et novembre 1932).*

a publié une biographie de Marat¹ où les lacunes sont apparentes et dont les chapitres sont de valeur inégale. Peu de choses sur la famille ; le lieu de naissance n'est même pas nommé. Pour le séjour en Angleterre, les discussions sur « Lemaitre, alias Marra² » sont passées sous silence ; l'importance possible de l'influence britannique sur les idées de Marat n'est pas prise en considération : Marat s'est dit, pendant la Révolution, le père des sociétés fraternelles et il se peut que la fréquentation des clubs populaires anglais lui en ait, en effet, suggéré la création ; il se peut aussi qu'à bien connaître la vie parlementaire à Londres, il ait été aiguillé, par réaction, vers les conceptions dictatoriales. Sur les premières années de la Révolution : rien de neuf. De 1790 à 1792, assez peu de choses ; on arrive rapidement au 10 août. Mais, sur le rôle de Marat pendant les semaines qui suivent, M. Walter, servi par ses recherches sur les massacres de septembre et par les articles de M. Caron, a écrit de bons chapitres. Il l'a suivi d'assez près aussi à la Convention. Pendant toute cette période, il montre bien à quel point on a exagéré les responsabilités et l'influence de Marat. Toutefois, le livre prend fin brusquement sans conclure, sans une vue d'ensemble sur la physionomie du personnage. Les communistes russes lui attribuent une grande importance à cause de la dictature qu'il n'a cessé de recommander et qui semble avoir été adoptée par les hébertistes. On s'attendait à trouver dans l'ouvrage de M. Walter un exposé des idées politiques et sociales de Marat pour confirmer ou rétorquer ces vues. On le cherche en vain.

Le livre de M. Reginald Somerset Ward sur Robespierre³ commence par poser deux axiomes. Le premier est d'ordre métaphysique : l'homme a une âme qui est maîtresse de son destin ; elle est donc libre de choisir, parmi les influences que l'hérédité et le milieu s'efforcent d'exercer sur elle, celles qui doivent concourir à son salut. Le second, c'est que Robespierre a mal choisi et provoqué ainsi la « détérioration » de son âme. Devant cette manière de poser les problèmes, l'historien demeure perplexe. Cela dit, l'auteur se propose de décrire les circonstances de la vie de son personnage et d'évaluer, de période en période, les progrès de sa marche à la perdition. Mettant hors de discussion ce point de vue qui est celui d'un prédicateur et ne nous regarde pas, il faut convenir que l'information est souvent abondante et précise ; en outre, M. Ward a pour Robespierre une sympathie visible ; il loue son idéalisme et son désintéressement. Tout compte fait, il n'apporte cependant aucun éclaircissement nouveau, et c'est sur la Terreur, la période essentielle, que son exposé se trouve justement le moins bon ; comme son dessein l'exi-

1. *Marat*. Paris, Albin Michel, s. d. (1933), in-8°, 446 p. (collection *Les Grandes révolutions*.)

2. M. J. H. Thompson les a résumées dans *The english historical review*, janvier 1934. Il conclut que la question reste ouverte.

3. *Maximilien Robespierre. A study in Deterioration*. Londres, Macmillan, 1934, in-8°, x-359 p., 3 illustrations ; prix : 18 s.

geait, il admet en principe que Robespierre était dictateur et que sa politique a été déterminée par un « mauvais choix », entendez qu'il s'est laissé guider de plus en plus par des considérations personnelles. Sous l'empire de cette idée préconçue, qui d'ailleurs n'a rien de neuf, les circonstances sont mal présentées et tendancieusement interprétées.

Les thèses de doctorat de M. Louis JACOB revisent le procès de Joseph Le Bon grâce au dépouillement intégral des papiers de ce représentant et des documents conservés aux archives départementales du Pas-de-Calais¹. Dans les lettres écrites par Le Bon de sa prison, et dans ses mémoires justificatifs, on vérifiera sa probité et son dévouement civique, sa tendresse pour les siens et son affection pour les pauvres ; on constatera que les Thermidoriens lui ont hypocritement refusé les moyens de se défendre, en séquestrant ses papiers et en refusant de faire les frais des témoins à décharge. L'auteur a prouvé aussi qu'au cours de ses missions Le Bon a toujours montré grand souci de tenir les Comités au courant et n'a jamais pris d'initiative sans se faire couvrir par eux ; qu'enfin on ne peut lui reprocher, comme à Carrier, des exécutions en masse et sans jugement. D'autre part, il a allégué en sa faveur la pression d'un milieu révolutionnaire et a reporté sur l'entourage immédiat de Le Bon une large part des responsabilités. Il semble toutefois qu'il n'a pas concédé assez à l'exaltation dont Le Bon lui-même, invoquant les circonstances, a demandé qu'on tint compte ; jusqu'à son arrivée à la Convention, il me semble plus modérantiste que M. Jacob ne l'admet ; ensuite, il se mit aisément en harmonie avec le milieu et ne songea pas à lui résister ; au Comité de Salut public, il y a des raisons de penser qu'on ne l'a pas approuvé sans discussion ; en tout cas, j'ai regretté que, s'en tenant au point de vue biographique, M. Jacob n'ait pas jugé bon de refaire intégralement l'histoire des tribunaux révolutionnaires d'Arras et de Cambrai, ce qui nous aurait sûrement procuré une histoire définitive de la Terreur dans la région du nord.

Sur Camille Desmoulins, M. Henri CALVET, qui prépare, d'après les papiers de Mathiez, une édition du Vieux Cordelier, a présenté ici une étude critique dont on a pu apprécier l'importance². M. Piers COMPTON a consacré au même personnage un essai plein de sympathie³.

De Le Pelletier de Saint-Fargeau, M. Jacques HÉRISSAY a raconté l'assassinat, en exposant, sans conclure, les doutes qui lui paraissent planer sur la véritable identité du suicidé que l'on considéra comme l'auteur du crime⁴.

1. *Joseph Le Bon, 1765-1795 ; la Terreur à la frontière (Nord et Pas-de-Calais)*. Paris, Mellottée, s. d. (1933), 2 vol. in-8°, 351 et 386 p., 13 illustrations. — *La défense du conventionnel Le Bon présentée par lui-même*. Paris, Mellottée, s. d. (1933), in-8°, 134 p.

2. *Un plagiat de Camille Desmoulins. Le numéro 3 du Vieux-Cordelier*, t. CLXXII, p. 455.

3. *Camille Desmoulins. A revolutionary study*. Londres, Eric Partridge, 1933, in-8°, 138 p., portrait ; prix : 5 s.

4. *L'assassinat de Le Pelletier de Saint-Fargeau*. Paris, Émile-Paul, 1934, in-8°, 124 p. (collection *Le Crime dans l'histoire et la vie*) ; prix : 3 fr. 75.

Fort importante est la biographie de Monge, qui, sans avoir siégé dans les assemblées révolutionnaires, a été, comme ministre de la Marine et collaborateur de la défense nationale, associé de près à l'œuvre du gouvernement révolutionnaire. M. Louis DE LAUNAY¹ a eu communication de papiers de famille et, par exemple, d'une « Vie de Monge » par Eschassériaux, son arrière-petit-fils. L'ascension de la famille fut rapide ; le grand-père du ministre était un laboureur de Savoie ; son père et son oncle sont des émigrants savoyards, comme il y en avait tant, mais qui se sont fixés à Beaune et s'y sont mariés ; d'abord très humbles marchands, probablement colporteurs ou fripiers, ils se sont élevés à l'aisance. Monge et ses deux frères furent mis au collège ; ces deux derniers furent des professeurs de mathématiques réputés. Mais, avec tout cela, il n'en reste pas moins qu'il fallut le génie et, on l'accordera, la chance de Monge pour que le nom devint illustre. M. de Launay a donné au profane une idée de l'œuvre scientifique du créateur de la descriptive ; il a aussi montré qu'un heureux mariage fit de lui un maître de forges, l'amena ainsi à s'occuper de physique et de chimie et le prépara au rôle éminent qu'il remplit en l'an II dans la fabrication des armes. Envoyé en mission en Italie en l'an V, il s'y lia avec Bonaparte, qui l'emmena en Égypte et le ramena en France en 1799. Ce qui est rapporté de leurs entretiens est fort curieux. On voit Bonaparte, évidemment préoccupé de l'hérédité cancéreuse, se demander s'il est bien le fils de son père et, après un examen méthodique des dates, conclure qu'il ne peut être celui de Marbeuf (p. 225). Monge voua au général une amitié passionnée et lui resta fidèle jusqu'au bout. Bien qu'il ait toujours gardé quelque chose du sans-culotte, il n'en accepta pas moins une sénatorerie, 10,000 francs de rente sur les domaines de Westphalie et le titre de comte de Péluse. Frappé d'apoplexie à la nouvelle du désastre de Russie, il ne fut plus désormais que l'ombre de lui-même et mourut en 1818. M. de Launay, hostile à la Révolution au point de se laisser aller à écrire que la Constituante « s'était bornée à détruire » (p. 69), a été ramené à parler avec sang-froid de la carrière politique de Monge par la sympathie que lui inspire le savant et par le caractère sacro-saint qui s'attache nécessairement aux yeux d'un polytechnicien à l'un des fondateurs de l'école. On lira son livre avec autant d'agrément que de profit.

Aux études biographiques sur les révolutionnaires, rattachons les trois thèses de médecine de MM. Jacques DUHAMEL², Paul BARRÉ³ et Yves DHÔTEL⁴, qui ne manquent pas de piquer la curiosité. Appliqués à décrire les

1. *Monge fondateur de l'École polytechnique*. Paris, P. Roger, s. d. (1933), in-8°, 276 p., 8 illustrations.

2. *Essai sur le rôle des éléments paranoïaques dans la genèse des idées révolutionnaires*. Paris, Marcel Vigné, 1929, in-8°, 143 p.

3. *Essai psycho-pathologique sur Danton*. Paris, Les Presses universitaires, 1931, in-8°, 104 p.

4. *Joseph Le Bon ou Arras sous la Terreur. Essai sur la psychose révolutionnaire*. Paris, Éditions Hippocrate, 1934, in-8°, 202 p., 26 illustrations.

événements et à en rechercher le lien causal, les historiens ne peuvent négliger d'examiner les réactions psychologiques qu'ils provoquent chez l'homme ; mais on ne disconvient pas qu'à cet égard ils sont dans l'embarras et ne réussissent pas à pousser bien loin leur enquête. Une des raisons de cette faiblesse vient de la psychologie elle-même, qui ne décrit guère les démarches de l'esprit que sous leur forme « normale » ou telles qu'elle croit les retrouver chez la plupart des hommes ; sans nier les variétés individuelles, elle n'a pas encore cherché à les ramener à des types, comme si elle craignait de nier ainsi l'unité de l'espèce ou la réalité de l'esprit, et comme si ces variétés ne résultaient que du libre choix de la volonté, ainsi que M. Ward le pense, comme on l'a vu plus haut. Cette tâche a été pourtant assumée, au moins implicitement, par la psychologie pathologique ou psychiatrie, les anomalies malades ouvrant naturellement des vues sur ces différences constitutionnelles des individus. Nos auteurs affirment ainsi l'existence d'un type paranoïaque, d'un type cyclothymique, d'un type d'excité constitutionnel. Non contents d'observer les vivants, ils étendent leurs investigations aux personnages du passé et volent au secours des historiens. M. Duhamel explique la Révolution, ou plutôt le jacobinisme, par la paranoïa, et applique principalement sa méthode à Robespierre, Saint-Just et Marat ; M. Barré découvre en Danton un cyclothymique ; M. Dhôtel catalogue Le Bon parmi les excités constitutionnels sans laisser de lui trouver quelques inclinations paranoïaques. La tentative est intéressante, mais ne permet pas de conclusions substantielles et, manifestement, elle est prématurée.

D'abord, les types en question ne sont pas scientifiquement déterminés. MM. Duhamel et Barré reconnaissent ne pas pouvoir dire exactement ce qu'est un paranoïaque et un cyclothymique ; M. Dhôtel n'est pas beaucoup plus explicite sur l'excitation constitutionnelle. La psychiatrie, d'ailleurs, ne se préoccupe que de déterminer des symptômes ; il faudrait en outre les ramener à des causes physiologiques et fonctionnelles, sinon anatomiques, pour que les faits soient mesurables ; or, là-dessus, on ne sait autant dire rien. On constate les anomalies, mais quelle part y revient à l'évolution interne de l'individu et à l'influence excitatrice d'événements exceptionnels, on ne saurait le dire. Chez nos auteurs, la tendance à considérer leurs patients comme des anormaux-nés est visible et professionnelle. Ils reconnaissent l'importance de l'événement, mais ils ont leur siège fait. C'est la thèse de M. Dhôtel qui emporterait le plus aisément l'assentiment : elle revient bonnement à dire qu'il y a des individus dont les réflexes plus prompts laissent moins de temps à la réflexion et permettent difficilement l'intervention de la volonté. On s'en doutait.

En second lieu, des recherches de cette nature se heurteront fréquemment à des difficultés insurmontables. Pas d'examen clinique et anatomique. Les personnages historiques, comme Napoléon, dont l'intimité se laisse pénétrer jusqu'à un certain point, sont fort rares. Bien plus, on ne connaît que très

incomplètement leur histoire. M. Barré relève dans celle de Danton des périodes d'inactivité succédant à des moments d'agitation, ce qui lui paraît révéler la cyclothymie. Mais les historiens qui admettent la vénalité et l'opportunisme de Danton ne manqueront pas d'attribuer les premières aux arrière-pensées du personnage ; lui-même a expliqué sa retraite ou son indifférence à la fin de 1793 par ses excès sexuels. De la pensée de Robespierre et de Saint-Just en l'an II, de leur attitude au sein du Comité de Salut public, on sait très peu de chose. Pour faire la part de l'impulsion constitutionnelle et celle de l'activité raisonnée sous la pression des événements, on est réduit à l'hypothèse. Même pour Le Bon, à Arras et à Cambrai, l'action de l'entourage reste incertaine.

Enfin, on est bien obligé d'observer qu'en s'aventurant dans le domaine de l'histoire les psychiatres sont mal armés et ne travaillent que de seconde main ou sans critique. M. Dhôtel a été le plus soucieux de s'informer et fait sagement ses réserves sur la valeur de tel témoignage : cela dit, il l'emploie pourtant. Quant à M. Duhamel, il raisonne sur les jacobins d'après ce qu'en rapporte Taine ! La base documentaire est donc ruineuse. De ces ouvrages, on ne retiendra, en dehors d'indications purement psychologiques qui sont du domaine courant, que la nécessité pour l'historien de tenir grand compte de la constitution des individus et le pieux désir que la psychologie expérimentale leur fournisse un jour là-dessus des éléments d'appréciation précise.

La biographie de Madame Élisabeth par M^{me} E.-M. DU L.¹, comtesse de Magallon, a tiré profit de lettres des Bombelles, conservées aux archives de Seine-et-Oise, et de quelques papiers privés, sans rien révéler d'important. L'objet de ce gros ouvrage est d'ailleurs hagiographique : il s'agit de préparer la canonisation de la sœur de Louis XVI ; l'auteur s'est préoccupé des exigences de la critique parce qu'il lui importait d'écarter les documents d'authenticité contestable, en l'espèce ceux de Feuillet de Conches ; à part cela, le souci apologétique est constamment apparent et, puisque le travail n'a pas d'autre raison d'être, on ne s'en étonnera pas. D'ambition plus modeste, le portrait que M^{me} Marguerite SAVIGNY-VESCO a tracé de la princesse Louise-Adélaïde de Bourbon-Condé², d'après les documents antérieurement publiés, est destiné aussi à édifier ; il a trait à « l'aumônière de l'exil » et à la Bénédictine de l'Adoration perpétuelle, beaucoup plus qu'à la dame de cour et à l'amoureuse de La Gervaisais.

M. Ch. DE BEAUCORPS a suivi aux Antilles le père d'Henri de La Rochejacquelein³ ; ayant une plantation à Saint-Domingue, il s'embarqua pour la

1. *Madame Élisabeth de France, 1764-1794*. Paris, Perrin, 1932, 2 vol. in-8°, 615 et 689 p., illustrations ; prix : 45 fr.

2. *La princesse Louise-Adélaïde de Bourbon-Condé, 1757-1824*. Paris, Lethielleux, 1932, in-8°, 199 p.

3. *La famille de La Rochejacquelein aux Antilles. Souvenirs d'émigration*. Paris, Société historique des Antilles, 28, rue Bonaparte, s. d., in-8°, 37 p.

Jamaïque, après le licenciement de l'armée des princes, avec sa femme et son fils Louis ; il alla commander une légion anglaise en Haïti de 1794 à 1797. De retour à la Jamaïque, on le voit rejoint par ses deux filles qui avaient été élevées en Angleterre ; sans ressources, elles ouvrent un pensionnat, mais retournent dans leur patrie en 1803, après la mort de leur père. M. le baron LE MENUET DE LA JUGANNIÈRE a esquissé une biographie de Sourdat, lieutenant de police à Troyes en 1789, connu surtout pour s'être offert comme défenseur de Louis XVI, mais qui joua un rôle politique, ayant fait partie de l'agence de Paris après Thermidor et sous le Directoire ; il y a joint la vie de Carlos Sourdat, fils du précédent, chouan de Touraine, notable par son intervention dans l'affaire Clément de Ris¹.

Les hommes d'affaires ont aussi leur lot. M. Otto WOLFF s'est intéressé à Ouvrard² ; outre les documents et les ouvrages déjà connus (à l'exception pourtant de l'article de M. Weill, paru dans cette revue en 1918 (t. CXXVII), et qu'il a omis dans sa bibliographie), il a eu communication des archives de la maison Hope ; il a, en outre, tiré parti des mémoires de Nolte que ses prédécesseurs français ne paraissent pas avoir connus et qui constituent la source la plus curieuse sur les opérations de 1804 et leurs conséquences. L'ouvrage est dépourvu d'appareil critique et, en ce qui concerne la spéculation espagnole au moins, il donne trop aisément raison à l'aventurier contre l'empereur, mais il résume de manière intéressante ce que nous savons aujourd'hui du dernier spécimen de l'ancienne finance. La découverte aux Archives de Belgique des papiers de Michel-Jean Simons, le mari de M^{lle} Lange, y compris les lettres de cette dernière, a permis, d'autre part, à M. Jean STERN d'écrire un petit livre qui est un des plus riches de tous ceux dont nous avons à parler ici³. M. le sénateur Labrousse lui a, en outre, communiqué un registre de correspondance de Dumouriez. Le père de Michel était un carrossier de Bruxelles, de renommée européenne ; pour lui, il alla s'occuper de banque à Paris. En 1792, Tort de La Sonde eut recours à lui pour le ravitaillement de l'armée de Belgique : nous constatons que, dans la société constituée pour passer marché avec Dumouriez, Tort n'était qu'un prête-nom : il céda sa part à M^{me} de Beauvert, maîtresse du général ; il est donc acquis que, dans son conflit avec Pache, ce dernier obéissait, au moins pour une part, à des intérêts personnels. En l'an II, Simons échappa à l'arrestation, en offrant d'aller négocier des achats de grains à Altona ; il les continua pour le compte des thermidoriens. Sous le Directoire, il se lança dans de grandes

1. *Le chouan Carlos Sourdat et son père, l'agent royal*. Paris, Firmin-Didot et C^{ie}, s. d. (1932), in-8°, VIII-232 p., portrait. On retrouvera Sourdat le père dans la thèse de M. J. RICOMMARD, *La lieutenance générale de police à Troyes au XVIII^e siècle* (s. l. n. d., 1934). Voir notamment p. 524-525.

2. *Die Geschäfte des Herrn Ouvrard*. Francfort, Rütten et Loenig, 1932, in-8°, 348 p., 48 illustrations ; prix : 8 M. 50.

3. *Le mari de Mademoiselle Lange, Michel-Jean Simons, 1762-1833*. Paris, Plon, 1933, in-8°, 245 p.

spéculations de fournitures, de commerce et de change ; devenu très riche, il épousa M^{lle} Lange et fit avec elle un fort bon ménage ; son père eut moins de chance avec M^{lle} Candaille. Le grand intérêt de l'ouvrage réside toutefois dans les nombreuses indications que nous fournit M. Stern sur les affaires de Simons sous le Directoire, le Consulat et l'Empire, et dans le détail desquels nous ne pouvons entrer.

La vie de Cuvier s'est écoulée pour une bonne part sous la Révolution et l'Empire. M. John VIÉNOT a reproduit, dans la biographie écrite à l'occasion du centenaire de sa mort¹, de curieux extraits de sa correspondance, qui le montre ardemment sympathique à la Révolution en 1789 et point du tout effrayé par les troubles. Il resta tel jusqu'à la fuite du roi ; puis, en 1792, la guerre, la baisse de l'assignat, les défaites d'avril qui le déçoivent cruellement, le rejettent peu à peu en arrière. Il passa tranquillement la Terreur en Normandie avec les d'Héricy, chez lesquels il était précepteur. En 1795, il fut appelé à l'École centrale de Paris et, bientôt après, au Museum. Le reste de sa carrière est bien connu.

Terminons par trois étrangers qui ont été témoins et même acteurs de la crise révolutionnaire. M. Daniel WALTHER a jugé avec raison que Gouverneur Morris² pouvait être l'objet d'une nouvelle enquête, son journal et sa correspondance n'ayant été publiés qu'en partie. Au cours d'un long séjour aux États-Unis, il a pu explorer les fonds où sont éparpillées les lettres de Morris, de ses parents et de ses amis. Les archives du quai d'Orsay ont été aussi consultées. Sur nombre de points, nos connaissances se trouvent complétées, notamment sur la vie de Morris en Amérique et sur son rôle dans la révolution des États-Unis. D'autre part, l'auteur a montré la complexité et l'inconsistance du personnage. Frivole et mondain, il s'est parfaitement acclimaté dans les salons de Paris et c'est là qu'il s'est façonné une idée du peuple français ; après quoi, quand il a vu tomber l'aristocratie qui lui était chère, il a reproché à ce peuple de n'être pas puritain. M. Walther ramène à sa juste valeur l'importance de son témoignage, aveuglement exagérée par Taine. Il est curieux que cet aristocrate ait pris parti pour la révolution américaine que son frère a combattue. Sur ses motifs, la lumière n'est pas faite ; on ne voit pas non plus exactement ce qu'il est venu faire en France en 1789. M. Walther ne veut pas que ce soit comme agent de Washington et pour surveiller Jefferson ; ce serait donc pour s'occuper d'affaires : il en a fait beaucoup tout en s'amusant.

Buonarroti est de l'autre bord. M. Ersilio MICHEL a précisé, en recourant aux archives toscanes, plusieurs points de son existence jusqu'à la fin de 1793³. Réfugié en Corse en octobre 1789, il y publia un *Giornale patriottico*

1. *Georges Cuvier*. Paris, Fischbacher, 1932, in-8°, 247 p., 14 illustrations.

2. *Gouverneur Morris témoin de deux révolutions*. Lausanne, Mérimat-Brive, 1932, in-8°, 307 p., 1 portrait (thèse de lettres de l'Université de Genève, n° 64).

3. *Vicende di Filippo Buonarroti in Corsica, 1789-1794*. Livourne, G. Chiappini, 1933, in-8°, 48 p. (extrait de l'*Archivio storico di Corsica*, 1933).

qu'il s'arrangea pour répandre en Toscane : les détails sur cette propagande sont curieux. On voit aussi qu'expulsé par les émeutiers de Bastia en 1791 et conduit à Livourne, il sollicita sa grâce, l'obtint et, une fois libéré, ne tarda guère à retourner en Corse où le Conseil général demanda sa naturalisation. Le 12 avril 1792, il reparut à Livourne, soi-disant pour emmener sa famille, peut-être en mission secrète. On donna ordre de l'arrêter, mais il s'enfuit en Ligurie et retourna dans l'île où il se lia aux Bonaparte et à Saliceti. Le reste est mieux connu.

Joel Barlow, moins célèbre, prit également parti pour la Révolution. Arrivé des États-Unis en 1788 avec les opinions d'un whig conservateur, admirateur de Burke et hostile à Jefferson, il fut promptement gagné à l'égalitarisme français et ce fut comme girondin qu'il partit pour Londres en 1791. C'est son séjour dans cette ville que M. Victor Clyde MILLER a étudié. On trouvera dans son livre quelques détails sur les clubs britanniques, une pièce sur le cabinet noir anglais (p. 20) et les précisions souhaitables sur les publications de Barlow¹.

HISTOIRE LOCALE. — Comme les biographies, elle apporte quelques compléments aux travaux d'histoire générale. Le Nord et l'Ouest n'ont rien donné si l'on excepte la thèse de M. L. FOURNIER sur la municipalité de Guingamp². Elle étudie d'abord, de manière assez précise, la structure sociale de cette petite ville de 4,000 habitants, marché agricole et nœud routier ; puis raconte les événements politiques dont elle fut le théâtre à partir de la révolte du parlement de Rennes et des nobles bretons jusqu'aux élections à la Législative. Le maire, député né aux États, était noble : la municipalité suivit le parlement. Mais elle se cooptait et constituait une petite oligarchie : elle essaya de résister à la bourgeoisie et garda le silence sur la question du doublement ; elle soutint le maire lorsque, aux États de Bretagne, il eut été exclu par ses collègues du Tiers. Lors des élections pour les États généraux, les corporations de Guingamp furent presque unanimes à voter contre la municipalité, et ce fut le parti patriote qui rédigea le cahier : il était fort modéré d'ailleurs, car il ne réclama pas le vote par tête. Après le 14 juillet, il n'y eut pas de troubles ; la municipalité dut s'adjoindre de nouveaux membres, puis admettre la constitution d'un comité permanent où elle entra. Il agit contre l'évêque de Tréguier, Le Mintier, dont le mandement du 14 septembre fit tant de bruit, et commença la propagande dans les campagnes. Sa force s'accrut par la fédération des villes, qui finit par aboutir à l'assemblée de Pontivy. Aux élections municipales, le maire fut battu et, en

1. *Joel Barlow revolutionist. London 1791-1792.* Hambourg, Friederichsen, de Gruyter and Co, 1932, in-8°, v-99 p. et un appendice non paginé (*Britannica*, collection publiée par Emil Wolff et le Seminar für englische Sprache und Kultur de l'Université de Hambourg, Heft 6).

2. *Histoire politique de la municipalité de Guingamp, de la révolte parlementaire de 1788 à l'organisation révolutionnaire de 1790-1791.* Saint-Brieuc, Les Presses bretonnes, 1934, in-8°, 164 p.

1791, les avancés prirent décidément la prépondérance sous l'influence de la menace croissante d'une contre-révolution. Dans l'ensemble, Guingamp s'est montrée timide et n'a imité que de loin les grandes villes de la Bretagne.

La région du Centre est représentée par l'histoire de l'École centrale de la Creuse, due à M. Jean DUTHEIL¹. Ouverte en 1796, elle ne recruta pas aisément ses professeurs et ne put jamais organiser les leçons de langues vivantes et de législation. M. Dutheil n'a pu se procurer beaucoup de renseignements sur les maîtres ; il a été plus heureux pour leur enseignement, dont le niveau ne paraît pas avoir été très élevé ; le succès fut médiocre, parce qu'on n'apprenait pas le rudiment, qu'il n'y avait pas d'internat et que l'école avait été installée à Aubusson, dans une position excentrique, où elle rendit surtout des services à l'industrie locale en formant des dessinateurs.

En Lorraine, M. André CLAUDE a examiné l'administration du district de Neufchâteau, devenu, en l'an II, Mouzon-Meuse². Il l'a fait par ordre de matières, en sorte que les différentes périodes de la Révolution ne sont pas ressuscitées avec leur physionomie propre ; le chapitre sur l'histoire politique, qui aurait pu y pourvoir, n'y réussit aucunement ; les personnalités n'apparaissent autant dire pas. Enfin, la délimitation entre l'histoire de l'administration du district et celle du district lui-même n'est pas très nette ; c'est la première qui paraît constituer le sujet, mais, çà et là, ce cadre est débordé ; comment d'ailleurs étudier la gestion du district sans tenir compte de celle des municipalités et de l'opinion ? Pourtant, la circonscription et son chef-lieu lui-même restent à l'arrière-plan. Quelques-unes des rubriques sont peu nourries : par exemple, les impôts, l'assistance (les décrets de ventôse ne sont pas mentionnés). On retiendra surtout, au point de vue politique, que la région a suivi docilement l'impulsion parisienne. Au point de vue administratif, les chapitres les plus substantiels concernent le recrutement, le clergé, les subsistances et les biens nationaux. Ce dernier a évidemment imposé un gros travail à M. Claude. Il a donné une idée assez nette de leur répartition par communes, mais, pour les ventes, il s'est essentiellement préoccupé de rechercher ce que l'État avait pu en retirer et conclut qu'il n'avait pas fait une trop mauvaise affaire. Sur la marche et les modalités des ventes, sur leurs résultats, il ne fournit que des renseignements fragmentaires, et, visiblement, ne s'est pas rendu compte que le déplacement de propriété était précisément la question essentielle ; il n'est même pas exactement renseigné sur la législation et il écrit, un peu obscurément d'ailleurs, que, pour les biens d'émigrés, « le morcellement (avant la mise aux enchères) fut plus accentué, eu égard à l'époque, par conséquent à la lassitude des acheteurs », d'où il ressort qu'il ne connaît pas la loi du 3 juin 1793. Évidemment, l'histoire du district est une lourde entreprise, puisqu'elle exige que la compé-

1. *Histoire de l'École centrale de la Creuse*. Gap, Louis Jean, 1933, in-8°, 69 p.

2. *L'administration du district de Neufchâteau-Mouzon-Meuse, juin 1790-novembre 1794*. Clamecy, André Fournier, 1933, in-8°, xv-243 p. ; (thèse de lettres).

tence s'étende à un grand nombre de domaines ; il eût donc mieux valu se borner aux seuls biens nationaux ou, au contraire, les laisser de côté.

En Alsace, M. Félix SCHAEDELIN a retracé la vie de Bruat, jacobin de Colmar, grand-père de l'amiral, cousin de Reubell et de Rapinat¹. Ennemi juré des réfractaires, belliqueux, annexionniste et propagandiste, Bruat fut ardent partisan du gouvernement révolutionnaire et, signalé à Robespierre par Couthon dont il était l'ami, obtint un emploi à Paris, puis fut envoyé en mission en Suisse, ce qui, fort probablement, lui sauva la vie au 9 thermidor. Ensuite, il s'apaisa et, sous le Consulat, devint président du tribunal d'Altkirch. Sans être originale, son évolution, assez marquée en l'an II, vaut la peine d'être retenue.

L'essai de M. Alois BIESSLE, qui embrasse toute l'histoire de nos deux départements rhénans pendant la période révolutionnaire², est de lecture intéressante, parce qu'il pose des questions de grande portée ; mais on ne saurait dire qu'il apporte des clartés nouvelles, ni que sa méthode circonscrive exactement le problème. Il reconnaît que les Alsaciens, en grande majorité, ont donné leur adhésion à la nuit du 4 août et à la révolution sociale ; puis il marque fortement que le conflit religieux a tourné les catholiques contre la Révolution et que, seule, la minorité protestante lui est restée fidèle ; il a fallu le Concordat pour réconcilier les premiers ; dès lors, l'Alsace s'est montrée ardemment napoléonienne. Cette évolution est celle de toute la France. Mais l'auteur, soit qu'il connaisse mal l'histoire générale de la Révolution, soit que cette constatation ne concordât point avec son dessein, s'abstient de le faire remarquer. Il observe que, lors de la levée de 300,000 hommes, peu de volontaires se présentèrent ; ignore-t-il qu'elle provoqua le soulèvement de la Vendée ? Il souligne que Wurmser fut bien accueilli et que l'offensive de Hoche déclencha la « grande fuite » ; il aurait dû ajouter que les mêmes faits se sont produits sur toutes les frontières envahies et notamment dans le Hainaut français. Le patriotisme jacobin, dit-il encore, n'a pas été général en Alsace. Où l'a-t-il été ? C'est seulement après avoir établi ces ressemblances qu'on aurait pu en venir à rechercher les différences. Qu'il s'en soit trouvé, c'est d'autant plus vraisemblable qu'à la fin de l'Ancien Régime l'Alsace était moins profondément francisée que les autres provinces réunies par Louis XIV ; mais, pour les établir, l'auteur n'apporte pas de faits précis ni de documents. De là dépendait pourtant la solidité de sa thèse, qui transforme le conflit social et religieux en un problème national.

En conséquence, il atténue la ferveur du mouvement révolutionnaire dans

1. *Un jacobin alsacien : Joseph Bruat (1763-1807)*. Paris, Hartmann, 1932, grand in-8°, 268 p. (Bibliothèque de la Revue d'Alsace).

2. *Die Bedeutung der französischen Revolution für die Französisierung des Elsass*. Francfort, Selbstverlag des Elsass-Lothringen-Instituts, 1933, in-4°, 108 p. (*Schriften des Wissenschaftlichen Instituts der Elsass-Lothringer im Reich an der Universität Frankfurt*, Neue Folge, n° 8) ; prix : 4 M.

l'Alsace de 1789 et soutient qu'il n'impliquait pas, en tout cas, une adhésion à la communauté française, étant de nature cosmopolite. Sans doute, la Déclaration des droits était-elle offerte à l'humanité entière, mais ce n'en était pas moins la nation française qui l'avait proclamée et qui la défendait. En parlant de l'Alsace révolutionnaire, il eût été bon de rappeler la fameuse inscription : « Ici commence la terre de la liberté. » Si l'amour de la Révolution n'implique pas aux yeux de l'auteur l'attachement à la France, la contre-révolution, au contraire, entraîne pour lui l'hostilité (p. 87). Il n'en donne d'autre preuve que les intentions des Prussiens et des Autrichiens, qui, vainqueurs, auraient ramené l'Ancien Régime. « A qui la plus grande part de leur sympathie (celle des Alsaciens contre-révolutionnaires) devait aller se résoud de soi » (p. 99). Et, néanmoins, il avoue qu'aucune trace ne subsiste qu'ils aient souhaité leur retour à l'Empire. Quelle différence donc avec les Toulonnais et les Vendéens, qui accueillirent ou appelèrent les Anglais? Elle reste à établir.

M. Biessle a tiré parti, en outre, de la méfiance témoignée par Saint-Just et Monet pour Schneider, en faveur duquel il s'est porté fort à la suite de Mühlenbeck et sans lequel la terreur en Alsace, assure-t-il, eût été beaucoup plus sanglante. En fait, Schneider était un terroriste résolu, dont l'action fut identique à celle des autres chefs sans-culottes dans les autres régions de la France et du parti qu'on a coutume d'appeler hébertiste. Il a été victime du « complot de l'étranger » et de la réaction nationaliste que ce dernier a provoquée dans les milieux gouvernementaux. Mais rien absolument ne légitime les accusations de germanophilie sous lesquelles on l'accabla et rien non plus ne permet d'opposer sa prétendue modération soi-disant germanique à la rigueur des jacobins français¹.

L'auteur loue les historiens catholiques alsaciens d'avoir remis en lumière l'hostilité de leurs aïeux contre la Révolution en lutte contre Rome, et sa pensée profonde, autant catholique qu'allemande, paraît se découvrir quand il retrouve chez les hommes d'autrefois « le sentiment autonomiste, hostile à la France » (p. 86). C'est évidemment pourquoi il oppose à l'historiographie française qui est dominée, à son avis, par les préoccupations politiques, la « manière allemande d'écrire l'histoire », qui, comme chacun sait, n'a rien à se reprocher à cet égard.

La Bourgogne nous apporte une étude de M. Robert SCHNERB sur la première mission en Côte-d'Or de Bernard de Saintes², dont la modération relative ne laissait pas prévoir les violences qui, en Haute-Saône, le brouillèrent avec les robespierristes, ainsi qu'un livre où M. J. BRELOT a étudié la vie poli-

1. M. Biessle ne connaît pas l'étude de Roger JAQUEL, en cours de publication dans les *Annales historiques de la Révolution française* (voir les années 1932 et 1933).

2. *La première mission en Côte-d'Or du conventionnel Bernard de Saintes*. Dijon, Bernigaud et Privat, 1933 (extrait des *Annales de Bourgogne*), in-8°, 19 p.

tique de la Côte d'Or sous le Directoire¹, travail clair et consciencieux sur un département patriote, médiocrement troublé, et qui permet, par conséquent, d'apprécier ce qu'on peut se risquer à appeler le fonctionnement normal du régime ; on ne peut reprocher à un diplôme d'études supérieures d'avoir négligé les Archives nationales ; mais il est à craindre que des compléments puissent en sortir ; la bibliographie, qui est abondante, aurait pu être mieux classée.

Dans l'Ain, M. Eugène DUBOIS poursuit la publication de l'histoire de son département pendant la Révolution, dont le premier volume a été signalé dans la précédente chronique². Le tome II étudie d'abord l'application des lois de la Constituante relatives au clergé. La majorité des curés qui prêtèrent le serment fut écrasante : un tableau nominatif eût été nécessaire à l'appui des réserves que fait sagement l'auteur à l'égard des formules ambiguës de certains jureurs. Bien que cette région n'ait pas connu de troubles graves, la Constitution civile y provoqua pourtant de l'agitation. On trouvera aussi des renseignements sur la crise de cherté en 1792, sur la formation des bataillons de volontaires, sur l'excitation déterminée par la guerre et les événements parisiens. Le tome III, plus dramatique, est principalement consacré à la tentative fédéraliste à laquelle s'associèrent, assez mollement d'ailleurs, le Département et les autres corps constitués de Bourg, mais non pas tous les districts. On en vint facilement à bout et l'Ain se plia aux mesures qu'exigea le siège de Lyon. Cette étude, abondante et précise, s'ajoute très heureusement à notre bibliographie sur le mouvement qui suivit la journée du 2 juin.

M. le chanoine Eugène SOL a terminé son histoire de la Révolution en Quercy par un quatrième volume qui va du 9 thermidor au Concordat³. La question religieuse y occupe presque toute la place et on doit exprimer le regret que la situation économique et financière, ainsi que la vie administrative des municipalités cantonales soient si négligées.

En racontant la vie politique du général Dupuy jusqu'à la fin de 1794, M. Jean DONAT nous donne quelques détails sur la société populaire de Toulouse⁴. De plus vaste portée aurait dû être le livre de M^{me} Madeleine ALBERT sur le fédéralisme en Haute-Garonne⁵ où la rébellion, si dangereuse pour la Convention, ne fut guère plus consistante que dans l'Ain, quoique

1. *La vie politique en Côte-d'Or sous le Directoire*. Dijon, Rebourseau, 1932, in-8°, 202 p. (*La Révolution en Côte-d'Or*, nouvelle série, fascicule 8).

2. *Histoire de la Révolution dans l'Ain*, t. II et III. Bourg, Brochot, 1932 et 1933, in-8°, 511 et 464 p.

3. *La Révolution en Quercy*, t. IV. Paris, Picard, s. d. (1932), in-8°, 640 p. ; prix : 30 fr.

4. *La carrière politique du général Dupuy*. Toulouse, Impr. toulousaine, 1931, in-8°, 47 p. (extrait des *Mémoires de l'Académie des sciences, inscriptions et belles-lettres de Toulouse*, t. IX).

5. *Le fédéralisme dans la Haute-Garonne*. Paris, Gamber, 1932, in-8°, 328 p. (thèse de lettres).

plus prononcée au début. Il aurait été également intéressant de rechercher si le particularisme languedocien y a été pour quelque chose. Malheureusement, on est fort déçu à la lecture, car le mouvement des idées, le conflit social, le personnel politique ne sont pas étudiés à fond et, en dehors de Toulouse, la Haute-Garonne n'apparaît guère ; au contraire, dans le temps, le récit est démesurément étendu et comprend une partie du gouvernement révolutionnaire. L'exploration documentaire est restée superficielle et la bibliographie ne cite même pas Wallon. Dans le détail, nombre d'assertions appellent la critique. C'était pourtant un beau sujet.

En Vaucluse, M. P. VAILLANDET a étudié avec beaucoup de soin le plébiscite de l'an III¹ et conclu que, réalisé au lendemain de la Terreur blanche, il n'obtint que le concours des contre-révolutionnaires, en sorte qu'il n'y a pas contradiction entre l'acceptation de la constitution et les mouvements anti-républicains qui suivirent. Le même auteur a publié les rapports de Lefébure, commissaire du pouvoir exécutif en Avignon, en 1793 et en l'an II, qui sont pleins d'indications sur la situation économique². Il a montré enfin que les massacres de la Glacière provoquèrent à la fin de 1791 une désapprobation à peu près générale et des poursuites judiciaires que les Girondins arrêterent par l'amnistie de 1792³. Dans les Alpes-Maritimes, M. L. CAPPATTI a rassemblé ce qu'on sait de l'occupation militaire à Belvédère depuis l'incursion du capitaine Masséna jusqu'en l'an III⁴. Enfin, M. l'abbé CASANOVA a écrit un livre utile et neuf sur la Corse et les États généraux⁵. Une première partie rappelle l'organisation administrative de l'Ancien Régime et les traits essentiels de la situation économique et sociale. Vient ensuite le récit de la période électorale : l'assemblée de la noblesse est datée du 6 juin, par rectification de Masson (24 mai) et de Villat (5 juin) ; elle fut surtout marquée par la rivalité de Buttafoco, l'un des premiers partisans de la France, qui fut préféré, et de Giubega, de Calvi. La deuxième partie analyse les cahiers. Pour les paroisses, on n'en a que dix-sept, toutes de la juridiction de Porta d'Ampugnani ; du clergé, il ne reste qu'un cahier de communauté. Les délégués des paroisses se réunirent par juridiction, et les privilèges de même. On ne possède que trois cahiers de juridictions : ceux du Tiers de Bastia, du clergé et de la noblesse du cap Corse. Quant à l'assemblée générale de l'île, elle nous a laissé les doléances de la noblesse et du Tiers ; celles du clergé ont disparu. Le Tiers ne formule pas de vœux politiques : il n'est pas question de constitution, ni même du vote de l'impôt par les États généraux ; il réclame l'admission aux emplois, la suppression des privilèges de chasse et

1. *Le plébiscite de l'an III* (Annales historiques de la Révolution française, novembre 1933).

2. *Rapports de Louis-Henri Lefébure, commissaire du pouvoir exécutif en Vaucluse, 1793-an II*. Avignon, Musée Calvet, 1932 (*Annales d'Avignon et du Comtat*), in-8°, 72 p.

3. *Les massacres de la Glacière et l'opinion publique*. Vaison, Macabet, 1932, in-8°, 23 p.

4. *Belvédère sous la Révolution*. Nice, Annales du comté de Nice, 1932, in-8°, 11 p.

5. *La Corse et les États généraux de 1789*. Chez l'auteur, à Zicavo (Corse), 1931, in-8°, 354 p. ; prix : 20 fr.

de pêche, la réforme et la réduction de la dime, la liberté du commerce sans mentionner les corporations. La noblesse, elle, veut une constitution, mais entend conserver ses privilèges « de naissance » et récupérer l'autorité féodale qu'elle exerçait du temps des Gênois. Sauf à Bastia, les cahiers sont rédigés en italien, mais aucun ne conteste la domination française ; au contraire, ils demandent l'incorporation au royaume et la fin du régime militaire. La troisième partie traite du rôle des représentants à l'Assemblée nationale. Buttafoco et l'abbé Peretti della Rocca ne suivirent pas la majorité et devinrent vite impopulaires ; Saliceti et Cesari, députés du Tiers, prirent le parti contraire. En Corse, Giubega embrassa aussi la cause de la Révolution et Bonaparte, son filleul, le soutint contre Buttafoco. Au fond, la division, comme l'observe l'auteur, a pour cause profonde les rivalités de clan, quelques différends locaux et enfin le schisme religieux. L'annexion du 30 novembre 1789 fut accueillie avec transport par l'île entière. Le récit pousse jusqu'à l'émeute de Bastia (2 juin 1791), sur laquelle quelques pièces sont produites. Enfin, la quatrième partie comprend les biographies des députés, principalement de Saliceti. L'ouvrage est fondé sur des recherches d'archives ; on regrette seulement que la bibliographie des imprimés soit incomplète et hâtive¹.

HISTOIRE RELIGIEUSE. — Elle n'a suscité que des études locales. La plus importante est celle de M. le chanoine J. PETER et de dom Ch. POULET sur le département du Nord dont la précédente chronique a signalé le tome I^{er} et qui est maintenant achevée². Les vicissitudes de l'évolution sont, de manière générale, celles qu'on retrouve partout. Toutefois, le Nord présente quelques traits particuliers : l'anarchie ecclésiastique y fut particulièrement sensible parce que les réfractaires obéissaient à quatre évêques, dont deux belges, ceux de Tournai, d'Ypres, d'Arras et de Cambrai. Les vicaires généraux des deux premiers diocèses se prononcèrent pour la soumission aux lois et les prêtres belges qui envahirent en grand nombre le département paraissent s'être beaucoup mieux adaptés à la neutralité politique que les prêtres français ; l'archevêque de Cambrai et l'évêque d'Arras défendirent d'ailleurs toute promesse constitutionnelle. Le caractère politique du mouvement réfractaire en est souligné. Les uns et les autres de ces supérieurs ne furent d'ailleurs qu'imparfaitement obéis. Chaque prêtre eut sa politique et l'indépendance de fait que la situation leur assurait y fut pour beaucoup. On regrette que les auteurs n'aient pas pu consacrer un chapitre à la vie intérieure des

1. L'ouvrage de M. Hans HARTMANN, sur la Corse à l'époque de la Révolution, ne nous est point parvenu.

2. *Histoire religieuse du département du Nord pendant la Révolution* ; t. II : *Du 9 thermidor au 11 (28 juillet 1794) au lendemain du Concordat*. Lille, Facultés catholiques, 1933, in-8°, 409 p. (Mémoires et travaux publiés par les professeurs des Facultés catholiques de Lille, fascicule XLI).

paroisses soit réfractaires, soit constitutionnelles. Le livre V apporte des lumières nouvelles sur l'application du Concordat ; on constate que les réfractaires ne désarmèrent jamais complètement jusqu'à la fin de l'Empire, et les habitudes prises pendant la Révolution ont sûrement contribué à les rendre indociles à l'égard de Belmas, qui était un ancien constitutionnel. Le volume se recommande, comme le premier, par son sens historique et son ton objectif.

M. le chanoine Eugène SOL a complété son histoire du Quercy par trois volumes consacrés à la vie religieuse. Le premier¹ décrit la réorganisation du culte sous le régime de la séparation, les difficultés que provoqua l'application, d'ailleurs prises très fragmentaire, de la loi de l'an IV, et les rigueurs intermittentes de l'administration ; même après le 18 fructidor, elles ne paraissent pas avoir fait beaucoup de victimes dans le Lot : il y aurait eu seize déportés. Le second ouvrage² revient sur l'histoire d'ensemble de la Révolution et complète celui dont nous avons parlé précédemment ; néanmoins, il intéresse principalement les réfractaires. Comme le premier, il comporte des appendices très étendus, mais l'auteur aurait dû en tirer lui-même les indications statistiques qui pourraient en ressortir. Signalons, enfin, un dictionnaire biographique des Quercynois de l'époque révolutionnaire dont la grande majorité sont des prêtres³.

Mgr JÉRÔME a consacré une notice biographique à Jean Colson⁴, curé de Nitting, député aux États généraux, où il assista, indigné et impuissant, au vote des réformes. Ayant refusé le serment, il fut remplacé dans sa cure et, après s'être caché dans le pays, s'exila, vraisemblablement en septembre 1792. On ne sait ce qu'il devint : il serait mort en Hongrie. On retiendra surtout quelques détails sur sa vie à Nitting avant la Révolution : nommé par le seigneur qui avait droit de patronage et accaparé par lui, il se mit à dos ses paroissiens qui bataillaient à propos des droits féodaux ; il plaida aussi contre eux à cause de la dime ; celle-ci l'obligea même à ester contre le seigneur !

M. L. BOUR apporte une autre contribution à l'histoire religieuse de la Lorraine⁵. C'est un complément à l'histoire de Reding, commune du district de Sarrebourg, dans le département de la Meurthe, mais il y est question de plusieurs autres paroisses de la même circonscription. On y trouve quelques renseignements sur plusieurs révolutionnaires, notamment le conventionnel Levasseur, ancien maire de Sarrebourg, qui vota la mort du roi, et sur le sei-

1. *Sous le régime de la séparation*. Paris, Picard, 1931, in-8°, 737 p. ; prix : 40 fr.

2. *Dans la tourmente révolutionnaire*. Paris, Picard, s. d. (1933), in-8°, 418 p. ; prix : 30 fr.

3. *Quercynois de la période révolutionnaire*. Paris, Champion, 1931, in-8°, 448 p. ; prix : 30 fr.

4. *Un député lorrain aux États généraux de 1789. Jean Colson, curé de Nitting*. Nancy, Arts graphiques modernes (Éditions du Pays lorrain), 1933, in-4°, 34 p., illustrations.

5. *Die kirchlichen Zustände in Rieding und im Saarburgerland während der Revolution, 1789-1802*. Metz, impr. « La Libre Lorraine », 1933, in-8°, 255 p.

gneur de Reding, Maurice de Saintignon, qui prit parti pour la Révolution et devint président du District ce qui ne l'empêcha pas de lutter contre ses paysans pour la protection de ses forêts. Des annexes concernent aussi les impôts et la vie économique. La plus grande partie du volume justifie néanmoins son titre. Écrit en allemand, il est destiné à l'édification autant qu'à la recherche historique ; il est encore inspiré par un autre sentiment dont on pourra juger la tendance par quelques extraits. « Les soi-disant patriotes, comme ils se nommaient eux-mêmes (aujourd'hui on les appelle patriotards ou Patentpatriotes, et ce sont les mêmes), vantent la liberté et la fraternité, mais ils ne les connaissent que pour eux et non pour les autres » (p. 26). « Tous ces hommes changent d'opinion, non pas seulement par devoir, mais par opportunisme, par intérêt cynique. Le lecteur qui pense à ce qui est arrivé postérieurement, et même à une époque très récente, se dit : On a déjà vu tout cela ! Les caméléons politiques ne sont pas encore morts ! » (p. 31). « Comme par défi, la loi votée par la Convention, le 3 ventôse an III, proclama la liberté des cultes... N'entend-on pas aujourd'hui chez nous dire la même chose : le culte est libre en France ! la religion est libre en France ! Il y a même des gens qui pensent que la religion n'est nulle part aussi libre qu'en France. Oh ! les naïfs » (ces derniers mots en français dans le texte).

Le livre du P. ARMEL D'ETEL sur les Capucins du diocèse de Metz est une excellente monographie régionale¹. Dix couvents sont examinés, dont l'un, celui de Lestroff, au district de Sarrelouis, était toutefois en dehors du diocèse ; ils comprenaient 87 prêtres et 35 laïcs. Chacune des maisons et chacun des religieux est l'objet d'une notice. Des 87 Pères, 6 moururent avant la dispersion ; sur les 81 survivants, 17 prêtèrent le petit serment ou entrèrent dans l'église constitutionnelle, soit un peu plus d'un cinquième ; deux d'entre eux se marièrent. On en connaît 55 qui refusèrent le petit serment et émigrèrent en général. L'enquête a été étendue aux Capucins des autres provinces revenus en Moselle après la suppression de leurs couvents : 18 d'entre eux prêtèrent serment et 34 le refusèrent : la proportion des premiers est ici supérieure au tiers. L'auteur s'est défendu de toute opinion sur l'importance du concours ainsi prêté à l'église constitutionnelle, estimant avec raison qu'on ne pourra s'en faire une idée précise qu'à l'aide de nombreuses monographies pareilles à la sienne et portant sur tous les ordres religieux. Espérons donc que son exemple portera des fruits.

Dans la Haute-Saône, M. Jean GIRARDOT a décompté les constitutionnels et les réfractaires afin de rectifier les nombres jadis donnés par M. Sagnac d'après les documents des Archives nationales, et qui étaient de 285 pour les premiers et de 118 pour les seconds. Il observe avec raison que beaucoup des jureurs avaient fait des restrictions, que d'autres se rétractèrent, que 18 qui

1. *Les Capucins du diocèse de Metz pendant la Révolution*. Strasbourg-Koenigshoffen, impr. des Frères Mineurs capucins, 1932, in-8°, 206 p.

avaient prêté le serment pur et simple refusèrent de reconnaître l'évêque constitutionnel, qu'enfin la statistique en question est incomplète. Au total, dit-il, il y eut 352 réfractaires, soit les deux tiers, contre 178. Ces remarques sont justes assurément, mais il en est une autre qui ne l'est pas moins, c'est que dans tout le département il n'y eut que quatre refus positifs de serment. Les autres consentirent, en réservant les droits du spirituel, c'est-à-dire le jugement du pape, puisque la Constituante n'avait pas voulu d'un concile national. Elle n'a pas admis le serment restrictif et, du point de vue confessionnel, on tient beaucoup à se montrer aussi intransigeant qu'elle. A mon avis, l'historien doit pourtant compter à part ceux qui l'ont prêté, car il témoigne de l'incertitude, et il constitue, en outre, une présomption que le prêtre ne partageait pas à l'égard des réformes, la Constitution civile mise à part, l'hostilité qui, dans plus d'un cas, notamment quand il s'agit d'un ecclésiastique d'origine noble, a dû, consciemment ou non, aider à motiver le refus pur et simple.

Pour la Bretagne, nous avons à citer la biographie, par M. LÉON BRÉTAU-DEAU, d'un lazariste, Pierre Rogue¹, attaché au séminaire de Vannes, qui n'obéit pas à la loi de 1792 et put rester caché dans la ville pendant toute la Terreur. Il profita de l'arrêté de Guermeur et de Guezno ; mais, ne voulant pas déferer à la loi du 7 vendémiaire an IV et promettre l'obéissance aux lois, il se cacha de nouveau. Dénoncé et arrêté, il fut exécuté le 2 mars 1796 avec un autre prêtre. Quatre autres eurent le même sort dans le courant du mois.

Mentionnons, enfin, le livre où M. Jacques HÉRISSEY a raconté l'histoire de la congrégation des prêtres du Calvaire du Mont-Valérien pendant la Révolution, ainsi que des Visitandines de Saint-Denis et de divers personages qui vinrent chercher asile au même endroit avec des fortunes diverses². Jusqu'à la fin de 1793, on constate en somme qu'à deux pas de Paris le Mont constitua un asile tranquille ; ensuite, la tourmente fit cinq victimes, dont le curieux abbé Rougane dont on sait peu de chose.

HISTOIRE MILITAIRE ET DIPLOMATIQUE. — Le fils du colonel Ramsay Weston PHIPPS, poursuivant la publication du travail de son père sur les armées de la République, a édité un troisième volume et a disparu à son tour sans avoir achevé sa tâche³. Sont étudiées ici les armées de l'Ouest de 1793 à 1797 et celles du Midi de 1792 à mars 1796. Il s'agit, en fait, d'examiner les débuts des futurs maréchaux de l'empereur : ainsi l'Ouest est envisagé parce

1. *Le bienheureux Pierre-René Rogue, prêtre de la mission, 1758-1796*. Paris, Desclée, de Brouwer et C^{ie}, 1931, in-8°, 152 p.

2. *Les pèlerinages de Paris révolutionnaire. Le Mont Valérien*. Paris, Perrin, 1934, in-8°, 270 p.

3. *The armies of the first french republic and the rise of the marshalls of Napoleon I. The armies in the West, 1793 to 1797, and the armies in the South, 1792 to march 1796*. Oxford, University press ; Londres, Humphrey Milford, 1931, in-8°, 286 p., 6 cartes ; prix : 18 s.

que Berthier y a combattu. On ne s'étonnera donc pas si l'ouvrage est fragmentaire. On ne voit pas bien quel service il peut rendre, il faut l'avouer, d'autant que la bibliographie est insuffisante.

M. Hippolyte LOISEAU a donné une nouvelle traduction de la *Campagne de France* de Goethe, ainsi que de son siège de Mayence, avec une copieuse introduction. Elle remplacera celle de Porchat que compromet d'explicables suppressions¹. On a réédité, d'autre part, la première invasion prussienne et le Valmy de CHUQUET, en un seul volume, grâce à la suppression des notes², méthode qui paraît bien fâcheuse.

M. Henri CARRÉ a élucidé les circonstances du séjour que fit à Poitiers Guillot de Folleville. Ardent républicain, il obtint de grands succès au club et dans les familles patriotes ; le 26 mars 1793, il quitta la ville comme volontaire pour aller combattre les rebelles. Capturé par eux à Thouars, on sait qu'il devint leur évêque. Cinq patriotes compromis par leurs relations avec lui furent déférés au tribunal révolutionnaire et guillotines le 5 juillet 1794³. Un romancier inventerait difficilement un récit plus pittoresque et plus dramatique que celui de cette incroyable et lamentable aventure. Sur la guerre de Vendée, on a réédité aussi les souvenirs de la comtesse de La Bouère, publiés en 1890⁴.

L'ouvrage où M. Spenser WILKINSON a suivi la formation militaire de Bonaparte et la progressive élaboration de sa stratégie jusqu'à la victoire de Lodi est de tous points excellent, exactement informé, clair et d'une lecture aisée⁵. Il est d'ailleurs d'accord avec les conclusions de Colin. On l'a pourvu de nombreuses cartes et de croquis originaux. En appendice, quelques extraits suggestifs de Pezay et de Bourcet, une note sur les effectifs des armées en Italie et l'admirable rapport remis par Bonaparte à Robespierre jeune le 1^{er} thermidor an II.

C'est aussi un bon livre que M. George B. MAC CLELLAN a écrit sur les relations de Bonaparte et de Venise, d'après des recherches poursuivies dans les archives et les bibliothèques⁶. Il commence par une description de la République, où l'on aurait souhaité qu'il donnât plus de place à l'activité économique. Sur l'expansion des idées françaises pendant la Révolution, on l'estime aussi bien bref. Mais son dessein l'orientait vers le problème diploma-

1. Goethe, *campagne de France et siège de Mayence*. Paris, Éditions Montaigne (Fernand Aubier), s. d. (1933), in-8°, 347 p. ; prix : 20 fr.

2. Arthur CHUQUET, *Guerres de la Révolution*. Paris, Plon, 1934, in-8°, 313 p. ; prix : 15 fr.

3. *Le faux évêque des Vendéens et le procès des cinq*. Poitiers, Société française d'imprimerie et de librairie, 1931 (extrait du *Bulletin des Antiquaires de l'Ouest*), in-8°, 39 p.

4. *Souvenirs de la comtesse de La Bouère. La guerre de Vendée, 1793-1796*. Paris, Plon, 1934, in-8°, 316 p. ; prix : 15 fr.

5. *The rise of General Bonaparte*. Oxford, Clarendon Press, 1930, in-8°, 179 p., 25 cartes ; prix : 12 s. 6 d.

6. *Venice and Bonaparte*. Princeton University Press, 1931, in-8°, 307 p., portrait ; prix : 3 d. 50.

tique. L'auteur explique fort bien que la France et Bonaparte offrirent quatre fois, et toujours en vain, leur alliance aux Vénitiens ; il ne voit pas de raison pour douter de la sincérité de Bonaparte : l'alliance lui aurait rendu grand service et, dit M. Mac Clellan, s'il n'avait pas de scrupules, il était pourtant meilleur que la plupart des hommes d'État et des capitaines de son temps ; il n'aurait pas sacrifié Venise par trahison. Mais, hostile à la Révolution et sympathique à l'Autriche, l'aristocratie vénitienne, non contente de refuser l'alliance, viola sa neutralité en faveur des adversaires de Bonaparte ; si elle était allée plus loin et avait pris parti pour eux, ce dernier eût été en grand péril et, de plus, ayant vaincu, il lui fallait le passage pour poursuivre l'ennemi. C'était plus de raisons qu'il ne lui en fallait pour occuper la Vénétie. On en convient. Mais cela n'explique pas qu'il l'ait livrée à l'Autriche, une fois que les démocrates, encouragés par lui, eurent saisi le gouvernement. Ici, sa politique personnelle intervient et M. Mac Clellan l'a laissée dans l'ombre. Dans sa bibliographie ne figure pas le livre capital de Raymond Guyot : il lui aurait permis de combler cette très fâcheuse lacune et de mitiger sensiblement, on peut le croire, son jugement d'ensemble sur la conduite de Bonaparte.

L'attitude de la république de Gênes fut opposée, mais c'est la situation géographique qui rend compte de la différence. M. Pietro NURRA expose quelle fut sa politique de 1793 à 1796 en la rattachant à l'époque antérieure et en l'éclairant par les mouvements d'opinion qui se manifestèrent dans la population sous l'influence des idées françaises¹. Les sources sont en grande partie inédites et il a donné en appendice des extraits de lettres et rapports diplomatiques, notamment du Russe Lizackevicz, copiés à Moscou. On trouvera tout d'abord une description des conflits politiques et sociaux qui déchiraient la République et on verra se former un parti réformateur, en relations étroites avec Tilly, le représentant de la France, dont le chef le plus notable était J.-B^{te} Sera et qu'en août 1794 des arrestations et des poursuites réduisirent pour le moment à l'impuissance. Diplomatiquement, Gênes était orientée vers la France par méfiance du Piémont, depuis qu'en 1743 l'Autriche avait cédé au roi de Sardaigne ses droits sur le marquisat de Finale acheté par Gênes en 1713 ; par méfiance aussi de l'Angleterre, dès qu'en 1793 elle se fut rendue maîtresse de la Méditerranée ; la neutralité lui convenait parce qu'elle ravitaillait la France. En août 1793, Drake vint réclamer l'adhésion au blocus, puis en novembre présenta un ultimatum. Après la chute de Toulon, ce fut pire : l'Autriche exigea que Gênes barrât éventuellement la route à l'armée française. La flotte anglaise bloqua le port jusqu'à la fin d'août 1794. L'Autriche ayant reconnu aux Sardes, par le traité du 29 mai, le droit d'intervenir sur la Riviera pour arrêter les Français, ceux-ci mirent en demeure les Gênois de faire respecter leur neutralité. Bonaparte, qui ve-

1. *La coalizione europea contro la repubblica di Genova, 1793-1796*. Genova, Atti della società ligure di storia patria, vol. LXII, 1934, in-4°, 293 p.

nait de faire passer à Robespierre un plan de campagne, parut dans la ville le 14 juillet, et le 18 le représentant génois fut appelé au Comité de Salut public : on lira, p. 92, un curieux récit de la discussion. En septembre, les Français battirent les Autrichiens à Dego et occupèrent Savone et Vado : la neutralité prit fin par ce fait, mais le Comité de Salut public la conserva en apparence pour pouvoir continuer à se pourvoir sous pavillon génois. Le dernier pas date de 1796 ; les Anglais ayant occupé l'île de Capriaia, restée génoise, la République leur ferma son port et signa l'alliance avec la France le 9 octobre. Il serait bien à souhaiter que M. Nurra complétât sa remarquable étude, qui rectifie les récits hostiles à la politique génoise, notamment celui de Sciout, par des recherches sur les relations économiques de la République avec la France pendant la Révolution.

Aux campagnes d'Italie se rattache aussi le livre de M. Giacomo LUMBROSO sur les mouvements populaires contre les Français¹. Il emploie surtout les œuvres imprimées, mais il en est d'inconnues qu'il a découvertes dans les bibliothèques. Ces insurrections n'étaient pas ignorées. Mais M. Lumbroso a voulu en refaire l'histoire pour apporter une preuve de plus que le Risorgimento n'est pas uniquement dû aux Jacobins italiens et, par leur intermédiaire, à la France, ce qui est, comme on sait, la grande pensée de l'historiographie italienne contemporaine. En fait, il doit bien reconnaître que les rébellions viennent avant tout de l'influence du clergé, de l'attachement pour les dynasties locales, donc du particularisme, et enfin des maux que causa l'occupation militaire. A ces motifs s'adjoignit un mouvement de classe qui déchaina le peuple, au cours des troubles, contre l'aristocratie et la bourgeoisie où le régime français recruta ses partisans. Mais, dans l'opinion de M. Lumbroso, à vouloir maintenir l'Ancien Régime, il y avait du patriotisme, parce que c'était l'étranger qui le détruisait. Oui bien, mais ce fut aussi l'étranger qui le rétablit. Les privilégiés parlaient de « l'Italie », dont les gens du peuple ne disent mot, quand il s'agissait de combattre la Révolution ; ils n'y pensaient plus quand les coalisés arrivaient à leur secours. L'idée unitaire n'avait de vrais partisans que parmi les jacobins italiens.

L'histoire de l'expédition d'Égypte, par M. le lieutenant-colonel P. G. ELGOOD², dépourvue d'appareil critique, n'a sans doute pas l'ambition d'ajouter à nos connaissances. Il commence par consacrer aux antécédents de Bonaparte 43 pages qui n'étaient pas indispensables et il ne s'intéresse guère à l'apprentissage administratif que le général poursuivit en Égypte. Le livre plus bref de M. J. L. Gaston PASTRE³ n'en apprend pas davantage.

1. *I moti popolari contro i Francesi alla fine del secolo XVIII, 1786-1800*. Firenze, Felice Le Monnier, 1932, in-8°, 217 p. (*Studi e documenti di storia del Risorgimento*, t. IX).

2. *Bonaparte's adventure in Egypt*. Oxford, University Press ; Londres, Humphrey Milford, 1931, in-8°, 262 p. ; prix : 12 s. 6 d.

3. *Bonaparte en Égypte*. Paris, Éditions des Portiques, s. d., in-8°, 251 p. ; prix : 12 fr.

Ce sont des récits qui, néanmoins, se lisent sans ennui. Il y a plus de profit à tirer de l'article de M. CHARLES-ROUX, publié ici même, sur la politique indigène de Bonaparte¹. On peut rattacher à cette expédition la biographie de l'ordonnateur en chef de l'armée, Simon de Sucy, que présente M. Jacques DE COURSAC². Sucy était d'une famille où le commissariat des guerres était héréditaire par survivance depuis Louis XIV. Personnellement, c'était un artiste et les souvenirs d'un voyage en Italie tiennent une place importante dans sa biographie. Il succéda pourtant à son père en 1788. Quand survint la Révolution, il prit parti pour elle, fut commissaire du roi pour la formation du département, acheta des biens nationaux, tint son rôle au club et contribua à organiser, en 1793, l'armée de Carteaux. En l'an III, il fut envoyé à l'armée d'Italie, mais demeura à Gênes. Il avait connu Bonaparte à Valence et, le 4 août 1797, il écrivait de lui : « Je ne lui connais pas de point d'arrêt autre que le trône ou l'échafaud. » Le général l'emmena en Égypte où sa tâche fut fort pénible. Ayant été blessé, il fut renvoyé en France à la fin de 1798. Le vaisseau qui le portait aborda en Sicile, à Augusta, le 6 janvier 1799. Les Français y furent retenus prisonniers et massacrés au cours d'une émeute. Sucy était d'une intégrité qui tranche au milieu des fâcheuses habitudes de la plupart de ses collègues. Il méritait un souvenir comme honnête homme et bon citoyen.

HISTOIRE FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE. — On a l'agréable surprise de pouvoir mentionner cette fois deux publications importantes concernant les finances publiques. M. Fritz BRAESCH a reconstitué les comptes budgétaires de 1790 et de 1791, et ce n'était pas une petite affaire³. L'Ancien Régime ne connaissait rien qui ressemblât à un budget, tel que les règles en ont été fixées sous la Restauration ; le nouveau n'en pouvait avoir non plus, tant que la réorganisation du pays n'aurait pas été achevée et la comptabilité publique remise sur pied ; ajoutons que, précipité dans la guerre dès 1792, ses besoins extraordinaires et imprévisibles, sans parler de la crise monétaire, l'empêchèrent d'aboutir et que Napoléon lui-même n'eut jamais de budget proprement dit. Dans ces conditions, toute la gestion financière se ramène aux comptes de la trésorerie. D'autre part, les archives du ministère des Finances ont disparu en 1871 : on n'a donc pas d'autre source que les états des recettes et des paiements du Trésor qui ont été imprimés, non sans lacunes et erreurs matérielles ; ces états ne cadrent pas avec les exercices annuels et, faute de budget, énumèrent les postes sans méthode. M. Braesch les a bloqués en chapitres comparables, sans pouvoir éliminer toutes les in-

1. T. CLXXII, p. 217.

2. *Simon de Sucy, ordonnateur en chef de l'armée d'Égypte, 1764-1799*. Paris, Firmin-Didot, s. d. (1932), in-8°, 232 p.

3. *Finances et monnaie révolutionnaires (recherches, études et documents)* ; 1^{er} fascicule : *Les exercices budgétaires 1790 et 1791 d'après les comptes du Trésor*. Nancy, édité par l'auteur, 1934, in-8°, 125 p.

certitudes, travail « long, minutieux, ingrat », comme il le constate avec juste raison, et qui était pourtant la base d'une discussion fructueuse. Il n'avait jamais été entrepris et il est digne de grande estime. Le résultat en est quatre tableaux qui énumèrent, mois par mois, les dépenses et les recettes de 1790 et de 1791. Viennent ensuite les observations, minutieusement motivées, qui sont de grande importance technique et historique.

Il en ressort d'abord que, si la Constituante n'a pas eu de budget, le progrès a été pourtant réel à partir du milieu de 1790 ; les assignations sur les recettes futures disparaissent ; le Trésor se charge du paiement direct des rentes : la règle de l'universalité se dessine. Malheureusement, le déficit n'en apparaît que mieux, car, dans l'intérêt du nouveau régime, la Constituante entreprend de payer régulièrement le coupon et les pensions. Or, les impôts anciens ne rentraient pas en 1790 et, en 1791, les impôts nouveaux n'étaient pas encore assis ; en outre, l'Assemblée supprima les moyens de trésorerie de l'ancienne monarchie, en interdisant les assignations et surtout en renonçant aux rescriptions des receveurs ; il aurait donc fallu recourir d'autant plus à l'emprunt à long ou à court terme ; l'emprunt perpétuel avait échoué et la Caisse d'escompte ne pouvait plus faire d'avances : il ne resta donc pas d'autre ressource que le papier-monnaie. M. Braesch estime qu'il aurait fallu, d'une part, maintenir les rescriptions et renouveler les assignations antérieures jusqu'à nouvel ordre ; d'autre part, comprimer les dépenses à outrance et notamment ne pas améliorer prématurément le sort des rentiers et des pensionnés ; on aurait ainsi gagné le temps nécessaire pour asseoir les nouveaux impôts et les faire rentrer. Théoriquement, ces réflexions paraissent fondées, mais jamais on n'a mieux aperçu que le choix des moyens dans la gestion des finances publiques ne peut être uniquement déterminé par les considérations techniques ; c'est aussi affaire de considérations politiques et sociales. Par exemple, pour conserver les rescriptions, il aurait fallu laisser les receveurs en place et maintenir la vénalité de leurs offices ; pour ne pas gonfler la dépense en instituant le budget des cultes, on aurait dû laisser au clergé, provisoirement au moins, l'administration de ses biens ; en ce cas, on n'aurait pu les vendre et, même au point de vue financier, toute perspective aurait été ajournée de liquider la dette et de rembourser les offices supprimés. Et, bien entendu, la Législative, avec la guerre, aurait vu tous ces atermoiements de nul effet.

Une importante discussion critique de M. Braesch concerne l'estimation du déficit. M. Harris, dans son livre sur les assignats, a fait remarquer avec raison que M. Marion l'établit en comparant les dépenses effectives aux prévisions budgétaires, alors que dans les premières rente la liquidation des arriérés. M. Braesch concède que certaines dépenses extraordinaires peuvent, en bonne règle, être imputées hors budget, mais refuse de considérer comme telles l'arriéré des rentes et pensions qui a complètement déséquilibré le compte budgétaire de 1790, et en 1791, l'arriéré, pour 1790, des traitements

et pensions du clergé : c'était au budget à trouver les voies et moyens pour y pourvoir. De même, les achats de numéraire et de subsistances, les dépenses d'administration des départements, privés pour le moment de recettes locales, ne peuvent point, à son avis, être rangés parmi les dépenses exceptionnelles. Il aurait mieux valu, théoriquement, qu'il en fût ainsi sans aucun doute. Mais il faut pourtant bien convenir qu'aujourd'hui encore le déficit d'années anormales se couvre par l'emprunt et que les années 1789 à 1791 ont tous les droits à être considérées comme telles. Obligée de montrer que ses finances étaient obérées par le legs de l'Ancien Régime, la Constituante était fondée à considérer comme dépenses extraordinaires l'arriéré qu'il lui avait légué et le déficit creusé par la désorganisation financière qui était la conséquence des troubles. Le retour au papier-monnaie est désastreux sans doute, mais la question, pour un historien, est de savoir si, dans telles circonstances, on peut l'éviter. En temps de guerre, on n'y parvient pas, nous le savons de reste. On ne voit pas comment la Constituante aurait pu y réussir. A moins de renoncer à la Révolution. Mais la Constituante était engagée et, historiquement, il n'est pas sérieux de lui adresser des reproches à cet égard. M. Braesch ne va pas jusque-là, bien entendu ; mais, à mon avis, son hostilité de principe contre le papier-monnaie le laisse un peu plus réticent qu'il ne conviendrait. Sur ce papier-monnaie, M. C. J. GIGNOUX a écrit un livre de plus, qui n'apporte rien de neuf et qui, aussi bien, ne dissimule pas que son objet est purement « utilitaire », c'est-à-dire destiné à combattre les partisans actuels de l'inflation¹.

Les deux thèses de M. Robert SCHNERB sont, au contraire, neuves². Par l'étude des contributions directes dans le Puy-de-Dôme, il a bien mis en lumière, notamment au moyen de cartes, les vices techniques de l'Ancien régime. La répartition des charges entre les régions de la circonscription était grossièrement inégale : la Limagne, qui rapportait à ses propriétaires six fois plus que la montagne, payait proportionnellement beaucoup moins ; la répartition à l'intérieur des paroisses n'était pas satisfaisante non plus, non seulement à cause des privilèges, mais aussi parce qu'on taxait le contribuable au lieu de son domicile pour l'ensemble de ses biens fonciers, ce qui rendait la fraude très facile. La propriété mobilière contribuait fort peu et ainsi les citadins ne payaient pas leur dû. Enfin, le mode de perception par les collecteurs était très défectueux. En étendant son examen minutieux à la Révolution, M. Schnerb a pu définir avec précision la portée de son œuvre et ses conclusions concordent avec celles que m'avaient suggérées l'étude, beaucoup moins poussée d'ailleurs, que j'avais pu faire dans le

1. *La planche à assignats*. Paris, Éditions des Portiques, s. d. (1933), in-8°, 251 p.

2. *Les contributions directes à l'époque de la Révolution dans le département du Puy-de-Dôme*. Paris, Félix Alcan, 1933, in-8°, xlii-610 p., 11 cartes et graphiques. — *Recueil de textes et de tableaux relatifs à la patente, à l'époque de la Révolution, dans le département du Puy-de-Dôme*. Paris, Félix Alcan, 1933, in-8°, 112 p., 3 cartes.

département du Nord. Elle a supprimé les privilèges, imposé le contribuable au lieu de situation du bien en rendant l'impôt réel, et en confiant l'assiette à la municipalité élue, prévenu dans une mesure importante les abus de la répartition locale. Dans l'intérieur de la commune, le progrès a donc été considérable. D'autre part, en abolissant les privilèges des provinces et des villes, elle a rendu possible un répartition nationale équitable. Mais elle n'a pu aller beaucoup au delà, et c'est le point capital. L'Ancien Régime ne lui a laissé ni cadastre, ni statistiques qui lui permettent de décharger les provinces accablées et réciproquement. Elle a été obligée de fixer le contingent foncier des départements d'après les documents antérieurs à 1789 et, pour la mobilière, comme ils lui manquaient totalement, elle a opéré au hasard. Le Département et les Districts, pour fixer la quote-part des communes, n'ont pas été en meilleure posture. L'inégalité de la taxation est donc restée choquante, chaque propriétaire étant plus ou moins chargé, suivant que ses biens-fonds étaient situés dans telle région ou dans telle autre, dans cette commune ou dans celle-là. Ce n'est pas que la Révolution n'ait pas aperçu le problème : elle a prescrit d'établir des états de sections avec évaluation du revenu foncier et la loi de l'an VII est restée définitive ; on a sans cesse remanié l'impôt mobilier pour le rendre supportable. Mais, pour ce qui concerne le foncier, il eût fallu une opération d'ensemble, menée partout par un corps de fonctionnaires arpentant et estimant d'après les mêmes principes : Napoléon n'entreprendra le cadastre qu'en 1807 parce que celui-ci exigeait du loisir, des ressources et des géomètres. Pour la mobilière, on n'est arrivé qu'à la longue à une approximation, d'ailleurs toute relative. Enfin, les municipalités élues étaient incapables de rendre les services qu'on attendait d'elles et, quant à la rédaction des rôles et à la perception, ont joint la mauvaise volonté à l'ignorance : Bonaparte n'a pu aboutir qu'en créant une administration professionnelle indépendante. M. Schnerb a présenté ses observations dans l'ordre chronologique, afin d'examiner si l'on pouvait découvrir une orientation particulière suivant le parti qui a dominé : la réponse est négative. Les Montagnards, pour lesquels le problème se posait particulièrement, se sont surtout préoccupés de trouver de l'argent par des expédients : l'emprunt forcé, les taxes révolutionnaires ; les circonstances expliquent suffisamment que les problèmes techniques aient été ajournés en l'an II. L'un des deux livres de M. Schnerb est consacré spécialement à la patente et reproduit les principaux textes relatifs au Puy-de-Dôme. Ce recueil donne plus qu'il ne promet et fournit des renseignements économiques substantiels qui attestent qu'on n'étudie pas en vain les rôles de cet impôt.

En ce qui concerne l'histoire économique et sociale, mentionnons d'abord les études qui forment le premier des cahiers édités par le Centre d'études de la Révolution¹. M. LÉON CAHEN a consacré un examen très informé à la

1. Voir *Rev. hist.*, t. CLXXVI, p. 77. Le premier cahier comprend : *La Révolution française et les paysans*, par G. LEFEBVRE (paru antérieurement dans les *Annales historiques de la Ré-*

question du pain à Paris à la fin du XVIII^e siècle. M. G. BOURGIN a résumé nos connaissances sur Babeuf. J'ai moi-même exposé mes conclusions d'ensemble sur l'attitude des assemblées révolutionnaires à l'égard des problèmes qui intéressaient les paysans. Sur ce point, j'ai présenté des observations plus étendues en préface à un recueil de textes signalé plus haut et dont il a été rendu compte précédemment dans cette Revue. M. Marcel MARION a publié une étude d'ensemble sur le brigandage pendant la Révolution, y compris le Consulat, où il a mis en œuvre un certain nombre de documents d'archives¹. Un très important article de J. LOUTCHISKY, le dernier qu'il ait écrit, a été traduit et publié par la *Revue d'histoire moderne*². On pourra y joindre la thèse de droit de M. P. DEDIN-LAPORTE, sur la seigneurie du Plessis-Gassot³, où l'on trouvera quelques renseignements relatifs à la vie sociale et économique. Enfin, le Centre international de synthèse a reproduit dans le compte-rendu de sa quatrième semaine ma communication sur les *Foules révolutionnaires*⁴.

La question des droits féodaux a fait, d'autre part, l'objet de plusieurs publications.

M. Martin GOEHRING a voulu embrasser toute la question et même, au chapitre XII, lui a-t-il adjoint la dîme⁵; s'étant penché sur les paysans, il a, en outre, compris dans son exposé nombre de traits qui replacent sans doute le problème dans l'atmosphère du temps, mais qui prennent tout de même une place qu'on aurait pu accorder aux droits féodaux eux-mêmes, dont l'étude reste brève et ne s'efforce pas de distinguer suffisamment, à cet égard, entre les provinces. L'histoire de la libération des paysans ne fait pas une place suffisante à leur effort propre : le caractère antiféodal des révoltes agraires de 1789 n'apparaît pas assez et les troubles de la moisson de 1790 et de 1791 sont passés sous silence. La documentation de M. Goehring est étendue⁶; il a même opéré des recherches d'archives et utilise les constatations qu'il a faites dans les terriers conservés aux archives du Gard. Le livre

évolution française de mars 1933); *La question du pain à Paris à la fin du XVIII^e siècle*, par LÉON CAHEN : *Babeuf et le babouvisme*, par Georges BOURGIN. Paris, Recueil Sirey, s. d. (1934), in-8°, 106 p.

1. *Le brigandage pendant la Révolution*. Paris, Plon, 1934, in-8°, 253 p.

2. *Régime agraire et populations agricoles dans les environs de Paris à la veille de la Révolution* (*Revue d'histoire moderne*, mars 1933).

3. *La seigneurie du Plessis-Gassot en Parisis*. Bergerac, Impr. générale du Sud-Ouest, 1934, in-8°, 154 p.

4. *Quatrième semaine internationale de synthèse : La Foule*. Paris, Félix Alcan, 1934, in-16, p. 79 à 107. Cette étude a paru aussi dans les *Annales historiques de la Révolution française*, janvier 1934.

5. *Die Feudalität in Frankreich vor und in der grossen Revolution*. Berlin, Ebering, 1934, in-8°, 320 p. (*Historische Studien*, publiées par Emil Ebering, Heft 247).

6. Et aussi exacte. Toutefois, p. 107, on lit que Turgot a voulu remplacer les *Frondienste* par un impôt : M. Goehring a confondu la corvée royale avec les corvées seigneuriales. Le chapitre vi ne figure pas à la table.

témoigne d'un esprit curieux qui a bien vu l'importance et les connexions du problème. Il rendra des services, particulièrement aux lecteurs allemands, comme il est naturel.

La thèse de droit de M. Pierre LEMERCIER sur les justices seigneuriales de Paris et de ses environs immédiats¹, est un excellent livre d'histoire, fondé sur une exploration consciencieuse des sources, clair et bien divisé. On y trouvera la description des justices et de leur fonctionnement aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles. On constatera qu'à partir de la création par Louis XIV de la lieutenance de police, leur activité déclina promptement à Paris où leurs prérogatives en 1789 étaient surtout honorifiques ; dans la banlieue, leur compétence et leur indépendance furent également rognées, mais elles subsistèrent comme justices foncières. Elles auraient pu rendre des services pour la police et l'instruction judiciaire, mais les seigneurs ne tenaient pas à ces fonctions qui leur coûtaient sans rapporter. On observera aussi qu'ils introduisirent la vénalité dans leurs tribunaux à l'exemple du roi. M. Jean RAMIÈRE DE FORTANIER a également choisi pour sujet de sa thèse de droit les droits seigneuriaux du Lauragais². La première partie est un exposé juridique ; la seconde, beaucoup plus étendue, énumère, seigneurie par seigneurie, les renseignements que le dépouillement des archives a procurés ; ils sont abondants, mais non pas mis en œuvre. L'auteur a néanmoins essayé d'évaluer la charge que constituaient les redevances ; elle variait beaucoup : de 2 à 45 pour cent du montant des impôts royaux. Bien qu'il mentionne l'existence de beaucoup de procès, on ne peut pas vérifier s'il y a eu réaction féodale à la fin du ^{xviii}^e siècle parce qu'il ne les date pas, ni ne les analyse. L'histoire des familles est abondamment représentée et fournit beaucoup de détails utiles sur l'évolution sociale. La thèse de M. DEDIN-LAPORTE, déjà citée, s'étend longuement aussi sur le régime féodal au Plessis-Gassot.

Sur le commerce et l'industrie, les recherches ont été moins nombreuses. L'ouvrage de M. Charles POISSON sur le ravitaillement des armées à la fin de 1792³ aborde un sujet exceptionnellement difficile à cause du caractère fragmentaire et dispersé de la documentation. On sait qu'en novembre 1792 Pache créa un Directoire d'achats pour mettre fin aux audacieuses spéculations des fournisseurs, ce qui le mit en conflit avec Dumouriez. Il ressort de cette étude que la substitution, au cours des opérations militaires, se heurta à des difficultés considérables dont on serait peut-être venu à bout si les fournisseurs évincés et en collusion avec le général n'avaient pas entravé les efforts de Pache, si l'on avait surtout disposé du temps nécessaire et de l'ap-

1. *Les justices seigneuriales de la région parisienne de 1580 à 1789*. Paris, Les éditions Domat-Montchrestien, Loviton et C^{ie}, 1933, in-8°, 305 p. ; prix : 40 fr.

2. *Les droits seigneuriaux dans la sénéchaussée et comté de Lauragais* (l'auteur observe que telle est l'orthographe exacte), 1553-1789. Toulouse, Marqueste, 1932, in-8°, 416 p.

3. *Les fournisseurs aux armées sous la Révolution : le Directoire des achats, 1792-1793*. Paris, Margraff, 1932, in-8°, 366 p. ; prix : 40 fr.

pui ferme de la Convention. L'ouvrage révèle, en outre, l'activité de personnages jusqu'alors mal connus ou ignorés : le fournisseur Constantini, Cousin, Max Berr et surtout leur collègue du Directoire, le notable spéculateur Bidermann. Malheureusement, M. Poisson n'a pu profiter du livre de M. Stern sur Simons dont il a été question plus haut.

M. Henri CALVET, étudiant à Paris l'application de la loi du 26 juillet 1793, apporte aussi une précieuse contribution à l'histoire économique de la Révolution, avec un important recueil de textes à l'appui¹. Il a mis en lumière les imperfections d'une loi rédigée hâtivement et pour donner satisfaction aux sans-culottes, puis examiné les agissements des commissaires aux accaparements, tardivement élus par les assemblées de sections, très attaqués, principalement pour des raisons politiques, mais, à ce qu'il semble, assez peu actifs. Dès le mois de septembre, la loi fut remise sur le métier et, à la fin de l'année, suspendue ; elle fut remplacée, le 12 germinal, par un décret qui ne prévoyait plus la peine de mort. Des procès d'accaparement relevés par M. Calvet, il ressort que les accusés qui ont été condamnés à mort étaient par ailleurs inculpés d'incivisme, en sorte que l'accaparement qui leur était reproché prend plutôt figure de circonstance accessoire d'un procès politique. En tout cas, les applications ont été peu nombreuses et la rigueur même de la loi en est sans doute une raison. Son effet a été beaucoup moins de réprimer l'accaparement que de se combiner avec le maximum pour rendre de plus en plus rares les opérations commerciales. Sur les conditions ainsi faites au ravitaillement, on lira avec fruit les indications tirées par M. GASTON-MARTIN du livre de comptes d'une bourgeoise nantaise² : pendant tout l'an II, les prix demeurent stables, mais certaines marchandises qu'on tirait du dehors se font rares. Toutefois, la véritable crise n'a commencé qu'avec la ruine de l'assignat à la fin de l'an III. Sur le commerce maritime, on consultera les articles de M. E. POLLIO³. L'industrie du cuir a été l'objet d'une monographie de M. H. DEPOIS⁴, remarquable par la recherche attentive des documents et par leur élaboration minutieuse. La tannerie, à la veille de la Révolution, était en décadence à cause du régime fiscal, mais aussi de la concurrence anglaise et, semble-t-il, d'une diminution de la consommation. Elle ne disposait ni de machines, ni de procédés chi-

1. *L'accaparement à Paris sous la Terreur. Essai sur l'application de la loi du 26 juillet 1793*. Paris, Impr. nationale, 1933, in-8°, 258 p. (*Mémoires et documents*, publiés par la Commission d'histoire économique de la Révolution, t. V. Cette collection est citée dans la *Rev. hist.*, t. CLXXVI, p. 63).

2. *La vie bourgeoise à Nantes sous la Convention d'après le livre de comptes de M^{me} Hummel, 1793-1795*, dans *La Révolution française*, juillet 1933.

3. *Le commerce maritime pendant la Révolution* (*La Révolution française*, avril et juillet 1933).

4. *Recherches sur l'état de l'industrie des cuirs en France pendant le XVIII^e siècle et le début du XIX^e*. Paris, Impr. nationale (librairie Leroux), 1932, in-8°, 178 p., 14 cartes (*Mémoires et documents*, publiés par la Commission d'histoire économique de la Révolution, t. III).

miques ; liée à la vie rurale et aux cours d'eau, elle était condamnée à la dispersion qui allait plutôt s'accroître. Le capitalisme ne s'y manifestait que sous la forme commerciale. Cette situation a créé des difficultés au Comité de Salut public et à l'Empire ; ce sont d'ailleurs leurs enquêtes de l'an II et de 1812 qui ont servi principalement à M. Depors. Il ne manque à cet ouvrage qu'une étude des prix, les documents ayant fait défaut ; les tableaux du maximum auraient pu cependant fournir des indications.

C'est encore une étude originale, et dont on tirera plus qu'on ne pense pour l'histoire des mœurs autant que pour celle de l'économie, qui a été écrite par M. le colonel HERLAUT sur l'éclairage de Paris pendant la Révolution¹. Il était donné à l'entreprise et nécessitait un capital important, d'autant que, durant les premières années de la Révolution, on pourvut les quartiers qui n'avaient pas encore de lanternes, les Champs-Élysées par exemple ; on éclaira aussi toute la nuit. En 1793, la crise commença et on finit par en venir à la régie, qui fut abandonnée en l'an III ; mais l'entrepreneur ne réussit pas mieux, et la crise monétaire entraîna une décadence visible sous le Directoire. A partir de la fin de l'an II, l'agitation fut continuelle parmi les allumeurs qui réclamaient des augmentations de salaire et finirent, en l'an IV, par obtenir d'être payés à la journée, en menaçant de faire grève.

Quant à l'histoire coloniale, elle a été résumée par M. Carl L. LOKKE, à l'usage des lecteurs américains et d'après la documentation imprimée, avec clarté et un certain sens de la synthèse². Pour les lecteurs français, il faut souhaiter qu'il donne à l'un d'eux l'idée de reprendre le sujet dans le même esprit à l'aide des ressources d'archives.

PAYS RÉUNIS OU VASSAUX. — La bibliographie concernant la Belgique s'est enrichie de plusieurs numéros importants. Ce n'est pas une histoire de la révolution liégeoise que nous offre M. Pierre RECHT, mais un recueil de réflexions en marge de cette histoire, fort suggestives, sinon indiscutables, et qui témoignent d'indépendance d'esprit et de liberté critique³. Elles concernent en premier lieu les caractères du mouvement et les causes de son échec ; au point de vue social, il présente de l'affinité avec la France et les paysans y prirent part ; politiquement, la situation n'était pas la même, l'État étant aux mains du haut clergé, en sorte qu'au début la noblesse fit cause commune avec les bourgeois. Ceux-ci s'effrayèrent et tergiversèrent quand ils virent le peuple intervenir, mais la cause profonde de leur chute fut l'exiguïté de la principauté qui la mettait à la merci des Allemands. Unie aux

1. *L'éclairage de Paris à l'époque révolutionnaire*. Paris, Mellottée, s. d. (1932), in-8°, 278 p. (Bibliothèque d'histoire révolutionnaire fondée par Albert Mathiez).

2. *France and the colonial questions, a study of contemporary french opinion, 1763-1801*. New-York, Columbia University Press, 1932, in-8°, 254 p. (*Studies in history, economics and public law* edited by the Faculty of political science of Columbia University, n° 365).

3. *1789 en Wallonie. Considérations sur la Révolution liégeoise. Ses causes. Causes de son échec. La frontière linguistique*. Liège, Biblio-Liège, 1933, in-8°, 135 p., 1 portrait.

provinces autrichiennes également révoltées, elle aurait présenté un peu plus de surface, sans du reste échapper à son sort, mais la révolution liégeoise et la brabançonne différaient radicalement et, comme l'évêché de Liège constituait la plus grosse partie de la Wallonie, M. Recht soutient que l'opposition s'explique par l'existence d'une conscience collective wallonne et d'une autre flamande. Sur ce qui les distinguait, il n'est pas positif et semble incliner à reconnaître un rôle à l'élément ethnique. Le principe d'une enquête sur le contenu des deux mentalités, dont l'existence serait admise par hypothèse, doit être accordé, mais il ne faudrait pas laisser de reconnaître aux différences économiques, sociales et politiques l'importance que M. Pirenne leur concède et qui, malheureusement, sont loin d'être élucidées, la condition des campagnes belges restant fort mal connue; en sens contraire, il y a lieu de penser que M. Recht a raison d'accorder à la différence de langue et aux sympathies historiques respectives une influence dont M. Pirenne n'a pas tenu compte, sur la constitution de la mentalité collective. En tout cas, on voit que ce petit livre est digne de remarque.

Le volume de M^{lle} Suzanne TASSIER, consacré à la première occupation française¹, est d'un autre caractère, étant fondé sur d'importantes recherches d'archives, notamment dans des fonds des Archives nationales de Paris, demeurés jusque-là inexplorés. On s'étonne que l'auteur n'ait pas songé à visiter les archives du Nord, qui possèdent également, dans la série L, un fonds important sur cette période de la domination française. Les livres de MM. Poisson et Stern manquent aussi à sa bibliographie, ainsi que certains articles de Mathiez. Les premiers chapitres décrivent l'état du pays à la veille de Jemappes; M^{lle} Tassier était préparée à cette tâche par son précédent livre sur les démocrates belges. Mécontents des Autrichiens, les Belges souhaitaient la création d'une république indépendante, mais ils étaient profondément divisés sur la question de savoir si la domination du clergé et les privilèges de la noblesse y seraient conservés. D'un autre côté, les événements marchèrent si vite qu'ils n'eurent pas le temps de s'organiser comme Dumouriez les y appelait. C'est l'intérêt principal de l'ouvrage de décrire avec soin la constitution, la gestion et les réformes des administrations provisoires. Les Liégeois, en versant dans ce que M^{lle} Tassier appelle « une démocratie forcenée » (p. 135), et les clubs, qui, sans demander autre chose que les réformes auxquelles les représentants provisoires étaient favorables, les réclamèrent avec des violences verbales propres à inquiéter les timides, compromirent les chances de conciliation; de son côté, la Convention, par le décret du 15 décembre, bouleversa les conditions de l'expérience, en détruisant d'un coup tout l'Ancien régime et en imposant l'assignat. L'application du décret

1. *Histoire de la Belgique sous l'occupation française en 1792 et 1793*. Bruxelles, librairie Falkfels, G. van Campenhout successeur, 1934, in-8°, 382 p. Une des annexes a été reprise dans un article, *Les sociétés des amis de la liberté et de l'égalité en Belgique en 1792-1793*, paru dans les *Annales historiques de la Révolution française*, juillet 1933.

est très attentivement étudiée, ainsi que la réaction qu'il provoqua. En dernier lieu, l'auteur fournit quelques renseignements précis sur le plébiscite.

M^{lle} Tassier met l'accent sur le sentiment national qu'elle attribue aux Belges de ce temps ; les antagonismes sociaux ne sont pas dissimulés, mais restent au second plan. Peut-être cela tient-il en partie au fait que leurs causes n'ont pas encore été étudiées à fond comme nous l'avons remarqué plus haut ; cependant, il ne paraît guère douteux que M^{lle} Tassier, plus ou moins consciemment, croit à l'existence d'une tradition nationale ancienne et transporte dans le passé les sentiments du présent. En fait, la question essentielle était d'ordre social ; les *Statistes* étaient prêts à accepter n'importe quelle domination si elle maintenait l'Ancien régime ; ils s'étaient soulevés contre l'Autriche pour le défendre et c'est pour la même raison qu'ils ont fait échouer la République proposée par Dumouriez et combattu ensuite la domination française ; les *Vonckistes* n'ont pas réussi parce qu'ils ne se sont pas résignés aux mesures hardies qui, en France, ont gagné les paysans à la Révolution ; les Liégeois se sont montrés francophiles parce qu'ils étaient résolus à renverser l'aristocratie. Il ne pouvait pas se former de nation belge tant que le problème n'était pas résolu : c'est la seconde domination française qui la rendra possible, en modernisant la société, en créant les cadres de l'État et en assurant l'unité territoriale. Sur un point, l'examen du plébiscite, le point de vue de M^{lle} Tassier l'a induite à une erreur grave. Préoccupée de montrer les Belges hostiles à l'annexion, elle a comparé le nombre des votants à celui des habitants pour conclure à une proportion très faible des premiers ! Par exemple, dans l'enclave de Couvin, elle note 9,523 habitants, 1,855 votants, dont 1,747 favorables, et conclut à une minorité. Mais, sur 9,523 habitants, quel était le nombre des hommes majeurs ? On ne sait ; vraisemblablement, il ne devait pas dépasser beaucoup 2,000. En réalité, la réunion a donc été votée par une très forte majorité, et toute cette question est à reprendre.

Antérieurement, M. ORIENT LEE avait étudié les comités et les clubs des Belges et des Liégeois réfugiés en France¹. Il a convenablement marqué l'opposition entre Statistes et Vonckistes, entre Brabançons et Liégeois, et donné quelques renseignements sur leurs clubs et leurs divisions intestines. Sur l'aide militaire que les réfugiés apportèrent aux Français, son livre est fort succinct ; il ne s'est pas non plus préoccupé de l'attitude des partis en France à l'égard de la question belge ni montré que les patriotes belges étaient devenus suspects lorsqu'à la fin de 1793, la conspiration de l'étranger mit les comités en défiance contre les aventuriers mêlés à l'hébertisme. En dépit d'un effort louable chez un étudiant étranger, la documentation reste incomplète.

M. le baron Paul VERHAEGEN, ayant eu communication de la correspon-

1. *Les comités et les clubs des patriotes belges et liégeois, 1791-an III*. Paris, Jouve et C^{ie}, 1931, in-8°, 245 p. (thèse d'université).

dance de Cornet de Grez avec son notaire et son homme d'affaires à Douai, l'a publiée en grande partie et l'a fait suivre de trent-huit documents complémentaires¹. Le premier chapitre raconte la vie du personnage jusqu'en 1787 et ses lettres sont reliées par des exposés de l'éditeur, de manière que l'ouvrage forme une biographie, bien que constitué essentiellement par une publication de textes. Cornet de Grez, noble et fonctionnaire autrichien, était acquis à l'esprit de l'Aufklaerung, très anticlérical en dépit de son catholicisme sincère, et favorable aux réformes. Mais celles de Joseph II l'inquiétèrent parce qu'il connaissait bien ses compatriotes. Quand les troubles commencèrent, il alla s'installer à Douai où il acheta des biens nationaux. En 1792, il reparut un moment à Bruxelles, mais refusa de siéger à l'administration provisoire quand il se fut rendu compte que l'échec était inévitable. Revenu en France, il fut arrêté le 2 avril 1793, mais le Comité de sûreté générale le libéra en août et, en 1795, il put retourner en Belgique où il se tint désormais à l'écart et refusa de servir Bonaparte. Il mourut en 1811. Sa correspondance sera fort utile aux futurs historiens de la Révolution en Belgique.

Pour la seconde domination française, notons l'opuscule de M. Charles PERGAMENI sur le culte décadaire au temps du Directoire², et la contribution anecdotique de M. Georges DE FROIDCOURT sur les exécutions capitales à Liège, laquelle dépasse d'ailleurs la période en question³. Saluons surtout la publication de M. L. DELATTE, qui, pour la première fois, nous apporte des renseignements précis et étendus sur la vente des biens nationaux, en l'espèce dans l'arrondissement de Namur⁴. Le dépouillement des documents a été exécuté avec une méthode irréprochable et, faute de pouvoir recourir aux archives de l'enregistrement comme en France, les fonds des notaires et le cadastre ont été utilisés. Le chapitre IV constitue, en outre, une étude de la situation des campagnes qui apporte des précisions numériques : la propriété ecclésiastique est estimée à 16,48 pour cent du territoire, proportion qui se rapproche de celle du Cambrésis ; comme elle comprenait beaucoup de bois que l'État conserva, on n'a déplacé que 9,5 pour cent de la superficie. On a vendu, en outre, des biens domaniaux et des propriétés d'émigrés. Dans ce département de Sambre-et-Meuse, les adjudications commencèrent en pluviôse V, sous le régime de la loi du 16 brumaire, et épuisèrent promptement presque tout le stock. Comme, dans le reste de la Belgique, la vente

1. *Le conseiller d'État comte Cornet de Grez*. Bruxelles, La Renaissance du livre, 1934, in-8°, 374 p., portrait.

2. *Le « culte national » à Bruxelles sous le Directoire*. Bruxelles, Société royale d'archéologie, 1934, in-8°, 23 p. (extrait des *Annales de la Société royale d'archéologie de Bruxelles*, t. XXXVIII).

3. *La guillotine liégeoise et les exécuteurs des arrêts criminels*. Liège, Georges Thone, 1934, in-8°, 79 p., illustrations.

4. *La vente des biens nationaux dans l'arrondissement de Namur*. Namur, Jacques Godenne, 1934, in-8° (extrait du t. XL des *Annales de la Société archéologique de Namur*, p. 189-339).

eut lieu surtout sous le Consulat et l'Empire, M. Delatte observe qu'ailleurs les résultats pourront être différents. La loi de l'an V, notamment, comportait en faveur des religieux belges une exception importante : elle les autorisait à donner en paiement des biens nationaux les bons qui leur étaient accordés pour l'acquit de leurs pensions. Certains en ont profité pour acheter en groupes dans l'intention de conserver ces propriétés à l'Église ; d'autres ont acquis isolément, le plus souvent au profit d'un tiers qui leur avait versé la valeur de leurs bons en numéraire ; s'ils s'étaient unanimement concertés, ils auraient pu reconstituer en grande partie la propriété ecclésiastique dans ce pays. La noblesse, la vieille bourgeoisie se sont abstenues ; les paysans aussi la plupart du temps ; M. Delatte estime qu'en général c'est la situation économique fâcheuse et la persuasion que les Autrichiens allaient revenir qui les a retenus, plus encore que le sentiment religieux. Dans presque toutes les communes, il n'y a qu'un ou deux acquéreurs ; les grands fermiers d'abbayes n'en fournissent que quatre. Les domaines ont été accaparés par des spéculateurs français comme Paulée, des bourgeois de Namur et des fonctionnaires ; beaucoup les ont conservés, Paulée par exemple. Cependant, il y a eu des reventes, quelquefois après morcellement, et la propriété paysanne en a profité pour s'accroître un peu ; après 1825, cette diffusion s'est accentuée. Au point de vue financier, l'opération a été mauvaise : l'adjudication atteint souvent quatre à cinq fois la valeur du bien, mais le paiement en papier déprécié ramène le produit au quart environ du prix courant des terres et le versement en numéraire n'atteint pas le quart des sommes payées. On exprime l'espoir que cette belle étude suscitera bientôt des travaux qu'on pourra lui comparer.

Pour la Suisse, on parcourt avec agrément les notices que M. Maurice MOECKLI-CELLIER¹ a consacrées aux différents écrivains romands qui se sont intéressés à la Révolution française et qui, sauf Roverea, ont manifesté de la sympathie pour les principes de 1789, sans aller ordinairement au delà. La bibliographie est abondante, mais parfois incertaine : on y trouve le manuel de Mallet, tandis que les ouvrages de Mathiez y manquent.

Le second des cahiers publiés par le Centre d'études de la Révolution contient, d'autre part, les conférences de M. Édouard CHAPUISAT sur l'influence de la Révolution en Suisse et sur l'histoire du département du Léman². Enfin, M. Rolf LEUTHOLD a raconté les vicissitudes du canton de Baden pendant la durée de l'Helvétique³. Dans l'Ancien Régime, le comté et les bailliages de Baden faisaient partie des terres sujettes. C'était un pays agricole où pourtant l'industrie textile et celle de la paille tressée complétaient les

1. *La Révolution française et les écrivains suisses-romands, 1789-1815*. Neuchâtel et Paris, Éditions Victor Attinger, 1931, in-8°, 390 p.

2. *L'influence de la Révolution française sur la Suisse. Le département du Léman*. Paris, Recueil Sirey, s. d. (1934), in-8°, 74 p.

3. *Der Kanton Baden*. Aarau, Sauerländer, 1934, in-8°, 243 p., carte.

ressources. Les idées nouvelles étaient inconnues de la population que la dime et les redevances féodales chargeaient lourdement, mais qui ne semble pas s'être jugée trop malheureuse. Quand la Révolution survint, le clergé catholique lui en inspira l'horreur. De 1792 à 1798, le pays souffrit un peu de se trouver pris entre l'Allemagne et la France et de voir le commerce gêné par les exigences de l'Autriche. Peu à peu, il se constitua une minorité de patriotes. Quand les Français approchèrent en 1798, une administration provisoire fut instituée ; les paysans poussés par les prêtres firent mine de se soulever, mais l'occupation française les calma sans peine. Cette petite région fut érigée en canton. Elle ne se passionna pas pour les coups d'État successifs qui bouleversèrent le gouvernement helvétique ; son histoire administrative occupe la plus grande partie du livre. Les traits principaux sont le séquestre des biens ecclésiastiques, la suppression de la dime qui fournissait une part des dépenses publiques, en sorte que l'assistance et les écoles furent atteintes¹, et surtout les charges écrasantes que la guerre imposa aux habitants. L'autonomie ne paraît pas non plus avoir été fort appréciée. L'acte de la Malmaison, puis la constitution fédéraliste réunirent le canton à celui d'Argovie et, finalement, l'acte de médiation consacra la fusion, à part quelques lambeaux accordés à Lucerne et à Zurich. Dans l'ensemble, l'impression est semblable à celle que laisse l'étude de M. Büchi sur le canton de Soleure.

II. — PÉRIODE IMPÉRIALE

PUBLICATION DE DOCUMENTS. — Le grand événement a été la publication des mémoires de Caulaincourt, attendue depuis si longtemps². M. LÉVY-SCHNEIDER les ayant présentés à nos lecteurs³, nous n'insisterons pas longuement. On tombe d'accord qu'ils constituent sur la personne et la pensée de Napoléon un document d'exceptionnelle importance ; sur les missions de Caulaincourt et sur l'histoire de la campagne de Russie, c'est aussi un témoignage précieux. Il faut pourtant bien ajouter que, pour ce qui concerne l'attitude de Caulaincourt lui-même à l'égard d'Alexandre et aussi des coalisés en 1813, ils n'ont pas mis fin à nos perplexités. M. HANOTEAU, qui les a fait précéder d'une excellente biographie, ne dissimule pas les termes du problème, tout en écartant le blâme. Mais, enfin, on espérait que Caulaincourt s'expliquerait sur ses rapports avec Talleyrand, sur son rôle à Erfurt et lors du mariage du neveu de son ami avec la fille de la duchesse de Courlande, sur les négociations de Pleiswitz et de Dresde ; on concède que les propos rapportés par Metternich n'offrent pas caution bourgeoise, mais il est bien difficile

1. Sur la dime et les droits féodaux, la thèse importante de M. Hans SCHENKEL (1931) ne nous est point parvenue.

2. *Mémoires du général de Caulaincourt, grand écuyer de l'empereur*. Paris, Plon, s. d. (1933), 3 vol. in-8°, 444, 409, 495 p.

3. T. CLXXIII, p. 342. Voir aussi *Revue de l'Université de Lyon*, février 1934.

de mettre en doute ceux de Schouvalof. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'ils sont étranges et que, si Caulaincourt était un bon soldat, il était fâcheux diplomate.

On a donné des souvenirs du comte de Rochechouart une nouvelle édition, non expurgée cette fois¹. Né en 1788, il passa en France les années révolutionnaires. Emmené à Hambourg en 1798 par sa mère, qui s'était faite, sous le Directoire, l'agent de l'Angleterre en France, il fut enrôlé pour le Portugal et y fit la guerre des Oranges. Licencié après la paix d'Amiens, il passa en Russie où le duc de Richelieu l'accueillit à Odessa. Il fit campagne contre les Turcs, puis suivit Tchitchagov jusqu'à la Bérésina. Ensuite, il marcha avec les coalisés à travers l'Allemagne et la France. Ses mémoires deviennent surtout intéressants avec la campagne de 1814 et la rentrée à Paris. En 1815, il partit pour Gand. En 1815, il était commandant de Paris, lors de l'exécution de Ney, à laquelle il présida.

Les souvenirs du comte de Lignières sont de moindre portée, mais contiennent pourtant des indications intéressantes². A vrai dire, ce ne sont pas des mémoires proprement dits, mais des notes qu'un de ses petits-fils a classées. Né à Ham en 1785, sa famille fut emprisonnée pendant la Révolution, mais il n'a plus sur ce point de notions bien précises. Ses parents consentirent difficilement à le laisser entrer à l'école de Fontainebleau, mais enfin ils se firent une raison. La campagne de 1806 ayant commencé, il fut brusquement nommé sous-lieutenant et expédié à Berlin, d'où il alla combattre à Eylau et à Friedland. De 1808 à 1810, il fit la guerre d'Espagne. En 1811, on le fit passer à la Vieille Garde et il partit avec elle pour la Russie. Il servit ensuite jusqu'à la prise de Paris. Il ne raconte presque rien de ses batailles, mais il s'étend sur ses cantonnements et rapporte des anecdotes. Sur les campagnes d'Espagne, on observe qu'il ne donne pas l'impression d'une guerre désastreuse et n'aligne aucune des horreurs auxquelles on est habitué. Pendant les Cent-Jours, il ne se jugea pas en droit de reprendre du service ; après Waterloo, il entra dans la légion de la Somme, ensuite 40^e de ligne. On trouvera plaisant le récit relatif à une société légitimiste fondée pour contre-carrer les menées des officiers libéraux : le procureur du roi y fut admis et, pour l'éprouver sans doute, on lui expliqua qu'il s'agissait de substituer le duc d'Orléans à Louis XVIII. Il accepta, puis s'empressa de dénoncer la trame. Les officiers furent changés de régiment et Lignières quitta l'armée. Il y retourna en 1830 et finit sa carrière en Algérie. Incertain entre la royauté légitime et la France moderne en 1815, il finit par pencher vers cette dernière et c'est le principal intérêt de ses mémoires.

Les souvenirs de Guitard, grenadier de la garde, publiés par M. E.-H. GUI-

1. *Souvenirs de la Révolution, l'Empire et la Restauration, par le général comte de Rochechouart*. Paris, Plon, 1933, in-8°, 515 p.

2. *Souvenirs de la Grande Armée et de la vieille garde impériale. Marie-Henry, comte de Lignières, 1785-1806*. Paris, Éditions P. Roger, s. d. (1933), in-8°, 235 p., 8 planches.

TARD, sont plus sommaires¹. C'était un conscrit de 1809 qui avait acheté un remplaçant 6,000 francs ; mais, comme on lui réclamait un important supplément, il préféra partir. On l'incorpora dans la Jeune Garde et on l'expédia au front après quinze jours de caserne, faisant deux étapes par jour et une heure d'exercice dans l'intervalle. De Strasbourg, on le mena au Tirol en charrette. Il arriva juste à temps pour se battre à Wagram. En 1810, il fit le service des convois dans le nord de l'Espagne, puis entra, en 1811, à l'école de Fontainebleau ; il en sortit au bout de trois mois pour entrer dans les cadres d'un régiment destiné à la Russie : il n'arriva qu'à la fin de la campagne et en Volhynie. La guerre s'acheva pour lui en 1813 : il fut fait prisonnier au cours des opérations contre Bernadotte. Lui aussi dit peu de chose des opérations militaires. Les cantonnements et les menus incidents ont laissé plus de traces dans sa mémoire que les dangers de la bataille.

Très substantiel est, au contraire, le journal de la campagne de 1815 rédigé par CAVALIÉ MERCER, officier d'artillerie à cheval dans l'armée anglaise². Il résulte de son récit qu'à Waterloo il joua un rôle peut-être décisif en prenant l'initiative d'ouvrir le feu à mitraille sur les cuirassiers qui menaçaient de mettre les Brunswickois en déroute ; il ne pardonne pas à Wellington d'avoir fait le silence sur son exploit. La plus grande partie du journal est consacrée au séjour que Mercer fit en Belgique avant la bataille et au temps qu'il passa en France jusqu'au 7 septembre, puis de novembre 1815 à janvier 1816. Ses impressions et ses descriptions sont dignes de la plus grande attention.

Rappelons que MM. C. BENEDECK et O. ERNST ont révélé l'existence aux Archives d'État à Vienne de lettres adressées par Talleyrand à l'empereur et par celui-ci à Champagny, vendues par Talleyrand à Metternich en 1817³. Une partie en avait déjà été publiée ; les lettres inédites données par M. DARD dans la *Revue des Deux Mondes* ne sont pas d'importance capitale⁴. Enfin, M. LACOUR-GAYET a produit un fragment autographe des mémoires de Talleyrand qui confirme ce qu'on savait déjà de la manière, pour le moins singulière, dont M. de Bacourt comprenait les devoirs d'un éditeur⁵.

L'enquête suggérée par M. Marc Bloch, proposée par l'assemblée des archivistes de 1931 et prescrite par la circulaire ministérielle du 30 octobre 1931, sur les plans cadastraux du Consulat et de l'Empire, a déjà provoqué la publication de plusieurs répertoires : celui de M. Jean RÉGNÉ pour l'Ardèche⁶ ; celui de M. René JOUANNE pour l'Orne, avec une importante étude

1. *Souvenirs militaires du Premier Empire. Mémoires du grenadier de la garde Joseph-Espri-Florentin Guitard, 1809-1815*. Paris, Guitard, 1934, in-12, 61 p.

2. *Journal de la campagne de Waterloo*, par CAVALIÉ MERCER ; traduction de Maxime VALÈRE. Paris, Plon, s. d. (1933), in-8°, 268 p.

3. *Revue de Paris*, 15 décembre 1933.

4. 1^{er} avril 1934.

5. *Académie des sciences morales et politiques*, 10 février 1934 ; *Revue de Paris*, 15 août 1934.

6. *Répertoire des plans cadastraux parcellaires de l'Ardèche*. Annonay, Décombe frères, 1933, in-8°, 67 p.

qui retrace les vicissitudes des tentatives du Consulat et la grande opération poursuivie à partir de 1807, qui ne fut terminée que sous Louis-Philippe¹; celui, enfin, de M. PIÉTRESSON DE SAINT-AUBIN pour l'œuvre du Consulat dans le Nord².

HISTOIRE GÉNÉRALE ; NAPOLÉON ET SA FAMILLE. — Les livres ne manquent pas ; le prestige de l'empereur demeure tout-puissant auprès des auteurs, des lecteurs et des éditeurs ; malheureusement, ils n'ajoutent rien à ce que nous savons et, trop souvent, leur documentation témoigne d'un travail précipité.

L'œuvre la plus étendue de ces dernières années est due à M. F.-M. KIRCHEISEN, qui est parvenue au terme avec son neuvième volume³. Cette grande publication ne comporte pas d'appareil critique et n'apporte rien de bien nouveau, mais elle est bien informée. En dépit du sous-titre, c'est une biographie et, en somme, du type traditionnel, presque uniquement diplomatique et militaire. Les institutions y tiennent peu de place ; la vie sociale, économique et spirituelle encore moins. Le résumé que l'auteur en a donné en deux volumes, qui ont été traduits en français, présente naturellement le même caractère⁴.

Le dessein de M. Louis MADELIN était différent à en juger par le titre : il s'agissait d'embrasser dans son ensemble une période de l'histoire de France⁵. Le même auteur, dans un livre de dimensions beaucoup moindres, s'est également défendu d'écrire une biographie et s'est proposé de marquer les traits essentiels et originaux de la « construction » napoléonienne⁶. On est un peu embarrassé pour se faire une opinion sur ces volumes. Ils comportent des lacunes graves et des parties superficiellement traitées ; la bibliographie jointe à chacun des chapitres du premier n'est pas à jour et certaines de ses omissions surprennent. Mais M. Madelin, à maintes reprises, annonce qu'il les développera et complétera, dans des ouvrages plus vastes qu'il prépare sur la vie de l'empereur et sur son temps. Il reste donc à lui faire crédit, en observant que plus d'un lecteur eût préféré consulter d'abord l'œuvre achevée. Il est difficile de contenir son étonnement, en lisant une histoire du Consulat et de l'Empire où l'armée ne se voit même pas consacrer une page.

Les préoccupations racistes s'infiltrèrent assez singulièrement chez certains des biographes de Napoléon. Le petit livre de M. Madelin nous le présente

1. *Les origines du cadastre ornaïs. Étude suivie du répertoire critique des plans des archives départementales depuis l'an XI*. Alençon, Impr. alençonnaise, 1933, in-8°, 258 p., 2 plans.

2. *Le cadastre du Consulat dans le département du Nord* (*Revue du Nord*, août 1934).

3. *Napoleon I. Sein Leben und seine Zeit* ; IX^{ter} Band : 1812-1821. Munich, Langen und Müller, 1934, in-8°, 613 p., illustrations.

4. *Napoléon* : traduit de l'allemand par J.-G. GUIDAU. Paris, Plon, s. d. (1934), 2 vol. in-8°, 306 et 380 p.

5. *Le Consulat et l'Empire*. Paris, Hachette, s. d. (1932 et 1933), 2 vol. in-8°, 451 et 454 p. (*L'histoire de France racontée à tous*, publiée sous la direction de M. Funck-Brentano).

6. *Napoléon*. Paris, Dunod, s. d. (1934), in-12, 447 p. (collection « Les constructeurs »).

comme un « Italien, un Latin pur sang » ; sa mère aussi est « d'une race très pure, naturellement d'origine italienne » ; c'est pourquoi il est « le fils de Rome » et ne fait que « retrouver » la tradition des constructeurs : c'est « la voix du sang ». M. B. FORTESCUE fait entendre un autre son de cloche¹ : Napoléon est un Corse et les Corses sont des Lybiens ; l'auteur dit aussi des Arabes ou des Arabo-Berbers ; et il retrouve dans le physique et la psychologie du héros « le reflet africain » : la liberté des mœurs, la vendetta (voilà pourquoi il s'est acharné contre l'Angleterre), le ton d'assurance, le goût du pillage, le scepticisme religieux (il paraît que l'Arabe est le plus sceptique et le plus irréligieux de tous les nomades), l'attachement au clan, la répugnance à la discipline et surtout la volonté d'être toujours le premier partout, ce qui, comme chacun sait, est le trait distinctif du jacobin, en sorte que, par une coïncidence providentielle, le « corsianisme arabo-berbère » de Bonaparte s'est acclimaté sans difficulté dans la France révolutionnaire. Il ne reste plus qu'un pas à faire et à montrer que la Révolution s'explique au fond par les invasions arabes et n'est qu'une revanche contre Charles-Martel ; il y a là un champ fécond pour l'érudition de M. Fortescue. Ce n'est pas tout à fait la France « négroïde » de qui l'on sait, mais, en apprenant que Napoléon n'était au fond qu'un « native » africain, l'aristocratie des dolichocéphales blonds, ou soi-disant tels, se sentira grandement réconfortée.

Le livre de M. le général CAMON nous distrait de ces perspectives accablantes en nous ramenant à l'histoire². On sait qu'il s'est efforcé, et depuis longtemps, de réduire la stratégie napoléonienne à un système normal de manœuvre. Il en cherche maintenant l'origine dans les ouvrages que Bonaparte a pu lire ou dont les doctrines ont pu lui être transmises par ses maîtres ; il montre comment le « schéma napoléonien » a achevé de se constituer au cours de la première campagne d'Italie. Peut-on ramener les campagnes de l'empereur à un schéma unique ? Je doute que les techniciens soient unanimes là-dessus ; mais, enfin, sa stratégie repose sur des principes, et M. Camon en a éclairé les origines historiques. Toutefois, il doit beaucoup à Colin, bien que les indications de ce dernier fussent, comme il le rappelle, un peu sommaires au point de vue documentaire.

Avec M. André SUARÈS, nous abandonnons de nouveau l'histoire pour passer, cette fois, aux considérations subjectives³. D'un tel écrivain, elles ne sauraient être indifférentes à ceux qui le lisent et l'aiment depuis longtemps et, bien que l'historien ait un autre point de vue, il les souscrita plus d'une fois.

Le livre de M. LORENZI DE BRADI est une biographie fragmentaire, d'ailleurs vive et pittoresque, qui n'apporte de nouveau qu'une lettre, écrite en

1. *Napoleon's heritage. An ethnic reconstruction which explains his mortal duel with England.* London, John Murray, s. d. (1934), in-8°, 318 p.

2. *Quand et comment Napoléon a conçu son système de manœuvre.* Paris, Berger-Levrault, 1931, in-8°, 169 p., carte et croquis ; prix : 18 fr.

3. *Vues sur Napoléon.* Paris, Grasset, s. d. (1933), in-8°, 276 p.

italien à Joseph par son frère, et que l'auteur croit authentique¹. L'opuscule de M. Karl HANSCHOFER² et le petit volume de M. Raffaele CIAMPINI³ sont des ouvrages de vulgarisation nécessairement sommaires. Celui de M^{me} Laurence CURRIE⁴ sur Napoléon et ses maréchaux ne paraissait vraiment pas s'imposer et on n'y découvre aucune « lumière nouvelle ». La biographie de Letizia Bonaparte, par M^{me} Lydie PERETTI⁵, se distingue par une admiration sans bornes que la lecture de Frédéric Masson aurait dû ramener à des proportions modestes. Celle de Marie-Louise, due à M. Antonio VALERI, est de lecture agréable, mais n'apprend rien de neuf⁶; on en peut dire autant de la brève esquisse consacrée au roi de Rome par M. R. MAC NAIR WILSON⁷. On apprendra davantage sans doute dans l'ouvrage de Miss E. M. ODDIE⁸ sur les séjours des Bonapartes aux États-Unis, bien qu'à part Jérôme et le fils de Louis leurs faits et gestes ne tiennent pas grande place dans l'histoire; on y voit défilér les filles de Joseph, les fils de Lucien et ceux de Murat, mais c'est Élisabeth Patterson et son fils qui occupent la place d'honneur.

HISTOIRE INTÉRIEURE. — M. Ernest D'HAUTERIVE a écrit un agréable et instructif volume sur les menées royalistes en 1800, principalement avant Marengo; les documents relatifs aux services de Fouché avaient toutefois été utilisés déjà par M. Madelin⁹. M. G. LENÔTRE a porté son attention sur les déportés de l'an IX¹⁰, — sur une partie seulement, car il ne parle que de ceux qui furent embarqués en 1801 pour les Seychelles; ses chiffres ne sont pas bien sûrs, car, p. 67, on voit la corvette *La Flèche* emmener trente-huit prisonniers; p. 88, ils sont quarante; *La Chiffonne* en aurait reçu trente-deux. Pariset avait donné le nombre de soixante-douze en tout et on voudrait savoir si M. Lenôtre le rectifie ou non. L'occasion était belle de donner un état nominatif des déportés, mais il manque. Si l'on s'attend à lire des renseignements sur leur passé, on ne sera pas déçu, à la condition de ne pas exiger d'étude critique. M. Lenôtre s'est contenté de reproduire les dénonciations et les rapports de police qui leur étaient défavorables sans pousser plus loin la curiosité. Le titre lui-même est tendancieux: Rossignol était-il, à proprement parler, un terroriste? Et pourquoi les « derniers »? D'autres ont vécu plus longtemps; l'épithète donne à croire que les proscrits s'étaient

1. *Les misères de Napoléon*. Paris, Éditions Tallandier, s. d. (1934), in-8°, 377 p.; prix : 15 fr.

2. *Napoléon I^{er}*. Lubeck, Charles Coleman, 1933, in-8°, 61 p.; prix : 60 pf.

3. *Napoleone*. Florence, Vallecchi, s. d. (1932), in-16, 338 p.; prix : 3 l.

4. *The Bâton in the Knapsack*. Londres, John Murray, s. d. (1934), in-8°, 223 p., illustrations; prix : 12 sh.

5. *Letizia Bonaparte*. Paris, Plon, 1932, in-8°, 244 p.

6. *Maria Luisa, 1791-1847*. Milan, A. Corticelli, s. d. (1934), in-8°, 335 p.

7. *The King of Rome*. S. l. [Édimbourg], Peter Davies, 1932, in-8°, 159 p.

8. *The Bonapartes in the new world*. Londres, Elkin Mathews and Marrot, 1932, in-8°, 302 p., illustré.

9. *La contre-police royaliste en 1800*. Paris, Perrin, s. d. (1931), in-8°, 224 p.; prix : 15 fr.

10. *Les derniers terroristes*. Paris, Firmin-Didot, s. d. (1932), in-8°, 218 p.

rendus coupables d'une suprême activité terroriste, en l'espèce l'attentat de la rue Saint-Nicaise. M. Lenôtre n'a pas non plus jugé à propos de rappeler que, parmi les 130, figuraient Talot, Destrem, Choudieu, Lepelletier, qu'il n'aurait pas pu compter parmi les massacreurs de septembre et dont il n'aurait pas pu contester l'honnêteté.

Du Consulat, nous passons à la fin de l'Empire avec la thèse de M. Scandar Naguil FAHMY, sur la France en 1814¹. Ses lectures sont étendues et il a utilisé les rapports d'Angès, commissaire provisoire à la police, ainsi que ceux de Pasquier. On appréciera ce qui concerne l'état du pays et l'opinion, ainsi que la partie consacrée à l'administration du gouvernement provisoire. L'étude de la constitution sénatoriale est moins neuve que ne le pense l'auteur et, quant aux dispositions des alliés, il n'apporte rien de bien curieux non plus. Ce qui pique surtout l'attention, c'est le passage où les mémoires de Caulaincourt « sont de l'avis général apocryphes ». De l'avis général ! Voilà qui va bien, mais cela ne dispensait pas M. Fahmy de motiver son approbation. Il ne s'est donc pas servi de Caulaincourt et il en résulte que son récit de la journée du 31 mars est en contradiction avec ce dernier, au tome III, p. 126. C'était pourtant l'occasion d'une discussion critique.

C'est en province, dans la Haute-Garonne, que M^{me} Madeleine ALBERT a étudié la première Restauration². Ses recherches sont restées incomplètes. Comment expliquer que les ouvrages de M. Benaerts sur les commissaires extraordinaires de 1814 et de M. Le Gallo sur les Cent-Jours ne soient pas cités ?

Citons encore les recherches de M. Louis-Jean ADHER sur les élections à la Chambre des représentants, en mai 1815³. Quant au livre de M. Ch. FLO-RANGE sur la marche de Napoléon du golfe Jouan à Paris⁴, c'est un récit, sans références, qui ne prétend sans doute pas accroître nos connaissances, mais qui est joliment illustré, notamment au moyen d'images populaires. Ajoutons, pour mémoire, qu'on a réédité l'ouvrage bien connu de M. Paul GAUTIER sur Napoléon et M^{me} de Staël, allégé de ses notes et aminci à l'aide de coupures⁵.

Quelques publications sur les institutions. Les thèses de M. Jean THIRY sur le Sénat de Napoléon⁶, sujet de médiocre intérêt parce que les membres de cette assemblée gardaient le silence et qu'on sait peu de chose de leurs propos et de leurs intrigues probables, n'ajoutent guère à nos connaissances

1. *La France en 1814 et le gouvernement provisoire, 31 mars-14 avril 1814*. Paris, Les Presses modernes, 1934, in-8°, xxiii-305 p. (thèse d'université).

2. *La première Restauration dans la Haute-Garonne*. Paris, Gamber, 1932, in-8°, 182 p. (thèse de doctorat ès lettres).

3. *La Révolution française*, janvier 1933.

4. *Le vol de l'Aigle, 1815*. Paris, Margraff, Clavreuil, 1932, in-8°, 112 p., 32 gravures.

5. Paris, Plon, 1933, in-12, 316 p., 8 gravures ; prix : 15 fr. (Bibliothèque historique Plon).

6. *Le Sénat de Napoléon, 1800-1814*. Paris, Éditions Berger-Levrault, 1931, in-8°, viii-427 p. — *Rôle du Sénat de Napoléon dans l'organisation militaire de la France impériale, 1800-1814*. Paris, Éditions Berger-Levrault, 1931, in-8°, 174 p.

et ne donnent même pas ce qu'on pouvait espérer : une bibliographie complète (l'auteur ne cite pas sa propre thèse de droit sur le même sujet, ni celle de Le Sciellour, *La liberté individuelle sous le Consulat et l'Empire*, ni les articles de M. Lévy-Schneider, dans la *Révolution française* de 1908-1909, sur la garde nationale), la liste des sénateurs avec notices de leur carrière, celle des sénatoreries, un état de toutes les affaires relatives à la liberté individuelle et à la liberté de la presse qui ont été soumises aux deux commissions de l'assemblée. L'auteur a eu le mérite de dépouiller les archives du Sénat : elles ont fort peu d'intérêt, mais les historiens seront désormais exempts d'y perdre leur temps. Sa thèse complémentaire complète les renseignements fournis par M. Bénéarts sur les commissaires extraordinaires de 1814 à l'aide de la correspondance de Montalivet et des archives de la Guerre.

On a déjà présenté à nos lecteurs la biographie de Chaptal, qui constitue la thèse de droit de M. J. PIGEIRE¹, ouvrage consciencieux, mais qui laisse en suspens plusieurs questions essentielles, comme le rôle de Chaptal dans l'aventure fédéraliste et l'influence qu'il a pu exercer sur la politique douanière de Bonaparte.

M. l'abbé Jacques MOULARD a repris et complété ses deux thèses sur l'administration du comte de Tournon, en trois gros volumes² fondés sur l'exploration des archives publiques et surtout des archives privées où sont conservées 3,500 lettres de Tournon, celles de ses correspondants et nombre de dossiers administratifs. Le premier volume raconte la jeunesse du personnage, qui devint auditeur au Conseil d'État le 2 février 1806 et, bientôt après, intendant de Bayreuth, où il resta jusqu'en 1810, date à laquelle l'empereur céda la principauté à la Bavière. On y trouvera la description de l'administration prussienne et celle de l'occupation française. Tournon devint ensuite préfet de Rome, et le tome II doit être considéré comme une étude définitive de l'administration impériale dans le département du Tibre, à la place de l'ouvrage de M. Madelin. Le troisième est consacré à l'histoire de la Gironde sous la direction de Tournon, de 1815 à 1822, puis à celle du Rhône, où il fit un court séjour avant d'entrer au Conseil d'État et bientôt à la Chambre des pairs. Ce fut un préfet remarquable qui continua dignement la tradition des grands administrateurs du Consulat.

L'histoire économique n'est pas très en honneur. La thèse de M. Georges MAUCO sur les migrations ouvrières au temps de l'Empire³, d'après les rapports des préfets de 1808 à 1813, rassemble des indications, en partie numériques, qui sont fort utiles, mais l'ouvrage aurait été de plus grande

1. Voir t. CLXXII, p. 527.

2. *Le comte Camille de Tournon auditeur du Conseil d'État, intendant de Bayreuth, préfet de Rome, de Bordeaux, de Lyon, pair de France, 1778-1833*. Paris, Champion, 1929-1933, 3 vol. in-8°, xciv-245, iii-507, ii-722 p.

3. *Les migrations ouvrières en France d'après les rapports des préfets de l'Empire de 1808 à 1813*. Paris, Lesot, 1932, in-8°, 74 p., 2 cartes.

valeur encore si les statistiques préfectorales, rédigées sous le Consulat et au début de l'Empire, avaient été également explorées. On attendait beaucoup de la monographie sur Anvers à l'époque napoléonienne, publiée par M. Arthur FISCHER ; elle contient effectivement quelques indications sur les travaux publics et sur le commerce, mais pas d'étude d'ensemble sur ces deux points essentiels, non plus que sur l'administration de la ville, sur la bourgeoisie et les maisons de commerce, d'industrie et de banque ; c'est surtout une chronique, où les visites de l'empereur et les fêtes tiennent la plus grande place¹.

L'EUROPE A L'ÉPOQUE NAPOLEONNIENNE ; LA DIPLOMATIE ET LA GUERRE. — On trouvera une bibliographie et une mise au point claire et attrayante des travaux sur la politique de la France à l'égard de la Louisiane, précisée par des investigations d'archives, dans l'ouvrage de M. E. WILSON LYON². Dans son opinion, Vergennes n'a pas songé à revenir sur la cession dont Choiseul avait eu l'initiative. La première suggestion serait venue de Moustier, ambassadeur aux États-Unis, vers 1787, en vue de faire du pays un entrepôt libre et une colonie autonome, destinée à approvisionner les Antilles et à barrer la route à la colonisation américaine. De même, la thèse de l'auteur est que la politique de la République et de Bonaparte n'a pas été, du moins uniquement, de considérer la Louisiane comme une monnaie d'échange et un expédient diplomatique, et qu'elle l'a envisagée aussi comme un des éléments d'une nouvelle expansion coloniale. L'expédition de Saint-Domingue lui paraît indépendante des projets de Bonaparte sur la Nouvelle-Orléans ; mais il estime que le premier consul était bien décidé à l'occuper et que les armements destinés à préparer l'envoi de Victor ne visaient nullement l'Angleterre. Il met en lumière le rôle de Dupont de Nemours et des idéologues qui, saisis par Jefferson de la question, se montrèrent hostiles à l'opération : dès le 30 avril 1802, Dupont suggère la vente aux États-Unis. Bonaparte semble avoir adopté l'idée en mars 1803, quand la rupture avec l'Angleterre parut inévitable et la raison principale de sa décision fut que, sans ce sacrifice, une alliance des États-Unis et de l'Angleterre eût été inévitable. M. Wilson tire au clair le retrait par l'intendant espagnol Morales de l'autorisation provisoire, accordée aux États-Unis, d'établir un dépôt à la Nouvelle-Orléans : il s'était plaint de la contrebande et avait lui-même proposé la mesure à Charles IV ; la France, qui n'avait pas été consultée, approuva, mais l'initiative ne vint point de Paris.

Le gros volume de M. Paul F. SHUPP étudie en détail le rôle des événements d'Orient dans la politique européenne, de Presbourg au lendemain de Tilsit³. Il est principalement fondé sur les sources imprimées et les ouvrages

1. *Napoléon et Anvers*. Anvers, Loosbergh, s. d. (1934), in-8°, 322 p., illustrations.

2. *Louisiana in french diplomacy*. Oklahoma, University Press, 1934, in-8°, 268 p. ; prix : 3 d.

3. *The european powers and the near eastern questions, 1806-1807*. New-York, Columbia University Press, et Londres, King and Son, 1931, in-8°, 576 p. ; prix : 27 s.

antérieurs, mais des recherches d'archives lui permettent de préciser le détail, quoiqu'elles n'apportent pas de nouveautés sensationnelles. L'exposé, consciencieux et un peu lent, reprend aussi la diplomatie européenne dans son ensemble, d'après Driault et Butterfield : l'auteur estime, par exemple, que Yarmouth n'a pas encouragé d'Oubril à signer le traité de juillet 1806 et que, si Napoléon a renoncé à signer la paix avec la Prusse après Iéna, c'est à cause de la Pologne. On appréciera particulièrement ce qui concerne les principautés, l'action anglaise dans la Méditerranée, la Perse et le Moyen-Orient.

L'histoire de l'opinion publique en Prusse, de 1795 à 1807, de M. Otto TSCHIRCH¹, repose sur le dépouillement des gazettes, brochures et livres conservés dans les bibliothèques de l'Allemagne du Nord, mais aussi de l'Allemagne du Sud à l'occasion et, en outre, dans plusieurs dépôts d'archives. Il donne un peu plus que le titre ne promet, car la Prusse, bien qu'elle occupe la plus grande partie des deux volumes, n'exclut pourtant pas le reste de l'Allemagne. Le premier volume résume d'abord l'impression causée par la Révolution française, puis étudie la polémique provoquée par le traité de Bâle. En Prusse, l'opinion dominante fut favorable. Toutefois, de vives critiques furent dirigées contre la politique de Frédéric-Guillaume II, principalement par le Polonais Glawe-Kolbieski, sous l'influence des Autrichiens, dont l'auteur retrouve la trace chez Vivenot, contre lequel il rompt une lance. A l'opposé, le Rhénan Andreas Riem conseillait à la Prusse l'accord avec la France, l'abandon de la rive gauche du Rhin et l'éviction de l'Autriche, le roi assumant l'autorité impériale. Les deux tendances extrêmes portèrent d'ailleurs malheur à leurs représentants. Viennent ensuite les discussions relatives au partage de la Pologne, à la politique de Hardenberg en Franconie, à l'histoire intérieure de la monarchie pendant les dernières années de Frédéric-Guillaume II. La seconde moitié du volume est consacrée à la politique intérieure de Frédéric-Guillaume III, à la guerre de plumes suscitée par le congrès et par l'attentat de Rastadt, enfin à l'intervention éventuelle de la Prusse dans la seconde coalition. Avec le tome II commence la période napoléonienne. Jusqu'en 1803, l'opinion reste, en grande majorité, favorable à la paix et à une entente plus ou moins étroite avec la France ; elle commence à hésiter après l'occupation du Hanovre, qui compromet le commerce. A partir de 1805, le parti de la guerre grossit et finit par triompher. Cependant, Napoléon a gardé jusqu'au bout des admirateurs, dont certains sont bien mis en lumière, notamment Buchholtz et Bülow ; à la veille de la catastrophe, Massenbach ne donnait encore à la rupture qu'une adhésion réticente. Entre Iéna et Tilsit, Buchholtz continuait de vanter le régime napoléonien et même la culture française. Les prodromes du réveil national n'en sont pas moins visibles. C'est de ce point de vue prussien et national-

1. *Geschichte der öffentlichen Meinung in Preussen im Friedensjahrzent vom Baseler Frieden bis zum Zusammenbruch des Staates*. Weimar, H. Böhlau, 1933-1934, 2 vol. in-8°, 450 et 485 p.

allemand que l'auteur distribue constamment le blâme et l'éloge. Si important et méritoire que soit le travail, on n'oubliera pas qu'il repose uniquement sur les manifestations imprimées de l'opinion ; il reflète donc essentiellement celle des publicistes et des universitaires, bien que, de temps en temps, il mentionne leurs réflexions sur l'attitude du reste de la population. Il resterait à examiner de plus près quel était le sentiment des différentes classes de la société, dont la passivité ou l'indifférence paraissent avoir été grandes, pour ramener à leur véritable portée les manifestations dont l'auteur a fait l'énumération minutieuse. Mais on reconnaît bien volontiers que la tâche qu'il s'était circonscrite était déjà considérable et que les résultats obtenus constituent un des éléments indispensables d'une synthèse plus vaste.

L'opuscule de M. RITTER sur Gneisenau reproduit un discours prononcé le 18 janvier 1931, anniversaire de l'unité allemande¹. Il y met en lumière l'homme d'action et, l'estimant incertain dans la délibération, médiocre comme technicien, rapporte sa grandeur à la foi et à l'idéalisme, dont les chefs de la dernière guerre lui paraissent avoir manqué.

M^{me} la comtesse Anne-Lore VITZTHUM a écrit la biographie de J. W. von Oppel², fonctionnaire saxon, grand voyageur, ennemi résolu de Napoléon et de la politique francophile de son pays, ami de Miltitz, qui, lié à Stein, poussa Thielmann, en 1813, à suivre l'exemple d'York. Stein s'empresse d'appeler les deux amis dans la Commission chargée d'administrer, au nom des coalisés, les territoires allemands occupés. Tous deux jouèrent un rôle important à Vienne, où ils défendirent de leur mieux la cause de la Saxe. Ensuite, Oppel se remit à voyager ; en 1828, il entra au service du duc de Saxe-Cobourg-Gotha et mourut en 1832. En appendice sont publiées vingt-six lettres, dont plusieurs de Stein.

La défection de la Bavière et les préliminaires du traité de Ried font l'objet d'un mémoire de M. Hans W. SCHWARZ³. Il montre que la Bavière fut longtemps retenue, non seulement par la crainte de Napoléon, mais aussi par l'attitude de la Prusse, Hardenberg ayant déclaré qu'il entendait reprendre Ansbach et Bayreuth, bien que son représentant, Jouffroy, observât que trop de précipitation nuirait à la cause commune. Metternich avait aperçu tout de suite qu'il fallait garantir l'intégrité de la Bavière, à titre provisoire bien entendu : un rapport de Humboldt, du 16 mars, marque déjà qu'il demandait si la Prusse reprendrait les margraviats. La Bavière rompit avec la

1. *Gneisenau und die deutsche Freiheitidee*. Tubingue, Mohr, 1932, in-8°, 37 p. (collection « Philosophie und Geschichte », n° 37).

2. *Julius Wilhelm von Oppel, ein sächsischer Staatsmann aus der Zeit des Befreiungskrieges*. Dresde, Buchdruckerei der Wilhelm und Bertha von Baensch Stiftung, 1932, in-8°, 158 p., portrait.

3. *Die Vorgeschichte des Vertrages von Ried*. Munich, Beck, 1933, in-8°, 137 p. (*Münchener historische Abhandlungen; Erste Reihe: Allgemeine und politische Geschichte*, herausgegeben von H. Günter, A. O. Meyer und K. A. von Müller, Heft 2).

Prusse lors de la campagne du printemps. Cela ne l'empêcha pas de causer avec l'Autriche. Rechberg, ambassadeur à Vienne, rapportait que Metternich ne voulait que la paix, ne souhaitait pas d'agrandissement et espérait que la Bavière resterait neutre. Montgelas, de son côté, précisa sa pensée à l'envoyé autrichien : il ne demandait qu'à changer de camp, mais il fallait qu'il parût contraint par l'apparition d'une armée autrichienne et qu'on lui garantît l'intégrité. Saisi d'un rapport du 23 mars, Metternich se répandit en promesses. L'ambassadeur russe à Vienne fit pourtant comprendre à Rechberg qu'il faudrait rendre à l'Autriche ses provinces moyennant l'acquisition de Wurzbourg ; la Bavière, au fond, comprenait bien qu'il conviendrait de se plier aux restitutions, mais s'inquiétait des compensations. Dès le mois d'avril, les conditions de la défection étaient ainsi arrêtées en principe, mais elle ne put s'opérer qu'après l'accession de l'Autriche et ne fut consommée, le 8 octobre à Ried, qu'en un temps où Napoléon, incapable d'empêcher l'invasion de la Bavière par les Autrichiens, ne semblait plus pouvoir échapper à la défaite.

C'est à la politique extérieure du grand-duché de Wurzbourg que M. Anton CHROUST a consacré une volumineuse publication¹. Le grand-duc Ferdinand enleva en 1814, quand il repartit pour Florence, sa correspondance personnelle et on la regarde comme perdue, sauf quelques débris ; mais on en retrouve le double dans les archives parisiennes. Cette histoire commence, après le rappel des antécédents du grand-duc, par un effort de l'Autriche pour mettre la main sur le nouvel État : Ferdinand avait été mis en possession de Salzbourg en 1803 sous réserve du droit de primogéniture en faveur de l'empereur, de la même manière qu'en Toscane ; François prétendit conserver cette prérogative sur Wurzbourg et, avec le consentement de Talleyrand, envoya des troupes en prendre possession au nom de l'archiduc. Napoléon tempêta et l'obligea à les rappeler. Il est possible que cet incident ait sa part dans la chute du ministre. M. Chroust raconte ensuite les longues négociations qui réglèrent la délimitation du territoire : elle fut surtout délicate du côté de la Bavière et ne s'acheva qu'en 1810. Le grand-duc était entré dans la confédération du Rhin le 25 septembre 1806. Son attitude fut toujours correcte et ce fut seulement le 31 octobre 1813 qu'il adhéra à la coalition. L'auteur étudie l'administration provisoire de la commission présidée par Stein ; elle leva des troupes : deux bataillons partirent en février pour Mâcon et, le 4 avril, un bataillon de chasseurs se mit en route. Le grand-duc quitta Wurzbourg le 5 juin à la suite du traité du 3, conclu entre la Bavière et l'Autriche, qui prévoyait l'annexion du duché par la première. Il abdiqua le 21 à Vienne. D'importants appendices terminent le volume. On lira, non sans amusement, les notes du représentant français, Montholon, sur la cour du principicule (p. 527).

1. *Das Grossherzogtum Würzburg, 1806-1824. Die äussere Politik des Grossherzogtums.* Würzburg, Becker, 1932, gr. in-8°, 617 p.

D'un autre gros livre, la thèse de M. André ROBERT, sur l'Autriche à l'époque napoléonienne, il a déjà été parlé dans cette Revue¹. Le champ d'études est semblable à celui de M. Langsam dont le compte-rendu a paru ici même en 1931²; au centre, figure Hormayr, historien, fonctionnaire, conspirateur, qui contribua si fort à engager les malheureux Tyroliens dans la fâcheuse aventure de 1809, et dont le rôle se trouve sensiblement embelli et grossi. Au contraire, l'idée fondamentale est bien différente. M. Robert pense avec raison qu'entre les pays danubiens rassemblés sous la houlette des Habsbourgs il existait une solidarité née de l'histoire (la défense contre le Turc notamment), de la géographie et des échanges économiques, de l'influence culturelle des Allemands d'Autriche et de la prépondérance du catholicisme, dont ces derniers s'étaient faits les apôtres. Sur la foi du titre, on s'attend donc à lui voir rechercher les faits qui l'attestent, et à quel point les peuples de la monarchie en pouvaient avoir conscience. Il n'en va nullement ainsi et c'est aux provinces allemandes des Habsbourgs qu'il borne ses investigations. Or, les Allemands d'Autriche n'ont jamais imaginé un patriotisme qui fût le patrimoine commun de tous les sujets de leurs princes; ils ne se sont jamais regardés que comme les missionnaires du germanisme et du catholicisme chez les peuplades, inférieures à leurs yeux, qui leur étaient soumises et qu'ils s'attribuaient le devoir de coloniser. La question se réduit donc à savoir si, au temps de Napoléon, ils avaient pris leur parti de ne plus être à la tête des Allemagnes pour former une nation distincte et d'avoir vu dépouiller leur chef de la dignité d'empereur romain germanique. Rien ne démontre l'affirmative. M. Langsam, utilisant les mêmes faits que M. Robert, a soutenu de son côté que c'était l'idée unitaire, l'idée de l'Anschluss, qui avait commencé à se développer à cette époque. Rien ne le prouve non plus. Ce qui apparaît, c'est que les intellectuels autrichiens, comme Hormayr, se reportaient au passé pour enflammer les sujets des Habsbourgs contre la France afin de restaurer l'Ancien régime: une confédération des États allemands sous la présidence de l'Autriche, boulevard du germanisme contre les Slaves du Sud, les Magyars et les Italiens.

Des archives anglaises, et d'elles seules, M. C. S. B. BUCKLAND a tiré un long récit des relations de Metternich avec le gouvernement de Londres, de 1809 à 1813³. Cette exploration des sources anglaises est fructueuse, mais n'aurait pas dû exclure les autres. On appréciera surtout le chapitre III relatif aux agents et intermédiaires diplomatiques (les appréciations portées sur eux sont diligemment colligées et il en est de savoureuses, par exemple, p. 68, sur Wellesley; on constate aussi que le négociant Adamitch, dont avait parlé M^{me} Pivec-Stélé, était bien un agent anglais); de même, le chapitre IV sur la

1. *L'idée nationale autrichienne et les guerres de Napoléon. L'apostolat du baron de Hormayr et le salon de Caroline Pichler*. Paris, Félix Alcan, 1933, in-8°, 603 p. — Voir t. CLXXIII, p. 183.

2. T. CLXVI, p. 155.

3. *Metternich and the british government from 1809 to 1813*. Londres, Macmillan, 1932, in-8°, 534 p.; prix: 25 s.

difficulté des moyens de communication. Les négociations ne deviennent sérieuses qu'en 1812, après l'accession de Castlereagh. Le 31 octobre, le Régent conjure l'Autriche de ne prêter à Napoléon aucune aide qui dépasserait les conventions du traité d'alliance ; il insinue que, si elle changeait de camp, son rôle serait décisif et qu'en ce cas l'Angleterre la soutiendrait. En décembre arrive à Vienne Lord Walpole, envoyé par Cathcart. Les réponses de Metternich sont conformes à ce que l'on savait déjà. Le livre se termine par l'échec de la mission de Wessenberg, qui n'en marqua pas moins la réconciliation morale des deux États. Le même auteur a élucidé un aspect des relations austro-anglaises en décrivant les efforts de Gentz pour se rouvrir l'accès du Trésor britannique dont l'appui lui avait été retiré après qu'en 1809 il avait, sur l'ordre de Metternich, rédigé un mémoire pour démontrer aux Anglais qu'ils n'avaient rien de mieux à faire qu'à traiter avec Napoléon¹ ; ses besoins d'argent et son désir passionné de se vendre une fois de plus donnent beaucoup de sel à ce petit livre ; la « bonne cause », comme l'auteur l'appelle non sans ostentation, avait là un défenseur singulièrement répugnant. Quant à son maître, Metternich, il a inspiré à M. Fr. B. SCHAEFFER une biographie qui est, pour l'essentiel, un résumé de celle de Srbik². M. Schaeffer n'épargne pas les allusions contemporaines et ne cache pas l'admiration que lui inspire le restaurateur de l'équilibre européen et le dompteur des foules ignares.

M. Carlo CAPASSO, considérant l'histoire de la grande alliance inaugurée à Chaumont par Castlereagh, ne cache pas davantage qu'il écrit *ad probandum* et à la gloire de la politique de l'Italie fasciste³. Alexandre a cherché, depuis 1804, à organiser une alliance européenne, investie de la mission d'intervenir partout pour maintenir le *statu quo* universel. Castlereagh, au contraire, voulait un pacte à quatre contre la France. Malheureusement, l'article 6 du traité du 20 novembre 1815, en prévoyant des conférences entre les alliés, ouvrait la voie à des initiatives qui pouvaient s'appliquer à n'importe quelle question ; l'Angleterre s'est appliquée à réduire leur objet aux difficultés qui pouvaient menacer l'alliance ; après Aix-la-Chapelle, la tendance contraire l'emporta et le gouvernement britannique se désintéressa des affaires continentales. L'auteur pense que le réalisme de M. Mussolini est tout à fait dans la tradition de Castlereagh. Il ne soutient pas néanmoins que ce dernier ait réclaté la revision de l'acte final du congrès de Vienne.

Sur les campagnes, le principal travail à signaler est la continuation de l'histoire de la campagne de France par M. le commandant LEFEBVRE DE

1. Friedrich von Gentz's relations with the British government during the Marquis Wellesley's foreign secretaryship of state (from 1809 to 1812). Londres, Macmillan, 1933, in-8°, 40 p.

2. Metternich. Bielefeld et Leipzig, Velhagen et Klasing, 1933, gr. in-8°, 131 p., belles illustrations (Monographien zur Weltgeschichte, Bd. 35).

3. L'unione europea e la grande alleanza del 1814-15. Firenze, La nuova Italia, s. d. (1932), in-8°, 226 p. (Facoltà fascista di scienze politiche. R. Università di Perugia. Collana di studi fascisti, n° 13-16).

BÉHAINE¹, qui est mort avant d'en avoir vu l'impression (le premier volume a paru en 1913). Bien qu'elle ne comporte pas d'appareil critique, elle n'en est pas moins le fruit d'un dépouillement minutieux des archives et fournit, notamment sur l'état de l'armée française, des indications neuves et abondantes. Le tome II est consacré à la défense de la ligne du Rhin, de novembre 1813 à janvier 1814. Les troupes, décimées par le typhus, n'ont plus qu'un moral affaibli ; les chefs sont découragés, démunis d'argent et de vivres ; les gouverneurs des places ne les mettent pas en défense avec beaucoup d'application ; les gardes nationaux rejoignent lentement et rien n'est prêt pour les employer ; on ne peut tirer parti de la solidité des Alsaciens ; dans le Sundgau, il y a d'ailleurs beaucoup de réfractaires ; le 4 janvier, la levée en masse est décrétée, mais trop tard ; en Belgique, Macdonald rencontre une opposition ouverte, fomentée par le clergé. Le tome III raconte les débuts de l'invasion et décrit, de manière très neuve, la levée des contingents de 160,000 hommes demandés aux classes 1808 à 1814 et de 178,000 prélevés sur la classe 1815 ; il évalue le rendement à 90 ou 95,000 pour le premier, à 30,000 pour le second à la fin de janvier ; mais le premier ne put entrer en ligne qu'en février et le second en mars. Entrant en campagne, l'empereur n'eut à sa disposition que les débris de l'armée du Rhin, 41,973 fantassins, 19,034 cavaliers, 286 canons et 9 compagnies de sapeurs.

M. Konrad LEHMANN a examiné une fois de plus l'attitude respective de Bernadotte et de son lieutenant Bülow dans la campagne de Grossbeeren et Dennewitz². Il confirme que la tactique du premier est irréprochable et juge que le second a compromis les résultats de la victoire à Grossbeeren par une hâte inconsidérée et rendu le succès plus difficile à Dennewitz. Mais il excuse la méfiance de Bülow à l'égard de son chef et scrute attentivement la pensée de Bernadotte ; le prince de Suède voulait à tout prix éviter un échec qui aurait ruiné son prestige et ne tenait pas à détruire l'armée française, dont il ne poussa pas ardemment la poursuite après la première bataille ; son rêve était de la ramener jusqu'au Rhin en manœuvrant, parce qu'il espérait succéder à Napoléon. Ces conjectures paraissent raisonnables.

Sur les pertes de la Grande Armée, M. Albert MEYNIER, poursuivant ses recherches, est arrivé à une évaluation approximative du nombre des disparus dont il n'avait pu tenir compte dans l'étude que nous avons antérieurement signalée et qu'il vient de réimprimer avec une note complémentaire³. Il estime ce nombre à 530,000. Comme celui des tués qui ont été déclarés à

1. *La campagne de France* ; t. II : *La défense de la ligne du Rhin, novembre 1813-janvier 1814*. Paris, Perrin, 1933, in-8°, 544 p. ; t. III : *L'invasion, décembre 1813-janvier 1814*. Ibid., in-8°, 413 p.

2. *Die Rettung Berlin im Jahre 1813. Das Feldherrntum Bernadottes, Bülows, Oudinots und Neys im Grossbeeren- und Dennewitz-Feldzuge*. Berlin, Ebering, 1934, in-8°, 253 p., carte (*Historische Studien*, publiées par Emil Ebering, Heft 244).

3. *Une erreur historique. Les morts de la Grande Armée et des armées ennemies*. Paris, Les Presses universitaires de France, 1934, in-8°, 34 p.

l'état civil est de 471,000, la Grande Armée aurait donc perdu un million d'hommes ; ce total s'entend des Français de l'ancienne France ; comme il en fut levé 1,486,000 auxquels il faut ajouter 173,000 hommes provenant des armées de la Révolution et restés au service, la proportion des pertes est donc très forte, près des deux tiers ; il est vrai que tous les disparus ne sont pas morts et plus d'un, déserteur en pays étranger, n'osa rentrer en France. Les mobilisables sont évalués à quatre millions : la perte par rapport à eux s'établit au quart. Bien entendu, la plus grande partie se rapporte aux désastres de 1812 et de 1813.

M. Gaston PASTRE a raconté la campagne d'Iéna¹ et M. Attilio AMATO celle de Russie² à l'usage du grand public. Enfin, quelques hommes de guerre ont aussi trouvé des biographes qui tous s'adressent aux mêmes lecteurs. M. Sergio SEGRÈ³ et, avec plus de détails, M. Marcel DUPONT⁴ se sont consacrés à Murat : la nature de leur entreprise est caractérisée par le fait qu'ils ne disent rien de la rénovation du royaume de Naples pendant la domination du roi Joachim. M. Léon RIOTOR a romancé la vie du maréchal Ney⁵. M. Raffaele CIAMPINI s'est limité aux derniers épisodes de cette carrière⁶ : la défection de Lons-le-Saulnier, Waterloo, le procès surtout ; c'est un récit attachant et bien informé. M. le général W. SÉRIEYX, parlant de Cambronne⁷, n'a guère retenu aussi que la période des Cent-Jours et de la Terreur blanche. Dans le volume où sont réunis les discours prononcés à l'occasion de l'apposition d'une plaque commémorative en l'honneur de Daru au n° 81 de la rue de Grenelle à Paris, ancien hôtel de Blacas, il n'y a rien qui ajoute à nos connaissances et le grave problème qui reste pendant depuis la publication de L. Pingaud sur d'Antraigues ne paraît même pas avoir été soupçonné par les orateurs⁸. Quant aux aventuriers dont M. Gabriel GUÉMARD a retrouvé la trace dans l'histoire de l'Égypte au cours des premières années du XIX^e siècle, ce sont des figures curieuses, mais qui n'offrent qu'un intérêt épisodique⁹.

G. LEFEBVRE,

Professeur à la Faculté des lettres de Paris.

1. *La défaite d'Armide. Napoléon à Iéna*. Paris, Berger-Levrault, 1933, in-8°, 264 p.
2. *La Moscova*. Milan, Hoepli, 1934, in-8°, 311 p., illustré.
3. *Murat. La cavalcata della fortuna*. Rome, Formiggini, s. d. (1934), in-8°, 321 p.
4. *Murat*. Paris, Hachette, s. d. (1934), in-8°, 349 p. (collection « Figures du passé »).
5. *Amours et tragédie de Michel Ney, maréchal de France*. Paris, Fasquelle, s. d. (1934), in-8°, 254 p.
6. *La fine del maresciallo Ney*. S. I. (Vérone), Mondadori, s. d. (1933), in-8°, 296 p.
7. *Cambronne*. Paris, Tallandier, s. d. (1931), in-8°, 252 p.
8. *L'intendant général Daru*. Paris, Fournier, 1933, in-8°, 130 p.
9. *Pèlerins singuliers et soldats de fortune*. Alexandrie, Société de publications égyptiennes, 1932, in-8°, 28 p. (extrait du *Bulletin de la Société archéologique d'Alexandrie*, n° 27).

HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE (1932-1933)

I. INSTRUMENTS DE TRAVAIL. MÉTHODOLOGIE. — La revue anglaise *The Economic history review* continue à publier de bonnes bibliographies. Ainsi, M. M. POSTAN donne une consciencieuse bibliographie du capitalisme au Moyen Age¹; il indique comment les questions se posent et l'état où en est leur solution. Dans son exposé, on peut relever une lacune : un certain nombre d'études très importantes de M. André-E. SAYOUS. Dans sa bibliographie générale sur le capitalisme moderne, M. R. H. TAWNEY² se montre parfaitement au courant des travaux les plus récents. MM. Ernest PERROT, Félix OLIVIER-MARTIN, Robert BESNIER continuent la publication d'un bulletin bibliographique annuel d'histoire économique, qui, sans avoir la prétention d'être absolument complet, rend de grands services aux historiens³.

Le travail bibliographique sur les mesures de M. Paul BURGUBURU⁴ concerne la métrologie de tous les temps et de tous les pays, avec ses 4,206 numéros; mais, naturellement, la France y joue un rôle particulièrement important. On y trouve l'indication de maints travaux sur la métrologie, si compliquée, de l'ancien régime par provinces et par départements, ainsi que sur l'établissement du système. Il serait difficile d'y relever des lacunes importantes⁵.

M^{lle} Béatrice F. HYSLOP a fait œuvre très utile en publiant son *Répertoire critique des cahiers de doléances pour les États généraux de 1789*. Elle a recueilli les éléments de l'enquête faite, en 1930, auprès des archivistes départementaux et de certaines sociétés savantes. En dépit de ses vérifications très consciencieuses, on a pu signaler quelques omissions et quelques erreurs, mais c'était presque inévitable. Son travail semble, en général, très soigné. Elle indique les sources des procès-verbaux et des cahiers et les publications par bailliages et sénéchaussées. On est frappé du fait que, malgré

1. M. POSTAN, *Studies in bibliography. Mediaeval capitalism* (*Economic history review*, avril 1933).

2. *Ibid.*, octobre 1933.

3. Ernest PERROT, Félix OLIVIER-MARTIN, Robert BESNIER, *Bulletin bibliographique d'histoire économique et juridique* (*Revue d'histoire du droit français et étranger*, 1933).

4. Paul BURGUBURU, *Essai de bibliographie métrologique universelle*, Paris, Aug. Picard, 1932, in-8°, 327 p.

5. Cependant, il eût fallu citer l'étude importante qu'ont donnée sur les mesures bretonnes du Moyen Age Geslin DE BOURGOGNE et Anatole DE BARTHÉLEMY, dans leurs *Anciens diocèses bretons* (t. III).

l'activité si méritoire de la Commission des documents économiques de la Révolution, il reste encore beaucoup d'inédit parmi les cahiers de doléances conservés dans nos dépôts d'archives¹.

Dans une leçon d'ouverture donnée à la « London School of Economics and Political science », M. R. H. TAWNEY² a émis des idées très suggestives sur le caractère et le rôle de l'histoire économique, ainsi que sur sa méthode. Il pense qu'on a mieux réussi dans l'investigation que dans l'interprétation des faits économiques. Il ne veut pas que l'historien-économiste néglige les liens avec les autres branches de l'histoire. C'est une nécessité pour lui d'être au courant des théories économiques et sociologiques, mais il doit considérer l'économie politique et la sociologie comme des domaines distincts. L'histoire économique ne doit pas non plus avoir un cadre exclusivement national, car elle a beaucoup à gagner à la méthode comparative.

Dans la leçon d'ouverture de son enseignement au Collège de France, M. François SIMIAND³, après avoir rappelé l'activité de son prédécesseur, Georges Renard, précise ce qu'il entend par histoire du travail. Il se propose d'étudier « les activités économiques de l'homme, sauf à donner spéciale attention à celles de la catégorie la plus nombreuse, qui apporte seulement ou surtout du travail, et spéciale attention à la condition des personnes plutôt qu'à la consistance des choses ». Il est partisan de la science positive, expérimentale, et veut prendre comme « laboratoire » l'histoire. Il étudiera les variations et la comparaison entre des variations ; l'histoire explicative du travail rejoindra la science économique positive. M. Simiand déclare qu'il ne veut pas d'« annalisme », pas de description de faits séparés successifs. Méthode qui s'apparente à la sociologie plutôt qu'à l'histoire.

Une bonne leçon de méthode est donnée par M. René MUSSET, qui montre avec une grande précision toutes les insuffisances des statistiques agricoles françaises⁴, trop souvent inexactes et dressées avec assez peu de conscience. Sa conclusion, c'est qu'« elles ne doivent être employées qu'accessoirement dans un travail général ou local, où les faits connus par ailleurs sont observés de près ; elles ne doivent jamais servir de base⁵ ».

II. HISTOIRE ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE. — De l'histoire économique et

1. Béatrice F. HYSLOP, *Répertoire critique des cahiers de doléances pour les États généraux de 1789*. Paris, E. Leroux, 1933, in-8°, 669 p. (collection des Documents économiques de la Révolution).

2. R. H. TAWNEY, *The study of economic history* (*Economica*, février 1933).

3. François SIMIAND, *L'histoire du travail au Collège de France, leçon d'ouverture*, 3 décembre 1932. Paris, Félix Alcan, 1933, in-8°, 38 p.

4. René MUSSET, *Les statistiques agricoles officielles françaises : étude critique* (*Annales d'histoire économique et sociale*, mai 1933).

5. Combien les statistiques de salaires sont également difficiles à établir, même de nos jours, à cause des si nombreuses catégories de travailleurs, c'est ce que montre bien un article de M. Étienne VILLEY, *Les groupements professionnels et les salaires* (*Revue politique et parlementaire*, 10 août 1933).

sociale de l'Europe au Moyen Age, M. Henri PIRENNE a donné une admirable esquisse¹. Il montre d'abord comment les invasions musulmanes, à l'époque carolingienne, interrompent les relations entre l'Orient et l'Occident, rompant ainsi l'équilibre économique de l'antiquité. Alors, il ne subsiste plus guère que des marchés locaux, en même temps que se fixe l'idéal économique de l'Eglise, qui interdit l'usure, c'est-à-dire le prêt à intérêt. Mais, dès le XI^e siècle, voici qu'on assiste à une renaissance du commerce; dans les pays de la Méditerranée, il s'agit du commerce de Venise avec les pays byzantins et l'Islam; parallèlement, se développe au Nord le commerce de la Baltique et de la mer du Nord. Grâce à la draperie flamande et au commerce des draps, un grand centre économique se constitue aux Pays-Bas. Ainsi s'explique la renaissance de la vie urbaine, qui avait presque entièrement disparu au VIII^e siècle. Le grand historien belge insiste particulièrement sur la civilisation urbaine. Non qu'il néglige l'histoire des classes rurales; mais il la traite un peu accessoirement, bien que l'agriculture soit l'occupation dominante pendant le Moyen Age. Il marque très fortement, d'ailleurs, l'influence des villes sur la situation des campagnes: le progrès de la *Geldwirtschaft*, de l'économie monétaire, contribue à la transformation en redevances pécuniaires des redevances en nature et accroît la mobilité du sol.

M. Pirenne décrit de la façon la plus heureuse le développement des foires, du crédit et du commerce de l'argent, met en lumière le caractère capitaliste du grand commerce d'exportation, bien que son volume nous paraisse insignifiant, à nous qui sommes habitués à des transactions de si grande envergure. Des pages excellentes sont aussi consacrées à l'économie urbaine, à la réglementation de l'industrie, aux corporations de métiers. D'une façon tout aussi brillante, M. Pirenne dépeint les catastrophes et les troubles sociaux des XIV^e et XV^e siècles, les mouvements contre les oligarchies urbaines, enfin l'intervention de l'État dans la vie économique, les débuts de la politique mercantiliste.

C'est aussi d'histoire économique très générale que traite M. Frederick L. NUSSBAUM, dans un ouvrage qui rendra encore plus de services aux étudiants américains qu'aux travailleurs européens². Il suit de près, de trop près, dirions-nous, le *Moderne Kapitalismus* de W. Sombart. On ne s'étonnera donc pas que son volume soit une œuvre de sociologie économique plutôt que d'histoire; il prend en bloc les institutions sans discrimination de pays ou de temps. Toutefois, à l'imitation de son modèle, il distingue l'éco-

1. Henri PIRENNE, *Le mouvement économique et social au Moyen Age*. Paris, Presses universitaires, 1933, in-8°, 193 p. (extr. de l'*Histoire du Moyen Age*, t. VIII, publiée sous la direction de Gustave Glotz).

2. Frederick L. NUSSBAUM, *A history of the economic institutions of modern Europe; an introduction to « der Moderne Kapitalismus » of Werner Sombart*. New-York, Crofts, 1933, in-8°, 448 p.; prix: 4 d. 50.

nomie précapitaliste, le *früh-kapitalismus* et l'apogée du capitalisme (depuis 1800). Il donne trop l'impression que tout converge vers le capitalisme, même à des époques où ce dernier est encore assez peu de chose ; et, d'autre part, il ne met pas assez en relief le capitalisme commercial. On trouvera, d'ailleurs, dans l'ouvrage bien des données intéressantes et d'utiles indications. Les bibliographies qui accompagnent chaque chapitre sont instructives ; mais on voit que M. Nussbaum connaît moins la production française que l'anglo-saxonne et l'allemande.

Étudiant l'histoire économique de l'Europe de 1760 à nos jours, M. A. BIRNIE¹ donne en général une vue exacte des transformations économiques qui se sont opérées. Il en examine les diverses manifestations pour l'ensemble de la période, en étudiant spécialement l'Angleterre, la France et l'Allemagne : la révolution industrielle, les changements qui se sont accomplis en agriculture, dans les transports, dans le commerce et la politique commerciale, dans le régime de la monnaie, les banques et les placements. On aurait désiré un exposé plus synthétique du développement du capitalisme moderne. Il eût été intéressant aussi d'étudier d'ensemble la répercussion des faits économiques sur l'évolution des diverses classes sociales. Et d'autant plus que la plus grande partie du volume est consacrée aux divers aspects du mouvement social : socialisme, mouvement syndicaliste, coopération², participation aux bénéfices et coparticipation (*copartnership*) ; législation industrielle ; lois d'assistance aux indigents ; assurances sociales. Le volume contient beaucoup de renseignements utiles et précis, surtout en ce qui concerne l'Angleterre ; les autres pays sont traités plus superficiellement. Il n'est pas exact de dire qu'il y a eu dépopulation en France pendant la première moitié du XIX^e siècle. Tout l'ouvrage témoigne d'une grande objectivité. A la fin du volume, on trouvera une bibliographie, que l'on désirerait plus complète.

L'important ouvrage du savant historien suédois M. Eli-F. HECKSCHER sur le mercantilisme³ n'a pas pour objet l'histoire économique générale de la période mercantiliste, mais bien l'histoire de la politique économique des divers États de l'Europe du XVI^e au XIX^e siècle. Ce n'est pas l'évolution chronologique qui forme le cadre du travail. Aussi la méthode employée s'apparente-t-elle moins encore à l'histoire qu'à l'économie politique et à la sociologie ; de là le caractère un peu abstrait de l'exposé, malgré de si nombreuses références à des faits concrets. D'ailleurs, il faut bien le reconnaître, le concept même de mercantilisme a quelque chose d'abstrait, ne correspond pas

1. A. BIRNIE, *Histoire économique de l'Europe, 1760-1932* ; trad. fr., préface de Roger PICARD. Paris, Payot, 1932, in-8°, 390 p. ; prix : 25 fr.

2. L'auteur ne cite pas l'important ouvrage de Gaumont sur l'histoire de la coopération française. La coopération agricole n'est traitée que bien superficiellement.

3. Eli-F. HECKSCHER, *Der Merkantilismus* ; traduit du suédois. Iena, Gustav Fischer, 1932, 2 vol. in-8°, xv-450 et 370 p. ; prix : broché, 33 Rm. ; relié, 37 Rm.

pleinement à la réalité. Au premier plan apparaissent la France et l'Angleterre, et la comparaison de la politique économique de ces deux pays est très instructive. Les deux volumes témoignent de connaissances extrêmement étendues et abondent en vues des plus suggestives.

Dans sa première partie, M. Heckscher envisage le mercantilisme comme système d'unification. La politique mercantiliste lutte contre la dispersion douanière ; elle n'y réussit pas en Allemagne, elle y réussit davantage en France et beaucoup plus en Angleterre, à cause, précisément, de l'évolution diverse de ces pays. Le mercantilisme lutte aussi contre les autres manifestations de dispersion, en matière de poids et mesures, de monnaies, etc. L'auteur compare ensuite la politique industrielle de la France et de l'Angleterre. En France, l'État régleme de plus en plus le régime corporatif ; son triomphe se marque surtout à l'époque de Colbert et dans la première moitié du XVIII^e siècle. L'État exerce aussi une influence prépondérante sur ce qu'on peut appeler la grande industrie, car il contrôle les manufactures privilégiées ; et c'est seulement dans la seconde moitié du XVIII^e siècle que se font jour des tendances nouvelles¹. En Angleterre, l'évolution est tout autre ; M. Heckscher le montre avec précision, décrit aussi en fort bons termes la législation du travail d'Élisabeth, ainsi que la *Poor law*, insiste avec raison sur le rôle attribué aux juges de paix en ce qui concerne l'application de toute cette réglementation. Les monopoles industriels qui fleurissent sous les Stuarts provoquent l'hostilité du peuple anglais, contribuent à l'éclosion des révolutions de 1648 et de 1688. L'ancien régime de réglementation, déjà bien atteint au XVIII^e siècle, est voué à une chute éclatante. Signalons encore de bonnes pages sur l'organisation du commerce extérieur. C'est dans les Pays-Bas hollandais qu'ont paru les premiers modèles de grandes compagnies commerciales, mais elles y sont aussi indépendantes que possible de l'État ; leur organisation capitaliste est très fortement marquée. En Angleterre, les compagnies par actions commencent à se constituer dans la seconde moitié du XVI^e siècle et s'épanouissent aux XVII^e et XVIII^e siècles ; elles sont beaucoup moins dépendantes de l'État qu'en France.

Dans sa deuxième partie, l'auteur envisage le mercantilisme comme « système de puissance » (*Machtsystem*). Le grand but, c'est l'intérêt de l'État ; on ne peut dire encore de la nation, bien que celle-ci doive dériver de l'État. On expose les diverses manifestations de la *Machtpolitik* : défense du pays, navigation et colonies, population, etc. Dans une troisième partie, le mercantilisme nous apparaît comme système protecteur. L'État se préoccupe de se procurer et de garder les marchandises nécessaires à la vie du pays, qu'il s'agisse de l'alimentation ou des matières premières nécessaires à l'industrie,

1. L'auteur n'a pas utilisé le remarquable ouvrage de Ch. BALLOT, *L'introduction du machinisme dans l'industrie française*.

et ne néglige pas non plus les forces de travail. La balance commerciale joue un grand rôle. C'est aussi la politique des bas salaires. L'auteur remarque que le travail des enfants est antérieur à la « révolution industrielle », ce qui est juste, mais à condition de tenir compte de la question de quantité.

C'est seulement dans la quatrième partie que le mercantilisme est traité comme *Geld-system*, identifiant, partiellement au moins, la richesse et l'argent ; de là l'importance que l'on attribue à la possession la plus grande possible de monnaie ; la défense d'exporter l'or et l'argent ; la préoccupation d'avoir une balance commerciale favorable, bien que l'on ne méconnaisse pas la nature conventionnelle de la monnaie. Toute cette partie caractérise si fortement le mercantilisme que l'on peut se demander si elle ne se serait pas placée avec avantage en tête même de tout l'ouvrage. Enfin, une cinquième partie envisage le mercantilisme comme conception sociale. L'auteur montre qu'en matière commerciale le mercantilisme n'est pas hostile à la liberté. D'autre part, celui-ci ne se préoccupe pas de buts moraux ou humanitaires et il marque quelque tendance à la tolérance religieuse. Évidemment, il est en opposition au libéralisme, bien que les points de contact ne manquent pas, et c'est ainsi que les mercantilistes de la dernière période s'acheminent, à certains égards, vers le libéralisme. L'évolution qui se produit alors prouve qu'il n'y avait pas de cloison étanche. À défaut de conclusion générale, qui eût été bien utile, l'ouvrage se termine par un excellent index.

Dans l'histoire générale du monde de 1560 à 1660 qu'a écrite M. Henri HAUSER¹, on trouvera un bon chapitre sur les transformations économiques et sociales qui se sont produites à la fin du xvi^e siècle, ainsi qu'un chapitre sur les empires européens d'outre-mer. Cela peut paraître un peu court, mais il est juste de dire que, dans la description des divers États de l'Europe, le point de vue économique et social n'est jamais négligé.

L'histoire économique générale de la France n'a donné lieu à aucun ouvrage important. On ne peut citer qu'un brillant article de M. Henri HAUSER², qui marque les traits caractéristiques de l'évolution économique de l'Europe depuis le milieu du xvi^e siècle jusqu'au milieu du xviii^e ; il montre que la France est restée un pays surtout agricole, mais qui a été cependant atteint par le développement du capitalisme, surtout commercial.

En dépit de sa faible étendue, la Belgique, grâce à sa situation géographique, a joué, surtout au Moyen Âge, un rôle économique de premier ordre ; c'est ce qui donne un grand intérêt à la synthèse que vient de nous donner M. Laurent DECHESNE³. Il y était déjà préparé par ses travaux d'écono-

1. Henri HAUSER, *La prépondérance espagnole, 1559-1660*. Paris, Félix Alcan, 1933, in-8°, 594 p. ; prix : 60 fr. (coll. « Peuples et civilisations »).

2. Henri HAUSER, *The characteristic features of French economic history from the middle of the XVI to the middle of the XVIII century* (*The Economic history review*, octobre 1933).

3. Laurent DECHESNE, *Histoire économique et sociale de la Belgique*. Paris, librairie du Recueil Sirey ; Liège, J. Wykmans, 1932, in-8°, 519 p. ; prix : 50 fr.

miste et d'historien ; il a aussi tiré bon parti des nombreux ouvrages qui, depuis un demi-siècle surtout, ont renouvelé toute cette histoire. On doit encore le féliciter d'avoir adopté le cadre de l'histoire générale. Son exposé, clair et précis, est en général d'une lecture agréable, en dépit de certaines longueurs et répétitions qui parfois l'alourdissent. La partie la plus réussie de l'ouvrage est celle qui traite du Moyen Age. De la féodalité et du régime domanial, il nous est donné une description intéressante. L'auteur met en lumière l'émancipation précoce des serfs, les progrès de l'agriculture, notables surtout dans la partie occidentale des Pays-Bas, car la Wallonie et, en particulier, la région ardennaise sont restées longtemps fort arriérées. Il aurait dû, cependant, se garder de certaines formules qui ne répondent pas à la réalité historique ; il nous dit, par exemple, qu'au XVIII^e siècle « l'exploitation du sol prenait un caractère plus capitaliste », parce que « le faire-valoir indirect remplaçait le faire-valoir direct » ; on ne voit pas bien ce que le capitalisme a à voir en cette affaire.

De bons chapitres aussi ont été consacrés à l'expansion si remarquable de l'industrie flamande aux XIII^e et XIV^e siècles, de l'industrie drapière surtout, qui, travaillant pour l'exportation, se trouvait tout entière sous le contrôle des marchands, à l'organisation industrielle, à l'histoire urbaine, aux luttes si mouvementées entre patriciens et gens de métiers, qui occupent une bonne partie du XIV^e siècle. M. Dechesne décrit aussi en excellents termes la décadence de l'économie urbaine et le développement de l'industrie rurale, la chute de Bruges, supplanté par Anvers, dont l'apogée répond à la révolution économique du XVI^e siècle, déterminée surtout par l'afflux des métaux précieux d'Amérique. On peut regretter seulement qu'il ait passé trop rapidement sur les phénomènes politiques et sociaux si mémorables dont Anvers a été le théâtre ; il a le tort de ne pas citer l'ouvrage si important de Goris, *Les colonies marchandes méridionales à Anvers* (Louvain, 1925).

Par contre, il marque bien l'action prépondérante des événements politiques sur la décadence des Pays-Bas belges à la fin du XVI^e siècle et au XVII^e, pendant toute la période de la domination espagnole, alors qu'ils sont l'un des grands champs de bataille de l'Europe. Puis, prenant surtout pour guide le bon ouvrage d'Hubert van Houtte, il expose de façon satisfaisante le relèvement partiel de la Belgique sous la domination autrichienne, relèvement qui est caractérisé surtout par les notables progrès de l'agriculture et une certaine amélioration de l'activité commerciale. Mais il a trop peu insisté sur l'influence, surtout de caractère social, de la Révolution, et aussi sur le réveil industriel de l'époque napoléonienne, pour lequel l'excellent ouvrage de Ch. Ballot (*L'introduction du machinisme dans l'industrie française*) lui aurait fourni de précieuses données.

C'est après 1815 que commence la grande expansion économique de la Belgique, qui se manifeste déjà pendant la période hollandaise (1815-1830). Les premières vingt années de l'indépendance ont connu bien des difficultés,

notamment lors des crises de 1838 et de 1845-1848. Le commerce est encore assez routinier et, si la grande industrie houillère et métallurgique se développe remarquablement, l'industrie de la toile flamande, domestique et rurale, ne peut plus soutenir la concurrence des fabrications perfectionnées de l'étranger. Tout cela est bien mis en lumière par l'auteur, ainsi que les progrès du capitalisme financier, marqués par l'organisation du crédit industriel¹. La seconde partie du XIX^e siècle nous semble exposée avec moins de fermeté, bien que les divers aspects de l'expansion économique, qui caractérisent cette période, aient été envisagés : développement extraordinaire de la grande industrie capitaliste ; progrès du grand commerce international, renforcés encore par la colonisation du Congo ; enfin, dans les dernières décades du siècle, transformation de l'agriculture de la région arriérée du Sud-Est. Les quinze premières années du XX^e siècle restent trop dans l'ombre. La fin du volume, relative à l'évolution sociale de la Belgique contemporaine, est intéressante. L'auteur a bien montré avec quelle lenteur les travailleurs de l'agriculture et de l'industrie ont vu s'améliorer leur condition et combien la législation du travail a été tardive en Belgique, puisque c'est seulement après 1885 que se sont accomplies les transformations décisives. Pourquoi en a-t-il été ainsi ? Quelle a été, à cet égard, l'influence de la Constitution du royaume, qui a laissé à la bourgeoisie la toute-puissance politique ? C'est là une question qu'il eût été intéressant d'examiner.

Jusqu'ici, nous ne disposons d'aucune histoire économique générale du Danemark. On accueillera avec d'autant plus de faveur celle que vient de publier M. Axel NIELSEN, secondé par plusieurs de ses confrères². Les auteurs montrent bien que le Danemark est surtout un pays agricole. Au Moyen Age, c'est surtout le système des trois champs (*Dreifeldwirtschaft*) qui prédomine, avec toutes ses conséquences ordinaires. Dans le Moyen Age, les paysans libres jouent un grand rôle, mais on voit se constituer aussi la propriété ecclésiastique et la propriété royale. Les paysans ont à supporter la dime et les impôts royaux. Comme le Danemark occupe une situation importante entre la mer du Nord et la Baltique, ses habitants, de bonne heure, se sont livrés au commerce et à la pêche. Aux XIII^e et XIV^e siècles, une grande foire annuelle se tenait à Schonen, qui entretint des relations de plus en plus actives avec les villes de la Hanse, et notamment avec Lübeck. Au XIV^e siècle, beaucoup de paysans, autrefois pleinement indépendants, deviennent *censitaires*, mais sans perdre leur liberté personnelle, ni même économique. Le sol devient de plus en plus mobile ; les fils de paysans essaient de trouver à s'occuper dans les villes, et notamment à Copenhague ; ainsi s'explique l'in-

1. A ce propos, M. Dechesne aurait dû citer l'excellent ouvrage de CHEFNER, *Histoire de la banque en Belgique*, t. I.

2. Axel NIELSEN, unter Mitarbeit von Erik ARUP, O. H. LARSEN, Albert OSLEN, *Dänische Wirtschaftsgeschichte*. Iena, G. Fischer, 1933, in-8°, 600 p. ; prix : broché, 28 mk. ; relié, 30 mk. (Handbuch der Wirtschaftsgeschichte, de G. Brodnitz).

troduction, au x^v^e siècle, de l'attachement à la glèbe (*Schollenpflichtigkeit*). On note les progrès de l'agriculture et notamment de l'élevage ; l'exportation du bétail devient de plus en plus active. Les marchands danois, qui ont le monopole du commerce, s'efforcent, dès le début du xvi^e siècle, de lutter contre le commerce des Hanséates et accroissent leurs relations avec les pays de la Baltique.

On voit clairement, au xvi^e siècle, l'influence des événements politiques sur la vie économique et sociale. La Réforme religieuse, qui triomphe en 1536, a pour conséquence d'augmenter la propriété foncière des nobles et surtout du roi ; les dîmes ecclésiastiques sont captées par la royauté ; la noblesse, qui a acquis beaucoup de biens ecclésiastiques, accroît ses privilèges économiques et politiques. Les nobles peuvent désormais vendre librement à des marchands danois ou étrangers leurs produits agricoles et obtiennent une sorte de monopole de fait pour le commerce du bétail. On s'explique alors l'abaissement qui va se manifester pour longtemps dans la condition des paysans danois.

L'ouvrage montre fortement aussi qu'au commencement des temps modernes le Danemark devient une puissance d'importance européenne, par suite de sa domination sur le Sund, qui est la plus considérable des voies de communication de l'époque. Le commerce de la Baltique, qui, à la fin du xvi^e siècle, se trouve presque entièrement aux mains des Hollandais, porte sur la laine, le chanvre, la cire, le lin, le bois, le fer, mais surtout sur les grains, qui sont exportés dans les pays du Midi et procurent d'énormes bénéfices aux armateurs ; mais le Danemark perçoit aussi des droits de douane fort lucratifs. Au xvii^e siècle, pendant la guerre de Trente ans notamment, il se trouve en rivalité, pour la domination de la Baltique, avec la Suède, qui s'unit aux Hollandais pour faire baisser les droits de douane du Sund. Le Danemark doit céder et, à partir de 1660, il cesse d'être une grande puissance.

Sur la révolution des prix du xvi^e siècle, analogue à celle qui s'est produite dans les autres pays, on n'a qu'assez peu de données ; on voit cependant que le maximum des prix se place en 1630. Un fait important, c'est que la condition des paysans empire au cours du xvii^e siècle : les droits seigneuriaux et les corvées les frappent durement ; leurs fils ne peuvent quitter le domaine avant l'âge de trente-six ans et l'attachement au sol sera reconnu par la loi en 1733 ; il y a aussi pour eux un véritable déclassement social, qui se manifeste, par exemple, par les châtiments corporels. Enfin, c'est le déclin de l'agriculture. Les corporations de métiers, moins développées que dans d'autres pays, ne sont importantes que dans quelques villes ; menacées déjà par le pouvoir royal au xvii^e siècle, elles finissent par disparaître au xviii^e. A ce moment-là se développe l'industrie domestique, et le pouvoir royal s'efforce de faire éclore des manufactures, surtout à Copenhague, mais sans grande efficacité. Il y a eu des efforts sérieux pour développer le commerce maritime ;

c'est ainsi que fut créée une Compagnie des Indes orientales, sur le modèle de la Compagnie hollandaise. Le Danemark profita aussi de sa situation de neutre, pendant les guerres maritimes de la fin du xvii^e siècle et surtout du xviii^e, pour accaparer une importante partie du transit méditerranéen ; les guerres de la Révolution (1792-1799) provoquèrent aussi une période brillante.

A la fin du xviii^e siècle et au début du xix^e, le gouvernement travaille à une réforme agraire tendant à la disparition des corvées et de l'attachement à la glèbe. Bien des terres censitaires se transformèrent en propriétés autonomes. En 1868, commença le partage des communaux, qui devait se poursuivre pendant cinquante ans. On procéda à des défrichements et on améliora le système des assolements. Après les crises agraires de 1807 et de 1815, on assiste à de nouveaux progrès de l'agriculture et de la législation. De 1840 à 1870, la principale culture est celle des céréales, puis voici que s'accroissent la production des pommes de terre et l'élevage. L'exportation fait de grands progrès, qui sont favorisés par le développement industriel de l'Angleterre et de l'Allemagne. Les salaires des travailleurs agricoles s'élèvent et des mesures de protection sont prises en leur faveur. En 1857 s'introduit la liberté industrielle et l'on abolit la douane du Sund. C'est une nouvelle période de l'histoire économique qui commence pour le Danemark avec le développement de la grande industrie qui, si elle n'est pas servie par l'abondance des matières premières indigènes, dispose de celles que peuvent lui fournir les ports mondiaux de l'Allemagne et de l'Angleterre. L'organisation du crédit fait aussi de grands progrès, de sorte que le Danemark ne dépend plus du capital étranger. Enfin, depuis 1870, c'est la transformation de l'agriculture en vue de l'exportation ; ses progrès, servis par la coopération, vont de pair avec ceux de la propriété paysanne. A partir de 1870, se manifeste aussi le développement du syndicalisme, du socialisme, de la législation sociale ; dès 1886 est instituée l'assurance contre le chômage. Il est peu de pays dont la vie économique et sociale se soit transformée aussi radicalement au cours du dernier siècle.

D'un autre pays scandinave, la Suède, M. Eli F. HECKSCHER nous donne une brève, mais instructive esquisse¹. En Suède, qui est restée longtemps en dehors du grand mouvement économique, ont persisté, pendant bien des siècles, l'économie naturelle et aussi l'existence d'une classe de paysans propriétaires. D'autre part, depuis le xvi^e siècle, s'est produite une puissante intervention du pouvoir royal en matière économique. Au xvii^e siècle, tient une grande place la production du cuivre, puis surtout du fer. Le rôle de la Suède, à cet égard, s'explique par l'abondance des forêts, la pureté du minerai, les soins donnés aux opérations de la fonte, bien que les procédés aient

1. Eli-F. HECKSCHER, *Sweden in modern economic history* (*The Economic History review*, octobre 1932).

été empruntés aux Allemands, puis aux Liégeois. De 1630 à la mort de Charles XII, l'exportation s'élève de 12,000 tonnes à 33,000. Les méthodes de la sidérurgie ont encore fait des progrès au XIX^e siècle; bien que quantitativement le rôle de la Suède ait singulièrement diminué. La sidérurgie explique aussi que ce pays exporte peu de bois. Mais, au XIX^e siècle, d'énormes domaines forestiers ont été transférés par l'État aux mains des paysans qui, souvent, les ont cédés à vil prix à des spéculateurs. Aussi l'industrie du bois devient-elle prépondérante; on fabrique aussi beaucoup de pâte de bois pour la papeterie. Au XVIII^e siècle, en Suède, il y avait tendance de la population à dépasser les moyens de subsistance, comme le montrent des statistiques précises; mais, au XIX^e, l'équilibre s'est rétabli et, au total, l'accroissement est faible (de 7 à 13 pour 1,000)¹.

Dans la nouvelle histoire de Russie de Paul MILIOUKOV, Ch. SEIGNOBOS et L. EISENMANN², une part suffisante, mais que l'on désirerait plus importante encore, a été faite à l'histoire économique et sociale. De bons chapitres, à cet égard, ont été écrits par MM. Miakotine et Kizevetter pour le Moyen Âge, le XVI^e siècle et pour la période qui s'étend de Catherine I^{re} à la guerre de Crimée. M. Milioukov a traité le XVII^e siècle, le règne de Pierre le Grand et la période de la guerre de Crimée à nos jours. La Révolution de 1917 et l'organisation économique du régime soviétique semblent avoir été traitées avec une objectivité suffisante.

On lira avec grand intérêt un mémoire bien documenté et fortement pensé de M. Jan RUTKOWSKI sur les causes économiques des partages de la Pologne³. Il montre que le régime économique de ce pays était peu satisfaisant aux XVII^e et XVIII^e siècles et il en marque les principales causes: la faiblesse des villes; la fréquence des guerres dans la deuxième moitié du XVII^e siècle et au XVIII^e; la politique des diètes, qui favorisent uniquement les intérêts économiques de la noblesse, aux dépens des paysans. La situation lamentable de ces derniers est le résultat du régime agraire et notamment du servage, qui s'expliquent par la préoccupation d'accroître la production des réserves seigneuriales. En fait, la grande majorité des paysans est de condition servile, astreinte aux corvées. Il y a aussi déclin progressif de l'agriculture depuis le milieu du XVII^e siècle. M. Rutkowski met encore en lumière la médiocrité de la vie urbaine, du commerce et de l'industrie, dont est en grande partie responsable la politique économique des diètes, qui songent

1. Sur l'évolution économique des pays scandinaves, on consultera aussi avec profit Maurice ZIMMERMANN, *États scandinaves; régions polaires boréales*. Paris, Armand Colin, 1933, gr. in-8°, 328 p.; prix: 90 fr. (Géographie universelle).

2. Paul MILIOUKOV, Ch. SEIGNOBOS, L. EISENMANN, *Histoire de Russie*. Paris, E. Leroux, 1932-1933, 3 vol. in-8°, 1,414 p. — Sur l'évolution économique de la Russie, on trouvera aussi des vues suggestives dans P. CAMÉNA D'ALMEIDA, *États de la Baltique. Russie*. Paris, Armand Colin, 1933, gr. in-8°, 360 p.; prix: 100 fr. (Géographie universelle).

3. Jan RUTKOWSKI, *Les bases économiques des partages de la Pologne* (*Revue d'histoire moderne*, juillet-octobre 1932).

surtout à procurer aux nobles des produits industriels à bas prix, fût-ce par une diminution notable des salaires. Néfastes également ont été les privilèges financiers de la noblesse, qui ne furent limités que sous le règne de Stanislas-Auguste — mais il était alors trop tard.

M. Adolf GÜNTHER, qui a écrit en 1930 un ouvrage sur la société des pays alpestres (*Alpenländische Gesellschaft*), met maintenant en œuvre des données statistiques sur la population de la Bavière méridionale et de l'Autriche occidentale¹; il s'agit surtout des dénombrements de 1808-1809 et 1810-1811, alors que ces pays étaient administrés par la Bavière. A la fin du volume, on trouvera des tableaux fort intéressants. L'auteur fait la critique de ces sources qui, sur certains points, laissent à désirer, mais qui nous permettent de nous rendre compte de l'état de la population et, mieux encore, du mouvement de la population. Ce qui est très frappant, notamment dans la région alpestre, c'est la forte natalité, qu'accompagne une forte mortalité, surtout des enfants en bas âge; on voit aussi que les enfants naturels sont nombreux. L'accroissement de la population est considérable, surtout dans les villes, par suite de l'exode rural. Ces pays sont essentiellement agricoles, mais le nombre des artisans est assez considérable, à cause de l'industrie rurale. Les villes moyennes et petites ne diffèrent pas essentiellement comme texture des localités de campagne. Le volume contient encore des renseignements intéressants sur l'industrie, le commerce, la balance commerciale. Au fond, ces pays connaissent une économie de caractère surtout autarchique. Mais il y aura de sensibles transformations au cours du XIX^e siècle.

Voici que paraît le troisième volume des Annales d'économie italienne, de M. Epicarmo CORBINO, qui comprend les années 1881-1890, et qui a été préparé avec le même soin, le même souci d'une bonne documentation, que les précédents². L'auteur montre qu'en dépit de certaines circonstances favorables — notamment les progrès des voies de communication et en particulier des chemins de fer, qui passent de 8,713 kilomètres à 13,163 — l'économie italienne connaît de mauvais jours; il s'agit notamment de la crise agricole, provenant de la baisse des prix, et qui n'a d'autre effet salutaire que d'élever les salaires réels. Très difficile est la situation des propriétaires de toutes catégories. Sans doute, on constate un notable développement industriel, mais l'Italie a à redouter la concurrence étrangère et souffre de l'insuffisance des matières premières. En ce qui concerne le commerce, on note l'accroissement des importations, mais aussi le fléchissement des exportations. Une circonstance défavorable pour le commerce, c'est un protectionnisme excessif, qui est marqué par le tarif des douanes de 1887 et la rupture

1. Adolf GÜNTHER, *Südbayern und Westösterreich zu Beginn des 19. Jahrhunderts*. Innsbruck, Universitätsverlag Wagner, 1933, in-8°, 212 p. (Schriften des Instituts für Sozialforschungen in den Alpenländern an der Universität Innsbruck).

2. Epicarmo CORBINO, *Annali dell'economia italiana*; vol. III : 1881-1890. Città di Castello, Soc. « Leonardo da Vinci », 1933, in-8°, xi-463 p.; prix : 50 lire.

commerciale avec la France. M. Corbino insiste sur ces mesures, qui ont eu de fâcheuses conséquences pour la vie économique, et en attribue la responsabilité à Crispi, mégalomane politique peu averti des questions économiques. Signalons aussi de bons chapitres sur les finances et le crédit. Le cours forcé cesse en 1883, ce qui provoque un phénomène d'inflation. L'organisation bancaire, d'ailleurs, n'était pas sans défauts. C'est aussi dans cette période de 1880 à 1890 que l'on constate un grand développement des sociétés par actions.

En un intéressant article, M. Carl BRINKMANN marque les principales étapes du développement économique de l'Allemagne au XIX^e siècle¹. Il montre l'importance réelle du *Zollverein*, qui n'a pas été une mesure de protection vis-à-vis de l'étranger, mais qui avait surtout pour but le progrès de l'industrie allemande. Il insiste sur le rôle des voies de communication, notamment des chemins de fer, ainsi que sur le caractère particulier des banques allemandes, qui se préoccupaient de financer les entreprises industrielles. Il expose aussi les raisons profondes du triomphe final du régime protectionniste, auquel Bismarck a fini par se décider. Une grande difficulté de l'économie allemande, ce fut de concilier les intérêts divergents des *juncker* et de la grande industrie.

M. Richard THURNWALD, professeur à l'Université de Berlin, étudie le régime économique des sociétés primitives². Il s'agit surtout des primitifs d'aujourd'hui, et principalement de ceux de l'Afrique. Mais l'ouvrage contient aussi des indications fort utiles pour la préhistoire et l'histoire économique, et d'autant plus que l'auteur étudie les faits de façon très réaliste, sans parti pris. Il montre bien que le développement n'a pu être rectiligne et met en lumière le peu de validité de la théorie des trois stades (de la chasse, pastoral, agricole). Bien souvent, les hommes s'adonnent à la chasse, tandis que les femmes cultivent le sol ; tout est beaucoup plus complexe qu'on ne l'imaginait.

Non moins intéressante est la partie du volume qui porte sur les formes de l'activité économique. Celle-ci, par nombre de traits, diffère de celle qui nous est familière. Le primitif est bien moins attaché que nous ne le sommes à l'aspect purement économique des choses ; en ce qui concerne le travail, les métiers, la magie, chez eux, joue souvent un grand rôle. Le salaire non plus ne répond pas à ce que nous entendons par ce mot. Dans les opérations d'échange, dans le commerce, on trouve beaucoup d'éléments étrangers au domaine purement économique.

La distribution des biens a aussi un caractère original. En effet, la richesse est moins de nature économique que sociale ; on l'apprécie surtout en tant

1. Carl BRINKMANN, *The place of Germany in the economic history of the XIX century* (*The Economic history review*, avril 1933).

2. Richard THURNWALD, *Economics in primitive communities*. London, Humphrey Milford, 1932, in-8°, XIV-314 p. ; prix : 25 s. (publ. de l'« Institute of African languages and cultures »).

qu'elle peut donner de la considération, et l'on ne se préoccupe guère de la garder pour en jouir personnellement. Pour les primitifs, le but de l'économie, ce n'est pas le profit. Non qu'on ne puisse distinguer chez eux une sorte de capitalisme, comme une sorte de capitaux (par exemple, le bétail, qui se reproduit), mais c'est, pour ainsi dire, un « capitalisme familial ». La monnaie diffère aussi de celle que connaissent les peuples civilisés ; elle n'a pas une valeur abstraite, elle n'est pas un instrument d'échange général. Signalons aussi un très intéressant chapitre sur l'esclavage, où l'on voit que ce mot recouvre des conditions très diverses. Les sociétés primitives connaissent le communisme, mais celui-ci revêt des formes bien diverses. C'est surtout la terre et les objets de première nécessité qui appartiennent à la communauté ; les objets de luxe, les armes sont objets de propriété privée. On trouve la copropriété de famille et de village. Mais, à mesure que l'hétérogénéité politique et sociale se développe, la propriété privée s'affermir. Nous avons de la peine à saisir pleinement l'esprit de l'économie primitive ; et, cependant, celle-ci forme souvent un tout harmonieux, adapté aux besoins de populations que la civilisation n'a pas encore gagnées.

On sait le parti que peut tirer l'histoire économique des études de géographie régionale. Un nouvel exemple nous en est fourni par la monographie de M. Ph. ARBOS sur l'Auvergne¹. L'auteur s'est surtout attaché à décrire l'activité humaine de cette province, tout à la fois dans une première partie consacrée aux phénomènes généraux, et dans une seconde relative à la description locale. Comme ailleurs, le xix^e siècle a vu une profonde transformation agricole de cette province, la disparition de la jachère, l'extension des prairies artificielles. La vie pastorale, l'élevage s'y sont beaucoup développés, même en Limagne. L'industrie rurale a presque complètement disparu, mais la grande industrie (caoutchouc, automobiles) ne s'est introduite qu'à Clermont, par l'effet de circonstances fortuites. On note aussi les progrès de l'industrie hydro-électrique. L'Auvergne était autrefois un pays de forte émigration — saisonnière, temporaire, définitive — ; celle-ci s'est bien ralentie à cause de la diminution de la natalité et aussi par l'effet de l'enrichissement général.

Les historiens liront encore avec grand intérêt le petit volume que M. Jules SION a consacré à la France méditerranéenne². Il remarque qu'autrefois, surtout au Moyen Age, la vie économique et politique de ces provinces méridionales était tournée bien moins vers la France septentrionale que vers l'Aquitaine, l'Espagne, l'Italie. C'est après le déclin des grandes cités italiennes que Marseille est devenue le plus grand port de la Méditerranée, et son importance s'est maintenue, bien que le caractère de son trafic se soit grandement modifié ; celui-ci s'oriente de plus en plus vers nos possessions

1. Ph. ARBOS, *L'Auvergne*. Paris, coll. Armand Colin, 1932, in-16, 224 p. ; prix : 10 fr. 50.

2. Jules SION, *La France méditerranéenne*. Paris, coll. Armand Colin, 1933, in-16, 222 p. ; prix : 10 fr. 50.

coloniales. M. Sion montre très nettement aussi les transformations qui se sont opérées dans les cultures de la France méditerranéenne : les céréales ne jouent plus qu'un rôle tout à fait effacé ; la première place est tenue par les cultures arbustives (olivier et surtout vigne) ; les fleurs et les primeurs sont en grand progrès. A l'époque contemporaine, on constate un recul de l'industrie, notamment de l'industrie textile. Le développement des villégiatures hivernales... et même, maintenant, estivales, a créé sur les côtes de Provence une nouvelle industrie, celle des « étrangers ».

III. RÉGIME AGRAIRE ET AGRICULTURE. — On sait combien est difficile la question des origines des biens communaux. En une étude approfondie, M. Juan Beneyto PEREZ¹ montre l'insuffisance des théories unilatérales : de la *Markengemeinschaft*, du communisme agraire et aussi de la conception de Fustel de Coulanges. Il s'efforce de démontrer que la propriété communale n'est, en bien des cas, que la propriété de copropriétaires (*consortes*). Il étudie les origines des biens communaux dans le monde romain, puis au Moyen Age dans divers pays de l'Europe. Son étude abonde en remarques pénétrantes et suggestives.

Il est fort intéressant de se rendre compte de la façon dont a été confectionné le grand cadastre français du XIX^e siècle. Rien ne vaut, à cet égard, les monographies régionales, auxquelles le travail de M. René JOUANNE sur le département de l'Orne pourra servir de modèle². Dans son Introduction, il marque l'intérêt d'une étude comme la sienne pour l'histoire économique et sociale. Le cadastre, conséquence forcée de l'établissement de l'impôt direct proportionnel, avait été décidé par la Constituante, mais les gouvernements révolutionnaires, en dépit de tentatives intéressantes, ne purent aboutir. Ce fut le gouvernement napoléonien qui en commença réellement la confection. De l'an XI à 1807, on travailla à l'élaboration du cadastre par nature de cultures, ce qui entraîna de multiples difficultés, tant pour l'arpentage que pour la fixation des revenus des diverses catégories de terres. En 1808, on se décida à la création du cadastre parcellaire ; le travail devint alors plus actif et il fut poursuivi suivant les mêmes méthodes jusqu'en 1821, époque où certaines modifications y furent apportées. Le cadastre, jugé très satisfaisant par les inspecteurs généraux, fut achevé en 1837. Un bon nombre de sessions de Conseils généraux demandèrent des réformes, notamment de 1817 à 1821, mais il n'y eut plus guère de protestations contre le cadastre lui-même.

M. Jean RÉGNÉ, dans un répertoire des plans de l'Ardèche, donne aussi

1. Juan Beneyto PEREZ, *Notas sobre el origen de los usos comunales* (*Anuario de historia del derecho español*, t. IX, 1932, p. 33-102).

2. René JOUANNE, *Les origines du cadastre ornaïs. Étude suivie du répertoire critique des plans des archives départementales depuis l'an XI*. Alençon, Impr. alençonnaise, 1933, in-8°, 258 p.

des renseignements fort utiles sur la confection du cadastre de ce département, sur les diverses catégories de plans parcellaires¹. Le cadastre du département fut achevé en 1847 ; sur trente et un cantons, il y en eut dix-sept où le travail fut élaboré sous la monarchie de Juillet.

Avec une remarquable érudition, M. Ch. MATHIOT a recueilli, dans divers dépôts, nombre de documents sur Le Vernoy, village des environs de Montbéliard², pour toute la longue période qui s'étend du XIII^e siècle à la Révolution ; il les analyse en toute conscience et objectivité ; son interprétation est très prudente et souvent pénétrante aussi. On saisit encore mieux l'évolution sociale de cette localité que son évolution économique. Dès le Moyen Âge, il est beaucoup question de la famille Duvernoy, qui paraît assez aisée et essaime à Montbéliard même, faisant parfois souche d'hommes de loi et d'ecclésiastiques. M. Mathiot nous donne aussi des détails sur la propriété ecclésiastique et la Réforme religieuse du XVI^e siècle, et son étude contient des données intéressantes sur les terribles ravages des guerres du XVI^e siècle et du XVII^e. Le village est déjà affranchi au XVIII^e siècle, mais il est encore soumis au régime seigneurial ; aussi les habitants acceptent-ils volontiers la Révolution française.

J. LOUTCHISKY, dont les beaux travaux sur la propriété en France sont bien connus, a publié en 1915, dans une revue russe, une importante étude sur les populations agricoles dans les environs de Paris à la veille de la Révolution³. L'excellente traduction qu'en a donnée récemment M^{me} N. Stchoupak n'a en rien perdu de son intérêt. Ayant noté, dans les cahiers de 1789, des plaintes sur la chasse seigneuriale et sur la réunion des fermes, Loutchisky s'est appliqué à les expliquer en étudiant des documents d'archives, notamment une série de terriers conservés aux Archives de Seine-et-Oise et les « états de situation » des paroisses, qui fournissent les uns et les autres des éléments de statistique très précis. Il constate la concentration de la propriété noble, principalement dans les environs de Versailles (environ 45 %). La haute bourgeoisie et la noblesse parlementaire détiennent une portion relativement importante de la propriété ; mais la part du clergé n'est que de 14 %. L'extrême inégalité de répartition de la propriété paysanne est particulièrement accusée dans la région parisienne. On constate l'exiguïté des terres paysannes dans la plupart des circonscriptions ; la majorité des paysans manquait de terre et n'avait même pas de maison. Au total, la classe paysanne ne possédait que 17 % du territoire. Les seigneurs afferment aux paysans la plu-

1. Jean RÉGNÉ, *Répertoire des plans cadastraux de l'Ardèche*. Annonay, impr. Décombe, 1933, in-8°, 70 p.

2. Ch. MATHIOT, *Un village affranchi : Le Vernoy-lès-Montbéliard et l'ancien « prieuré » de Vaux*. Vesoul, 1933, in-8°, 94 p. (en vente chez l'auteur ; extr. des *Mémoires de la Société d'émulation de Montbéliard*).

3. J. LOUTCHISKY, *Régime agraire et population agricole dans les environs de Paris* (*Revue d'histoire moderne*, mars-avril 1933).

part de leurs propriétés effectives ; ce sont surtout de grandes fermes, et, cependant, les fermiers ne peuvent être comparés aux *farmers* anglais. Quant aux réserves seigneuriales, elles comprennent surtout des bois ou des forêts, qui servent principalement de terrains de chasse.

Une bonne étude de M. A. DEFRESNE montre¹ que, dans cette même région parisienne, au XVIII^e siècle, la culture de la vigne était encore florissante, notamment sur les coteaux dominant la Seine. C'est au XIX^e siècle, notamment après 1880, qu'elle disparaîtra en grande partie. En 1789, il y avait 2,725 hectares plantés en vigne dans l'arrondissement de Mantes ; en 1833, il n'y en avait déjà plus que 1,729. Le ban des vendanges était encore observé sous la Révolution, puisqu'il y avait encore des « messiers et gardes des vendanges »².

A la propriété foncière de l'ancienne Irlande, M. Daniel COGHLAN a consacré une étude solide, reposant sur une sérieuse connaissance des textes, mais dont l'interprétation, difficile sans doute, n'est pas aisément accessible au lecteur³. L'auteur est un juriste plutôt qu'un historien. Aussi, dans son ouvrage, les diverses époques ne sont-elles pas suffisamment distinguées et l'ordre chronologique n'est guère observé. On a usé de la méthode comparative, mais parfois de façon trop peu judicieuse. L'auteur remarque dans l'ancienne Irlande des traces de l'organisation en tribus et de la propriété tribale. Mais de bonne heure, à côté des terres communes, apparaissent la propriété privée des nobles et les tenures des paysans qui cultivent le sol moyennant des rentes et des services. D'autre part, quoi qu'on en ait dit, le métayage ne semble pas avoir existé en Irlande. Le système féodal proprement dit fut introduit par les conquérants normands. Une difficulté de l'étude entreprise par M. Coghlan, c'est qu'en fait de documents il ne disposait guère que de lois.

La *game law* anglaise, qui datait de 1390 et fut renforcée par la loi de 1671, assurait le monopole de la chasse à la noblesse et à la *gentry*. Les gardes-chasses particuliers avaient le droit d'infliger des pénalités pour délits de chasse. Entre ces gardes-chasses et les braconniers, il y avait des luttes constantes. Il n'est pas étonnant que la population des campagnes se soit montrée très hostile à un système qui fut maintenu pour le profit de 20,000

1. A. DEFRESNE, *Culture de la vigne au XVIII^e siècle dans la région parisienne* (Bulletin du Comité des documents économiques de la Révolution de Seine-et-Oise, années 1928-1930 (1932), p. 58-74).

2. Dans le vignoble parisien, en 1789, les vignerons s'élèvent contre le droit d'aides, le droit d'entrée et, en général, contre tous les impôts indirects ; cette population, gagnée par l'esprit révolutionnaire, adresse au pouvoir royal de curieuses pétitions. Voy. Léon JANROT, *Histoire des émotions populaires de la région d'Argenteuil, Sannois, Herblay, Conflans, Pontoise, etc.* (Ibid., p. 78-101).

3. Daniel COGHLAN, *The ancient land tenures of Ireland*. Dublin, Brown and Nolan, 1933, in-8°, 311 p.

à 30,000 *gentlemen*. M. Chester KERBY, en un intéressant article, montre que cette institution est l'une des manifestations les plus caractéristiques de la structure sociale de l'ancienne Angleterre¹.

M. Reginald LENNARD a étudié les enquêtes agricoles entreprises par la Société royale de Londres sous le règne de Charles II². Il y a trouvé des détails intéressants sur les procédés agricoles employés en Angleterre à cette époque ; il a constaté aussi que prédomine le système de la rotation triennale, avec une année de jachère, et que l'on n'use pas encore des prairies artificielles. La Société royale se préoccupe de la nature des sols.

Sur le régime agraire de l'Angleterre au XIX^e siècle, M. Pierre FLAVIGNY³ a écrit un utile volume, sérieusement documenté, bien au courant de la littérature du sujet⁴. Après avoir expliqué les caractères de l'*openfield system*, il met bien en lumière la « révolution » agraire, dont on trouve les premières traces au XVI^e siècle, mais qui a été surtout l'œuvre des XVIII^e et XIX^e siècles. Au début de ce dernier siècle, l'ancien régime n'a pas encore totalement disparu, notamment dans la grande plaine centrale de l'Angleterre. Ce sont les *enclosures* qui ont le plus fortement contribué à la révolution agraire. L'auteur en explique bien le mécanisme, montre que, des deux catégories d'*enclosures* — par *agreement* et en vertu d'actes du Parlement — c'est la dernière qui prédomine de beaucoup au XIX^e siècle. La procédure en a été améliorée, grâce aux actes généraux d'enclosure de 1801 et de 1848. Ce sont surtout les enclosures qui ont déterminé la concentration des biens fonciers ; M. Flavigny donne à ce sujet des détails concrets. Parallèlement, on constate un mouvement de concentration de l'exploitation agricole. A la fin du XIX^e siècle, les petites exploitations s'étendent sur 14,68 % du sol ; les moyennes, sur 54,51 % ; les grosses fermes sur 31,17 %. En 1905, la superficie moyenne des exploitations agricoles était de 63 acres, soit 25 hectares 20. Dans la deuxième moitié du siècle, la mise en culture de terres nouvelles a singulièrement contribué à cette concentration. Jusqu'en 1850, la culture des céréales est encore prédominante ; à partir de cette date, on constate un progrès rapide des pâturages. En 1870, il y a une proportion presque égale des deux catégories ; en 1900, l'étendue des prairies excède notablement celle des terres arables. A dessein, l'auteur a laissé de côté les répercussions sociales des transformations agraires. Il indique seulement que le mouvement des *allotments*, réforme d'ordre social, ne procède pas de phénomènes économiques.

1. Chester KERBY, *The english game law system* (*American historical review*, janvier 1933).

2. Reginald LENNARD, *English agriculture under Charles II* (*Economic history review*, octobre 1932).

3. Pierre FLAVIGNY, *Le régime agraire en Angleterre au XIX^e siècle* ; préface de Roger PICARD. Paris, Les éditions internationales, 1933, in-8°, 275 p.

4. Cependant, il semble ne pas connaître l'important ouvrage de CLAPHAM, *Economic history of modern Britain*, ou tout au moins il ne le cite pas.

Un intéressant article de M. V. LAVROVSKY¹ montre, pour la période de 1793 à 1815, que la commutation des rentes a eu pour effet de diminuer la propriété paysanne au profit de la grande propriété, et il donne des tableaux significatifs à cet égard. Pour le rachat des rentes, en effet, les paysans sont obligés de céder une partie de leurs terres et d'abandonner leurs *common rights*.

Dans la conclusion de son importante étude sur le *contrepan-lansage*, qui repose surtout sur des documents d'archives, M. Joseph BALON² établit que la propriété paysanne était déjà très morcelée dans le pays de Namur au XIV^e siècle³.

L'épizootie était un fléau assez fréquent dans la France du XVIII^e siècle. M. Paul-M. BONDOIS étudie celle qui a sévi en 1763, d'après les papiers de Joly de Fleury, conservés à la Bibliothèque nationale⁴. L'épidémie, qui se manifestait par une tumeur à la langue, maligne et contagieuse, provenait de l'Est (pays messin et Champagne) et se répandit principalement en Berry, dans le Nivernais et le Bourbonnais, dans le Maine et en Beauce. Elle a été assez rapidement enrayée, grâce aux sérieux efforts du gouvernement, grâce aussi aux remèdes employés par les élèves de l'école vétérinaire de Lyon, créée par Bourgelat en 1762. M. Bondonis publie ou analyse nombre de documents intéressants.

Au régime agraire de l'ancienne Russie, M. Geroid TANQUARY ROBINSON a consacré un ouvrage très soigné, très au courant de ce qui a été publié sur la question en Russie, comme le montrent une bonne bibliographie et de nombreuses notes, malheureusement rejetées à la fin du volume ; il a aussi l'avantage de connaître le pays⁵. A la Russie rurale d'avant l'émancipation des serfs de 1861, soixante pages seulement ont été consacrées, qui sont de la bonne vulgarisation, sans plus. D'une façon bien plus approfondie ont été traitées l'opération de l'émancipation et ses conséquences. M. Robinson montre que la situation des anciens serfs ne s'est qu'insuffisamment améliorée ; d'autre part, on constate le déclin économique de la noblesse, obligée de vendre une partie de ses propriétés rurales, qui souvent sont acquises par la bourgeoisie industrielle ou commerciale.

1. V. LAVROVSKY, *The commutation as a factor in the decrease of landownership by the english peasantry* (*Economic history review*, octobre 1933).

2. Joseph BALON, *Le contrepan-lansage dans le droit namurois au XIV^e siècle* (*Revue historique du droit français et étranger*, 1933).

3. Le *contrepan* est une vente volontaire, par laquelle le débiteur cède à son créancier la pleine propriété de biens immeubles pour le garantir de la bonne exécution de ses obligations. Le créancier rétrocède au débiteur le domaine utile de ces biens, à condition qu'il exécute ses obligations : c'est le *lansage*.

4. Paul-M. BONDOIS, *L'épizootie de 1763* (*Revue d'histoire économique*, année 1932, nos 3-4).

5. Geroid TANQUARY ROBINSON, *Rural Russia under the old regime ; a history of the landlord-peasant world and a prologue to the peasant revolution of 1917*. Londres, G. Allen et Unwin, 1932, in-8°, 342 p. ; prix : 16 s.

Deux bons chapitres, très nourris, sont consacrés à la Révolution de 1905, qui, née de la guerre contre le Japon, fut surtout l'œuvre du prolétariat urbain et des partis révolutionnaires. Sans doute, il y a eu des troubles graves dans les campagnes, mais ils ont été spontanés dans une forte mesure. Toutefois, dans les *Doumas*, paraissent les paysans, qui font entendre leurs revendications. Mais en quoi consistent exactement leurs idées et leurs aspirations? C'est ce qu'il est difficile de percevoir nettement; cependant il semble bien qu'ils veulent être délivrés des charges qui pèsent sur eux et obtenir de la terre. D'ailleurs, après la marée révolutionnaire de 1905, il y a reflux en 1906 et dans les années suivantes. Alors intervient une nouvelle législation, celle de Stolypine, qui a pour but de démolir l'ancienne communauté de village (le *mir*) et de créer la propriété paysanne individuelle, en opérant des remembrements. Dans quelle mesure cette législation a-t-elle été mise en pratique? L'auteur montre bien pourquoi il est assez difficile de le savoir. En tout cas, il y a eu accroissement de la population paysanne individuelle, comme le montrent les tableaux statistiques des pages 267 et suivantes. De 1906 à 1914, on constate encore des troubles, mais moins graves qu'en 1905. Cependant, la situation des paysans reste encore précaire. L'auteur en expose bien les causes : accroissement de la population, état arriéré de l'agriculture et des communications.

Une simple mais intéressante esquisse de l'histoire des paysans danois nous est donnée par P. MUNCH¹, qui insiste surtout sur l'époque contemporaine. Il montre que leur émancipation, plus tardive qu'en France, ne s'est achevée qu'après 1830 et 1848. Depuis cinquante ans, il y a eu au Danemark une transformation économique et sociale profonde, principalement grâce à la coopération agricole. La grande propriété ne cesse de diminuer au profit de la moyenne et de la petite, soutenues par l'État. L'auteur note encore les progrès extraordinaires de l'agriculture et surtout de l'élevage, qui vivent principalement de l'exportation. Aussi, depuis 1930 le pays souffre-t-il particulièrement de la crise mondiale.

Le monumental ouvrage de M. Lewis Cecil GRAY sur l'histoire de l'agriculture des États-Unis du Sud jusqu'en 1860² est une œuvre des plus approfondies, qui a demandé vingt ans de recherches; on en peut juger par l'excellente bibliographie. L'auteur décrit l'évolution économique de cette vaste contrée depuis le xvi^e siècle et sous tous ses aspects : technique, agricole, économique, social. Comme dans les autres régions, les colons ont d'abord été des pionniers, état de choses dont il a subsisté bien des traces, même en des époques récentes. Aux xvii^e et xviii^e siècles, c'est le progrès de plus en plus grand du système de la plantation, avec le développement de productions agricoles destinées à l'exportation : tabac, sucre, riz (dans une certaine

1. P. MUNCH, *Le paysan danois* (Revue historique, mars-avril 1933).

2. Lewis Cecil GRAY, assisted by E. Katherine THOMPSON, *History of agriculture in the Southern United States to 1860*. Washington, Carnegie Institution, 1933, 2 vol. in-8°, 1,086 p.

mesure), enfin et surtout coton. Là se manifeste l'influence du capitalisme, au moins commercial. A la plantation correspond le développement de l'esclavage noir, qui remplace de plus en plus les engagés blancs (*indentured servants*), d'abord nombreux. L'ouvrage contient beaucoup de détails sur l'esclavage à l'époque coloniale, la condition économique et sociale des noirs, l'organisation de leur travail, la façon dont ils sont traités, et aussi sur la classe des planteurs, leurs habitudes et leurs mœurs. M. Gray décrit ensuite les effets de la révolution américaine au point de vue juridique et social, de mesures comme la suppression des droits seigneuriaux, de la primogéniture et, plus tard, l'abolition de la traite négrière.

La période postcoloniale, c'est-à-dire le XIX^e siècle, est caractérisée par le développement de la culture du tabac et surtout du coton. L'auteur nous donne beaucoup de renseignements précieux sur les modes de culture, le développement de la production, les débouchés, l'organisation commerciale. De grands faits, ce sont le peuplement et la mise en valeur progressifs des régions du Sud-Ouest, où émigrent beaucoup de planteurs du Sud-Est; le régime des plantations ne cesse donc de s'y développer, au détriment des anciens États. Sur le recrutement de l'esclavage, gêné par l'abolition officielle de la traite, sur son organisation au XIX^e siècle, sur les négres libres, l'auteur nous fournit beaucoup de renseignements du plus haut prix. On voit que, dans les États du Sud, l'agriculture générale (maïs, blé, etc.) se développe, malgré certaines circonstances défavorables. Le régime agricole du Sud, c'est-à-dire le système de la plantation, constitue un obstacle au développement de l'industrie, encore fort arriérée. Sur la question de l'esclavage, il y avait opposition tranchée entre le Nord et le Sud. Avec une grande objectivité, M. Gray montre comment la question se posait, ce qu'il pouvait y avoir de juste dans la thèse esclavagiste des Sudistes. Mais, en somme, l'esclavage n'avait pas seulement le tort d'être moralement répugnant; il constituait aussi une circonstance défavorable pour le développement économique des États du Sud. Des croquis intéressants, des statistiques illustrent ces volumes si nourris.

Il faut signaler une brillante et suggestive histoire comparative sur le servage, qu'a écrit M. G. J. BRATIANU¹. Il montre qu'en Roumanie, à la fin du XVI^e siècle, comme en Russie à la même date, l'État s'efforce d'attacher le paysan à la glèbe, ce qui est l'origine du servage moderne. En Roumanie comme en Russie, les causes fiscales sont prédominantes; il s'agit de donner aux propriétaires nobles les ressources suffisantes pour qu'ils s'acquittent de leurs devoirs fiscaux. En Pologne et dans les pays baltiques, où l'État est faible, l'établissement du servage a été déterminé surtout par l'exportation des céréales. M. Bratianu se livre aussi à des comparaisons avec le Bas-Empire romain et l'Empire byzantin.

1. G. J. BRATIANU, *Servage de la glèbe et régime fiscal, essai d'histoire comparée roumaine, slave et byzantine* (Annales d'histoire économique et sociale, septembre 1933).

Au regretté Josef KULISCHER on doit aussi une étude comparative, qui a trait au régime agraire de la Russie et à celui de la Prusse au XVIII^e siècle¹. Le servage en Russie aboutit souvent à la servitude personnelle ; le seigneur en arrive à disposer souverainement de son serf, sans intervention de l'État. Juridiquement, la corvée en Russie est illimitée, plus qu'en Prusse ; mais une notable partie des paysans est soumise, non à la corvée, mais à l'*obrok*. Au XIX^e siècle, on reconnut que le régime de la corvée était moins avantageux comme rendement que le travail des journaliers. Mais, le grand obstacle à tout progrès, c'était l'état défectueux des voies de communication, qui avait pour conséquences l'irrégularité des prix des grains et la misère.

IV. COMMERCE. — On sait combien l'activité commerciale dépend des voies de communication. Dans une étude remarquablement documentée et exposée avec une grande lucidité, M. Franco BORLANDI montre que l'insuffisance des voies de communication dans l'Italie du XVIII^e siècle et de la première moitié du XIX^e a contribué singulièrement à la stagnation de la vie économique². Il donne des détails précis sur l'état des routes dans les divers États de l'Italie ; le morcellement de la péninsule contribue à rendre malaisées les communications. La Lombardie, cependant, est en progrès relatif, grâce à la centralisation opérée par le gouvernement autrichien. Les économistes italiens du XVIII^e siècle s'aperçoivent assez nettement de la façon dont se pose la question. En ce qui concerne les voies maritimes, la circonstance défavorable, ce fut la décadence progressive des diverses cités maritimes. M. Borlandi note l'influence de la Révolution française et du Premier Empire. Napoléon a contribué notablement au progrès des voies de communication. Aussi, après sa chute, regrette-t-on l'unification et la centralisation qui s'étaient opérées en Italie. Puis vient l'ère des chemins de fer ; ceux-ci ont contribué à montrer combien l'unité s'imposait au point de vue économique.

Pendant longtemps, en France, la navigation fluviale a eu une importance de premier ordre, à cause de l'insuffisance des routes et de la cherté des transports terrestres. M. GRELIE le montre en ce qui concerne la Charente, dont la navigation a été active aux XVII^e et XVIII^e siècles³. Après la Révolution, la décadence commença pour cette navigation, qui, depuis la guerre mondiale, est presque entièrement tombée. Les marchandises transportées sous l'ancien régime étaient principalement le sel, à destination du Limousin, l'eau-de-vie et le papier, à destination de la Hollande et de l'Amérique ; à

1. Josef KULISCHER, *Die Leibeigenschaft in Russland und die Agrarverfassung Preussens im 18. Jahrhundert ; eine vergleichende Studie*, in-8°, 62 p. (extr. des *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, 1932).

2. Franco BORLANDI, *Il problema delle comunicazioni nel secolo XVIII nei sui rapporti col risorgimento italiano*. Pavie, 1932, in-8°, 156 p. (Collana di Scienze politiche).

3. J. GRELIE, *La Charente, étude de fleuve* (*Annales de géographie*, janvier 1933).

la fin du XVIII^e siècle, le commerce de l'eau-de-vie souffre de la concurrence du Languedoc, qui la vend moins cher.

Le grand ouvrage de M. Louis-Maurice JOUFFROY sur la construction des chemins de fer français de l'Est repose sur une riche documentation de sources imprimées et manuscrites¹. Il retrace toute l'histoire des projets, des études, de l'activité des corps administratifs (notamment du Conseil des ponts et chaussées); il rend compte aussi des discussions qui eurent lieu devant les Chambres. Les projets et études commencèrent dès 1832. Les ingénieurs des ponts et chaussées se montrèrent plus préoccupés de questions techniques que de questions économiques et tenaient aussi à ménager les droits de l'État; leur esprit n'était pas exempt d'étroitesse.

La question qui se posait, c'était d'améliorer les communications de la région de l'Est, défavorisée à cet égard, car elle manque de voies naturelles. On songe avant tout à la capitale; or, pour l'Est, à cette époque, ce qui est plus important encore, ce sont les relations avec le Midi. Dans le projet élaboré en 1837, on s'inspire de l'idée que, de Paris à Strasbourg, il faut surtout une ligne droite. Mais le projet est rejeté par la Chambre en 1837 et 1838. Les diverses régions et localités, obéissant à la préoccupation de leurs intérêts particuliers, s'agitent; et c'est, au fond, heureux, car on est alors obligé de formuler des projets moins rigides, plus adaptés aux nécessités économiques. Tout cet exposé explique fort bien la genèse de la loi de 1842. Ce qui décide finalement le vote de la ligne, ce sont surtout des considérations stratégiques, provoquées par l'alerte de 1840. Plusieurs compagnies se constituent; la principale (Compagnie du chemin de fer Paris-Strasbourg) a pour président Molé. Mais alors intervient l'amendement Crémieux, d'après lequel aucun membre du Parlement ne pourra figurer dans les compagnies. Molé et ses collègues de la Chambre donnent leur démission de la Compagnie, mais celle-ci, lors de l'adjudication, se trouve seule, grâce aux fusions qui se sont opérées. M. Jouffroy donne beaucoup de détails très précis sur les travaux de construction. Malgré les difficultés suscitées par la crise de 1848 et le projet d'expropriation des Compagnies, abandonné, d'ailleurs, après les journées de Juin, le tronçon Paris-Épernay est ouvert en 1849; enfin, en septembre 1852, est inaugurée la ligne de Paris à Strasbourg. L'embranchement de Reims n'est ouvert qu'en 1854. L'auteur met en relief l'importance de l'embranchement Metz-Sarrebrück, qui dessert les houillères de la Sarre. Il marque un peu rapidement les conséquences économiques des voies ferrées de l'Est, si frappantes pour tout le Nord-Est de la France. Il a laissé de côté les questions de finance, de spéculation, etc., et on ne laisse pas de le regretter.

1. Louis-Maurice JOUFFROY, *Recherches sur les sources d'une grande ligne de chemin de fer au XIX^e siècle*. Paris, J. Barreau, 1932, in-8°; — *Une étape de la construction des grandes lignes de chemins de fer en France : la ligne de Paris à la frontière d'Allemagne, 1816-1852*. Paris, J. Barreau, 1932, 3 vol. in-8°, 262, 255, 291 p.

M. Alfred UHRY expose l'histoire du réseau des canaux alsaciens au XIX^e siècle¹. Il met en relief l'importance de ce réseau pour le développement de l'industrie alsacienne et des relations internationales. Il rappelle l'ouverture, en 1833, du canal du Rhône au Rhin, très important surtout pour Mulhouse et menacé par la création des chemins de fer, puis celle des canaux de la Marne au Rhin (1853) et des houillères de la Sarre (1866). On projetait l'élargissement des canaux alsaciens lorsque la guerre de 1870 éclata. Pendant l'occupation allemande, tous les projets furent suspendus. Depuis le retour de l'Alsace à la France, on a approfondi l'embranchement de Huningue et on a opéré des travaux pour l'amélioration du canal du Rhône au Rhin².

En une pénétrante et suggestive étude, M. Henri PIRENNE nous fait voir que les vins français, au Moyen Age, donnaient lieu à un grand commerce d'exportation³. Il s'agit d'abord des vins de la région de la Seine ; mais, surtout après le mariage d'Aliénor d'Aquitaine avec Henri Plantagenet (1152), on voit se développer le commerce avec l'Angleterre des vins du Bordelais, de la Saintonge, de l'Anjou. Il y a aussi une exportation très active dans les Pays-Bas, c'est-à-dire en Flandre, puis en Hollande (surtout à partir du XIII^e siècle). Les vins français l'ont emporté de bonne heure sur les vins rhénans. Ils s'introduisent aussi dans les pays de la Baltique, grâce aux Hanseates. Comme tous les commerces d'exportation, le commerce du vin a un caractère capitaliste. Oléron était, avec La Rochelle et Bordeaux, un des grands ports exportateurs ; M. Pirenne indique en passant que les rôles d'Oléron ont été la source du *Zeerecht von Damme*.

M. Henri LAURENT, professeur à l'Université de Bruxelles, a consacré un excellent mémoire au droit des foires aux XIII^e et XIV^e siècles⁴. C'est par le droit des foires, affirme-t-il, qu'on peut le mieux se rendre compte « de ce que contenait le *jus mercatorum*, qui fut une jurisprudence nouvelle, internationale, simple, rapide et équitable ». L'auteur s'attache à l'étude de la procédure nouvelle, en s'appuyant sur une documentation toute nouvelle, qui se compose essentiellement d'actes de procédure des foires de Champagne. Le trait le plus saillant, c'est que les défaillants sont poursuivis, s'il y a lieu, devant des juridictions étrangères qui doivent se conformer au droit des foires ; la réquisition est présentée par un sergent des foires qui fait fonction d'huissier ; on requiert la saisie des biens du défaillant, et, à défaut, on doit se saisir de sa personne. Dans le cas où la justice étrangère ne donne pas

1. Alfred UHRY, *Le réseau des canaux alsaciens* (Revue économique internationale, décembre 1932).

2. Voy. aussi, par le même auteur, *Strasbourg, port de canal*, in-4°, 27 p. (extr. de la *Naviga-tion du Rhin*, novembre 1933). M. Uhry décrit les aménagements successifs du port, en rela-tion avec les progrès de la canalisation et de la navigation rhénane.

3. Henri PIRENNE, *Les vins français au Moyen Age* (Annales d'histoire économique et sociale, mai 1933).

4. Henri LAURENT, *Droit des foires et droits urbains aux XIII^e et XIV^e siècles* (Revue d'his-toire du droit français et étranger, octobre-décembre 1932, p. 660-710).

satisfaction aux mandements de la justice des foires, on use de la « défense des foires », d'après laquelle les ressortissants de la justice étrangère « seront pris et arrêtés aux foires ». Mais il y a aussi bien des procédés pour tourner la « défense ». Il faut noter que le droit de foire se heurte au droit urbain, qui veut que le bourgeois ne soit justiciable que du tribunal de la ville ; aussi y a-t-il de nombreux exemples de résistance. Se demandant quels effets a eu toute cette procédure, M. Laurent estime qu'il faut distinguer les époques : à l'époque où les foires tombent en décadence, on use davantage d'accommodements, mais il n'en a pas été de même à l'époque de la prospérité. Cependant, comme la procédure est souvent compliquée, certaines actions de foires ont été interminables¹.

D'après les archives de Nantes (surtout les archives municipales) et celles du consulat de Bilbao, M. Paul JEULIN a écrit une solide étude sur la contraction de Nantes², dont les origines remontent au xve siècle, mais qui s'est surtout développée à partir du xvie. C'est une association de marchands de Nantes et de Bilbao. On trouve, en effet, à Nantes, nombre d'Espagnols qui sont consignataires et affréteurs (parmi eux figure le célèbre André Ruiz), et des Nantais sont établis à Bilbao. M. Jeulin décrit avec précision les pratiques commerciales et les droits qui frappent le commerce dans les deux ports. Les bateaux qui font le commerce entre Nantes et Bilbao, et dont le tonnage ne dépasse guère 100 tonneaux, voyagent isolés et surtout par groupes (pour se défendre de la piraterie). De Nantes, ils exportent des toiles, des eaux-de-vie, des objets fabriqués dans diverses régions françaises ; de Bilbao, des laines en grande quantité, des cuirs, des aciers, etc. Ce commerce était d'autant plus important que Bilbao était en relation avec une bonne partie de l'Espagne. M. Jeulin montre encore que sa décadence a été rapide à la fin du xvii^e siècle et au xviii^e.

De M. Henri LÉVY-BRUHL³, signalons la très intéressante publication de documents relatifs au projet de code de commerce qui fut élaboré à la veille de la Révolution ; il en a trouvé les éléments aux Archives nationales et à la Bibliothèque nationale. Il publie le texte du nouveau code projeté, les procès-verbaux de la Commission, nommée par le garde des sceaux Miromesnil, et aussi d'importants mémoires sur diverses questions de législation commerciale. La Commission travailla de 1778 à la fin de 1783, puis le projet fut soumis au Parlement, qui montra de la mauvaise volonté, parce qu'il redoutait l'accroissement des attributions de la juridiction consulaire, de sorte

1. Signalons encore une bonne étude, qui ne nous est pas parvenue, de M^{lle} Simone POIGNANT, *La foire de Lille ; contribution à l'étude des foires flamandes au Moyen Age*. Lille, E. Raoust, 1932, in-8°, 194 p. (Bibl. de la Société d'histoire du droit des pays flamands, t. VI).

2. Paul JEULIN, *Aperçus sur la contraction de Nantes, 1530-1733* (*Annales de Bretagne*, 1932, t. XL, p. 284-531).

3. Henri LÉVY-BRUHL, *Un projet de Code de commerce à la veille de la Révolution : le projet Miromesnil, 1778-1789*. Paris, E. Leroux, 1932, in-8°, 334 p. (Mémoires et documents publiés par la Commission des documents économiques de la Révolution, n° IV).

qu'en 1789 l'examen de ce projet n'était pas encore terminé, malgré de constants rappels à l'ordre du garde des sceaux. En germinal an XI on élit, pour élaborer un nouveau code de commerce, une commission dont fait partie Gorneau, juge au tribunal de Paris ; celui-ci semble avoir eu une connaissance précise du projet Miromesnil, et le projet qu'il établit à son tour est la source du code de commerce de 1807. La commission du XVIII^e siècle s'était efforcée d'adapter le code de commerce aux besoins provenant de la grande expansion commerciale du demi-siècle précédent, notamment en ce qui concerne les lettres de change, les faillites, dont la législation, beaucoup trop dure, se révélait inefficace, les courtiers, etc.

L'intéressant mémoire de M. Jacques LEVRON, archiviste de Maine-et-Loire, expose les origines de la Bourse de commerce d'Angers, qui était réclamée par les juges-consuls¹. Une première tentative eut lieu en 1730, puis une seconde en 1754, alors que l'industrie angevine marquait un sérieux progrès ; mais la plupart des corporations, auxquelles on voulait en faire supporter les frais (au total 12,000 livres), firent opposition au projet, ainsi que les petits marchands. Cependant, après la guerre de Sept ans, les juges-consuls reprennent le projet, en ayant soin de se charger de la plupart des frais. La Bourse d'Angers semble avoir rendu de sérieux services jusqu'en 1791 ; puis ses séances furent suspendues par les troubles révolutionnaires et elles ne seront rétablies que sous le Premier Empire.

M. Marcel-A. HÉRUBEL étudie l'évolution des ports de la Seine maritime depuis les temps préhistoriques, dont il est bien informé, mais sur lesquels, naturellement, il ne peut que formuler des hypothèses². Il considère que l'époque gallo-romaine marque le triomphe des terriens. Les dévastations normandes, détruisent les ports, mais la navigation se reconstitue lors du duché de Normandie ; Rouen ne tarde pas à devenir un très grand port. La conquête de Philippe-Auguste marque une crise grave, mais que surmontent la ténacité et l'habileté des Normands, et voici que Rouen, avec ses avant-ports, joue de nouveau un grand rôle dans l'histoire maritime. Dès le début du XVI^e siècle, l'échec définitif de Harfleur, l'accès difficile de Honfleur, l'accroissement du tonnage des bateaux rendent nécessaire la création d'un port situé sur la mer ; ce fut Le Havre, port artificiel, mais qui fit de rapides progrès dès le XVI^e siècle³. Le travail de M. Hérubel est très documenté, très approfondi, mais l'abondance des détails fait que les idées générales ne se détachent pas très nettement.

1. Jacques LEVRON, *La Bourse de commerce d'Angers au XVIII^e siècle ; histoire d'un conflit économique*. Angers, Société des éditions de l'Ouest, 1933 (extr. de la *Province d'Anjou*).

2. Marcel-A. HÉRUBEL, *Les origines des ports de la Seine maritime (Mémoires de l'Académie de marine, t. X, 1930. Paris, Société d'éditions géographiques)*.

3. Dans les *Mémoires de l'Académie de marine* (t. X, 1931, p. 91-132), M. l'abbé A. ANTHIAUME donne des indications précises sur l'école d'hydrographie du Havre, sur les hydrographes et cartographes de cette ville du XVI^e au XIX^e siècle.

En Bretagne, au XVIII^e siècle, des ports secondaires jouent encore un certain rôle, surtout à cause du cabotage, mais l'accroissement du tonnage des bateaux rend indispensables certains travaux d'aménagement. En une petite étude, nous avons montré¹ que, grâce à des subventions des États de Bretagne, des travaux de cette sorte furent effectués à Morlaix, Landerneau, Tréguier, Vannes, Auray, etc. A Saint-Malo, comme le marque M. Léon VIGNOLS dans un instructif article fondé sur des documents des archives municipales, des travaux furent accomplis également, mais qui furent moins considérables que ceux qu'avaient imaginés Vauban, dans son grand projet de 1696, et ensuite Garengneau (1714-1724) ; on s'est heurté à l'étroitesse d'esprit des bourgeois malouins, uniquement préoccupés d'intérêts personnels².

Un historien américain, M. Frederik L. NUSSBAUM³, décrit la fondation de la nouvelle Compagnie des Indes fondée en 1785. Il montre qu'on sentait le besoin de cette création, parce que le commerce privé se révéla impuissant à suffire au commerce avec l'Extrême-Orient. Mais il faut tenir compte aussi des spéculations financières : la Compagnie fut essentiellement l'œuvre de banquiers de Paris et de Londres, qui s'entendirent avec Calonne. La Compagnie, société par actions au capital de vingt millions, devait se borner uniquement au commerce. Elle excita un violent mécontentement de la part des négociants.

Le même F. L. NUSSBAUM, d'après des documents des Archives nationales, a écrit un bon article sur les députés extraordinaires du commerce⁴. Il y avait bien, depuis le début du XVIII^e siècle, des députés ordinaires du commerce, mais qui n'étaient pas, à proprement parler, les délégués des villes. Aussi de plus en plus, surtout dans les vingt dernières années de l'ancien régime, les villes nomment-elles des délégués extraordinaires chargés de traiter des affaires particulières pour le compte des villes maritimes ; l'auteur en donne d'intéressants exemples.

Pour l'époque révolutionnaire, nous n'avons à signaler que la publication de M. Henri CALVET sur l'accaparement à Paris sous la Terreur⁵. Il s'agit de l'application de la loi du 26 juillet 1793 à Paris et dans la région parisienne, loi très sévère, puisqu'elle comportait même la peine capitale. Des commissaires furent chargés de l'appliquer, mais ils ne s'acquittèrent que

1. Henri SÉE, *Notes sur les travaux dans les ports bretons au XVIII^e siècle* (*Annales de Bretagne*, 1933, t. XL, n° 3).

2. Léon VIGNOLS, *Les améliorations anciennes du port de Saint-Malo au XVIII^e siècle* (*Ibid.*, p. 420-433).

3. Frederik L. NUSSBAUM, *Calonne's East India Company* (*American historical review*, avril 1933).

4. F. L. NUSSBAUM, *The deputies extraordinary of commerce and the French monarchy* (*Political Science Quarterly*, décembre 1933).

5. Henri CALVET, *L'accaparement à Paris sous la Terreur. Essai sur l'application de la loi du 26 juillet 1793*. Paris, E. Leroux, 1933, in-8°, 258 p. (Mémoires et documents publiés par la Commission des Documents économiques de la Révolution, t. V).

médiocrement de leurs fonctions, commirent pas mal d'erreurs et d'injustices. On se convainquit rapidement de l'inefficacité de la loi et on voulut la corriger ; dès le 2 nivôse an II (22 décembre 1793), on suspendit l'exécution de la peine de mort et, le 12 germinal (1^{er} avril 1794), on promulgua une nouvelle loi. L'étude de M. Calvet est très soignée ; il semble bien qu'aucun document important ne lui a échappé.

En une remarquable étude, qui s'appuie sur des documents puisés aux Archives nationales et au Record Office de Londres, M. Eugène TARLÉ, bien connu de nos lecteurs, étudie les effets du Blocus continental sur les relations commerciales franco-russes¹. D'ailleurs, même avant le blocus, ces relations étaient déjà malaisées, car Napoléon était hostile à tout traité de commerce ; nombreuses étaient les plaintes des industriels et commerçants français, notamment des « soyeux » de Lyon. Après le traité de Tilsitt, on voit se développer les conséquences fâcheuses du Blocus continental. Le commerce russe souffre grandement de la rupture des relations avec l'Angleterre, qui entraîne une très grande dépréciation du rouble. D'autre part, on ne parvient pas à empêcher une très active contrebande : c'est par la Russie que beaucoup de contrées continentales se procurent des denrées coloniales ; la Russie est aussi la grande fournisseuse de coton pour les filatures européennes. Puis les licences autorisées par Napoléon depuis 1809 et surtout depuis 1810 semblent illogiques aux Russes. Faut-il s'étonner que la guerre franco-russe apparaisse comme fatale depuis 1811 ?

Combien la politique napoléonienne a été funeste pour le commerce français, c'est ce que montre l'exemple de Bordeaux, comme nous avons pu nous en rendre compte par l'étude d'une correspondance commerciale d'un Bordelais, Honorat Lainé². S'il y a encore quelques transactions dans ce port, c'est grâce aux bons offices des neutres.

Henri SÉE,

Professeur honoraire à la Faculté des lettres de Rennes.

(Sera continué.)

1. Eugen TARLÉ, *Russland und die Kontinentalsperre* (*Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft*, février 1933, t. XCIV, p. 70-106). Quand aurons-nous une traduction française de son grand ouvrage sur le Blocus continental ?

2. Henri SÉE, *Le commerce de Bordeaux à l'époque napoléonienne, d'après la correspondance d'Honorat Lainé* (*Revue d'histoire économique*, année 1933, n° 1).

COMPTES-RENDUS CRITIQUES

Harold BAYLEY. *The lost language of London. A tale of king Cole. Founded on folklore, field names, prehistoric hill figures and other documents.* Londres, Jonathan Cape, 1935. 287 pages, 26 illustrations. Prix : 10 s. 6 d.

Si j'ai bien compris le titre et l'objet de cet ouvrage, on devrait y trouver d'abord une étude sur les plus anciens monuments de Londres dont le nom n'est plus compris aujourd'hui, puis l'histoire légendaire d'un roi appelé Cole, enfin un exposé des sources utilisées par l'auteur, à savoir le folklore, les noms de lieu, certaines figures symboliques qui décoraient ou consacraient des tumuli appartenant à l'époque archaïque de l'Angleterre. Sur ces mêmes terrains, M. Bayley avait déjà fait de fructueuses excursions¹, qu'il complète aujourd'hui sur des points en partie nouveaux, mais inspirés par le même esprit qui répugne à l'érudition pure et se complait aux fantaisies de l'imagination, à la mythologie et au symbolisme, à condition d'ailleurs que les faits « soient présentés sous une forme que la critique historique puisse les admettre² ». Il cherche d'ailleurs à donner le plus possible de nouveau. Du nouveau, il n'en manque pas dans son livre.

La matière en est riche. Elle est distribuée en vingt-deux chapitres qui, par malheur, chevauchent souvent les uns sur les autres en un état de singulière confusion. Il faut donc y faire un choix. Je me contenterai d'appeler l'attention sur deux groupes de faits ou d'idées concernant la préhistoire de l'Angleterre païenne et chrétienne ; c'est d'abord la légende du roi Cole qui a donné naissance à de nombreux noms de lieu et d'attributions symboliques ; c'est ensuite certains noms donnés à des monuments du Londres ancien qui évoquent une langue aujourd'hui incomprise.

I. Le roi Cole est un personnage mythologique. Son nom déjà est une énigme. On ne doute pas qu'il n'appartienne à la langue celtique, particulièrement chère à M. Bayley ; il a pris soin de noter les cas nombreux où ce nom est entré en composition avec d'autres éléments linguistiques, dans des noms de localités anglaises. On a le choix entre *Coleprophets* (dont M. Bayley ignore le sens), *colepits*, *colegroves*, *couldharbour*, ou même *Gothercole* et *Kilburn*, sans oublier les *culdes* qui furent, comme on le sait, des « serviteurs de Dieu », des ermites vivant loin du

1. *The lost language of symbolism ; an enquiry into the origin of certain letters, words, names, fairy-tales, folklore and mythologies*, 2 vol., 1917. — *Archaic England. An essay in deciphering prehistory from megalithic monuments, earthworks, customs, coins, place-names and faerie superstitions* (1919). Cf. *Rev. histor.*, t. CXLI, p. 66.

2. *The lost language of London*, p. 14 et 27 : M. Bayley éprouve une vive répugnance à suivre l'enseignement philologique de la science allemande ; il proteste contre l'envahissement de l'anglo-saxon dans l'étude des noms de lieu d'origine celtique.

monde, dans des grottes (*pits*) ou des trous creusés pour en extraire la chaux, et qui disparaissent après l'apostolat du grand saint Boniface¹. Inversement, M. Bayley ne tient aucun compte des formes verbales où sont entrés en composition des noms d'origine romaine ou anglo-saxonne, comme c'est le cas pour Colchester², nom qui d'ailleurs a peut-être le tort, aux yeux de M. Bayley, de rappeler l'occupation du pays par des envahisseurs étrangers à la famille celtique. Quant au roi Cole, on en connaît la vie et les exploits par la compilation de Geoffroi de Monmouth, la *Historia regum Britanniae*³. M. Bayley sait parfaitement que cette chronique n'a aucune valeur pour l'histoire primitive de l'Angleterre; mais ce qu'il lui demande, c'est précisément l'abondance des renseignements légendaires, qui l'intéressent. Ils lui ont permis de dresser un arbre généalogique de la famille royale depuis l'empereur romain Claude jusqu'à Constantin I^{er}, ou même jusqu'à Constantin le Grand, qui triompha des Barbares payens sous le signe divin du *Labarum*. Or, Constantin I^{er} épousa une princesse appelée Hélène de Colchester qui eut cette grâce insigne de trouver (le 3 mai 328) le bois de la vraie croix et trois au moins des clous qui avaient attaché Jésus entre les deux criminels. De l'idée de la vraie (en anglais *true*) croix, associée à celle des trois (*three*) clous, est née une conception nouvelle, celle de l'arbre (*tree*) du Paradis, sans oublier le monogramme du Christ, XP⁴, emblème de la victoire remportée par Constantin le Grand au pont de Milvius. Et ceci conduit à étudier d'autres emblèmes sous forme de croix qui ornaient ce que désigne dans le titre de l'ouvrage l'expression de « prehistoric hill figures⁵ ». Pourquoi ces monticules surmontés d'un emblème crucial? Certains ont la forme de pyramides soit frustes soit à degrés et ressemblent aux calvaires de l'époque chrétienne. On peut admettre avec M. Bayley qu'elles sont antérieures à l'époque chrétienne; mais il confesse qu'en réalité il n'en sait rien⁶.

1. M. Bayley ne paraît pas être bien informé sur ce grand saint dont le nom, dit-il (p. 83), vient « presumablement » de « bene facio », et il renvoie à dom Jacques de Martin, auteur plus que vieilli de la *Religion de la Gaule* (1727). Notons encore que M. Bayley semble avoir une connaissance assez limitée du monde celtique. Tandis qu'il parle de l'Islande, on ne trouve dans son livre aucune mention de l'Irlande ni de l'Écosse, pays cependant celtiques de langue et de culture.

2. Ce nom de lieu, où M. Bayley croit reconnaître celui du roi Cole, est interprété tout autrement par M. Reaney dans son très savant livre sur les noms de lieu en Essex (t. XII de l'*English place-names Society*, 1935). M. Reaney, qui a dressé une très copieuse liste de noms de lieu concernant Colchester, a noté plusieurs endroits d'où il résulte que le nom provient de la rivière Colne, qui passe non loin de la ville. Cf. J. O. Bevan, *The towns of roman Britain* (1917), p. 30. Ce cas ne laisse pas d'être en défiance quant aux étymologies proposées sans preuves par M. Bayley. Sur Colchester, qui fut la capitale des Trinorantes et dont l'empereur Claude fit une *colonia*, voir en outre *Journal of roman studies* (t. IX, p. 139) et sir George Macdonald, *Roman Britain* (1928, p. 75-81).

3. M. Bayley ne paraît pas avoir eu sous les yeux la belle édition de Geoffroi de Monmouth par M. Griscom (1929).

4. Voir la figure 27 de la page 160.

5. M. Bayley aurait rendu service en donnant le titre exact de l'article publié par M. Flinders Petrie sur le sujet.

6. Sur ce point encore, constatons le parti pris par M. Bayley de passer sous silence les croix si nombreuses qui ont été dressées avant et surtout après l'avènement du christianisme en Irlande et en Écosse. Ne pouvait-il pas au moins mentionner l'œuvre de feu A. K. Porter : *The crosses and culture of Ireland* (1931)?

II. Arrivons maintenant à *London* (Londres). L'étymologie du nom est inconnue. On paraît être d'accord pour admettre que la seconde syllabe (*don*) est celtique ; mais à quelle époque peut-on faire remonter les origines de la ville ? M. Bayley estime que, depuis une haute antiquité, un groupement humain s'est formé dans un des marais de la Tamise et sur une éminence (*dun*, expression familière aux celtisants d'Angleterre comme de France) ; ce serait donc le noyau primitif de la ville future, consacrée d'abord à une déesse locale appelée Nehalennia, nom dans lequel M. Bayley retrouve celui d'Hélène ; et c'est par cette voie mythologique qu'il nous amène à l'histoire du Londres urbain et suburbain, au roi Cole lui-même. Cette fois, il s'avance d'un pas plus assuré en étudiant le nom de trois églises de Londres, celles de Saint-Nicolas, de Sainte-Marie et de Sainte-Catherine.

Saint Nicolas est un personnage historique, connu par son rôle au concile de Nicée (325), par sa lutte contre l'Arianisme et par son amour pour les enfants, ce qui lui mérite une place d'honneur dans le folklore. Sainte Catherine est peut-être Catherine d'Alexandrie d'Égypte, vierge et martyre sous le règne de Maximin César (305) et Auguste (307). M. Bayley ne dit rien d'elle, tandis qu'il s'étend longuement sur sainte Marie, appelée Marylebone, laquelle porte justement un de ces noms que l'Anglais actuel ne comprend plus. Elle fait l'objet principal du chapitre XVII, qui, d'ailleurs, fournit un bon exemple de la manière discursive employée par M. Bayley tout au long de son œuvre. La légende a confondu une sainte Marie avec la Vierge Marie, mais avec la Vierge allaitant son enfant divin et, pour cette raison, qualifiée de « nourrice », autrement dit, en langue vulgaire, de « bonne ». On a rapproché d'elle Nehanellia, déjà nommée plus haut ; c'est aussi sous le même aspect qu'elle figure dans le blason de l'hôpital des enfants trouvés à Londres. Là, figure un pigeon portant dans son bec une branche de myrte, fleur qui était aussi l'emblème de Marylebone.

Arrêtons ici ce résumé très imparfait d'un livre surchargé de noms et de faits qu'on a peine à suivre sans fatigue, d'autant que l'index, très nourri en apparence, est aussi incommode que possible. Mais, quand on l'a feuilleté de près, on y trouve, à côté de théories contestables, un grand nombre de faits particuliers intéressants l'histoire du folklore dans l'Angleterre médiévale et même moderne.

CH. BÉMONT.

E. E. RICH, fellow of St. Catherine's College, Cambridge. *The staple court books of Bristol*. Tome V des publications de la « Bristol records Society ». 1934. 275 pages¹.

L'étable était, comme on sait², un entrepôt où les marchands étaient autorisés

1. Nous avons déjà signalé dans la *Revue historique*, t. CLXXVI, p. 600, les deux volumes publiés dans la même collection (1933) par M. Veale : *The great red book of Bristol*.

2. L'étable est un terme d'origine néerlandaise : *stapel*, qui est devenu en latin médiéval *stapula* et, en anglais, *staple*. Voir le *Glossaire* de Du Cange, et Stratman : *Middle english dictionary* (édit. Bradley, 1891). Le *New english dictionary on historical principles* de Murray en donne la définition suivante : « A town or place appointed by royal authority, in which was a body of merchants having the exclusive right of purchase certain classes of goods, in Statute and official documents. »

à s'établir, en dehors de foires légales, en un lieu et pendant un temps déterminés, pour écouler leurs marchandises, après avoir, au besoin par autorité de justice, réalisé leurs gains ou rempli leurs obligations envers leurs créanciers. Cette organisation, qui naquit et ne tarda pas à prendre une grande importance dans les villes industrielles des Pays-Bas, pénétra lentement en Angleterre, pays de centralisation administrative. Jusqu'au milieu du ^{xiv}^e siècle, les marchands, étrangers ou régnicoles, y étaient soumis aux règles générales du droit commun ou à certaines ordonnances connues sous le nom de *Lex mercatoria* ou de *Lawmerchant*¹; règles qui obligeaient les étrangers, par exemple, à supporter, dans les affaires litigieuses, les retards souvent très longs d'une procédure formaliste et sans appel². Aussi vit-on, à partir du ^{xiv}^e siècle, certaines villes ou communautés anglaises solliciter et obtenir de la Couronne le privilège particulier de l'étable : Bristol tout d'abord³, qui était alors, après Londres, la seconde ville commerçante du royaume. Un statut de 1353 y institua une « communauté de marchands » ayant à sa tête un maire et des fonctionnaires élus, dont l'autorité s'imposait à tous. L'influence exercée par l'exemple des Pays-Bas, par la rivalité politique et commerciale de la France et de l'Angleterre aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, a été mise en bonne lumière par M. Rich dans une remarquable introduction.

Pour l'époque antérieure à 1353, on ne possède d'informations directes sur l'étable de Bristol que dans un *Petit livre rouge* concernant la « Communauté des tailleurs » pour les années 1298-1332⁴. Pour combler cette lacune, M. Rich eut recours aux Archives royales de Londres et il a eu la bonne fortune d'y trouver notamment quatre importants documents qu'il a publiés en appendice à son introduction (p. 92-106). En voici la date et les titres : *Chancery action as a court of appeal* (1378) ; *Chancery as a court of appeal from the Staple court* (1458)⁵ ; *Chancery acting as a clearing house from the Staple court* (1339) et *Proceedings of statute*

1. *Select cases concerning the law merchant*, publ. par la Selden Society, t. II et III.

2. J. de Sturler, *Le trafic anglo-brabançon dans ses rapports avec les origines de l'étable d'Angleterre* (1932), a prouvé une erreur commise par Kervyn de Lettenhove, affirmant qu'une étable anglaise pour les laines exportées des comtés septentrionaux de l'Angleterre en Flandre fonctionnait déjà en 1285. M. Rich avait d'abord partagé cette erreur ; il l'a maintenant rectifiée dans une note de la p. 13.

3. Voir E. C. Lodge et G. A. Thornston, *English constitutional documents, 1307-1385* ; notamment les p. 378-383 consacrées à Bristol.

4. *The little red book of Lincoln*, publ. par F. B. Bickley (2 vol. Londres, 1930). Joignez les *Bristol charters, 1155-1373*, t. I, par N. D. Harding (1830), et le volume de Lodge et Thornston qui vient d'être annoncé. — Ajoutons enfin le *Great red book*, publié par E. W. Veale, qui est mentionné plus haut.

5. Cet acte, disons-le tout de suite, présente un double et même un triple intérêt ; d'abord parce qu'il est rédigé en anglais, ce qui forme une exception dans le cours du livre ; ensuite, parce qu'il y est question, à une date célèbre dans la guerre des Roses, de trois grands personnages : Richard, le « good and gracieux lord the erle of Warwick », le Faiseur de rois, qui venait d'être nommé pour sept ans capitaine de Calais ; le « great and myty pryncce the duke of York », Richard, qui venait, en matière de disgrâce, d'être envoyé en Irlande avec le titre de lieutenant du roi. Un troisième haut personnage est celui à qui est adressé le document : « the right reverend flader in God, Georges, bisshop of Excestre and chaunceler of Englonde », évêque d'Exeter depuis novembre 1458. Au fond, il s'agissait d'un emprunt contracté par deux bourgeois de Bristol, qui avaient obtenu du roi de France un sauf-conduit pour un bateau qui devait transporter Warwick de Calais en Irlande.

Staple (1536). Cette énumération permet déjà de montrer les rapports qui rattachaient l'étable de Bristol à l'administration centrale du royaume. — Les deux derniers chapitres de l'introduction fournissent enfin tous les renseignements utiles à la fois sur l'étable de Bristol, qui d'ailleurs était devenue un « comté en soi »¹.

La seconde partie du volume, la plus considérable et, à tous égards, la plus importante, contient deux documents qui se complètent et qui, jusqu'ici, étaient inédits. L'un (p. 103-172), intitulé *Staple court book*, se rapporte au début du règne de Henri VIII, de 1509 à 1514; il contient les plaids qui ont été portés (« placita tenta ») devant la cour de l'étable. Le second, qui intéresse surtout l'administration de la justice et la procédure, est le *Staple action book*, relatif aux années 1595-1601. C'est là qu'on voit comment se formait ce qu'en France on appellerait la municipalité; dans le texte, c'est la « Maison du Conseil ». Les élections étaient faites chaque année le 29 septembre, à la fête de l'archange saint Michel, le grand saint de l'année administrative et judiciaire en Angleterre. Après le maire et en sa présence étaient élus les principaux fonctionnaires, chacun d'eux étant noté comme « admissus in libertatem Stapule » et à prêter serment (« et juratus est »). Viennent ensuite les aldermen, les « vicecomites », dont l'emploi est mal défini; les « constabularii Stapule »; les « custodes clavium »; les « auditores compoti »; les « assistentes, cum majore et aldermannis in causis orphanorum »²; les « procuratores officii », qui géraient la « maison » commune (p. 227-228). On note avec soin sur le livre que les élections ont été faites « secundum legem mercatorum ac secundum consuetudines civitatis ».

La mise en œuvre du volume a imposé à M. Rich un lourd travail. Il ne craint pas de nous apprendre qu'il est reconnaissant à M. Veale de l'aide désintéressée qu'il a reçue de lui pour la correction des épreuves d'imprimerie. L'érudit qui étudiera son livre lui adressera certainement le même compliment, car on ne pourrait lui reprocher sans doute qu'un petit nombre d'erreurs³; le seul grave reproche que je pourrais lui faire, c'est d'avoir reproduit trop servilement le texte qu'il avait sous les yeux⁴. Peut-être y était-il contraint par les règles sévères édictées par la Société des archives de Bristol; à quoi je n'ai rien à opposer.

Ch. BÉMONT.

1. Voir Lodge-Thornton, p. 379.

2. Voir E. Butcher, *Bristol corporation of the Poor* (Revue historique, t. CLXXXII, p. 602).

3. Voici quelques erreurs typographiques qu'il est facile de corriger : p. 13, il faut lire *remembracionis* au lieu de *remembranciam*; p. 97, lire *ad festum sancti Andrei apostoli tunc proximo sequens* au lieu de *sequentem*; p. 100, lire *justa verum valorem* au lieu de *veram*; p. 209, lire *vidua executrix* au lieu d'*ezuctrix*.

4. P. 173, on lit que John Sly poursuit en justice John Watkins « super demandam trigintarum librarum ». Le défendeur (*attachiatus*) « est per ducentas et sex pecias sive barreas ferrei (*corr. ferri?*) », qui font en anglais (Anglice) « two hundred and six peeces or barreas of iron, continentes duo dolia, novem centenas, tres quarteria centi (*sic*) et septem libras... ». Je supprime les lettres majuscules dont est émaillé le texte, j'ajoute une ponctuation vraisemblable; mais un commentaire n'eût pas été inutile, et comment traduire tout le passage et résoudre l'équivalence des mesures?

Michael STRICH. *Das Kurhaus Bayern im Zeitalter Ludwigs XIV und die europäischen Mächte*. Munich, 1933. In-8°, 2 vol., x-256 et 693 pages. Index.

Depuis l'ouvrage de Max Döberl, ancien déjà (il a paru en 1900), celui de M. Strich est le plus important qui ait été publié en Allemagne sur la Bavière au temps de Louis XIV. Je voudrais indiquer ce qu'il nous apporte de neuf, puis présenter à l'auteur quelques critiques, dont aucune ne met en question la valeur certaine de l'œuvre.

Celle-ci comprend deux tomes inégaux et trois parties. Le tome I^{er} est consacré à la vie du duc Maximilien-Philippe, second fils de l'Électeur Maximilien I^{er}, jusqu'à la mort de son frère aîné, l'Électeur Ferdinand-Marie. Dans la première partie du tome II, l'auteur étudie la régence de Maximilien-Philippe jusqu'à la majorité de son neveu, l'Électeur Max-Emmanuel (du 27 mai 1679 au 11 juillet 1680). Enfin, la seconde partie du tome II étudie le règne personnel de Max-Emmanuel jusqu'à la trêve de Ratisbonne (15 août 1684) et se termine par un court chapitre sur l'évolution de la politique bavaroise après la trêve, jusqu'à la paix d'Utrecht.

Le duc Maximilien-Philippe était jusqu'ici peu connu. M. Strich l'a en quelque sorte découvert en étudiant sa sœur aînée, Marie-Anne-Christine, la future femme du Grand Dauphin. Il s'est aperçu que Maximilien-Philippe n'avait pas été le personnage effacé que l'on croyait, qu'il représentait à la cour de Munich, sous Ferdinand-Marie, une politique très différente de celle de l'Électeur et surtout de l'Électrice, l'Italienne Adélaïde; enfin, que sa personnalité s'était affirmée plus encore pendant sa courte régence et qu'il n'était pas superflu d'étudier son rôle dans l'affaire du mariage et au temps des premières réunions. Je ne sais si M. Strich n'exagère pas quelque peu quand il écrit que la cour bavaroise était alors devenue « le centre d'un parti allemand de patriotes ». Mais il faut reconnaître que tout ce qu'il nous dit de son héros est neuf et valait d'être dit.

Pour mieux dégager les tendances personnelles de Maximilien-Philippe, M. Strich a consacré le premier chapitre de son tome II au « système politique de l'Électeur Ferdinand-Marie », et ce chapitre n'est pas un simple résumé de Döberl, il est écrit dans un esprit tout différent. M. Strich ne cache pas sa sympathie pour Maximilien-Joseph, qu'il appelle, dans un langage que nous connaissons, « cet homme robuste de la glèbe bavaroise ». Il ne peut avoir la même tendresse pour le frère aîné, le signataire de cette alliance franco-bavaroise de 1670, où l'Électeur allait jusqu'à prévoir l'élection de Louis XIV à l'Empire. Il nous donne pourtant du « système » de Ferdinand-Marie une idée que je crois juste. Il nous fait connaître quelques faits qui n'avaient pas encore été signalés et qui sont intéressants. Il nous apprend, par exemple, que Ferdinand-Marie fut le seul prince allemand qui intervint à Vienne avec insistance en faveur du cardinal de Fürstenberg, enlevé à Cologne contre toutes les règles du droit des gens; l'un des deux seuls princes (l'autre était Jean-Frédéric de Hanovre) qui protestèrent, au début de la guerre d'empire, contre l'expulsion de Gravel, notre ambassadeur auprès de la Diète. Il nous apprend ainsi que Ferdinand-Marie, après la paix de Nimègue, et bien qu'il ne fût pas sorti de la neutralité, se fit ou se laissa comprendre par Louis XIV dans l'acte de garantie que le roi accorda à ses alliés. Jusqu'à sa mort, Ferdinand-Marie resta donc fidèle à la ligne politique qu'il s'était tracée. Et M. Strich reconnaît que sa

neutralité — une neutralité plus favorable à la France qu'à l'Empereur — assurée du moins à la Bavière de longues années de paix.

Pendant l'administration de Maximilien-Philippe, deux faits dominent tous les autres : le mariage franco-bavarois et les premières manifestations de la politique des réunions. M. Strich avait en mains tous les éléments nécessaires pour nous donner une étude complète de la négociation matrimoniale, conduite à Munich par Charles Colbert, marquis de Croissy. A ce récit, il est bien probable que l'on n'ajoutera plus grand'chose. M. Strich nous montre comment Louis XIV, qui tout d'abord souhaitait un double mariage, celui de son fils avec la princesse bavaroise et celui du jeune Électeur avec M^{lle} de Valois, et pensait obtenir en même temps de la cour de Bavière un nouvel engagement relatif à l'élection impériale, dut bientôt se résigner à ajourner la négociation politique et se contenter d'un seul mariage. Croissy s'estima très heureux d'obtenir de Max-Emmanuel, à l'insu du régent, la promesse verbale qu'il ne contracterait jamais un mariage qui pût déplaire à Louis XIV : promesse illusoire, dont plus tard Louis XIV n'osa même pas faire état. Le mariage de Marie-Anne-Christine avec le dauphin, signé le 27 janvier 1680, n'en fut pas moins célébré à la cour de France comme un grand succès et présenté à l'Europe comme un gage de paix durable. Il l'était, dans une certaine mesure. Mais Maximilien-Philippe en avait retardé la conclusion et affaibli la portée autant qu'il avait pu. Et cela n'était pas bon signe.

L'hostilité de Maximilien-Philippe à l'égard de la France se manifeste aussi, pendant la régence, dès que sont connus en Allemagne les premiers arrêts de réunion. C'est alors qu'il s'entend avec le duc de Neubourg, dont le fils posera sa candidature à la coadjutorerie de Cologne contre la candidature de Guillaume de Fürstenberg, soutenue par Louis XIV. En même temps s'ébauche, sur l'initiative de la cour de Dresde, un rapprochement entre la Bavière et la Saxe : épisode d'histoire diplomatique que nous ne connaissions pas, que M. Strich a étudié dans le plus petit détail, mais qui n'a pas, à vrai dire, grande importance historique, puisqu'il resta sans résultat ; il n'est qu'un signe de plus des sentiments personnels de Maximilien-Philippe.

La partie la plus importante de l'ouvrage de M. Strich est, sans conteste, l'étude du gouvernement de Max-Emmanuel, depuis sa majorité jusqu'à la trêve de vingt ans : quatre années seulement de règne, mais pendant lesquelles les événements d'importance européenne ne manquèrent pas. Nous y voyons l'Électeur se rapprocher peu à peu de la cour impériale, sans pourtant donner à Louis XIV aucune occasion de le traiter en ennemi : situation équivoque, dont Louis XIV, qui voulait éviter la rupture avec l'Empereur, profita, sans se faire illusion sur les sentiments nouveaux de son ancien allié. Notons en passant que les conséquences du mariage bavarois l'y aidèrent. La dauphine, dont la situation était parfois difficile, cherchait à s'entremettre entre son beau-père et son frère, et la naissance du duc de Bourgogne, dont les deux familles se réjouirent ensemble, parut un moment les rapprocher.

Malgré les hésitations, les retours en arrière, la duplicité (le mot n'est certes pas trop fort) de la politique bavaroise, il est assez facile d'en indiquer brièvement l'évolution. A l'automne de 1680, Max-Emmanuel élude des propositions de Louis XIV qui l'auraient conduit à un renouvellement d'alliance ; il s'en tient à la neutralité, ce qui ne l'empêche pas de s'associer à la protestation de la Diète contre

les arrêts de réunion (5 août 1680) et de recevoir avec joie la visite de l'Empereur (mars 1681). Il semble qu'après les premières concessions du roi de France (offre d'une conférence à Francfort) la politique bavaroise s'oriente vers la formation d'un tiers parti dans l'Empire. Puis, en janvier 1682, un ambassadeur impérial, Zobkowitz, vient en Bavière, et le rapprochement entre Munich et Vienne se précise ; pourtant (c'est alors que survient la naissance du duc de Bourgogne), Max-Emmanuel ne consent encore à adhérer ni au traité de garantie de La Haye ni à l'alliance de Laxenburg. Le 23 janvier 1683, il signe un traité d'alliance avec la cour de Vienne, mais c'est un traité purement défensif, et M. Strich note avec raison qu'il est tout à l'avantage de la Bavière, qui conserve une large liberté d'action. C'est alors (février 1683) que se retirent les deux ministres bavarois que l'on considérait comme responsables de l'ancienne politique, Schmid et von Mayr. Mais l'événement décisif dans l'évolution de la politique bavaroise est la délivrance de Vienne. Le péril turc écarté, Max-Emmanuel adhère enfin au traité de La Haye et travaille activement, quoique en secret, à réunir tout l'Empire contre la France. Le 10 mai 1684, le prince de Waldeck (l'animateur, avec Guillaume d'Orange, de la coalition qui se forme) arrive à Munich. Pendant les mois qui suivent (mai-août), Guillaume d'Orange, Waldeck, Max-Emmanuel travaillent de concert à entraîner l'Empereur à la guerre sur le Rhin. Et M. Strich nous montre Max-Emmanuel désireux de provoquer la rupture, même après que l'Empereur s'est dérobé.

Adhésion, désormais enthousiaste, de Max-Emmanuel au parti de l'action immédiate, dont Guillaume d'Orange est le chef ; recul de la cour de Vienne, qui par deux fois, en mai et en juillet 1684, se dérobe et rend ainsi inutile la résolution des coalisés de La Haye, tels sont les deux faits sur lesquels M. Strich insiste surtout dans l'avant-dernier chapitre de son livre et qu'il a mis pour la première fois en lumière. Ils sont d'ailleurs plus faciles à établir qu'à expliquer, du moins de façon satisfaisante. En ce qui concerne l'abstention impériale, M. Strich en convient. Pourquoi l'Empereur a-t-il reculé, alors qu'il était assuré d'être soutenu par presque tout l'Empire ? « Il y a là, écrit l'auteur, une énigme. » Mais il ne doute pas que les irrésolutions de la cour de Vienne, avant même la prise de Luxembourg, aient rendu inévitable l'acceptation de la trêve. Quant à la politique belliqueuse de Max-Emmanuel, on se demande comment elle a pu s'accorder avec les assurances toutes contraires que l'Électeur faisait parvenir à Versailles. Par deux fois, en mai et en juillet, il prend la peine d'informer Louis XIV, et par l'intermédiaire de la dauphine et par un courrier spécial, qu'il est prêt à accepter la paix aux conditions du roi ; et pourtant, au même moment, il s'efforce de gagner les Électeurs de Brandebourg et de Saxe à la politique d'intervention sur le Rhin. « Il est difficile, avoue M. Strich, de lire clairement dans la conscience de Max-Emmanuel. » N'y avait-il là, se demande-t-il, qu'une manœuvre pour tromper Louis XIV ? C'est assez vraisemblable. Mais, alors, comment concilier pareille fourberie (c'est moi seul qui emploie ce mot-là) avec l'ardeur patriotique dont M. Strich fait tant d'honneur à Max-Emmanuel ?

On voit que le livre de M. Strich apporte une contribution importante à l'histoire de la Bavière au temps de Louis XIV et, plus généralement, à l'histoire de l'Europe pendant les années décisives qui vont de la paix de Nimègue à la trêve de Ratisbonne. Les critiques que je voudrais présenter à l'auteur, en terminant, n'en diminuent pas le prix. Elles sont de deux sortes. J'exprimerai d'abord le regret que

M. Strich ne nous ait pas donné une bibliographie complète de ses sources, avec les indications critiques qu'elles comportent. Les nombreuses références à la Correspondance politique conservée au ministère des Affaires étrangères, par exemple, donnent la date du document dont il est fait état, sans indiquer, le plus souvent, le volume dont il a été tiré ; en sorte que vérifier les interprétations ou même les citations de M. Strich serait difficile, en tout cas très long. J'ajoute que ces citations, par les fautes évidentes qu'elles contiennent, donnent l'impression que M. Strich n'a pas consulté les documents lui-même. Les événements ont pu l'en empêcher ; encore vaudrait-il mieux le dire. Quand je parle d'indications critiques qui nous seraient précieuses, je pense, en particulier, à la correspondance des ministres piémontais, à laquelle M. Strich a fait de très larges emprunts. C'est le cas des rapports de Pallavicini. Il semble que M. Strich leur fasse entière confiance. Je ne dis pas qu'il ait tort, mais il nous ferait mieux partager sa confiance s'il nous en donnait les raisons.

D'autre part, le livre de M. Strich me semble un livre de bonne foi. L'auteur s'efforce toujours d'être impartial. Quand il se trouve en présence de faits, il l'est sans conteste. C'est un fait, et il a raison de le signaler, que Louis XIV, après Nimègue, n'a pas compris les raisons profondes des résistances qu'il rencontrait en Allemagne. « Les choses en sont venues à ce point, écrit Meinders, qui négocie à ce moment le traité de Saint-Germain, qu'on ne tient plus aucun compte ici de Sa Majesté l'Empereur ni de l'Empire. » Cette incompréhension est l'une des faiblesses de la politique française au temps des réunions.

M. Strich cherche sans parti pris à discerner les intentions de la politique française et ne se contente pas, comme tant d'historiens d'outre-Rhin, de les expliquer par un appétit illimité de conquêtes et d'hégémonie. S'il emploie (pour ne pas se distinguer, peut-être) les termes courants en Allemagne d'« Erbfeind » et de « Raubkriege », il reconnaît (ce qui est assez rare) que, pendant les années qui ont suivi les réunions, Louis XIV s'est toujours efforcé d'éviter la guerre. A propos d'une dépêche de Verjus, en 1682, il écrit : « Dans aucun document émané de la diplomatie française, la crainte qu'avait Louis XIV d'un renouvellement de guerre à l'époque des réunions n'apparaît de façon aussi frappante que dans celui-ci. » Et il n'hésite pas à affirmer qu'en 1683, alors que le roi de Danemark et le Grand Électeur voulaient la guerre, ce fut Louis XIV qui les empêcha de la provoquer. « C'est à la saine clairvoyance de Croissy », écrit-il encore, « que nous devons l'échec de ce plan infernal. » Tout ceci prouve un souci d'impartialité dont il convient de féliciter M. Strich.

G. PAGÈS.

J. CARREYRE. *Le jansénisme durant la Régence*. T. II*, **. Louvain, *Revue d'histoire ecclésiastique*, 1932 et 1933. In-8°, 336 et 416 pages.

Dans les dix-neuf chapitres de ces deux fascicules, M. l'abbé Carreyre achève l'histoire du jansénisme sous la Régence. Le premier étudie les événements compris entre la Déclaration royale de 1717 et l'Accommodement (octobre 1717-juillet 1720), le second l'évolution des négociations entre l'Accommodement et la mort du duc d'Orléans (août 1720-2 décembre 1723). Le livre est de ceux qui ne se peuvent résumer, tant les développements sont riches et précis.

Comme le premier volume, le second tire parti des trois fonds essentiels du *Vatican* (Nunziatura di Francia, t. 232-240, 251, 389), des *Archives du ministère des Affaires étrangères* (Rome : Correspondance 578-653, Mémoires et documents), de la riche *Collection Languet*, conservée à Sens (t. V-XX).

Aussi, dans cet exposé d'une extrême précision¹, les découvertes de détail ne manquent pas. Signalons particulièrement l'intérêt des renseignements fournis sur Daguesseau, sur l'affaire de Bains, sur l'incident à la suite duquel Mgr de Mailly ne put porter ses insignes de cardinal, sur la réalité de promesses écrites d'un chapeau qui auraient été faites à Dubois par Clément XI et le cardinal Conti (Innocent XIII) pendant le conclave de 1721, ainsi que sur la composition de la Société des jansénistes romains, etc.

Mais, comme il se doit, les découvertes faites par l'auteur touchent surtout à Mgr Languet, à l'abbé Dubois, aux rapports entre les cours de Versailles et de Rome, c'est-à-dire à des points essentiels. A l'état du diocèse de Soissons (*, ch. v) et à l'activité pastorale ou polémique de son chef, M. Carreyre consacre des pages excellentes et neuves. Avec plus de sympathie que M. l'abbé Marcel Langlois, il signale les mérites du caractère et démontre la valeur comme l'intérêt des écrits de controverse de Mgr Languet. A de nombreux appelants, ses *Avertissements* fournirent la preuve que la bulle Unigenitus n'avait pas condamné la religion du Christ et des Pères. Encore nous paraît-il que Mgr Languet ne fut pas le seul prélat qui fit passer l'enseignement de la doctrine avant la répression. Ici, nous regrettons que l'auteur n'ait point recherché si les *Instructions à une Dame* (*152, 153) ne présentent pas, avec certaines lettres, attribuées faussement à M^{me} de Maintenon, une certaine parenté de style.

Sur les rapports entre l'abbé Dubois et la cour de Rome, l'ouvrage jette de précieuses clartés. D'abord sur les négociations relatives au cardinalat. Même après les remarquables travaux de feu Émile Bourgeois, l'exposé de M. l'abbé Carreyre est le bienvenu. L'activité multiforme et brouillonne de Lafitau, de Tencin, du cardinal de Rohan, de l'abbé Scaglione, est admirablement évoquée et précisée. Les interventions fréquentes et convergentes du chevalier de Saint-Georges, du cardinal Gualterio et de George I^{er} impriment un caractère de haute comédie à une intrigue toute personnelle que Dubois sut admirablement lier à la lutte contre le jansénisme.

Pour la première fois et grâce au talent d'exposition de l'auteur, celle-ci prend un caractère logique et systématique qui, jusqu'ici, n'avait pas été mis en relief. Il est regrettable que l'insuffisance des travaux d'histoire diocésaine ne permette pas de voir dans quelle mesure les prélats acceptants ont suivi la même politique. Par contre, l'attitude janséniste n'est pas aussi nettement définie, et les bonnes mais incomplètes remarques faites sur Fouillou, Petitpied, Debonnaire, sur Jollain (II, 47), même sur Mgr de Lorraine et sur Noailles, font regretter qu'il ne soit

1. Remarquons simplement quelques imprécisions. Au t. I, p. 20, n. 2, M. Carreyre est resté d'une discrétion excessive sur Mgr Beauviller de Saint-Aignan. A la p. 283, il s'agit de l'évêque de Dol, et non de Dôle ; au t. II, p. 184, de Louis Racine. — Origène (185-254) n'était mort que depuis deux cents ans à l'époque du concile de Chalcédoine (t. II, p. 350). — Le premier paragraphe de la p. 269 (t. II) n'est pas très clair (les quatre dernières lignes). Parfois M. Carreyre ne reproduit pas le titre exact d'ouvrages cités (t. II, p. 182, n. 3, 198). Par contre, il reproduit deux fois certains textes (ainsi p. 65, n. 2, et 180, n. 2, 125, n., et 133).

pas encore possible de donner une idée d'ensemble de la politique suivie par les jansénistes à Paris et à Rome.

Les dernières pages du livre donnent une conclusion, intéressante et utile, certes, mais qui est plus une vue d'ensemble sur le jansénisme et sur ses conséquences au XVIII^e siècle que l'exposé attendu de l'évolution interne et externe du jansénisme et de l'antijansénisme de 1714 à 1723.

Ces quelques remarques ne diminuent point le grand mérite du livre de M. l'abbé Carreyre. Il sera désormais impossible d'étudier l'histoire de la Régence, du jansénisme du cardinal Dubois, sans en tenir largement compte.

E. PRÉCLIN.

Journal of the commissioners for trade and plantations, from January 1759 to december 1763, preserved in the Public Record office 1935. 464 pages. Prix : 1 £ 12 s. 6 d.

Ce livre, qui a été exécuté sous la surveillance de M. K. H. Ledward, contient, comme l'indique le titre, la correspondance administrative et commerciale des fonctionnaires anglais qui dirigeaient les affaires coloniales. On y trouve naturellement des indications de toute première main sur l'organisation des « plantations » dans l'Amérique anglaise, au point de vue politique, judiciaire et social ; sur les compagnies de commerce chargées du trafic non seulement avec les colonies d'Amérique, mais aussi avec la Russie, l'Espagne, l'Afrique occidentale (Sénégal) ; sur les mesures à prendre au sujet des gens de couleur : Indiens autochtones, nègres, noirs, mulâtres, esclaves de toute provenance, importés de gré ou de force. Le gouvernement anglais et ses agents d'outre-mer avaient fort à faire vers la fin de la guerre de Sept ans, alors que l'Angleterre et la France travaillaient à établir leurs comptes de profits et pertes. On sait comment ces comptes furent réglés par les préliminaires signés le 4 décembre 1762, juste au moment où s'arrête le présent volume. On y trouvera donc beaucoup de faits ignorés même de l'histoire générale, notamment sur les termes de la capitulation de l'île de Grenade (p. 386, 387) et sur les réclamations adressées au Gouvernement britannique « ou (melius habens) » par d'anciens propriétaires contraints soit à changer de nationalité, soit désireux d'obtenir des compensations. Ce fut le cas, par exemple, pour « Monsieur d'Eon », qui ne jouissait pas encore de la singulière popularité faite un peu plus tard au chevalier ou à la chevalière d'Eon de Beaumont ; pour le duc de Praslin, etc. (p. 386) ; soit enfin pour le « comte d'Égremont », qui mérite qu'on lui consacre au moins quelques lignes. Il s'appelait John Perceval, fils d'un grand seigneur irlandais, qui avait été créé par Georges II comte d'Égremont, paroisse située au comté de Cork. Grâce à la faveur dont il jouissait auprès du roi, il fut admis à la Chambre des lords (mai 1762). On le voit (p. 386) sollicité (23 juillet 1763) en faveur d'un de ces propriétaires évincés. Pour lui-même, il adressa au roi, en décembre suivant, une pétition « pour entrer en possession de l'île Saint-John, dans le golfe du Saint-Laurent, afin d'y faire revivre le système des tenures féodales » qui était en passe d'être aboli dans les possessions anglaises de terre ferme. On sait, d'autre part (*Dict. of national biography*, au nom de Perceval), que, en cette même année 1763, il publia un *Memorial to the king* pour obtenir l'entière possession de l'île. Ce person-

nage méritait assurément d'être un peu mieux connu. — Terminons par une autre pétition adressée par un certain Robert Traile (un Français?), de « New England », qui implore (27 septembre 1763) une compensation pour la perte d'une propriété qu'il avait dans l'île de Miquelon, « à cause de la cession de cette île à la France » (p. 387). A la demande du comte d'Égremont, ordre fut donné au secrétaire de l'île de Terre-Neuve de rechercher dans ses livres toutes les informations utiles concernant « les pêcheries de Terre-Neuve, de Cap-Breton, de Miquelon et Saint-Pierre, des îles Saint-John et de la Madeleine ». On devait les trouver dans les articles 5 et 6 et 24 du traité définitif (février 1763).

Charles BÉMONT.

Comte DE COLBERT-MAULEVRIER. *Voyage dans l'intérieur des États-Unis et au Canada*, avec une introduction et des notes par Gilbert CHINARD. Baltimore, The Johns Hopkins Press (Paris, librairie E. Droz) — Institut français de Washington — cahier VIII, 1935. In-8°, xxiii-87 pages, 20 illustrations. Prix : \$ 2,75.

Le comte Ed.-Charles Colbert de Maulevrier, dont Stofflet fut le garde-chasse, fit, au cours de son séjour en Amérique, comme émigré, deux intéressants voyages (1798). Le premier, qui dura un mois, le conduisit dans la vallée du Susquehanna; le second, plus long, lui permit de visiter la vallée de la Delaware, le Niagara, Montréal et Québec. Il revint à New-York par le Richelieu et l'Hudson.

Le récit est intéressant. Non qu'il ait une valeur littéraire. Le comte de Colbert emploie une langue généralement terne et plate, mêlée de trop nombreux mots anglais, souvent bien inutiles. Du moins, si ses tournures sont gauches ou incorrectes, elles sont spontanées et vivantes. L'auteur ne donne pas l'impression d'un esprit élevé : il insiste lourdement sur les punaises des lits d'auberge, sur les boissons spiritueuses et les jolis minois ne le laissent pas indifférent. Mais le comte de Colbert paraît avoir été un excellent observateur. Il sait décrire un paysage, tant au point de vue géographique que pittoresque. Il le dessine mieux encore, et les illustrations qui accompagnent le texte donnent des chutes du Niagara et du Mohawk, de Philadelphie (Upper Ferry), de Easton et de Montréal des images naïves, mais curieuses. Les mêmes qualités d'observation se retrouvent dans les descriptions des villages et des maisons, des choses et des hommes. Beaucoup d'Américains, par ailleurs hospitaliers et actifs, lui paraissent ivrognes, ignorants et pétris de préjugés. Au Canada français, si l'habitant est peu instruit, naïf, si le clergé catholique ne lui paraît guère plus cultivé que les fidèles, il se sent tout à fait à l'aise. N'écrit-il pas : « J'ai quitté Saint-John et le Canada, où je puis dire avoir reçu plus d'honnêteté, de marques de bienveillance et même d'amitié dans l'espace de deux mois environ que je n'en ai éprouvé depuis près de trois ans en Amérique » (p. 69). Mais il remarque judicieusement l'équité de la domination anglaise et la jalousie du clergé canadien à l'égard des prêtres catholiques français émigrés. Et il ajoute cette constatation qui mériterait d'être vérifiée : « Avant l'arrivée de quelques ecclésiastiques français que la Révolution a jetés au Canada, il n'y avait pas dix sermons prêchés par an dans toutes les paroisses du Bas-Canada » (p. 65). Dans les deux pays, le comte de Colbert, qui n'oublie pas qu'il est propriétaire terrien en Anjou, s'inté-

resse à l'occupation du sol, à la localisation des fermes, aux méthodes de culture.

Que M. Gilbert Chinard soit remercié d'avoir publié et bien annoté — parfois de façon un peu discrète¹ — le récit des voyages du comte de Colbert. Il constitue un témoignage de portée limitée, mais infiniment sincère et fidèle.

E. PRÉCLIN.

J. RICOMMARD. *La lieutenance générale de police à Troyes au XVIII^e siècle.* Paris, Hachette, 1934. In-8°, 542 pages.

Nous n'avions, jusqu'ici, aucune monographie consacrée à l'étude d'une lieutenance générale de police en dehors de Paris. En voici une. Elle n'est pas complète, car l'auteur a laissé de côté, intentionnellement, la police des arts et manufactures, bien qu'elle relevât directement du lieutenant général. Il a pensé qu'elle méritait, à elle seule, un autre livre. Mais, pour le reste, il semble bien qu'il ait tiré des archives départementales de l'Aube et des archives municipales de Troyes tout ce qu'elles peuvent nous apprendre sur une institution créée en 1699 et qui a duré jusqu'à la Révolution.

L'étude a été faite, presque uniquement, d'après l'inédit. En dehors de quelques indications éparées dans le vieil ouvrage de Babeau sur *La ville sous l'ancien régime* et dans quelques Histoires de Troyes auxquelles il n'est pas toujours prudent de trop se fier, la littérature du sujet était jusqu'ici inexistante, ou peu s'en faut. Aussi l'auteur s'est-il attaché à suivre de très près les fonds d'archives qu'il était le premier à explorer. Il en résulte quelque lourdeur dans l'exposé, mais un vif sentiment de sécurité pour le lecteur. M. Ricommard a distingué, dans l'histoire de la lieutenance de police, deux périodes : pendant la première, qui est de beaucoup la plus longue, puisqu'elle va de 1700 à 1781, la lieutenance de police appartient à une collectivité — quelques-uns des officiers ou le corps entier du bailliage ; pendant la seconde, de 1781 à 1790, elle appartient et elle est exercée par un seul titulaire, Nicolas Sourdat, avocat au bailliage et siège présidial de Troyes. Comme notre documentation est plus abondante pour la seconde période que pour la première et que l'activité de la lieutenance de police s'est accrue à la fin de l'ancien régime, il n'y a pas trop d'inégalité entre les deux parties.

La façon dont l'institution s'organisa d'elle-même à Troyes, au lendemain de l'édit de novembre 1699, est très instructive. Jusqu'alors, la police de la ville dépendait, assez confusément, d'autorités diverses, dont la principale était le bailliage. La création de la lieutenance de police risquait de priver les officiers du bailliage de fonctions importantes et de leur faire perdre une bonne partie de leur prestige. Heureusement, la nouvelle charge était vénale. Dès 1700, le lieutenant général, le lieutenant particulier, le lieutenant criminel et l'un des conseillers de bailliage s'entendirent pour la « lever » en commun et l'exercer à tour de rôle ; puis, après le décès de deux d'entre eux, les deux survivants traitèrent de l'office avec leurs collègues et ce fut la Compagnie entière qui l'exerça. Ainsi, la vénalité avait permis d'accorder les intérêts du principal corps de la ville avec la création d'une charge

1. Le texte de la p. 21, qui se rapporte aux forges Coleman, n'est pas clair. — Par contre, la note 22, p. 76, consacrée à Azilum, refuge de Français, est excellente. — Aux p. 60-61, le lecteur regrette l'absence de notes qui préciseraient l'importance du commerce des fourrures.

qui semblait incompatible avec eux. Plus tard, il est vrai, en 1781, quand l'avocat Sourdat acheta la lieutenance générale à son tour, il sembla que le vœu primitif du roi fût enfin réalisé ; mais de nouveau les mœurs intervinrent pour corriger la législation. La police ne dépendit plus que d'un homme, Sourdat ; mais celui-ci, comme avocat, collaborait intimement avec les officiers du bailliage, dont l'un était échevin, un autre procureur-syndic à l'hôtel de ville ; et c'étaient aussi des échevins qui siégeaient, comme conseillers de police, à côté du lieutenant général. En sorte que la police continua à dépendre, malgré l'apparence, non du seul titulaire de l'office, mais d'un petit groupe d'officiers que rapprochait les uns des autres une étroite communauté d'intérêts. On voit combien il est indispensable d'étudier le fonctionnement des institutions, et non pas seulement les textes qui les créent, pour en saisir le véritable caractère.

Je ne puis songer, en quelques pages, à analyser le livre de M. Ricommand, ni à le suivre dans la triple étude du fonctionnement de la police, des différents domaines où elle intervenait (c'est ce que l'auteur appelle l'étude concrète), enfin des rapports entre le lieutenant de police et les autres officiers locaux. Je note simplement que les deux questions qui ont retenu M. Ricommand le plus longtemps sont d'abord celle de la police morale, puis surtout celle des approvisionnements et des marchés. On consultera avec intérêt les graphiques des prix des grains à Troyes de 1714 à 1734, puis des prix des grains et du pain de 1782 à 1790. Partout en France, à cette époque, la question de l'approvisionnement en grains joue un rôle capital dans l'administration de la police ; mais il en est ainsi plus encore à Troyes, parce que la Champagne, bien qu'assez éloignée de Paris, est pourtant l'une des provinces où le marché parisien, presque toujours déficitaire, vient s'approvisionner, alors qu'elle-même ne parvient pas toujours à tirer de ses voisines les quantités de grains que la capitale lui soustrait.

Je me contenterai, en terminant, de signaler quelques faits d'ordre général qui se dégagent à la lecture de ce gros livre. C'est d'abord, non pas le nombre excessif des offices (nous n'avons plus besoin de confirmations à ce sujet), mais le grand nombre des petits offices de nouvelle création qui ne trouvent pas d'acquéreurs et le grand nombre de ceux dont les acquéreurs ne se soucient pas de les exercer. Comment, dès lors, espérer qu'un dénombrement des officiers royaux pourrait être entrepris ? Un autre fait, qui n'est pas, je crois, particulier à la Champagne, y apparaît du moins nettement : c'est l'activité croissante de la municipalité, surtout à partir du milieu du XVIII^e siècle ; sa compétence en matière d'approvisionnements, en particulier, ne cesse de s'élargir. Un autre fait encore, et peut-être le principal, ce sont les tendances particularistes des autorités policières ; dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, les limites de la centralisation administrative sous l'ancien régime se manifestent ; et ceci nous invite à examiner de plus près l'idée que nous nous en faisons communément.

G. PAGÈS.

Dr Johannes DREYER. Deutschland und England in ihrer Politik und Presse im Jahre 1901. Berlin, Emil Ebering, 1934. In-8°, 120 pages.

L'année 1901 a eu une importance décisive pour les rapports anglo-allemands.

L'échec des pourparlers menés en vue d'une alliance a déterminé, pour la politique britannique, un complet changement d'orientation ; les négociations avec la France ont commencé, et l'Entente cordiale en est sortie.

L'histoire aurait-elle changé si les pourparlers du Foreign Office et de la Wilhelmstrasse avaient abouti. Peut-être y a-t-il quelque témérité à l'affirmer. L'alliance aurait-elle été viable ? N'aurait-elle pas été très rapidement suivie de désillusions amères ? La coopération anglo-allemande dans l'affaire du Venezuela en 1902 permet de le supposer ; elle a vivement irrité l'opinion anglaise, et le *Times* a proclamé « la répugnance » qu'inspirait à « ce pays » toute coopération avec l'Allemagne. Lord Newton, biographe de Lord Lansdowne, exprime l'avis que Guillaume II aurait été « presque insupportable » comme allié.

Quoi qu'il en soit, on ne saurait exagérer l'importance de cette année 1901 pour l'histoire des politiques allemande et anglaise. C'est dire l'intérêt que présente l'ouvrage du Dr Dreyer, qui, en cinq chapitres, passe en revue : la situation générale en 1901, — l'attitude de la presse allemande et de la presse anglaise, — les pourparlers germano-allemands pour une alliance anglaise que l'Allemagne voulait voir conclure avec la Triple-Alliance, et que l'Angleterre n'admettait qu'avec l'Allemagne, — l'alliance anglaise avec le Japon, — enfin l'attitude des hommes d'État allemands et britanniques. Comme tout plan, ce plan peut être critiqué : il rend nécessaires des redites. Mais l'ouvrage expose clairement, non sans impartialité, les divers aspects que revêtait en 1901 le problème anglo-allemand.

On sait combien la question des relations avec l'Angleterre a été débattue par l'Allemagne d'après-guerre. Elle a fait l'objet d'importants travaux. Eugen Fischer a sévèrement condamné en 1925 le refus des propositions anglaises par l'Allemagne, notamment par Holstein (Holstein grosses Nein). Au contraire, Max Lenz, la même année, estimait avec Holstein et Bülow que l'accord anglo-allemand aurait été une « *societas leonina* » (*Deutschland im Kreise der Grossmächte*). Friedrich Meinecke, en 1927 (*Geschichte des deutsch-englischen Bündnisproblems 1890-1901*), Erich Brandenburg, en 1927 (*Von Bismarck bis zum Weltkrieg*), ont consacré des pages remarquables à ce sujet, qui, depuis la publication des documents anglais en 1928, a donné naissance à de nombreux ouvrages d'une valeur inégale : Gerhard Ritter (*Die Legende von der verschmähten englischen Freundschaft 1898-1901*. Fribourg, 1929), Johannes Haller (*England und Deutschland um die Jahrhundertwende*. Leipzig, 1929), Willy Becker (*Bülow und England 1897-1909*. Greifswald, 1929), Walter Löding (*Die deutsch-englischen Bündnisverhandlungen 1898-1901*. Hambourg, 1929), etc...

M. Dreyer reprend pour l'année 1901 l'étude de la question. Il est moins sévère pour Holstein et pour Bülow que ne l'ont été beaucoup de ses prédécesseurs. Il est certain que les affirmations du baron von Eckardstein, chargé d'affaires à l'ambassade de Londres, étaient fort exagérées ; ce diplomate très anglophile, marié à une Anglaise, grossissait, inconsciemment peut-être, le rôle qu'il a joué, et il mettait trop en relief quelques entretiens tenus avec des hommes politiques anglais, mais qui n'engageaient personne. L'Angleterre de 1901 n'était pas si près de l'alliance allemande qu'il l'a dit et qu'on l'a cru : Salisbury a freiné avec vigueur et Lansdowne manquait d'allant. Mais, de leur côté, les dirigeants de l'Allemagne — et c'est leur écrasante responsabilité — n'ont rien fait de sérieux pour écarter les obstacles qui s'opposaient à une détente ou à une entente. Pourtant, ils avaient à

Londres de bons ambassadeurs qui savaient observer. Mais la « centrale » de Berlin a eu un rôle lamentable. Holstein, à force de méfiance et de conscience bureaucratique, Bülow, par la brillante légèreté de son savoir-faire diplomatique et par son manque de prévoyance, Guillaume II, par l'incohérence de son caractère, son ton emphatique et son tempérament versatile, ont empêché tout arrangement et n'ont su ni faire un choix, ni prendre une décision. On ne saurait admirer la diplomatie qui, disposant de moyens si puissants, a abouti à des résultats si négatifs. Comme le reconnaît M. Dreyer, c'était une impardonnable erreur de vouloir mener de front l'affaire de Bagdad et la construction d'une flotte de guerre ; il fallait choisir entre Bagdad ou la flotte, c'est-à-dire prendre parti contre la Russie ou contre l'Angleterre ; il ne fallait pas bousculer en même temps ces deux empires.

Maurice BAUMONT.

Francesco CATALUCCIO. Antonio di San Giuliano e la politica estera italiana dal 1900 al 1914. Florence, Felice Le Monnier, 1935. In-8°, 171 pages.

M. Francesco Cataluccio retrace l'influence qu'a exercée San Giuliano sur la politique extérieure de l'Italie. Il est d'avis que ce ministre des Affaires étrangères a eu, bien plus qu'on ne le croit en général, une action décisive sur les événements des dernières années d'avant-guerre.

La vie privée de San Giuliano a été pleine de déceptions et de tristesses, rendue amère par une maladie douloureuse ; sa carrière politique a été brillante ; les satisfactions qu'il en a tirées vers la fin de son existence lui ont donné les forces nécessaires pour son action politique.

C'est au moment de la Conférence d'Algésiras qu'il est devenu pour la première fois ministre des Affaires étrangères. La nomination du comte Visconti Venosta comme délégué fut considérée comme l'affirmation d'une politique indépendante de l'Italie. Mais San Giuliano assurait que sa politique restait fondée sur la Triplice et que le rapprochement vers l'Entente ne devait que renforcer sa position dans la Triplice. La chute du ministère Fortis l'écarta des Affaires étrangères. C'est seulement en 1910 qu'il obtint de nouveau le portefeuille des Affaires étrangères dans le ministère Luzzatti.

Dès l'automne de 1911, la Tripolitaine est occupée. Cataluccio soutient que cette occupation a été consciemment voulue par l'opinion depuis l'unification de l'Italie. Elle se déclencha sans grands préparatifs diplomatiques, San Giuliano voulant en finir avec la « politica dei colpi di spillo », dont les Italiens accusaient la Turquie. En outre, le ministre estima nécessaire l'occupation des îles de la mer Égée « per colpire nel cuore della Turchia ».

A plusieurs reprises, les puissances essayèrent d'intervenir en faveur de la Turquie ; mais San Giuliano voulait traiter avec elle en dehors de toute intervention des puissances ; les négociations avec l'Allemagne et l'Autriche, commencées pendant la guerre turque, aboutirent après la paix d'Ouchy au renouvellement du traité de la Triple-Alliance, avec quelques petites modifications souhaitées par l'Italie.

Dans les Balkans, San Giuliano considère l'Albanie comme un problème capital pour l'Italie. Il a défini sa politique, très subtile, dès 1902, dans les « Lettere d'Al-

bania » : rester fidèle à la Triplice, en la considérant non comme une fin en elle-même, mais comme un moyen servant d'autres fins ; pratiquer à l'égard de la Turquie une politique d'amitié, mais sans compromettre les sympathies albanaises.

Lors de la guerre balkanique, il réussit à faire créer un État albanais indépendant. Les conflits qu'entraîne la délimitation des frontières albanaises créent des difficultés au nord avec l'Autriche, au sud avec la Grèce ; elles sont tranchées dans le sens que souhaitait l'Italie. San Giuliano suit sa politique sans être toujours appuyé par Giolitti, président du Conseil, soucieux d'éviter tout ce qui menace la paix européenne. San Giuliano ne souhaitait ni la guerre, ni l'isolement ; mais il ne les redoutait pas.

Après le traité d'Ouchy, il voulait défendre l'intégrité territoriale de la Turquie et obtenir, en compensation, des avantages économiques du côté de l'Asie Mineure ; il recherchait « un nouvel équilibre » méditerranéen plus favorable à l'Italie.

Cataluccio tient à montrer non seulement la souplesse de San Giuliano dans les négociations difficiles, mais son énergie. Le ministre ne craint pas une rupture avec l'Autriche et, quand l'Autriche veut acquérir le mont Lovcen, il déclare : « Un tal passo dell'Austria avrebbe provocato non solamente la fine della Triplice, ma la guerra. »

Il voudrait faire durer la Triplice, en obtenant des avantages pour l'Italie. Devant l'intransigeance autrichienne, il se rallie à ce que Cataluccio appelle « une nouvelle politique ».

Maurice BAUMONT.

I. — W. C. MACKENSIE. *The western isles. Their history, traditions and place-names* Paisley (Écosse), Alexander Gardner, 1932. xv-351 pages, 11 illustrations. Prix : 6 s.

II. — *A description of the western islands of Scotland circa 1695*, by Martin MARTIN, gentleman. *Including A voyage to S. Kilda*, by the same author, and *A description of the western illes of Scotland*, by Sir Donald MONRO. Edited, with introduction, by Donald J. MACLEOD, O. B. E.¹ et officier d'Académie². 4^e édition, 1934. Stirling, Eneas Mackay. 540 pages et 1 carte dans une pochette intitulée : *A new map of the western of isles of Scotland*, by M. MARTIN.

I. — Le volume de M. Mackensie se divise en trois parties nettement distinctes : 1^o une esquisse historique des îles occidentales de l'Écosse ; 2^o un recueil de traditions populaires recueillies dans de vieilles familles et de récits historiques concernant les xvi^e et xvii^e siècles ; 3^o un groupe de contes amusants, de récits « à la manière », nous dit-on, d'Ossian. A la fin se trouve une dissertation sur les noms de lieu usités dans les îles occidentales.

L'esquisse historique est, à son tour, divisée en trois périodes : 1^o celle des colonies de peuplement fondées à partir du viii^e siècle par des envahisseurs nordiques

1. Titre qui désigne un officier de l'Empire britannique.

2. Ce titre est en français dans le texte.

ou scandinaves ; 2° la période celtique, qui remplit tout le Moyen Age féodal ; 3° enfin, la période moderne, qui se termine en réalité par la répression du soulèvement jacobite de 1745. — C'est naturellement l'esquisse historique qu'il convient d'examiner ici. Il faut tout d'abord savoir à quelles sources a puisé notre auteur. Il nous fait connaître un certain John Morrison, dont la biographie ne manque pas de pittoresque : né en 1747, il fut d'abord maître d'école à Vig (dans l'île Lewis), puis commis de magasin et finalement tonnelier ; il mourut, père de douze enfants, en 1834. Pour augmenter ses maigres ressources pécuniaires, il imagina de recueillir les traditions orales répandues dans son pays d'origine, avec l'espoir d'en retirer quelque gain ; mais il laissa seulement de nombreux manuscrits qui, de main en main, finirent par trouver asile à la bibliothèque de Stornoway, dans l'île de Lewis. Ils contiennent une centaine de contes, dont certains, nous dit ingénument M. Mackenzie, « paraissent fondés sur une base historique ». C'est en tout petit, semble-t-il, ce qui fit la fortune de James Macpherson, le célèbre auteur de *Fingal*, attribué au légendaire Ossian. On ne tarde pas, d'ailleurs, dès qu'on a commencé la lecture du livre, à s'apercevoir de la part considérable que M. Mackenzie a faite à la légende. Notons en particulier l'absence presque complète de chronologie¹. D'autre part, il a largement utilisé les ouvrages de Monro et de Martin, auxquels nous arrivons maintenant. Si imparfaite que soit sa documentation, il faut reconnaître que son livre se parcourt avec intérêt et non sans profit.

II. — Le titre de l'ouvrage que nous apporte Macleod ne laisse pas d'être compliqué. Il contient trois textes d'âge différent, mais qui tout de même se complètent. Il semble qu'il eût fallu rééditer tout d'abord le plus ancien en date, celui de Monro (1549), avant celui de Martin, qui est de 1695 ; mais le présent éditeur, M. Mackay, a préféré sans doute reproduire l'ordre de l'édition princeps (1774). Inclignons-nous et maintenant arrivons au fait, mais non sans prendre la liberté de suivre l'ordre chronologique.

Ronald Monro était un pasteur de l'Eglise réformée d'Ecosse. Il porta le titre de « Haut doyen des Iles », bien qu'il ne fût pas, a-t-on dit alors, en état de parler la langue gaélique, celle du peuple écossais. Il vivait encore en 1574, et c'est en 1649 qu'il visita les « Hybrides », comme on disait alors. Il en rapporta une assez curieuse description de 209 de ces îles ; mais en tout il leur a consacré moins de quarante pages. A la suite, il est vrai, il a dressé la généalogie des principaux chefs de clan et il faut lui en savoir gré.

Martin Martin était, lui aussi, un Écossais. Né dans l'île de Skye, il est mort en 1719². Il entra en relations avec un de ses compatriotes, Sir Robert Sibbald³, gros personnage qui fut médecin du roi Charles II et devint par la suite géographe en titre d'Ecosse. C'est lui qui décida Martin à composer les deux ouvrages mentionnés plus haut. La première édition parut à Londres en 1703 ; on y trouve un grand nombre d'observations curieuses, utiles même, bien que sans réelle valeur au point de vue scientifique. L'introduction de M. Ronald J. Macleod en donne en réalité

1. M. Mackenzie, par un scrupule qui l'honore, a marqué de ses initiales W. C. M. les passages dont il est le véritable auteur.

2. Sa bibliographie est dans le *Dictionary of national biography*.

3. Sa biographie est aussi dans le *Dict. of nat. biography*. Cf. l'article inséré dans le Supplément littéraire du *Times*, 28 mars 1935.

toute la substance : sur le folklore, les croyances, rites et coutumes de l'Écosse primitive ; sur le totémisme ; sur les cures obtenues par certaines eaux naturelles ; sur les sacrifices pratiqués pour apaiser les démons de la maladie, de la peste, de l'épilepsie ; sur la sorcellerie blanche et noire ; sur les remèdes employés pour combattre le monde des esprits et la Mort (*Ankou*) ; les processions propitiatoires et les horoscopes, etc.

L'œuvre personnelle de Martin débute (p. 59) par une adresse au prince Georges de Danemark, « Lord high admiral » d'Angleterre, d'Irlande et des colonies, « généralissime (*sic*) de toutes les forces militaires de Sa Majesté », où l'on reconnaît le prince danois Georges-Louis, le futur roi Georges I^{er}. « Les gens du Nord (*Islanders*) », écrit Martin, « peuvent désormais, sans être soupçonnés d'infidélité envers la reine Anne, remplir les devoirs dus au prince danois, dont les ancêtres avaient jadis régné sur les îles ». Après quoi, on entre dans le vif du sujet.

Notons un peu au hasard les chapitres consacrés aux îles les plus généralement connues : Lewis (où l'on apprend comment les Druides (*sic*) intervenaient pour éteindre les incendies aux frais des familles sinistrées (p. 168) ; Skye, où florissait la pratique de la pêche (p. 199) ; Bute, Arran, Mull, etc. C'est dans les eaux de Mull, où l'auteur raconte, avec une certaine complaisance, l'aventure d'un vaisseau de la « Spanish Armada », appelé « Florida » ; attaqué par un certain Smallet de Dunbarton, il laissa au vainqueur un gros butin « en pièces d'or avec une chaîne d'or » (p. 284). Iona est l'objet d'un long chapitre où il est parlé du grand saint : Columba : « Columbus the clergyman », grâce auquel l'île est devenue un « seminar of learning. » Recueillons ici un renseignement, qui peut être utile, sur deux ouvrages sur la vie du saint, qui sont écrits « en caractères irlandais » ; au temps de notre auteur, ils appartenaient, l'un à John Mac Neil, demeurant à l'île de Barry ; l'autre à Mac Donal de Benbecula. Ces deux manuscrits peuvent-ils prendre rang parmi ceux qui sont énumérés dans le *Dictionary of national biography* ? Parmi les superstitions qui survivaient encore au temps de Martin, on remarque celle qui concerne le don de la seconde vue avec les preuves qu'on en donnait alors (p. 327).

L'ouvrage se termine par une description des Orcades (Orkneys) et des Shetlands ; l'historien du droit lira sans doute avec fruit le passage concernant la cour de justice et son fonctionnement (p. 384 et suiv.).

Le voyage à Saint-Kilda fut entrepris par H. Martin sous le patronage d'un haut personnage, Charles Montague, chancelier de l'Échiquier. Il y fait connaître les îles les plus occidentales de l'Écosse ; ce qui permit à Martin de connaître directement une région dont il avait parlé d'abord par oui-dire ; venant d'un témoin direct, sa description mérite plus de confiance. Divisée en trois parties (avec une carte), elle en résume, comme il est dit dans le texte, « l'histoire naturelle, morale et topographique » ; elle décrit les coutumes locales, la religion, la nourriture des habitants. Le tabac y était très apprécié, mais on ignorait l'usage de la monnaie. D'autre part, les jeunes gens savaient fort bien s'y prendre pour faire la cour à celles qu'ils voulaient épouser (p. 459). Martin termine par la relation d'un « Imposteur » : il s'appelait Roderick et prétendait avoir été envoyé par « saint Jean-Baptiste » et apportait « de nouvelles révélations et découvertes » (p. 466).

Telle est, fortement résumée, cette double compilation, qui a joui d'un long succès, attesté par les quatre éditions qu'on en a données, la troisième, celle de 1884, étant relativement récente. C'est au moins la preuve qu'elle a trouvé un assez grand

nombre de lecteurs, et il faut reconnaître qu'on n'y perd pas son temps ; les érudits y trouveront à butiner eux-mêmes.

Ch. BÉMONT.

Studies in Anglo-French History during the Eighteenth, Nineteenth and Twentieth Centuries. Edited by Alfred COVILLE and Harold TEMPERLEY. Cambridge University Press. 1 vol. in-8°, xv-180 pages. Prix : 8 sh. 6 pence.

Le Comité britannique et le Comité français des sciences historiques ont organisé, en 1933 à Londres et en 1934 à Paris, des réunions groupant quelques historiens des deux pays. Leurs présidents présentent dans ce volume les communications qui y furent faites dans le domaine de l'histoire moderne, et M. Coville, qui, dans la préface, en raconte l'origine, observe avec raison qu'il est par lui-même « un document historique ». Par les soins de M. Temperley, la Cambridge University Press en a fait une présentation impeccable.

Les études originales qu'il rassemble sont très variées. Sir Richard Lodge, poursuivant ses remarquables exposés d'histoire diplomatique, suit l'évolution de l'alliance franco-anglaise de 1716 à 1731. Il montre Stanhope, Dubois, Walpole et Fleury s'assurant tour à tour la direction d'une combinaison diplomatique qui fut longtemps utile, sans jamais être cordiale. Le biographe de Stanhope et de Chatham, M. Basil Williams, comparant les organismes ministériels chargés de la conduite des affaires étrangères dans les deux pays au XVIII^e siècle, met en lumière les effets produits par l'étrange partage de la correspondance diplomatique anglaise entre les deux secrétaires d'État. M. Webster détache du grand ouvrage qu'il prépare sur Palmerston des pages consacrées à l'organisation du Foreign Office de 1830 à 1841. On y trouvera de bien curieux détails sur le rôle des sous-secrétaires d'État, les procédés employés pour tenir les membres du Cabinet au fait des négociations en cours et surtout sur l'impulsion imprimée par le ministre à son département.

Miss Penson expose la politique de Salisbury à l'égard de la Porte pendant les deux premières années où il occupa le Foreign Office (1878-1880) : analyse profonde des vues de l'homme d'État sur le rôle de la puissance turque en Europe, en Asie, en Afrique. L'occupation de Chypre était beaucoup moins destinée à procurer à l'Angleterre une place d'armes qu'à lui fournir un champ d'expérience pour les réformes qu'elle voulait voir réaliser dans le Proche-Orient et à donner au public anglais une raison concrète de s'intéresser au sort de l'Empire ottoman. Les lecteurs de la *Revue* connaissent déjà l'excellente étude qu'un jeune historien de Cambridge, J. P. T. Bury, a faite des rapports de Gambetta avec l'Angleterre.

La contribution des historiens français à ces réunions n'a pas été moins riche. M. Hauser signale les analogies existantes entre les deux crises financières qui amenèrent au même moment l'effondrement du système de Law et de la Compagnie des Mers du Sud. M. Halévy présente des réflexions tout à fait neuves sur l'impulsion produite outre-Manche par nos révolutions de 1830, 1848 et 1870. La première, accueillie avec sympathie, contribua plus qu'on ne le pense au succès de la réforme électorale de 1832. Les Anglais furent nettement hostiles à la seconde, qui, au contraire, contribua à l'échec des Chartistes, et ils ne montrèrent à l'égard de la troi-

sième qu'une totale indifférence. « L'évolution de l'opinion publique à cet égard paraît avoir obéi à la loi d'une insularité grandissante. »

M. Pagès commente de curieuses lettres de Persigny tirées des papiers de Cérçay. Notre ambassadeur à Londres s'y montre un juge sévère et très perspicace de la politique impériale lors de l'annexion de la Savoie. M. Mantoux, qui nous apporte les premières dépêches envoyées par Paul Cambon à son arrivée à Londres, relate les débuts de son ambassade, où l'on voit par quelles qualités de tact, de finesse et d'audace Cambon sut nouer sa collaboration avec Delcassé et établir son crédit auprès des ministres anglais. M. Renouvin étudie les accords passés ou les conversations menées entre les chefs militaires des deux pays avant la dernière guerre. Il recherche dans quelle mesure leurs gouvernements respectifs les ont approuvés et ont été engagés par eux. Les documents accessibles ne fournissent pas de réponse complète à ces questions ; mais il valait la peine d'en souligner toute l'importance.

Le volume ne contient pas les travaux relatifs au Moyen Age présentés à la réunion de Paris ni les discussions instructives auxquelles ces communications donnent naissance. Tous ceux qui y assistèrent en ont reconnu l'utilité manifeste, d'autant plus grande qu'à la demande de nos collègues anglais elles étaient limitées à un petit nombre de participants et à l'étude de périodes déterminées. Le nombre est grand des problèmes sur lesquels une collaboration franco-anglaise, menée, comme ce volume l'indique, dans un esprit de scrupuleuse impartialité, peut apporter de nouvelles lumières. M. Léon Cahen consacre sa communication à en énumérer quelques-unes : origine de la fonction de premier ministre, questions de vocabulaire suggérées par les travaux de M. Brunot, rapports entre banques, entre sociétés d'assurance, etc... Une liste beaucoup plus étendue pourrait être dressée en commun. Ces premières études ont été presque toutes consacrées à l'histoire diplomatique. Celles qui vont suivre pourraient être utilement étendues à l'histoire économique et à celle de nos institutions.

Paul VAUCHER.

James Truslow ADAMS. *L'aventure américaine. Histoire nouvelle des États-Unis par un Américain.* Préface d'Abel CHEVALLEY. Paris, Payot, 1933. In-8°, 429 pages. Prix : 30 fr.

Josef STULZ. *Die Vereinigten Staaten von Amerika.* Fribourg-en-Brisgau, Herder, 1934. In-8°, XII-339 pages, 8 planches, 5 cartes.

Ces deux histoires générales des États-Unis donnent l'essentiel de ce qu'un homme cultivé doit savoir de l'évolution de la grande République. Mais par leur origine, leur structure, leurs tendances, elles présentent d'assez grandes différences.

M. James Truslow Adams s'adresse moins aux érudits qu'au grand public intelligent, plus désireux de comprendre la marche générale de l'histoire américaine que d'en étudier le détail des faits. C'est dire qu'il ne fait pas double emploi avec les ouvrages de MM. Henry Elson et Firmin Roz, le premier plus détaillé, le second plus court, non plus qu'avec le livre de M. Samuel Eliot Morison, qui met au premier plan les questions diplomatiques. *L'aventure américaine* est une synthèse, une

interprétation d'histoire intérieure. Les problèmes extérieurs sont généralement laissés de côté. Aussi les lecteurs français de la traduction de M. Lucien Thomas regretteront-ils d'autant plus la sévérité habituelle avec laquelle M. J. T. Adams juge notre pays. L'amitié franco-américaine lui semble un simple préjugé (p. 382). A la page suivante, il écrit : « Les Français ont exécuté deux infirmières dans des conditions presque identiques à celles de l'exécution de Miss Cavell » (p. 382). Il a, d'ailleurs, loyalement reconnu s'être trompé sur ce point (p. 10). Plus loin, à la page 401, il ajoute : « En réalité, beaucoup de nos soldats cantonnés en Allemagne après l'armistice ont préféré les Allemands aux Français. »

Cette sévérité, M. Adams l'étend aux Américains d'aujourd'hui et d'hier. Seuls John Quincy Adams, A. Lincoln, W. Wilson doivent à leurs dons éminents d'intelligence et de cœur d'échapper à ses âpres critiques. Il est injuste à l'égard du premier Harrison (p. 158). Jackson, « héros duelliste et ferrailleur » (p. 182), n'est point l'objet de son admiration. Les Américains de 1830 à 1850 paraissent surtout se distinguer par leur mépris de la loi (chap. VII). L'auteur dénonce la faible culture, la personnalité peu accusée, la mentalité étroite, vulgaire, l'amoralité de Polk (p. 244), le fanatisme et l'égoïsme de Sumner et de E. Stevens (p. 301), la sottise et l'incapacité de Taft, l'inintelligence et l'égoïsme de Harding, Coolidge, Hoover et de Mellon (p. 411). Dans ses remarques aigres, fort nombreuses, M. J. T. Adams ne va-t-il pas jusqu'à écrire : « L'idiotie n'a jamais besoin d'être protégée par un tarif douanier. »

Malgré ces outrances et ces injustices, l'auteur voit clairement, et souvent judicieusement, la marche de l'histoire de son pays, gigantesque épopée de l'Américain moyen qui a conquis l'Ouest à la culture et à la civilisation. « Si nous, Américains, nous vantons trop de l'étendue de notre pays, il n'est pas moins certain que cette étendue nous a fait ce que nous sommes » (p. 127). Sur ces immenses espaces, la culture du coton, l'exploitation des gisements miniers ont fait sortir de terre une magnifique économie industrielle, qui a mis au premier plan le problème de la possibilité d'une conciliation entre une démocratie politique à la Jefferson et une économie à la Hamilton (p. 324). « Trois fois en un siècle avec Jefferson, avec Jackson, avec Lincoln, la masse humaine, révoltée contre les puissances conservatrices, avait gagné la partie » (p. 339). Avec la fin de la « frontière », l'occupation de tout le territoire des États-Unis à la fin du XIX^e siècle, l'équilibre fut rompu. Quelque temps encore le développement économique du pays, les succès de l'impérialisme colonial et financier, purent faire illusion. Depuis quelques années, l'Amérique connaît les mêmes difficultés que les vieux pays d'Europe. Ici, M. J. T. Adams ne donne pas aux progrès du chômage technologique et aux grands problèmes de main-d'œuvre que soulève le machinisme l'importance qu'ils méritent. Par contre, il met dans tout leur relief les causes qui ont, dans les masses américaines, retardé les progrès de la civilisation : l'état d'esprit de l'immigrant, de l'homme de la frontière : « La médiocrité est l'un des prix dont se paie l'égalité totale, à moins que le peuple lui-même ne s'élève à un niveau supérieur » (p. 185). « L'état de foule et la mentalité des basses populations urbaines devient partout une menace pour la civilisation » (p. 415). « L'idéal de la démocratie et la réalité de la populace sont les deux aspects de la tâche de tout gouvernement moderne » (p. 415).

Ainsi le livre de M. J. T. Adams est moins un livre d'histoire véritable qu'une étude de sociologie historique où les esprits réfléchis pourront puiser des exemples

et des arguments propres à confirmer ou à infirmer la possibilité d'une démocratie véritable à l'époque contemporaine.

C'est de façon toute différente que se présente le livre écrit par M. Josef Stulz, manuel d'enseignement supérieur destiné aux étudiants allemands. Il se présente clairement. Les faits, bien choisis, généralement exacts¹, sont exposés de façon précise. L'auteur s'est servi pour la composition de son livre d'un grand nombre d'ouvrages dont il donne (aux p. 325-330) une bibliographie critique. La documentation, surtout anglaise, américaine et allemande, ne comprend qu'un nombre insuffisant de livres français. Elle ne paraît pas toujours au courant. Pour les ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, M. Stulz ne s'est pas servi des livres de Leonard Woods Labaree, de S. E. Morison (*The founders of Bay Colony*), de Mollon. Pour la doctrine de Monroe, il n'a pas tiré parti des ouvrages de Dexter Perkins. Sur la vie économique et politique du Sud avant 1860, les livres de Norton, de Jessie Carpenter, de Dumond n'ont pas été utilisés.

L'exposé lui-même est bien articulé en trois parties : *Das Volk* (neuf chapitres, un tiers du livre), *Der Staat* (trois chapitres, un tiers du livre), *Die Nation* (cinq chapitres). Les faits politiques sont mis au premier plan, alors que les développements consacrés à la vie économique et religieuse sont plus rapides. Encore que l'ouvrage soit surtout historique la conclusion de M. Josef Stulz est à peu près la même que celle de M. J. T. Adams :

« Die geschichtliche Entwicklung des Idee hat zum Umkehrung des Individualprinzips geführt, auf das die liberalen Väter der Verfassung, ein Franklin und Jefferson vor allem, so stolz waren. Sie würden ihr Werk kaum mehr erkennen, wenn gleich es am 4 Juli noch immer gefeiert wird (il y aurait beaucoup à dire sur ce point)... Das Problem der Fortentwicklung des Liberalismus nicht langer mehr nur ein amerikanisches, sondern ein weltgeschichtliches ist. Wo liegt die Lösung? Dies ist die wichtigste Frage, welche die Gegenwart stellt » (p. 323).

Mais tandis que l'auteur américain a, dans une certaine mesure, démontré sa thèse, le jugement final porté par M. Stulz ne paraît pas ressortir de son exposé.

E. PRÉCLIN.

The Cambridge Shorter History of India. Edited by H. H. DODWELL. Cambridge, University Press, 1934. In-8°, xxii-970 pages. Prix : 12 s. 6 d.

La Cambridge University Press a entrepris, en 1922, la publication d'une histoire de l'Inde en six volumes, sous la direction de M. M. E. J. Rapson jusqu'au ^x^e siècle ; du colonel Wolseley Haig et de sir R. Burn pour les périodes turque et afghane et l'empire mongol jusqu'en 1757 ; de M. H. H. Dodwell pour l'Inde britannique (1497-1858) et l'Empire indien (1858-1918). C'est une vaste œuvre d'érudition dont chaque chapitre est rédigé par un spécialiste. A côté d'elle, il y avait place pour

1. A la p. 10, l'auteur écrit Nouvelle-Écosse, alors que le mot exact est Acadie. P. 40, Pitt n'a pas dirigé la politique anglaise pendant la guerre de Succession d'Autriche. — L'exposé consacré (p. 60-61) aux gazettes et aux magazines paraît sous-estimer l'influence anglaise et surestimer l'influence française. — A la p. 208, l'attitude du gouvernement français pendant la guerre de Sécession n'est pas analysée d'assez près. A la p. 219, ce que dit M. Stulz des élections de 1866 n'est pas au courant. — Il y a une erreur de calcul p. 246.

un ouvrage qui présentât, avec les mêmes garanties scientifiques, mais en un seul volume d'un prix plus abordable, la substance des connaissances élaborées en près de quatre mille pages. Le nouvel ouvrage tire de sa forme réduite de réels avantages. L'exposé, débarrassé des discussions sur des points spéciaux et allégé de détails secondaires, se développe avec une plus grande netteté. L'unité de présentation est surtout appréciable, car trois historiens seulement en ont assumé la rédaction : M. J. Allan, conservateur au cabinet des médailles du British Museum, pour l'Inde ancienne ; sir Wolsley Haig, professeur de persan à l'École des études orientales de l'Université de Londres, pour l'Inde musulmane, et M. H. H. Dodwell, professeur d'histoire des dominions britanniques d'Asie à l'Université de Londres, pour l'Inde britannique. Ces trois savants ne se sont pas, du reste, bornés à présenter un résumé de la grande histoire, mais ont fait œuvre originale. M. J. Allan a dégagé, avec prudence, tout ce qu'il est permis de distinguer dans une période obscure, dont les fouilles entreprises, depuis 1920, par l'*Archaeological Survey*, à Harappa au Penjâb et à Mohenjo-Daro, dans le Sind, commencent à éclairer les origines énéolithiques et les relations possibles de l'Inde pré-aryenne avec la Mésopotamie. Sir Wolsley Haig a réalisé avec maîtrise la tâche difficile de mettre en relief l'essentiel d'une histoire qui risque d'être submergée sous le fatras des faits, principalement militaires. M. H. H. Dodwell a assumé la mise au point de la principale partie de l'ouvrage (p. 480-908), qui va de l'arrivée des Portugais dans l'Inde à l'acte de 1919, avec une prudence, une érudition et une connaissance des problèmes administratifs et constitutionnels de tous points remarquables. La *Shorter History* est précédée d'une bibliographie sommaire des ouvrages postérieurs à 1921 et se termine par un index de soixante-deux pages. On ne saurait souhaiter guide plus méthodique et plus sûr.

Ch.-A. JULIEN.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Histoire générale. — *The Annual Register, 1934* (Londres, Longmans, Green, 1935, in-8°, 318-182 p.; prix : 30 s.). — *L'Annual Register* de 1934, publié sous la direction de M. Epstein, comprend d'abord une étude détaillée (158 p.) de l'histoire de la Grande-Bretagne et de l'Empire. Mais cette histoire locale ne cesse d'être éclairée par des documents empruntés à l'histoire générale, surtout pour les deux premières parties consacrées à la question du réarmement et à l'accroissement de l'armement aérien. L'Afrique du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande font l'objet de deux études spéciales de M. E. SHORT et l'Inde d'un chapitre dû à M. F. H. BROWN. L'histoire de la plupart des pays étrangers est exposée, de même, par des spécialistes : Roger LÉVY pour la France, G. E. R. GEDYE pour l'Allemagne et l'Autriche, A. E. MENDELL pour la Belgique et la Hollande, Kurth LESSING pour la Suisse, Harold SUNDERLAND pour l'Espagne, J. N. MARSDEN pour le Portugal, Arne GIVERHOLT pour les pays scandinaves, M. SIMON pour la Perse et l'Afghanistan, A. E. MENDELL pour l'Extrême-Orient, M. SIMON pour le Maroc et C. T. HALLINAN pour les États-Unis.

La deuxième partie comprend une chronique des événements de 1934 : un exposé rétrospectif du mouvement littéraire, par I. ISAACS, où une place est réservée à l'histoire, notamment à l'épilogue de la « magistrale » *Histoire du peuple anglais* d'Élie Halévy ; artistique, par W. T. WHITLEY, où est signalée l'importance des derniers ouvrages de J. Romains et de Malraux ; cinématographique, où l'on souligne les mérites de Catherine Hepburn, révélés par *Little Women* et, comme nous le prévoyions l'an dernier, la médiocrité du *Dernier milliardaire* de R. Clair ; musical, d'où il ressort que, si la *Tempête* de Sibélius a révélé un mouvement superbe, la *Persephone* de Stravinski fait craindre que le compositeur n'ait « vidé son sac » ; scientifique, où est précisé l'état des recherches paléontologiques, cytologiques, zoologiques et physiologiques. Tous ces exposés se rapportent à l'Angleterre et les écrivains, artistes ou savants étrangers n'y sont cités qu'incidemment.

Les documents officiels de 1934 dont le texte est reproduit sont le pacte baltique, du 12 septembre ; le pacte balkanique, du 9 février ; le pacte germano-polonais, de janvier-février ; le memorandum du Royaume-Uni sur le désarmement, du 31 janvier.

Le volume se termine par 126 notices nécrologiques. Citons parmi les hommes d'État : les rois Albert de Belgique et Alexandre de Yougoslavie, les chanceliers allemands Hindenburg et Von Schleicher, le chancelier d'Autriche Dollfuss, R. Poincaré, L. Barthou et Ph. Berthelot ; parmi les militaires : les généraux Marchand et Lyautey, l'amiral Togo et le colonel Arthur Lynch ; parmi les savants : le biologiste W. Bate Hardy, le chimiste Haber et Marie Curie, le physicien Horace

Lamb, l'historien de la religion grecque Lewis Richard Farnell, l'égyptologue Greifith, le critique d'art Roger Fry ; parmi les artistes : le compositeur Elgar.

On trouvera dans le 176^e volume de l'*Annual Register*, dont un copieux index rend l'usage aisé, les qualités de conscience et de précision qui valent un juste renom à ce précieux répertoire.

Ch.-A. J.

— *Annuaire interparlementaire. La vie politique et constitutionnelle des peuples. 1935.* Publié sous le patronage de l'Union interparlementaire par L. BOISSIER, B. MIRKINE-GUETZÉVITCH, avec la collaboration de J. LAFERRIÈRE, A. PIERRE et B. AKZIN (Librairie du Recueil Sirey, 1935, in-8°, 236 p.). — L'*Annuaire interparlementaire* de 1935 fournit des renseignements arrêtés en avril, sur la vie et les institutions politiques des États. Pour chacun d'eux, les auteurs présentent un résumé précis des événements, ainsi que de l'activité des hommes d'État, des assemblées et des partis. Pour la France, on trouvera non seulement la composition des cabinets Doumergue et Flandin, mais encore celle des bureaux, des commissions parlementaires et des commissions d'enquête. L'*Annuaire* s'est allégé des renseignements d'ordre constitutionnel pour les pays où il ne s'est pas opéré de changement. Par contre, les innovations sont soigneusement notées. C'est ainsi qu'on trouvera, pour 1934, une analyse des constitutions autrichienne du 1^{er} mai, brésilienne du 16 juillet, uruguayenne du 19 avril. L'*Annuaire*, qui nécessite la collaboration de nombreux hommes politiques, publicistes et juristes du monde entier, présente, sous un faible volume, une quantité considérable de renseignements qui en font un instrument de travail sûr, auquel ne manque, pour être tout à fait pratique, qu'un index des noms propres.

Ch.-A. J.

— *Annuaire statistique de la Société des Nations, 1934-1935* (Genève, Société des Nations, juin 1935, in-4°, 314 p. ; prix : 10 francs suisses). — Le nouvel annuaire comprend, comme les précédents, des statistiques économiques, financières, démographiques et sociales de premier ordre. La réduction des chiffres à des unités communes de mesure ou de valeur, les tables de coefficients pour la conversion des poids, mesures ou unités monétaires, les sept cartes et le double index alphabétique par sujet et par pays permettent de se guider sans difficulté dans le dédale des chiffres. L'augmentation de la nuptialité et des naissances en Europe, le déclin continu de la mortalité, l'amélioration du marché du travail, en dépit des variétés locales, l'accroissement de la production industrielle (5 %), notamment de celle des métaux (20 %), la légère diminution des denrées alimentaires, notamment des céréales, le déclin ralenti de la valeur-or du commerce mondial ne représentant actuellement qu'un tiers de sa valeur en 1929, les conséquences de l'abandon de l'étalon-or, notamment les progrès de l'extraction du métal (6 %), sont autant de phénomènes qui ressortent des tableaux comparatifs et sont susceptibles d'intéresser l'historien autant que l'économiste.

Ch.-A. J.

— Charles SEIGNOBOS. *Histoire de l'Europe* (Paris, Éditions de Cluny, 1934, in-16, 198 p., vol. I de la « Collection de Cluny » ; prix : 10 fr.). — Sous ce titre, M. Seignobos a eu l'excellente idée de reproduire, en le modifiant quelque peu pour le mettre au courant et l'adapter à son nouveau public, le texte original de l'article qu'il avait fait traduire en anglais pour la dernière édition de l'*Encyclopaedia britannica* (1932). On y retrouvera les qualités habituelles de l'éminent historien, son exceptionnel talent à dominer largement les ensembles et à mar-

quer en quelques traits les caractéristiques des périodes les plus diverses. C'est toute l'histoire de l'Europe depuis ses plus lointaines origines qui est ici passée en revue, en sept chapitres qui ne sont d'abord que de brefs aperçus (*Les fondements de l'unité européenne*. — *Le morcellement féodal et l'unité chrétienne*. — *Les monarchies absolues et la division des Églises*), puis qui, à partir de la p. 63, prennent de plus en plus d'ampleur à mesure qu'on atteint, puis dépasse le XIX^e siècle pour aborder finalement la Grande Guerre et ses suites. Cette disproportion voulue et consciente (elle était réclamée par les directeurs de l'*Encyclopaedia britannica*) n'est pas sans inconvénients ; nous eussions, pour notre part, préféré un plan plus continu ; mais on admire l'aisance avec laquelle M. Seignobos se meut parmi les événements les plus complexes et l'incomparable clarté de son exposé.

L. HALPHEN.

— Johan NORDSTRÖM. *Moyen Age et Renaissance. Essai historique*. Traduit du suédois par T. HAMMAR (Paris, Stock, 1933, in-8°, 238 p.). — Ce remarquable essai, que nous nous excusons de signaler si tard, et qui a d'abord paru en langue suédoise dans l'*Histoire universelle* que publient MM. Tunberg et Bring à la librairie Norstedt de Stockholm, est en réalité une manière d'introduction à l'histoire de la Renaissance italienne. Il se présente d'un bout à l'autre comme une réplique au livre fameux de Jacob Burckhardt, *Die Kultur der Renaissance in Italien*. A l'opposition classique des deux termes Moyen Age et Renaissance, l'historien scandinave entend substituer la doctrine aujourd'hui admise, croyons-nous, par tous les médiévistes, mais qui a, paraît-il, quelque peine à s'imposer au dehors, que la Renaissance italienne n'est pas une victoire remportée sur la barbarie du Moyen Age, mais l'aboutissement des grandes traditions intellectuelles et artistiques du Moyen Age européen, et plus spécialement français. En une série de chapitres lumineux, M. Nordström rappelle, à grands traits, ce qu'ont été la renaissance et l'humanisme du XII^e siècle, comment la science a été rénouvée à cette époque par un retour aux enseignements de l'antiquité grecque, enfin l'œuvre accomplie par les grands penseurs et les grands artistes d'Occident aux XII^e, XIII^e et XIV^e siècles. Il peut ensuite, en 75 pages, préciser de la façon la plus heureuse comment, par quelles transitions, s'est opéré en Italie le passage du Moyen Age à ce que nous appelons la Renaissance, dans l'influence directe de la culture française, conjuguée bientôt avec un culte passionné pour l'antiquité classique, dont procédait déjà pourtant l'humanisme français du XII^e siècle. On ne saurait trop recommander la lecture de ce beau livre, aussi solidement documenté que brillamment écrit — et d'ailleurs fort bien traduit dans l'ensemble. On ne saurait trouver meilleure introduction à l'étude de l'histoire intellectuelle de la Renaissance.

L. HALPHEN.

— Centre européen de la dotation Carnegie. Le *Bulletin* n° 4 de 1934 contient les trois communications suivantes : 1° Jacques BARDOUX. L'Angleterre et l'organisation de l'Europe centrale (exposé critique des solutions présentées en 1931 par la France et l'Angleterre ; elles échouèrent définitivement en 1932 par l'opposition de la Grande-Bretagne). — Roberto MICHELS, professeur à la Faculté de droit à l'Université de Férouse. Les bases historiques de la politique italienne. — Tibor ECKHARDT, député au Parlement hongrois. L'aménagement politique et économique de l'Europe danubienne (la « Petite-Entente représente, dans la vallée danubienne, le système de la violence, le maintien à tout prix des injustices commises,

la division de la vallée du Danube en deux camps opposés, vainqueurs et vaincus, et la perpétuation de cette situation malsaine »).

Afrique. — J. DESPOIS. *Le Djebel Nefousa (Tripolitaine). Étude géographique* (Paris, Larose, 1935, in-8°, xi-349 p., 29 fig., 17 pl. phot., 3 pl., cartes; prix : 50 fr.). — *La colonisation italienne en Libye. Problèmes et méthodes.* Préface de M. Aug. BERNARD (Ibid., 1935, in-8°, xi-146 p., 5 fig., croquis; prix : 20 fr.). — M. Despois a choisi ses sujets de thèses en Libye, voisine de la Tunisie, qu'il connaît bien, comme l'ont déjà montré, en attendant mieux, d'excellents articles et un livre d'utile vulgarisation. L'analogie des conditions naturelles et les diversités de l'évolution historique lui ont permis d'intéressantes comparaisons entre ces deux contrées.

La thèse principale est consacrée au Nefousa, la partie centrale de cette « côte » (dans le sens des côtes de Meuse) qui va des collines de Matmata jusque vers Leptis Magna. Curieux pays que ce rebord escarpé : entre deux aridités, la plaine littorale au nord, au sud les plateaux qui vont se confondre avec le Sahara, il arrive à une densité de 15, voire de 25 avant les troubles qui ont suivi le recul des Italiens vers la côte de 1915 à 1922. Ce fut, en effet, un refuge pour les Berbères hérétiques de l'Ibadisme. A l'arboriculture sur les pentes, ils joignent des champs de blé, d'orge, et aussi l'élevage dans les régions steppiques du voisinage ; ainsi ces villageois investés sont en même temps des nomades saisonniers. L'auteur a étudié avec le plus grand soin leurs bourgades dans le présent, dans le passé qu'attestent des ruines nombreuses. L'examen de celles-ci, mieux que des textes trop rares ou des traditions, semble prouver que l'habitat actuel est le terme d'une évolution régressive. Les villages du haut Moyen Âge étaient plus denses, dans des sites moins incommodes, à portée de l'eau. Mais l'insécurité séculaire engendrée par les invasions hilaliennes entraîna leur exode vers des sites de défense où ils durent se resserrer. Les historiens ou les archéologues, comme tous ceux qui s'intéressent au peuplement du Maghreb, retiendront ces chapitres très nourris sur les migrations, sur les formes anciennes de l'habitat et de l'économie (p. 253-307).

La thèse complémentaire est le fruit d'enquêtes sur place, aidées des publications déjà abondantes sur la Libye (bibliographie choisie, p. 137-142). Avec beaucoup de netteté, elle pose les problèmes qui se présentaient à la colonisation italienne en Tripolitaine et, d'une manière assez différente, en Cyrénaïque. Elle en montre les difficultés, d'autant plus grandes que l'on peut hésiter entre deux conceptions, selon qu'on veut faire de la Libye une colonie de peuplement, ou que l'on met au premier rang le souci de la production. Beaucoup a déjà été fait, s'il reste plus encore à faire, et l'histoire de cette colonisation, ses méthodes s'apprendront avec fruit dans ce livre informé, impartial, pénétrant. Jules SION.

— *Abyssinia and Italy. Information Department Paper n° 16* (Londres, The Royal Institute of International Affairs, août 1935, in-8°, 48 p. et carte; prix : 2 s.). — L'exposé, par l'Institute of International Affairs, des relations italo-éthiopiennes depuis le traité d'Ucciali, en 1889, jusqu'au rejet des propositions franco-britanniques par M. Mussolini, le 19 août 1935, est un modèle de concision et d'objectivité. Il traite d'abord des relations de l'Abyssinie avec la France, l'Italie et la Grande-Bretagne avant 1913 et du statut international de l'Éthiopie de 1913 à 1934 ; puis des conditions présentes, tant du régime intérieur (église, administra-

tion, armée, esclavage, ressources naturelles, commerce extérieur) que des intérêts étrangers (anglais, français, japonais et italiens) ; enfin, du développement du conflit et de ses phases diplomatiques depuis l'incident d'Oual-Oual. Deux appendices contiennent les articles du Covenant invoqués au cours des débats et un exposé du statut international du canal de Suez. Un croquis des régions-frontières contestées entre la Somalie italienne et l'Abyssinie et une carte hors texte de l'Afrique orientale sont clairs et suffisants. L'historique des événements s'appuie sur des citations de textes diplomatiques ou d'extraits de journaux et sur des statistiques impartialement choisis. La valeur de ce bref exposé justifie qu'il ait fallu, en moins d'un mois, en tirer trois éditions miméographiées et deux éditions imprimées.

Ch.-A. J.

Belgique. — Jules GARSOU. *Les débuts d'un grand règne*, t. II (Bruxelles, L'Éventail, 1934, in-12, 181 p.). — Dans ce tome second de son ouvrage : *Les débuts d'un grand règne*, M. Jules Garsou achève de nous faire connaître les *Mémoires* du ministre de Léopold II, Vandenpeereboom. Le procédé de publication est le même que dans le tome I^{er} : d'abondants extraits des *Mémoires* sont réunis par un bref commentaire et groupés sous des titres qui en indiquent le contenu. Ces extraits vont de la démission du général Chazal à la chute du ministère et à la retraite de Vandenpeereboom, c'est-à-dire d'octobre 1866 à janvier 1868. La politique extérieure tient ici moins de place que dans le volume précédent : sur l'affaire du Luxembourg elle-même, on ne nous apprend rien de neuf. On ne peut pas dire que les *Mémoires* fassent grand honneur à la clairvoyance de l'homme d'État qui les a écrits. M. Garsou en convient, puisqu'il écrit, dans la conclusion : « Sa caractéristique fut trop souvent une critique étroite et mesquine... Son incompréhension éclate surtout dans les jugements qu'il porte sur Léopold II... » Mais Vandenpeereboom est exact et sincère. Si les *Mémoires* sont, quand même, un document historique de valeur certaine, c'est précisément parce qu'ils nous font apercevoir, derrière les actes politiques des premiers collaborateurs du roi, les médiocres intrigues et les motifs personnels qui contribuent à les expliquer et qui, sans eux, échapperaient à l'histoire. Le témoignage n'est probablement pas essentiel ; mais il n'est pas sans intérêt.

G. PAGÈS.

Canada. — *L'île d'Orléans*. Publié par la Commission des Monuments historiques de la province de Québec (Québec, Proulx, gr. in-8°, viii-505 p., 445 illustrations en noir et 14 hors texte en couleurs). — Ce magnifique ouvrage n'est pas, à la vérité, une histoire complète de la belle île d'Orléans, si chère aux Canadiens de Québec, mais une succession de courtes monographies insulaires, classées à la fois suivant la position des villages et suivant l'ordre chronologique. Signalons particulièrement les titres suivants : la Mère de l'Incarnation à l'île d'Orléans, la Mère de Madeleine de Verchères, Mgr d'Esgly, cet évêque qui voulut rester curé de Saint-Pierre, la mort de Jean de Lauzon, l'île d'Orléans colonie pénale, la plus ancienne carte de l'île d'Orléans (de Villeneuve en 1688), etc.

Surtout, la documentation iconographique est de premier ordre. A notre connaissance, le présent ouvrage est le seul qui donne une telle quantité (459) de photographies, de cartes et de tableaux caractéristiques canadiens. Car M. P.-G. Roy et ses collaborateurs ont su évoquer tous les aspects de la vie dans l'île d'Orléans. Tour à tour défilent sous les yeux du lecteur les paysages gracieux d'été, enneigés

de l'hi
curieu
les Su
Il se
l'ouvr
Ils y
Québe
tique.

État
279 p.
livre d
plusieu
Calais
chapit
nouve
Le per
Rocha

— C
more,
(sur la
public
par M.
consac
court
de deu
par R
land (i
au cor
crit de
(dont
l'Hon.

— I
Press,
l'aut
années
(chap.
plisser
la col
Vér
seul et
session
souha
les Gir

1. Le
(p. 7) —

de l'hiver, les vues extérieures et intérieures de maisons et d'églises, les scènes si curieuses de la vie paysanne souvent représentées par les grands peintres québécois : les Suzor Cote, Horatio Walker, Clarence Gagnon, Charles Maillard, Charles Huot.

Il serait souhaitable que toutes nos grandes bibliothèques de France possèdent l'ouvrage intitulé *L'île d'Orléans* et que les Français puissent en feuilleter les pages. Ils y verraient tout naturellement comment certaines parties de la province de Québec sont encore, au ^{xx}^e siècle, des villages du ^{xvii}^e transplantés outre-Atlantique.

E. PRÉCLIN.

États-Unis. — Jean Edmond WEELAN. *Rochambeau* (Paris, Plon, 1934, in-8°, viii-279 p., 7 gravures, 2 cartes (1 dans le texte, 1 hors texte) ; prix : 12 fr.). — Le petit livre de M. J. E. Weelen est un ouvrage de bonne vulgarisation. L'auteur a consulté plusieurs dossiers des Archives nationales, du ministère de la Guerre, des villes de Calais et de Vendôme, des minutes notariales et des registres paroissiaux. Les dix chapitres sont lisibles, agréables, sérieux, mais apprennent généralement peu de nouveau, sauf pour la fin de la carrière, qui appartient moins à la grande histoire. Le personnage paraît quelque peu idéalisé et quelques affirmations sur le rôle de Rochambeau gagneraient à être plus développées.

E. PRÉCLIN.

— Comte de MONTMORT. *Antoine-Charles du Houx, baron de Vioménil* (Baltimore, The Johns Hopkins Press, et Paris, E. Droz, in-12, 1-66 p., 2 illustrations (sur la couverture, à l'intérieur, carte-itinéraire) ; prix : \$ 1.25). — Cette nouvelle publication de l'Institut français de Washington est la traduction anglaise faite par M. John Francis Gough de la courte biographie que le comte de Montmort a consacrée à son aïeul le baron de Vioménil. Le récit, généralement exact¹, est court et un peu sec. — Il est suivi d'une note du traducteur, qui signale l'intérêt de deux découvertes récentes faites en Amérique. Le baron de Vioménil fut choisi par Rochambeau pour aider les Américains à capturer Bénédicte Arnold au Maryland (mars 1781). Du 9 juin 1780 au 17 août 1781, il a copié tous les ordres donnés au corps expéditionnaire français en Amérique : ils constituent un volume manuscrit de 148 pages. En appendice, les auteurs donnent le texte de sept documents (dont six lettres) écrits ou reçus par Vioménil (deux proviennent des collections de l'Hon. W. P. Gardner et de M. Stuart W. Jackson).

E. PRÉCLIN.

— E. Wilson LYON. *Louisiana in French diplomacy* (University of Oklahoma Press, 1934, in-8°, 267 p. ; prix : \$ 3.00). — En onze chapitres denses et intéressants, l'auteur étudie le rôle que joua la Louisiane dans la diplomatie française entre les années 1763 et 1803. Le livre comprend quatre parties : la cession à l'Espagne (chap. I, II), le développement de la politique de rétrocession (III-IV), son accomplissement et l'expédition projetée en Louisiane sous le Consulat (V-VI), la vente de la colonie (VII-XI).

Véritable cendrillon coloniale, la Louisiane fut volontiers abandonnée par Choiseul et acceptée à contre-cœur par l'Espagne, qui n'en prit que tardivement possession. S'il n'est pas vrai, comme le croit A. Sorel, que la cour de Madrid, dès 1783, souhaite rendre la colonie, l'ambassadeur De Moutiers sous Louis XVI, Genêt et les Girondins, Fauchet, puis le marquis de Barthélemy, négociant le traité de Bâle,

1. Le baron de Vioménil ne fut pas nommé maréchal de France en 1770 — il ne le fut jamais (p. 7) — mais seulement maréchal de camp.

voulurent récupérer la Louisiane. Alquier et Berthier négocièrent le second traité de Saint-Ildefonso (1^{er} octobre 1800), qui, moyennant l'Étrurie donnée à un prince espagnol, restituait à la France son ancienne colonie. Pour en prendre possession et en faire une importante base économique en liaison avec les Antilles, le Premier Consul forma en Hollande un corps expéditionnaire. La glace, puis, au printemps de 1803, les flottes anglaises, bloquèrent les ports hollandais. Bien que la cession de la Louisiane à la France eût été tenue secrète, les Américains, qui craignaient pour leurs nationaux établis dans le haut pays, pour leur important commerce sur le Mississipi, menacé par la fermeture du bras de la Nouvelle-Orléans — à tort attribuée au gouvernement de Paris — se décidèrent à l'action. Alors que R. Livingston, ambassadeur à Paris, échafaudait péniblement deux compromis acceptables aux deux pays, Bonaparte, plutôt que de la laisser conquérir par l'Angleterre redevenue notre ennemie, céda toute la Louisiane aux États-Unis moyennant la somme de 60 millions de francs.

La documentation de l'ouvrage est fort solide. Elle comprend de nombreux imprimés dont l'auteur donne une bonne bibliographie critique, mais aussi des pièces d'archives françaises et espagnoles (Legajo 3882, Expédientes 5206-5210, 5538).

Sur plusieurs points, le livre paraît neuf : particulièrement sur le rôle de R. Livingston, l'attitude de Talleyrand. Mais il ne met pas en relief l'action en marge de Du Pont de Nemours et de Jefferson.

Si le récit est parfois trop abstrait, M. Wilson Lyon a mis dans tout son jour l'attitude espagnole faite de faiblesse, de résignation et d'inertie calculée.

E. PRÉCLIN.

France. — *Répertoire de bibliographie française, 1501-1930*. Fascicule I. A-Acker. (Paris, Letouzey et Ané, 1935 ; prix : 60 fr. le fascicule ; en souscription). — Les historiens, aux prises avec les difficultés de la documentation bibliographique, ont souvent déploré l'absence d'un répertoire complet et exact. Le *Répertoire de bibliographie française* comblera cette lacune. Rédigé par une cinquantaine de spécialistes, il comprendra la liste de tous les ouvrages imprimés en France et aux colonies, ainsi que de tous les ouvrages en langue française publiés à l'étranger, du début du xvi^e siècle à 1930. Les auteurs sont classés par ordre alphabétique, les ouvrages anonymes disposés d'après le premier mot de leur titre. Des renvois des pseudonymes au nom adopté pour le classement évitent toute confusion. Chaque fascicule in-quarto comprend 256 colonnes. Le fascicule I contient, entre autres, la liste complète des publications des diverses sociétés savantes qui ont pris le titre d'*Académie* (84 colonnes). Cette simple indication suffit à marquer l'intérêt d'un tel répertoire non seulement pour les bibliothécaires et les libraires, mais aussi pour les historiens.

Ch.-A. J.

— Pierre MOREAU. *L'histoire en France au XIX^e siècle. État présent des travaux et esquisse d'un plan d'études* (Paris, Les Belles-Lettres, s. d. [1935], in-16, 173 p. ; 35^e cahier des « Études françaises fondées sur l'initiative de la Société des professeurs français en Amérique »). — Que savons-nous à l'heure présente et que reste-t-il à connaître de l'histoire de la science historique en France au XIX^e siècle ? C'est à ces deux questions que M. Pierre Moreau se propose de répondre. En fait, il répond plutôt à la seconde qu'à la première, ce qui revient à dire que son opuscule est surtout, comme l'indique la deuxième partie du sous-titre, l'esquisse d'un plan

— ou de plans — d'études. Esquisse très brillante, divisée en trois chapitres : les origines du mouvement de curiosité historique au début du XIX^e siècle ; l'évolution du genre historique au cours des cent années envisagées ; l'influence exercée par l'histoire. Les deux premiers chapitres retiendront surtout l'attention. On y verra que les problèmes à résoudre ne manquent pas, encore que l'énoncé de M. Moreau soit loin d'être exhaustif. Puisse du moins le champ d'études qu'il a tracé attirer de nombreux travailleurs : ils trouveront dans son livre un guide très sûr et de fort utiles suggestions, dont ils ne manqueront pas de faire leur profit.

L. HALPHEN.

— Dans le *Bulletin d'informations, de documentation et de statistique du ministère des P. T. T.*, de janvier 1935, M. Eugène VAILLÉ, continuant de nous mettre au courant de ses investigations historiques, étudie *Les origines des postes et messageries dans l'ancienne France*. C'est une sorte d'introduction à l'étude du célèbre édit de Louis XI. Les postes organisées par les grands seigneurs, les grands corps de l'État, l'Université de Paris, les villes, ont servi d'exemple à un roi qui voulait être rapidement renseigné sur les événements de son royaume : Louis XI ne se plaçait pas sur le plan des intérêts du public, mais de ceux de l'État seulement.

G. BN.

— Dom Thierry RUINART. *Mabillon*. Nouvelle édition par un moine de l'abbaye de Maredsous (Paris, Desclée de Brouwer et C^{ie}, s. d., in-16, 236 p., 1 portrait ; prix : 15 fr.). — Cette réédition de la courte biographie de dom T. Ruinart, qui est connue sous le titre : *Abrégé de la vie de dom Jean Mabillon*, ne peut en aucune manière être considérée comme une histoire définitive du grand Bénédictin. Mais, en attendant le jour, encore éloigné, où la publication de pièces encore inédites permettra de composer une biographie scientifique, le témoignage de dom Ruinart reste infiniment précieux parce qu'il est celui d'un témoin oculaire et d'un ami qui rend un hommage clairvoyant aux vertus du moine comme aux talents de l'érudit. Si l'éditeur a eu raison de ne pas reproduire les notes primitives, aujourd'hui dépourvues d'intérêt, il a dispensé les siennes avec une excessive sobriété.

E. PRÉCLIN.

Grande-Bretagne. — E. Stuart FAY. *Why Piccadilly? The story of the names of London* (Londres, Methuen, 1935, 254 p. et 8 croquis dans le texte). — Il est difficile de suivre pendant plus de deux cents pages, même imprimées largement, un homme qui, depuis trente ans, a parcouru la ville (*sa ville*) dans les quartiers les plus populeux, les plus chargés d'histoire. Plus difficile encore quand ce journaliste, ce lettré, parle une langue compliquée, vivante, assaisonnée au goût du jour et parfois difficile à comprendre pour un étranger. Pourquoi commence-t-il par Piccadilly? Parce que le terrain où se trouve aujourd'hui le district bien connu sous ce nom appartenait au temps de Jacques I^{er} à un riche marchand qui vendait des habits avec cols de dentelle (*piccadilles* : cf. Murray, *New English dictionary*) qui avaient alors la plus grande vogue. Simple fantaisie, sans doute, d'un auteur facétieux. Quoi qu'il en soit de ce point de départ, on devra suivre désormais ce guide à la fois si plaisant et instructif, qui nous mène jusqu'à l'autre extrémité de la vieille ville, jusqu'à Ludgate hill (où le dieu Lud avait son temple) et à Cheapside, le quartier du grand commerce à l'époque médiévale. Chemin faisant, il signale les maisons qui rappellent encore d'anciens souvenirs, les rivières, aujourd'hui canalisées et souterraines : Tyburn, Holborn, Fleet, qui jettent leurs eaux

corrompues dans la Tamise. On fait avec lui le tour des vieux remparts qui ont en partie encerclé la ville depuis l'époque romaine. Il ne s'arrête pas à la cathédrale Saint-Paul, trop récente sans doute à ses yeux ; il passe même un peu vite devant l'église des Templiers (*Temple*) et son cimetière, où Paul Meyer disait un jour qu'il voudrait dormir dans le silence son dernier sommeil. Ce n'est pas sans regret que l'on regrette de fermer un livre irritant parfois à cause de certains partis pris trop véhéments de l'irascible auteur, mais somme toute amusant et instructif.

Ch. B.

— Eleanor C. LODGE et Gladys A. THORNTON. *English constitutional documents, 1307-1485* (Cambridge, at the University Press, 1935, xxv-430 p. ; prix : 12 s. 6 d.).

— Tous les historiens, élèves et maîtres, qu'intéresse l'histoire des institutions médiévales en Angleterre s'empresseront certainement de se procurer et d'avoir sous la main ce précieux recueil. Il est divisé en trois parties, dont voici la distribution : I, le Gouvernement central (ch. I, la Couronne ; ch. II, le Conseil ; ch. III, la Maison du roi, la garde-robe et la chambre ; ch. IV, le Parlement ; ch. V, la Chancellerie ; ch. VI, les Sceaux ; ch. VII, la Justice, les tribunaux, la police). II, l'Église. III, le Gouvernement local (ch. I, les Juges de paix, *justices of the peace* ; ch. II, les Sheriffs ; ch. III, les *Coroners*, procureurs du roi et enquêteurs ; ch. IV, les *Eschaetors*, agents du Trésor chargés de recouvrer les biens confisqués au profit du roi ; ch. V, les Forêts ; ch. VI, les Juridictions seigneuriales ; ch. VII, les Villes). Chacun de ces chapitres est précédé d'une introduction historique et d'une bibliographie. On trouvera, en outre, au commencement, une liste chronologique des documents relatifs à chacune des parties du livre. Les textes, anglais et français, sont reproduits avec une fidélité scrupuleuse. Une brève introduction (p. VI-VII), où les auteurs adressent leur gratitude aux éditeurs des livres et recueils utilisés, peut être considérée comme une sorte de bibliographie générale. — Cet excellent manuel occupe la place laissée libre entre deux autres bien connus : les *Select charters* de Stubbs, qui s'arrêtent avec le règne d'Édouard I^{er}, et les *Tudor constitutional documents* de J. R. Tanner. A notre tour de féliciter les auteurs d'avoir produit un ouvrage aussi utile à consulter qu'il était ingrat à mettre en œuvre.

Ch. B.

— Father JEROME, S. J. (Rev. A. Gille). *A catholic plea for reunion* (Londres, Williams and Norgate, s. d. [1934], in-12, 75 p.). — En huit chapitres (l'ancien anglicanisme, hérésie et conversion, liturgie et prière, organisation, les ordres religieux, le pédantisme, l'infaillibilité pontificale, la réunion en corps), l'auteur, un jésuite de nom français d'origine hollandaise, a écrit en anglais un livre hardi où il étudie les moyens de réconcilier l'Église anglicane avec la catholique. Le R. P. Gille, qui est animé d'un sincère esprit irénique, rejette les conversions individuelles et préconise, sur un plan assez analogue à celui d'Ambrose Philip de Lisle, la réunion en corps. Elle serait possible si le Saint-Siège faisait, dans le cadre de l'orthodoxie dogmatique, quelques concessions aux anglicans. Des mesures seraient prises pour rendre valide le ministère des clergymen, et l'archevêque de Canterbury recevrait les pouvoirs d'un patriarche.

Encore qu'il soit plus audacieux, le projet du Rév. Père Gille présente des tendances assez analogues à celles de la revue *Irénikon* et des petits groupes anglais et américains qui éditent *Reunion* et *The Confraternity of Unity*, ainsi qu'aux principes jadis posés par le cardinal Mercier et Mgr Batiffol.

Original par la nature de ses suggestions, l'auteur ne l'est pas moins par l'éloge

qu'il fait de la liturgie anglicane et par les critiques, d'ailleurs fort discrètes, qu'il adresse à certains catholiques.

E. PRÉCLIN.

— La Commission chargée, depuis 1921, de diriger l'entretien ou la restauration des anciens monuments en Grande-Bretagne vient de publier une brochure intitulée *List of monuments prepared by the Commissioners of works*, qui va jusqu'à la fin de 1934. Cette liste, nous apprend M. Patrick Duff, secrétaire de l'« Office of works », contient les noms de plus de 4,000 monuments de toute nature : camps préhistoriques, enceintes circulaires en pierre, ruines d'abbayes, de châteaux féodaux, de ponts, et même constructions modernes. Cette liste, qui est publiée par le Stationery office de Londres (80 pages au prix de 1 s. 3 d.), est dressée en suivant l'ordre chronologique du nom des comtés d'Angleterre, de Galles, d'Écosse, avec ses dépendances des Shetlands.

Irlande. — *A View of the Present State of Ireland, by Edmund Spenser*. Ed. by Prof. W. L. RENWICK (vol. IV des *Œuvres complètes*) (Londres, Eric Partridge, Scholaris, 1934, 330 p.; prix : 10 s. 6 d.). — On sait que le poète Spenser se doublait d'un excellent fonctionnaire, qui fit une grande partie de sa carrière en Irlande au temps de la conquête élisabéthaine : il connut même la réaction violente du peuple conquis, puisque le château confisqué en sa faveur fut brûlé une nuit par les « rebelles », et que le plus jeune de ses enfants périt dans l'incendie. L'Irlande a été pour Spenser une inspiration poétique, car tout le paysage s'en retrouve dans sa grande féerie, et aussi l'objet d'une étude politique attentive, où son point de vue est naturellement celui du colonial devant un indigénat turbulent. Le livre, qui date sans doute de 1596, prend la forme d'un dialogue entre Eudoxus, désireux de s'instruire, et Irénus, retour d'Irlande et prêt à répondre à tout questionnaire ; il en résulte un traité de la meilleure exploitation de l'Irlande, où l'auteur a séjourné peut-être déjà dès 1577, en tout cas à partir de 1580, où il s'y rendit comme secrétaire de Lord Grey of Wilton, Lord deputy de la reine.

Le texte est basé essentiellement sur les manuscrits de la Bodléienne et de Cambridge (Caius College), et admirablement présenté. Il est suivi d'un « commentaire » qui comprend en réalité : une introduction historique excellente, inattendue à cette place et sous ce titre, et des notes dont on n'a pas voulu défigurer les pages du texte. Ces notes sont presque uniquement des vérifications des allégations de Spenser à l'aide des archives de l'époque, State papers surtout. Deux illustrations reproduites de l'œuvre de Derrik, *Image of Ireland, 1581*, et une carte établie sous la direction du Prof. Renwick dans le style élisabéthain complètent une présentation qui ne laisse rien à désirer.

A. RIVOALLAN.

Italie. — *I libri di commercio dei Peruzzi*, publ. par Armando SAPORI, avec une préface de Vincenzo AZZOLINI, gouverneur de la « Banca d'Italia » (Milan, Treves, 1934, in-4°, LXXVIII-577 p., 12 fac-similés et 2 tableaux généalogiques ; vol. I des *Pubblicazioni della direzione degli « Studi medievali »* ; prix, relié : 120 lires). — Voici enfin réalisé, grâce au généreux concours de la « Banca d'Italia », un projet caressé de longue date par les dirigeants des *Studi medievali* : la publication d'une Bibliothèque d'études et de documents sur l'histoire de la civilisation médiévale. C'est, comme il est naturel dans une collection dont la « Banca d'Italia » fait pour débiter les frais, à l'histoire économique que le premier volume est consacré, et ce volume, dû au labeur et à la science d'un des érudits qui connaissent le mieux l'his-

toire des compagnies commerciales italiennes au Moyen Age, M. Armando Saporì, est à tous égards — fond et forme — digne des plus vifs éloges. Non seulement la publication en est somptueuse, mais, pour restituer un texte intelligible des livres de commerce d'une des plus célèbres maisons d'affaires de la Florence du XIV^e siècle, il a fallu à M. Saporì une infinie patience et beaucoup d'ingéniosité, tant est mauvais l'état de conservation de quelques-uns des originaux qu'il s'est proposé d'éditer.

Ces originaux sont au nombre de cinq — *Libro dell'asse sesto*, *Libro segreto sesto*, *Libro segreto di Arnolfo*, *Libro segreto di Giotto di Arnolfo*, *Libro segreto di Simone di Rinieri* (de ce dernier on n'a que de courts fragments) — tous en langue italienne. Ils nous permettent de suivre de près l'activité de la « Compagnie » Peruzzi dans la première moitié du XIV^e siècle (seul le livre de Simone di Rinieri nous transporte dans la seconde moitié du siècle), en particulier au temps de sa retentissante faillite de 1343. M. Saporì a joint à son édition quelques fac-similés, des tableaux généalogiques, une rapide mais excellente introduction, une bibliographie, enfin un index très soigneusement dressé. On regrette seulement que, par excès de scrupule, il ait renoncé à nous faire bénéficier, sous forme de notes et de commentaires, du fruit des longues recherches qu'il a poursuivies dans les archives ; mais on veut espérer qu'il en tirera bientôt la matière d'une autre publication d'égale valeur et d'égale intérêt.

À ce vœu, nous en joindrons un autre : c'est que le concours de la « Banca d'Italia » permette de donner une suite prochaine à une série si bien commencée, afin de constituer, si possible, un *Corpus* de documents relatifs à l'activité commerciale des grandes cités de l'Italie au Moyen Age. Ce serait un immense service rendu aux études historiques. Puisse un tel projet être retenu, puis mené à bonne fin.

Louis HALPHEN.

— Le second volume de la correspondance de Sismondi, qu'édite M. Carlo PELLEGRINI, couvre la période de 1814-1823 (*Epistolario*. Florence, La Nuova Italia, 1935, in-8°, 514 p. ; prix : 80 L.). Les lettres qui sont ici réunies sont adressées principalement à la mère de Sismondi, à la comtesse d'Albany, Eugène Dumont, Gian-Pietro Vieusseux, Treuttel et Wurtz, ses éditeurs, et à un certain nombre de grands patriotes du *Risorgimento*, dont Ugtoni, Foscolo, Santarosa. On y trouve des pages vives contre l'esprit de réaction, qui indignent le penseur genevois autant que l'esprit de domination, des indications sur la vie intellectuelle et les démarches de cette élite libérale à laquelle appartenaient M^{me} de Staël, B. Constant, des notes précieuses sur la première Restauration, les Cent-Jours, les débuts de la seconde Restauration — d'ailleurs en partie déjà connus par une publication de P. Villari — des renseignements, maigres, naturellement, sur la vie politique en Italie après 1825 ; des allusions aux tristes conséquences du mouvement du *Ventuno*.

G. BN.

Pays-Bas. — A. VAN HULZEN. *Van opstand tot oorlog. Onze vaderlandse geschiedenis van 1555-1576* (Groningue-Batavia, P. Noordhoff N. V., 1935, in-8°, 185 p.). — C'est un résumé des événements de 1552 à 1576 aux Pays-Bas. L'auteur a le mérite de rattacher les événements de son pays à ceux de France et d'Allemagne. Destiné spécialement à la préparation d'examens, il a le grand mérite d'être clair et de mettre en relief les événements principaux : des tables chronologiques et, au lieu de sommaire, des questions en rendent le maniement commode.

E. C.

— Gottfried PUSCH. *Staatliche Münz- und Geldpolitik in den Niederlanden unter den Burgundischen und Habsburgischen Herrschern, besonders unter Kaiser Karl V* (Inaugural Dissertation. Munich, Höfling, 1932, in-8°, 103 p.). — Cette dissertation est un travail préparatoire à une étude d'ensemble que l'auteur se propose de consacrer à la politique monétaire et financière de Charles-Quint aux Pays-Bas. Il a utilisé spécialement des ordonnances monétaires du x^v^e siècle et du temps de Charles-Quint, dont il montre, dans un premier chapitre, les difficultés d'interprétation.

Il étudie ensuite la hausse de la valeur des monnaies au x^v^e siècle — hausse des monnaies d'argent et surtout d'or. Il explique — un peu longuement — que, pour la comprendre, il faut se baser sur le nombre de pièces que l'on tirait d'un marc d'or ou d'argent fin. D'après lui, la dépréciation de l'unité monétaire, le gros de Flandres, la diminution de son contenu, a été due à la « fuite » des monnaies nationales d'usage courant devant les monnaies étrangères moins bonnes ; il y eut, d'ailleurs, d'autres causes accessoires : le rognage, le retrait de la circulation par les changeurs, le faux monnayage. De 1489 (où les troubles politiques viennent d'aggraver le désordre monétaire) à 1496, plusieurs tentatives eurent lieu pour stabiliser la monnaie, qui put se maintenir jusqu'en 1521. Dans la suite, Charles-Quint lutta constamment pour assurer une stabilisation, qui fut constamment mise en échec.

Le travail de M. Pusch attire à nouveau l'attention sur cette hausse des prix qui s'est fait sentir avec force dès le x^v^e siècle et au début du xvi^e siècle, même au moment où aux Pays-Bas on réussit à maintenir la monnaie — donc avant même que l'afflux des métaux précieux provoque l'ascension vertigineuse des prix. Il y a là une question dont tous les aspects n'ont pas encore été envisagés.

En ce qui concerne la politique de Charles-Quint lui-même, M. Pusch explique les raisons proprement monétaires de son échec. Il paraît bien s'en tenir à un point de vue trop étroit : les faits économiques du temps devaient déborder tous les règlements et les tarifs nationaux.

Mais il s'agit là d'un travail sérieux et utile, que complètent de très bons tableaux.

A signaler que, parmi les unités monétaires en usage aux Pays-Bas, l'auteur ne signale pas la livre parisienne, très employée cependant en Flandre. — E. COORNAERT.

Pays scandinaves. — Henrik IBSEN. *Œuvres complètes*, traduites par P. G. LA CHESNAIS. T. VII : *Œuvres d'Italie, premier séjour (1864-1869)* ; Brand (Paris, Plon, 1935, 1 vol. in-8°, 570 p.). — M. La Chesnais continue, toujours au même rythme et suivant la même méthode, sa belle édition des œuvres d'Ibsen. Le présent volume contient, outre des poésies diverses, le célèbre poème dramatique *Brand*, qui a été écrit en Italie. Dans une savante notice de 150 pages, admirablement documentée, l'éditeur nous montre dans quelles conditions l'œuvre fut élaborée, sa genèse et sa signification. Au printemps de 1864, Ibsen quitte la Norvège et, par le Danemark, Berlin et Vienne, il gagne l'Italie, où il va séjourner cinq ans. Il est sous l'impression de la guerre faite par la Prusse au Danemark ; il ressent profondément l'injustice du traitement injuste infligé à cet État scandinave par son puissant voisin ; il déplore la non-intervention des autres Scandinaves, qu'il considère comme déshonorante. Son ressentiment, sa colère expliquent, pour une forte part, l'état d'esprit qui a inspiré la conception de *Brand*, le mépris pour la lâcheté, la veulerie des masses qui s'y fait jour. Lorsqu'il pénètre en Italie, Ibsen est saisi par le charme si prenant du climat et des paysages italiens, qui, par contraste, font res-

sortir l'âpreté des sites et de l'atmosphère de la Norvège, dont il s'était encore imprégné, au cours des récentes excursions d'un voyage d'étude. M. La Chesnais montre aussi l'influence exercée sur Ibsen par le séjour de Rome, par sa fréquentation des artistes scandinaves qui y séjournent. Brand a bien des traits de l'un des personnages qu'il y a connus, Christopher Brunn. C'est d'abord un poème épique qu'Ibsen a écrit. En une seconde rédaction, celui-ci se transforme en un poème dramatique, qui n'était pas destiné à la scène et qui ne figura au théâtre qu'à la longue. *Brand* fit une grande impression sur les lecteurs, connut un succès inespéré, qui le rendit célèbre dans tous les pays scandinaves, fut le début d'une gloire désormais sans cesse grandissante, bientôt européenne.

Henri SÉE.

Proche-Orient. — Lady Evelin CORBOLD. *Pilgrimage to Mekka* (Londres, J. Murray, 1934, petit in-8°, 260 p.). — Le public, et particulièrement le public anglais, aime les récits de voyages féminins aux pays lointains ou fermés : celui-ci, sans doute, lui plaira. Mais, si l'on met à part quelques impressions amusantes recueillies à Médine et à La Mekke, quelques pages de reconnaissance envers le roi Ibn Saoud et d'estime pour les Wahhabites, le livre aurait pu être écrit à Londres ou sur la Côte d'Azur à l'aide de quelques volumes de référence et de troisième main. En ce qui concerne les cérémonies du pèlerinage, la documentation est nulle, comme l'observation. Quelques bonnes photos, d'un médiocre intérêt, ornent ce volume, qui est d'une lecture agréable.

GAUDEFROY-DEMOMBYNES.

— Henri MASSÉ. *Firdouci et l'épopée nationale* (Paris, Perrin, 1935, in-8°, 304 p.). — On ne peut faire à ce livre qu'un reproche, c'est de n'être point sorti de chez l'éditeur avant les fêtes de Firdouci ; mais ce n'est point là notre affaire. Il est, sans doute, le meilleur hommage que la France pouvait rendre au poète persan et le plus durable. Sous un volume restreint, on y trouvera, dans une forme littéraire excellente, l'essentiel de ce qu'il faut savoir du Châh Nâmeh et de son auteur.

Si la valeur du Châh Nâmeh, comme document historique, est à peu près nulle, son importance sociale est immense. La comparaison qu'on lui impose parfois avec d'autres épopées, issues, comme lui, de la civilisation indo-européenne, n'est, en aucun cas, complètement exacte. Le Châh Nâmeh est le symbole de l'Iran, dressé devant la conquête arabe : on pourrait dire que c'est le dernier mot de la rivalité des pro-arabes et des non-arabes, qui s'est élevée à Bagdad à l'avènement des Abbassides (fin du VIII^e siècle) et qui s'est localisée sur son terrain d'origine. L'islam n'est point ici en jeu ; il reste accepté par tous avec une solidité et une unité de conviction qu'il convient de ne point examiner à la loupe ; le schisme, qui finira par être l'islam officiel persan, sera un schisme national. Firdouci est étranger à ces préoccupations confessionnelles ; son souci est tout national ; il ramène magnifiquement la civilisation iranienne à ses origines, qu'il orne de toutes les splendeurs de l'héroïsme et de la grandeur morale. Le lecteur moderne retrouve ici des conceptions sociales qu'il est accoutumé de rencontrer dans l'antiquité classique. Le roi, par exemple, reste, grâce à son caractère divin, une sorte de fétiche suprême : dans les combats, il apporte la chance heureuse, l'effluve divine qui imposera la victoire ; mais il charge de la réalisation un héros qui incarne l'activité physique et morale de la nation.

Il faut lire avec une attention particulière les cinquante premières pages du livre de H. Massé : c'est un large résumé de l'histoire ancienne de l'Iran, puis des con-

tacts
la Pe
une s
racon
Nâm
style,
autre
d'œu
fluen
1838
mérit
cellen

— A
de M
d'Ale
consci
l'histo
qui, t
la pop
tiques
langue
Préoc
comm
éducat
fort in
lieue.
C'es
de pub
Bulle
81). C'
qui cor
més, n
L'étud
origina
forme.
L'ar
(p. 81 à
ville d
répond
incomp
ruines,
caution

Suisse
119 p.
(Aarau,
château

tacts des milieux arabes et persans ; on y voit se réveiller l'esprit iranien et naître la Perse moderne avec sa langue, le persan, auquel Firdouci a donné, dès l'abord, une superbe allure. — La vie du poète, dont les détails sont mal connus, est ici racontée avec agrément et avec un bon esprit critique. — L'analyse du Châh Nâmeh, l'étude des sources, de ses épisodes les plus illustres, de son art et de son style, inciteront le lecteur à se lier avec Firdouci d'un commerce plus intime. Nul autre que M. Massé ne pourrait l'y aider en publiant une anthologie de son chef-d'œuvre. — Un dernier chapitre est plein de renseignements intéressants sur l'influence de Firdouci en Orient. Publié et traduit en français par Jules Mohl, entre 1838 et 1878, le *Livre des Rois* n'a point encore acquis chez nous la popularité qu'il mérite, bien qu'il ait séduit Lamartine et Hugo. Le livre de M. Massé est de l'excellente propagande.

G.-D.

— Antioche moderne vient d'être l'objet de deux travaux à signaler ici : le livre de M. BAZAUTAY, *La pénétration de l'enseignement dans le sandjak autonome d'Alexandrette* (Beyrouth, 1935, 220 p.), ne donne pas seulement des statistiques consciencieuses, ce qui est pourtant rare, surtout en Orient ; il fait comprendre, par l'histoire, les problèmes politiques et économiques qui se posent dans cette région, qui, tout en faisant partie de l'État syrien, conserve son autonomie. A Antioche, la population est bien en majorité de langue arabe, mais divisée en Alaouites « hérétiques » et en chrétiens de rites divers, en face d'un bloc musulman sunnite, de langue turque et de tendances ottomanes, de minorités arméniennes et kurde. Préoccupé spécialement des questions d'enseignement, l'auteur a voulu montrer comment les circonstances politiques et économiques s'imposent à l'attention des éducateurs du Haut-Commissariat français, et il en a pris occasion pour une étude fort intéressante de l'activité industrielle et commerciale d'Antioche et de sa banlieue.

C'est sous l'inspiration toute désintéressée de l'histoire que M. WEULERSSE vient de publier un remarquable mémoire : *Antioche, essai de géographie urbaine*, dans le *Bulletin des Études orientales* de l'Institut français de Damas (1934, t. IV, p. 27 à 81). C'est un exposé lumineux du développement des divers quartiers d'Antioche, qui conservent leur particularisme ethnique et restent des blocs matériellement fermés, malgré les transformations que les faits économiques imposent à la ville. L'étude du développement des souqs a fourni particulièrement matière à des vues originales. Une illustration nouvelle complète ce travail, excellent de fond et de forme.

L'article de M. SAUVAGET : *Le plan de Laodicée sur mer*, dans le même recueil (p. 81 à 115), est plein d'aperçus nouveaux sur l'histoire du développement de cette ville depuis le temps des Séleucides. Les hypothèses de M. Sauvaget paraissent répondre à une réalité, qu'il a reconstruite avec des vestiges, jusqu'ici ignorés ou incompris ; la ville moderne de Lattaqieh (Latakîé) recouvre tout un champ de ruines, auxquelles l'étude de M. Sauvaget interdira de toucher désormais sans précautions.

G.-D.

Suisse. — Hektor AMMANN. *Alt-Aarau* (Aarau, Sauerländer, 1933, petit in-8°, 119 p., nombreuses photographies et figures). — Id. *Das Kloster Königsfelden* (Aarau, Sauerländer, 1933, gr. in-8°, 28 p., photogr.). — Bâtie au voisinage d'un château un peu plus ancien, la ville d'Aarau fut une fondation, assez tardive (vers

1240), des comtes de Kyburg. Du petit bourg fortifié ainsi élevé au passage de l'Aar, l'extinction de la lignée à qui il devait l'existence fit une possession habsbourgeoise ; les suites de la bataille de Sempach, une dépendance de Nos Seigneurs de Berne ; la Révolution, enfin, le chef-lieu d'un canton autonome, que nous nommons Argovie, voire même, mais pour six mois seulement, la capitale de la République helvétique. Bien que depuis la fin du Moyen Age une industrie textile assez prospère s'y soit développée, la création du Kyburg est demeurée une agglomération modeste. Sa situation géographique ne la prédisposait guère à devenir un nœud de routes. De son passé, qui fut paisible, mais non sans aisance, elle garde cependant dans ses tours, ses églises et ses maisons bourgeoises plus d'un pittoresque témoignage. Telle est l'histoire que M. Hektor Ammann, bien connu par ses travaux sur l'économie médiévale de la Suisse, nous raconte dans un petit livre agréablement et simplement écrit, orné, en outre, de charmantes photographies. Dans une brochure du même ton et, elle aussi, fort bien illustrée, il retrace, d'autre part, les destinées du couvent voisin de Königsfelden, établi, en 1309, par la veuve du roi Albert d'Autriche, au lieu même où son époux avait été assassiné. Heureux les Argoviens, auxquels on met en main de si excellents moyens de mieux comprendre leur petit pays !

Marc Bloch.

Histoire de l'art. — *Estudios y documentos por la historia del arte colonial* ; t. I : Martin S. NOEL. *Arquitectura virreinal*, seguida de una *Adición documental*, par Jose TORRE REVELLO (Buenos-Aires, 1934, 1 vol. in-4°, 493 p. Publ. de l'Instituto de investigaciones históricas » de Buenos-Aires. Le texte très instructif de M. Martin S. Noel, qui étudie avec précision les caractéristiques de l'architecture de la vice-royauté de Lima (qui comprenait toute l'Amérique du Sud), est embelli par de nombreuses reproductions de monuments. Une seconde partie du volume comprend de nombreuses notes documentaires, qui sont l'œuvre de M. José Torré Revello, et dont la substance est fournie surtout par l'inépuisable *Archivo de Indias*, de Séville. Elles concernent l'architecture religieuse et civile, ainsi que les cités et places, et sont suivies d'intéressants plans de l'époque.

Dans un suggestif avant-propos, M. Emilio Ravignani montre avec force le caractère de l'architecture dans l'ancienne Amérique espagnole ; dans la période coloniale, dont le souvenir et l'influence aujourd'hui même sont loin d'être abolis. L'art espagnol, transplanté sur ce nouveau terrain, s'y est adapté, souvent d'une façon heureuse ; ainsi s'expliquent les différences régionales qui frappent nos regards. Les colonies se sont imprégnées de la civilisation artistique de la métropole. Elles ont subi fortement aussi l'influence du style propagé par la contre-réforme (style dit *baroque*), c'est-à-dire en fait par les ordres religieux qui ont joué un si grand rôle dans ces colonies, et dont la Compagnie de Jésus brille au premier rang. Il faut tenir compte aussi des institutions civiles, œuvre de la monarchie espagnole.

Henri Sée.

— I. B. SUPINO. *L'Arte nelle Chiese di Bologna, Secoli VIII-XIV* (Bologne, Nicola Zanichelli, 1932, 364 p., 194 fig.). — M. Iginio Benvenuto Supino, ancien professeur d'histoire de l'art à l'Université de Bologne et auteur de plusieurs publications sur l'art à Pise et sur les monuments de Bologne, était particulièrement qualifié pour étudier les églises de cette dernière ville. C'est ce qu'il a fait récemment

dans un beau livre abondamment illustré où il parle successivement des églises romanes, puis des églises gothiques bolonaises : les édifices groupés autour de Saint-Étienne, San Giovanni in Monte, SS. Vitale e Agricola in Arena, et la cathédrale Saint-Pierre, d'une part ; d'autre part, San Domenico, San Francesco, San Giacomo, San Martino, Santa Maria dei Servi, San Procolo, San Michele in Bosco, San Petronio. Pour chacune de ces églises, il a l'heureuse idée de donner l'aspect qu'elle avait au ^{xvi}^e siècle d'après une fresque du Vatican de 1575, et il a recours à d'autres documents anciens pour illustrer les chapitres relatifs à plusieurs édifices. L'érudition bien connue de l'auteur fait de son livre un répertoire particulièrement utile pour qui veut étudier les monuments d'une importante ville d'art.

E. LAMBERT.

— Hermes BALDUCCI. *Architettura turca in Rodi* (Milan, Hoepli, 1932, in-8°, 190 p., 144 fig.). — L'île et la cité de Rhodes sont surtout célèbres par les constructions de toutes sortes qu'y a laissées l'époque des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem. Les monuments élevés par les Turcs après que l'île eut été prise par Soliman en 1522 ne sauraient présenter le même intérêt ni tenir une place considérable dans l'histoire de l'art musulman. Ils n'en constituaient pas moins un ensemble important qui contribue à donner leur caractère actuel à des lieux si pleins d'histoire. L'ouvrage très abondamment illustré et très méthodiquement composé de M. Balducci est d'autant plus utile que les monuments turcs de Rhodes avaient été jusqu'ici fort peu étudiés. On trouvera minutieusement décrits dans ce livre les constructions militaires ou civiles, puis les édifices religieux et funéraires, l'analyse de l'architecture et de la décoration étant reprise dans son ensemble à la fin de l'ouvrage.

E. LAMBERT.

— *I Monumenti Italiani*, Rilievi raccolti a cura della Reale Accademia d'Italia ; fascicolo 1^o : *Castel del Monte* (Rome, Libreria dello Stato, 1934, in-fol., 4 p., 4 fig., 22 pl.). — Le puissant et original Castel del Monte en Apulie est une des œuvres les plus justement célèbres de l'architecture gothique du ^{xiii}^e siècle. Il a été étudié déjà par de nombreux auteurs, en particulier par Émile Bertaux dans son monumental ouvrage sur *L'Art dans l'Italie méridionale*. Construit pour l'empereur Frédéric II aux environs de 1240, on l'a parfois attribué à l'architecte français de Chypre Philippe Chinard, que l'on sait avoir bâti pour le même souverain le château de Trani ; c'est, en effet, sans doute l'œuvre d'un maître de l'Orient latin et connaissant bien l'art des constructeurs champenois ou bourguignons qui ont travaillé en Terre sainte. L'influence antique y était également sensible dans la décoration sculptée à côté d'autres inspirations encore. Camille Enlart reconnaissait dans les « bandes décoratives d'appareil réticulé qui circulent à mi-hauteur des chambres... une influence archaïque et germanique », et dans les « mosaïques stelliformes en marbre » des parquets et de « certains revêtements de murailles... l'œuvre d'artistes arabes ».

L'Académie italienne vient d'inaugurer une série de publications sur les monuments italiens en consacrant à cette œuvre, exceptionnelle à tous égards, un fascicule dont les planches ont été établies en mai 1933 par un groupe d'étudiants de l'Institut royal d'architecture de Naples. Précédés d'un texte très sobre qu'illustrent quatre belles photographies, vingt-deux relevés clairs et précis composent cet ouvrage. Trois plans aux différents étages de l'octogone central et des huit tou-

relles octogonales qui en marquent les sommets montrent que l'esprit des géomètres musulmans n'était pas moins familier au maître de l'œuvre que celui des architectes du Moyen Age chrétien. Vient ensuite une élévation de la façade principale où l'inspiration antique de la grande porte apparaît clairement au milieu de la forteresse médiévale. Une coupe transversale de celle-ci met en valeur à son tour tout ce qu'elle doit à l'art des constructeurs gothiques. Les autres planches du recueil précisent ces impressions d'ensemble en analysant des détails des tourelles, du grand portail, des portes secondaires (dont l'une a un encadrement d'esprit très oriental et une autre un décor roman d'inspiration antique), des fenêtres et des baies circulaires, de l'ornementation intérieure des salles, et de certaines particularités architecturales.

Cette excellente publication apporte donc au total une documentation qui doit servir à la fois à l'étude de l'architecture médiévale dans l'Europe chrétienne et à celle de la riche et complexe civilisation qui fleurit dans l'Italie méridionale pendant la plus grande partie du Moyen Age.

E. LAMBERT.

— Jacques LEVRON. *Le diable dans l'Art* (Paris, Auguste Picard, 1935, petit in-8°, 110 p., 50 fig.). — Ce petit volume, qui est peut-être le premier d'une collection, résume l'histoire d'un thème iconographique, en l'espèce celui du diable, dans l'art depuis le Moyen Age jusqu'à nos jours. L'auteur ne prétend pas épuiser le sujet ; il a seulement voulu choisir pour chaque époque quelques exemples plus particulièrement caractéristiques. On ne cherchera donc pas dans son étude un ouvrage d'érudition, mais plutôt un opusculé d'orientation commode et très illustré.

E. LAMBERT.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

FRANCE

Annales d'histoire économique et sociale. 1935, mars. — E.-F. GAUTIER. L'or du Soudan dans l'histoire. — Robert BOUTRUCHE. Les courants de peuplement dans l'Entre-deux-Mers; étude sur le brassage de la population rurale. 2^e partie : du xv^e au xx^e siècle. En appendice : bibliographie des sources et des principales publications. — P. LEUILLOT. Les plans parcellaires. — Marc BLOCH. Une nouvelle image de nos terroirs : la mise au jour du cadastre. — Robert-J. LEMOINE. Classes sociales et attitudes révolutionnaires. Quelques réflexions sur un chapitre d'histoire belge. — La vie scientifique : statistiques. — Instruments de recherches : périodiques et publications courantes. — Questions de fait et de méthode : Georges ESPINAS. La double orientation de la production dans un petit centre et dans les grands. — Henri HAUSER. La comptabilité et l'essor du capitalisme commercial. — Lucien FEBVRE. Une souveraineté campagnarde au xvi^e siècle : le Béarn. — Id. En terre arabe : régionalisme, nationalisme ou panarabisme unitaire. — A. DEMANGEON. L'évolution d'une agglomération urbaine : Bruxelles. — J. HOUDAILLE. Problèmes monétaires d'après-guerre en Europe. = Du Passé au Présent : courriers critiques. — Maurice HALBWACHS. Doctrines de la population et contrôle des naissances. — Georges BOURGIN. Dans un département du Languedoc ; crise démographique, transformation agricole. — Lucien FEBVRE. Le germanisme dans le Tyrol méridional. — A. PIGANIOL. 1^o Aux origines de la civilisation grecque ; la bureaucratie ptolémaïque ; 2^o Sur l'histoire économique de l'ancienne Rome. — Lucien FEBVRE. Les routes des trois Gaules : un instrument de travail indispensable (celui de J. Déchelette et A. Grenier). — Marc BLOCH. Sur l'étude des classes au Moyen Age (d'après Fabien Thibault). — Id. Le maçon médiéval ; problèmes de salariat. — Id. Un ouvrage sur la Rome médiévale (celui de Léon Homo : Rome médiévale, 476-1420). — Id. Problèmes d'histoire urbaine (compte-rendu de Karl Fröhlich : Kirche und städtisches Verfassungsleben im Mittelalter). — L. LEUILLOT. Problèmes d'histoire sociale (sur les travaux récents de Léon Cahen, Georges Lefebvre, Georges Bourgin et Edmond Soreau). — DEMANGEON. Une géographie régionale de l'Allemagne (sur l'ouvrage remarquable de Otto Maull : Deutschland). — P. LEUILLOT. Allemagne et Pologne (signale plusieurs ouvrages récents sur ces deux pays).

Annales du Midi. 1935, janvier. — Yves DOSSAT. Étude sur la charte de coutumes de Renneville, 1291 (publie l'original, sur parchemin, mais en mauvais état, de cette charte). — Jean RÉGNÉ. La vie municipale et la bourgeoisie d'ancien régime en Vivarais ; suite (la bourgeoisie marchande et financière aux xiii^e et xiv^e siècles ; les nouveaux riches et les nouveaux pauvres après la guerre de Cent

ans). — E. RENARD. Les postes en Languedoc ; suite et fin (xviii^e siècle, jusqu'en 1789). = **Comptes-rendus**. *Ferruccio Blasi*. Le poesie di Guilhem de la Tor. — *Étienne Delcambre*. Le consulat du Puy-en-Velay, des origines à 1610. — *Abbé V. Leroquais*. Les bréviaires manuscrits des bibliothèques de France (cinq volumes ; savant et utile catalogue). = *Revue des périodiques*. *Bulletin de la Société d'études scientifiques et archéologiques de Draguignan* ; vol. XXXIII-XXXVIII.

Bulletin hispanique. 1935, avril-juin. — Maryvonne BONNARD. Les influences réciproques entre sainte Thérèse de Jésus et saint Jean de la Croix. — G. CIROT. Le « Compendio historial » de Garibay ; suite (chronologie des rois asturo-léonais). — Juan MILLÉ Y GIMÉNEZ. La epistola de Lope de Vega al doctor Gregorio de Angulo (épître en vers publiée en 1621 et dédiée à son ami, le poète toledain Gregorio de Angulo ; le texte de cette épître en 307 vers est publié en appendice ; avec un très abondant commentaire). — Jacqueline CHAUMIÉ. La correspondance des agents diplomatiques de l'Espagne en France pendant la Révolution (correspondance conservée à l'Archivo histórico de Madrid). — A. RUMEAU. Un document pour la biographie de Larra : le romance « al día 1^o de Mayo ». — Henry V. BESO. A further contribution to the refranero Judeo-español (addition aux *Proverbes judéo-espagnols* de MM. Foulché-Delbosc et Kayserling). — J.-J.-A. BERTRAND. L'hispanisme allemand (aux xix^e et xx^e siècles). = **Comptes-rendus**. *J. D. M. Ford* et *L.-G. Moffat*. Letters of the court of John III, king of Portugal. — *G. Hainsworth*. Les « Novelas exemplares » de Cervantès en France au xvii^e siècle. — *Hans Jeschke*. Die Generation von 1898 in Spanien. — *Vicente Blasco Ibañez*. Estudios literarios (réimpression d'œuvres anciennes qui n'ajoutent rien à la renommée posthume de l'auteur). — *Armando Gonçalves Pereira*. A economia do mar (c'est un traité de géographie économique général et un tableau de la vie maritime au Portugal). — *Luiz Schwalbach*. La physionomie géographique de Lisbonne. — *Paul Guinard*. Madrid, l'Escorial et les anciennes résidences royales (dans la collection des « Villes d'art célèbres »). — *Pierre de Cénival*. Les sources inédites de l'histoire du Maroc. Première série : dynastie saadienne (contient 158 pièces allant du 3 juillet 1486 au 28 avril 1516 ; très important). — *W. Bergmann*. Studien zur volkstümlicher Kultur im Grenzgebiet von Hocharagón und Navarra (ouvrage de caractère lexicographique qui intéresse l'histoire de la civilisation). — *A.-M. Gossez*. Souvenirs d'un soldat sur la campagne de 1823 en Espagne (document qui ne manque ni d'intérêt ni de piquant).

Journal des Savants. 1935, janvier-février. — Ferdinand LOT. L'histoire urbaine du Nord de la France, de la fin du iii^e à la fin du xi^e siècle (premier article à propos d'une étude de M. Fernand Vercauteren sur les *Civitates* de la Belgique seconde, ouvrage de grande valeur, mais où M. Lot souligne un assez grand nombre de détails erronés ou contestables). — Victor CHAPOT. Les fouilles d'Antioche (d'après un premier rapport sur ces fouilles, publié, avec un grand luxe, par George W. Elderkin : *Antioch-on-the Orontes*. I : *The excavations of 1932* ; beau travail publié par le département d'art et d'archéologie de l'Université de Princeton). — Henri DEHÉRAIN. Un maître de Silvestre de Sacy : l'orientaliste Étienne Le Grand (qui, de 1721 à 1729, fit partie de la « chambre des Arméniens » au collège Louis-le-Grand, plus tard « École des Jeunes de langue ». C'est vers les années 1778-1782 que Silvestre de Sacy, alors âgé de vingt ans, entra en rapport avec Le Grand. Le Grand

mourut en 1784 ; mais il avait eu le temps « de transmettre le flambeau de l'orientalisme à ce jeune disciple qui devait en faire briller la flamme du plus vif éclat »). — A. MERLIN. L'École britannique d'Athènes en 1932. = **Comptes-rendus**. H. Kees. Aegypten (excellent manuel par un des égyptologues les mieux informés). — G. E. Rizzo. Prassitele (beau livre consacré au grand maître de l'art au IV^e siècle). — In memoria lui Vasile Parvan. — F. Marouzeau. Lexique de la terminologie linguistique.

Révolution française. 1934, juillet-août-septembre. — L. DE CARDENAL. Les idées de Linguet sur le crédit public. — Ed. CHAPUISAT. Mounier, président de la Constituante, et les journées des 5 et 6 octobre 1789 (texte *in extenso* de la déclaration faite à l'auditeur de la République de Genève relativement à son rôle dans ces journées). — M^{lle} M.-L. BLUMER. La Commission pour la recherche des objets de sciences et arts en Italie, 1796-1797 (troisième et dernier article ; le transport et l'arrivée à Paris de ces objets). — P. MAUTOUCHET. A propos du télégraphe Chappe (la première dépêche expédiée fut celle qui annonçait la reprise du Quesnoy, le 28 thermidor). — P. CARON. Lettres de Jean Auvray, jardinier parisien, et de ses fils soldats (messidor an II-pluviôse an III). = **Comptes-rendus**. Maurice Jusselin. Recherches sur des cahiers de 1789 en Eure-et-Loir. — Jean Girardot. La Constitution civile du clergé et son application en Haute-Saône, février-septembre 1792. — René Jouanne. Les origines du cadastre ornaï. = Nouvelle série, n° 1 : 1^{er} trimestre 1935. La Revue porte le titre : La Révolution française. Revue d'histoire contemporaine. — L. GAUDEL. Hérault de Séchelles. — C. BOUGLÉ. Centre d'études de la Révolution française. Séance de rentrée, 2 décembre 1934. Proudhon et la Révolution française. — Henri COSSON. Lettres de Grégoire (à l'abbé Jennat, son compatriote). = **Comptes-rendus**. René Nigeon. État financier des corporations parisiennes d'arts et métiers au XVIII^e siècle. — Albert Mathiez. Le Directoire. — G. Lenôtre. La Révolution par ceux qui l'ont vue (faible). — F. Braesch. Les exercices budgétaires, 1790 et 1791, d'après les comptes du Trésor. — Léonce Leissels. La justice enchaînée : affaire Fualdès.

La Revue de Paris. 1935, 15 avril. — Roland DE MARÈS. Les aspects de la crise belge. — Maréchal KOUTOUZOFF. Lettres adressées à ses filles (dix-huit lettres ou billets écrits par le maréchal à ses filles : Katinka, qui épousa le général Kondacheff, et Lisanka, femme du comte Tiensenhausen, qui fut tué à Austerlitz, puis du général Hitroff. Ces lettres sont écrites de 1810 à 1813 ; les plus importantes sont celles de 1812, où l'on suit pas à pas le désastre de la Grande Armée. Dans une lettre du 10 novembre 1812, il énumère les trophées que lui a rapportés la déroute des Français à la Bérésina : « Les malédictions de l'armée contre cet homme naguère si grand et maintenant impuissant sont terribles. » Ces lettres, écrites en russe, ont été traduites par la duchesse de Montelfi-Stolypine, qui a établi les dates d'après le calendrier Julien). — Raoul DESJARDINS. La crise sur un coin de la campagne française. — Alfred MARTINEAU. Bussy et Lally aux Indes (expose le conflit qui, au cours des années 1758-1760, opposa Bussy et Lally dans nos établissements de l'Inde ; avec une carte de l'Inde méridionale et un portrait du marquis de Bussy). — Fernand de BRINON. Le drame européen (le dénouement : associer à notre paix la volonté anglaise, qui seule peut entraîner l'Allemagne vers la conciliation. On verra bien !). — Henry BIDOU. Élections académiques (comment doivent se com-

porter les candidats à l'Académie française). — Albert FLAMENT. Tableaux de Paris (les expositions et le sort qui attend le cubisme). — 1^{er} mai. André MAUROIS. Le roi George V (à propos du jubilé du 6 mai 1935, l'auteur explique pourquoi le sentiment monarchique s'est maintenu en Angleterre ; la politique personnelle du roi y a contribué pour une très grande partie). — Ed. GISCARD D'ESTAING. L'inquiétude monétaire : l'or et les constellations monétaires. — Robert DREYFUS. Houston Stewart Chamberlain, ou le configurateur *[sic]* de la race. — Daniel HALÉVY. L'attentat de Fieschi (conférence sur cet événement, pour en évoquer le centenaire). — R. DE ROUSSY DE SALES. Le rêve de la sécurité en Amérique. — Benjamin CRÉMIÉUX. Un aventurier de la poésie : le chevalier Marin (portrait de Giovan Battista Marino, qui, de 1610 à 1640, fut tenu comme le plus grand poète d'Italie et pour un des plus grands d'Europe). — René LAURET. La saison théâtrale à Berlin (où l'on constate l'influence exercée actuellement à Berlin par l'Angleterre et la France). — Henry BIDOU. Le mouvement littéraire (signale « un maître livre », le *Richelieu* de Carl Burckhardt ; remarquable peinture des six années qui commencent le 29 avril 1624, où Louis XIII introduisit le Cardinal dans la salle du Conseil, jusqu'à la Journée des dupes de novembre 1630). — Wladimir d'ORMESSON. Le conclave de Stresa. — 15 mai. Comte SFORZA. La France en Syrie : grandeur et difficultés du mandat (« si l'histoire réserve encore à la Syrie une mission dans le monde, c'est de se montrer fidèle à son génie millénaire d'universalisme »). — Albert THIBAUDET. Situation de Victor Hugo (en 1935, Victor Hugo jouit alors d'une situation acquise, presque unique « et bien à la mesure de cet homme extraordinaire »). — Marc CHADOURNE. Philippines (description du pays sous la menace japonaise). — Comtesse H. DE REINACH-FOUSSEMAGNE. La jeunesse du prince Napoléon en Wurtemberg (il s'agit du prince Napoléon-Joseph, 1822-1891, qui épousa la princesse Clotilde, fille de Victor-Emmanuel II, en 1859. D'après le dossier des Bonaparte conservé aux Archives secrètes de l'État à Vienne. Extraits de la correspondance échangée, de 1834 à 1841, entre le prince et son frère Jérôme Plonplon. Elle s'arrête au moment où le jeune prince songeait à quitter le service et les États de Wurtemberg ; il songeait à partir pour l'Orient avant d'avoir obtenu la permission de Metternich). — Edmond DELAGE. Vers une nouvelle conférence navale. — J. LARIVIÈRE. Argentine, 1935 (son histoire, sa situation économique ; avec une carte). — Charles BREON. Les effets de la dévaluation du belga. — A. ALBERT-PETIT. L'histoire (étudie : Les origines de l'Inquisition, par *Jean Guiraud* ; la Renaissance, par *Funck-Brentano* ; le château de Marly, par *Émile Magne* ; le poète Boursault, par *Émile Lebègue*). — 1^{er} juin. Georges GOYAU. Le Père Joseph et les Missions capucines (redresse le jugement odieux et injuste porté contre l'Éminence grise par plusieurs de ses contemporains ; expose les fondations créées par lui en Turquie, Syrie, Perse, Maroc). — Henri VONOVEN et Georges CLARETIE. Le Palais de 1900 (évoque et caractérise le personnel judiciaire au Palais de Justice depuis le début du xx^e siècle). — Général A. NIESSEL. Un destin extraordinaire : le maréchal Pilsudski. — Émile DARD. Entretien de Napoléon et de Monseigneur Arezzo, 9 novembre 1806 (entrevue importante qu'eut Mgr Arezzo, représentant du pape auprès du czar *[sic]* Alexandre, avec Napoléon, après la bataille d'Iéna. L'empereur lui déclare : « Je ne demande pas que le pape fasse la guerre à personne ; je veux qu'il ferme ses ports aux Anglais. » C'était, de sa part, un ultimatum qu'il

ne cessera plus d'adresser au pape. Arezzo fut récompensé de la fermeté qu'il montra dans cette circonstance : il devint cardinal en 1816 et mourut le 3 février 1833). — Jacques SOUSTELLE. Vers le lac sacré des Lacandons (en Mexique, État de Chiapas, avec une carte marquant l'itinéraire de l'expédition en 1934). — François PORCHÉ. Orage sur la Comédie-Française (et le nouveau statut qu'il conviendrait de lui imposer). — Paul ALFASSA. L'art italien à Paris. — Albert FLAMENT. La course vers Venise, vers Titien et vers le printemps.

Revue historique de droit français et étranger. 1935, janvier-mars. — Gaston MAY. Les sénatus-consultes Hosidien et Volusien (promulgués au temps de l'empereur Claude, sous le consulat de Cn. Hosidius Geta et de P. Vagellius ; étudie les faits délictueux visés par le sénatus-consulte, les sanctions encourues au cas où seraient violées ses dispositions, et quel est le cas exceptionnel où il n'y avait pas lieu de les appliquer). — J. DECLAREUIL. Les curies municipales et le clergé au Bas-Empire (la légende ; le rôle de l'évêque dans l'administration du Bas-Empire et le rôle du clergé dans les cités). — J. PÉTRAU-GAY. La « Laghsaga » salienne et l'intérêt des survivances historiques en vue d'une classification juridique des capitulaires des rois francs (minutieuse étude sur la *Lex salica* et les capitulaires additionnels des VIII^e et IX^e siècles. Avec le plan d'une édition synoptique des cinq principales rédactions de la *Lex salica* en soixante-cinq titres). — Paul COLLINET. I. Le Congrès juridique international de Rome pour la célébration du VII^e centenaire des décrétales de Grégoire IX et le XIV^e centenaire du code de Justinien, 12-17 novembre 1934 ; II. Sur le titre de la *Somme rurale* de Jean Boutillier ; III. Nouvelles théories sur les justices du Moyen Age ; IV. Un coutumier de Vermandois annoté par Loisel). — **Comptes-rendus.** J.-R. Palanque. Saint Ambroise et l'Empire romain (où saint Ambroise fait figure de précurseur). — Georges Espinas. Les origines du capitalisme. I : Sire Jehan Boinebroke, patricien et drapier douaisien (fait connaître de nombreux documents ; le principal comprend les réclamations élevées à l'encontre de Boinebroke par ses exécuteurs testamentaires ; saisie, ordonnée par le roi d'Angleterre Édouard I^{er}, des marchandises pour se payer de ce que lui devait Marguerite de Constantinople, jadis comtesse de Flandre). — Raimond Monier. Manuel élémentaire de droit romain ; tome I. — Abbé Élie Griffe. Lettres patentes des évêques de France, recueillies dans les registres du pape Clément VI, 1342-1352. I : Province de Bourges. — H. Laurent et F. Quicke. Documents pour servir à l'histoire de la maison de Bourgogne en Brabant et Limbourg ; fin du XIV^e siècle. — H.-X. Arquillière. L'augustinisme politique. Essai sur la formation des théories politiques au Moyen Age ; et : Saint Grégoire VII ; essai sur sa conception du pouvoir pontifical (deux excellentes thèses pour le doctorat soutenues en Sorbonne). — Maurice Deslandres. Histoire constitutionnelle de la France, de 1789 à 1870 (très instructif). — Giuseppe Ermini. Guida bibliografica per lo studio del diritto commune pontificio (important pour les canonistes et pour les juristes soucieux de retrouver les origines des droits modernes). — A. E. Hoche. Das Rechtsgefühl in Justiz und Politik. — W. C. Sforza. « Jus » e « Directum ». Note sull'origine storica dell'idea di diretto. — Chronique. Nécrologie : M. Édouard Cuq, 1850-1934, par Paul COLLINET (avec une ample bibliographie des travaux du défunt). — Société d'histoire du droit (compte-rendu des séances).

ALLEMAGNE

Historisches Jahrbuch. Bd. LV, H. 1, 1935. — Oskar GREULICH. Die kirchenpolitische Stellung Bernolds von Konstanz (étude d'un polémiste grégorien; mais on frémit en lisant à la première ligne : « La querelle des investitures fut le combat du droit canon contre le droit *germanique* ! »). — Coloman JUHASZ. Andreas Dydich. Ein Beitrag zur Geschichte des Humanismus und der Gegenreformation. — Karl VER HEES. Oberdeutscher Handel nach Lyon am Anfang des 16. Jahrhunderts. — Max BRAUBACH. Ein neuer Görresfund? — Philipp FUNK. Stefan George in der deutschen Geistesgeschichte.

Historische Zeitschrift. Vol. 149, 1, novembre-décembre 1933. — C. SCHUCHHARDT. Der Varuszug (détermination du lieu de la bataille). — R. KOEBNER. Zur Begriffsbildung der Kulturgeschichte (à propos des travaux de M. Huizinga). — W. KÖHLER. Die deutsche Kaiseridee am Anfang des XVI. Jahrhunderts (elle est nationale, en réaction contre l'ancienne idée d'un empire romain universel. Mais Charles-Quint s'identifie avec celle-ci, et l'évolution est déviée). — D. GERHARD. Hauptprobleme einer Geschichte des Britischen Empire. — W. LENEL. Ueber die Honorantie Civitatis Papie und das Regno Italico im Hochmittelalter. — H. WOPFNER. Zur französischen Agrargeschichte (à propos de Marc Bloch. Les caractères originaux de l'histoire rurale française). — **Comptes-rendus.** M. v. Below. Georg von Below. — O. Menghin. Weltgeschichte der Steinzeit. — L. Deubner. Attische Feste. — K. Christ. Die Bibliothek des Klosters Fulda im XVI. Jahrhundert. Die Handschriftenverzeichnisse. — L. Halphen. L'essor de l'Europe (XI^e-XII^e siècles). — P. Piur. Cola di Rienzo. — H. Reincke. Kaiser Karl IV. und die deutsche Hanse. — A. Coville. Jean Petit. La question du tyrannicide au commencement du xv^e siècle. — W. Köhler. Zürcher Ehegericht und Genfer Konsistorium. I : Das Zürcher Ehegericht und seine Auswirkung in der deutschen Schweiz zur Zeit Zwinglis. — J. Strieder. Aus Antwerpener Notariatsarchiven. — E. F. Heckscher. Der Merkantilismus. — W. Weisbach. Französische Malerei des XVII. Jahrhunderts im Rahmen von Kultur und Gesellschaft. — A. Brabant. Der Kampf um Kurachsen 1759. Das Hl. Röm. Reich deutscher Nation im Kampfe mit Friedrich d. G. III. — W. Langer. Friedrich der Grosse und die geistige Welt Frankreichs. — J. Schmidlin. Papstgeschichte der Neuzeit. I. Papsttum und Päpste im Zeitalter der Restauration 1800-1846. — Bismarck. Die gesammelten Werke. Bd. XV : Erinnerung und Gedanke, pp. G. Ritter et R. Stadelmann (H. Rosenberg : modèle de critique de texte, excellent pour les spécialistes). — Erinnerungen und Gedanken des Botschafters Anton Graf Monts, pp. K. F. Nowak et F. Thimme. — O. H. Wedel. Austro german diplomatic Relations 1908-1914 (Bittner : prouve que la plupart du temps les deux alliés ont travaillé l'un contre l'autre). — O. Westphal. Theologie der deutschen Geschichte? — G. Wolfram et Werner Gley. Elsass-Lothringischer Atlas. — E. Schwartz. Die Ortsnamen der Sudetenländer als Geschichtsquelle. — Oesterreich-Ungarns letzter Krieg, 1914-1918. III. Das Kriegsjahr 1915, 2^{er} Teil. — R. Bickart. Les Parlements et la notion de souveraineté nationale au XVIII^e siècle. — K. Matsumoto. Die Beziehungen zwischen Mikado und Shogun vor 1868 im Spiegel der europäischen Schriftsteller. — Id. Kritische Studien der Bemerkungen über die Ursachen der Japanischen Revolu-

tion von 1868 in der Literatur der Europäer jener Zeit. = 2, janvier-février 1934.

A. BRACKMANN. Die Ursachen der geistigen und politischen Wandlung Europas im XI. und XII. Jahrhunderte (c'est l'outrance par Grégoire VII du système théocratique qui a ruiné l'idée de l'unité de l'Empire chrétien). — G. RITTER. Die Ausprägung deutsches und westeuropäischer Geistesart im konfessionellen Zeitalter. — R. KOEBNER. Zur Begriffsbildung der Kulturgeschichte, II. — A. STEIN. Die römische Staatszeitung und die Fasti ostiensis. — A. STERN. Eine Unterhaltung Emile Olliviers mit Georg Klindworth, Paris, 15. März 1870. = *Comptes-rendus*. Karl Heussi. Die Krisis des Historismus (Meinecke). — W. Diltthey. Von deutscher Dichtung und Musik. — R. Stammler. Deutsches Rechtsleben in alter und neuer Zeit II. — F. Steinbach. Geschichtliche Grundlagen der kommunalen Selbstverwaltung in Deutschland. — R. Kittel. Gestalten und Gedanken in Israël. — A. Schenk von Stauffenberg. König Hieron der Zweite von Syrakus. — F. Paltheim. Griechische Götter in Rom. — H. A. Schultze von Lasaulz. Beiträge zur Geschichte des Wertpapierrechts. — B. E. Siebs. Grundlagen und Aufbau der altfriesischen Verfassung. — *Ermold le Noir*. Poèmes sur Louis le Pieux et épitres au roi Pépin, éditées et traduits par E. Faral. — The Cambridge mediaeval history, VI et VII. — J. L. La Monte. Feudal monarchy in the Latin kingdom of Jerusalem, 1100 to 1291. — K. A. Eckhardt. Rechtsbücherstudien. — P. Johansen. Die Estlandliste des Liber census Daniae (Wentz : très important pour l'histoire du Nord ; très neuf). — F. Rörig. Mittelalterliche Weltwirtschaft. — A. von Martin. Soziologie der Renaissance (Eppelsheimer : beaucoup de détails intéressants, ensemble très contestable). — H. Weigel. Franken, Kurpfalz und der böhmische Aufstand, 1618-1620. — G. Krüger. Handbuch der Kirchengeschichte. IV. 2^e éd. — M. Braubach. Die vier letzten Kurfürsten von Köln. — E. Schmahl. Der Aufstieg der nationalen Idee. — Bismarcks grosses Spiel. Die geheimen Tagebücher Ludwig Bambergers. — F. Ullhorn. Geschichte der Grafen von Solms im Mittelalter (Dungern : peu sûr et peu intéressant). — Württembergische Visitationsakten hsggb. v. J. Rauscher I. — K. Eder. Das Land ob. der Enns vor der Glaubensspaltung, 1490-1525. — H. Nabholz, L. v. Muralt, R. Feller, E. Dürr. Geschichte der Schweiz, I. — L. Dechesne. Histoire économique et sociale de la Belgique depuis les origines jusqu'en 1914. — R. Olsson. Bondeståndet under de tidigare frihetstiden. — W. Holst. C. G. Tessin under rise — riksdagsmanna — och de tidigare beskickningssåren. — H. Hirn. G. F. Sterjnvall, 1767-1815. — E. Estlander. Freiherr Viktor Magnus von Born. — W. Frank. Nationalismus und Demokratie im Frankeich der dritten Republik, 1871-1918. — J. Monteilhet. Les institutions militaires de la France, 1814-1932. — G. F. H. Berkeley. Italy in the making, 1815-1846. — E. Soderini. Leone XIII, I (Claar : documenté, malhabile). — Adalbert v. Bayern. Das Ende der Habsburger in Spanien. — Documentos inéditos referentes a las postrimerias de la Casa de Austria en España (Konetzke : des faits nouveaux, pas d'idées). — F. Eckhardt. Introduction à l'histoire hongroise. — G. Tanquary Robinson. Rural Russia under the old regime (Brutzkus : bon). = 3, mars-avril 1934.

E. SANDER. Der Verfall der römischen Belagerungskunst. — K. BURDACH. Die seelischen und geistigen Quellen der Renaissancebewegung. — F. FRAHM. Bismarck vor der Option zwischen Russland und Oesterreich im Herbst 1876. — R. STADELMANN. Der Wattenbach der neueren Geschichte. = *Comptes-rendus*. R. Stadelmann. Das geschichtliche Selbstbewusstsein der Nation (Meinecke : pas mal d'in-

terprétations forcées). — *J. Bernhart*. Sinn der Geschichte (Wenke : philosophie catholique de l'histoire). — *J. Jastrow*. Weltgeschichte in einem Band (Schmitt-thenner : intéressant et utile, sauf le chapitre final, où la révolution nationale-socialiste est presque passée sous silence). — *G. Stümpel*. Name und Nationalität der Germanen (Capelle : « innombrables erreurs, interprétations inexactes et conclusions fausses »). — *E. Stein*. Die kaiserlichen Beamten und Truppenkörper in römischen Deutschland unter dem Prinzipat. — *E. Ritterling*. Fasti des römischen Deutschlands unter dem Prinzipat. — *E. F. Otto*. Die Entwicklung der deutschen Kirchengvogtei im X. Jahrhundert. — *M. Lintzel*. Studien über Liudprand von Cremona. — *E. Maschke*. Das Erwachen des Nationalbewusstseins im deutsch-slavisches Grenzraum. — Gebhardts Handbuch der deutschen Geschichte, völlig neu bearbeitet von *Rob. Holtzmann*, II. — *O. Brandt*. Caspar von Saldern und die nord-europäische Politik im Zeitalter Katharinas II. — *Ernst Cassirer*. Die Philosophie der Aufklärung (Meinecke : un chef-d'œuvre). — *W. Schieblich*. Die Auffassung des mittelalterlichen Kaisertums in der deutschen Geschichtsschreibung, von Leibniz bis Giesebrecht. — *A. Sartorius v. Waltershausen*. Die Entstehung der Weltwirtschaft. Geschichte des zwischenstaatlichen Wirtschaftslebens vom letzten Viertel des XVIII. Jahrhunderts bis 1914 (Wiskemann : précieux). — *R. Hübner*. Albrecht v. Roon. (Dehio : négligeable). — *G. Michaelis*. Richard Hooker als politischer Denker. — *H. Butterfield*. The whig interpretation of history. = 150, 1, mai-juin 1934. *F. MEINECKE*. Geleitwort zum 150 Bande der *Hist. Zeitschrift* und zum 100. Geburtstag H. v. Treitschkes. — *J. KROMAYER*. Die kulturelle und politische Entwicklung des ausgehenden Griechentums. Stadtrepublik und monarchischer Flächenstaat. — *H. J. PRITZNER*. Die Geschichte Osteuropas und die Geschichte des Slawentums als Forschungsprobleme. — *A. BERNEY*. Ueber das geschichtliche Denken Friedrichs des Grossen. = *Comptes-rendus. B. Schier*. Hauslandschaften und Kulturbewegungen im östlichen Mitteleuropa. — *J. G. SPRENGEL*. Der Staatsgedanke in der deutschen Dichtung vom Mittelalter bis zur Gegenwart. — *G. H. MACURDY*. Hellenistic Queens (Geyer : peu au courant). — *G. SCHNÜRER*. Die Anfänge der abendländischen Völkergemeinschaft. — *I. J. Churchill*. Canterbury administration. — *S. Grayzel*. The Church and the Jews in the XIIIth century (Wohlhaupter : précieux). — *M. BATTISTINI*. La confrérie de Sainte-Barbe-des-Flamands à Florence. — *W. WALSH*. Isabella of Spain. — Erasmi opuscula, pp. *W. K. FERGUSON*. — Desiderius Erasmus Roterodamus : Ausgewählte Werke, pp. *H. HOLBORN*. — J. Cuspinians Briefwechsel, pp. *H. ANKWITZ v. Kleeheven*. — *H. OUTRAM EVENNETT*. The cardinal of Lorraine and the council of Trent. — *A. A. von Schelven*. Willem von Oranje. — *J. FRIESE*. Die politische Haltung der Kronprinzessin Viktoria bis zum Jahre 1871. — *H. GACKENHOLZ*. Entscheidung in Lothringen 1914. — *H. ZIESE-BERINGER*. Der einsame Feldherr. Die Wahrheit über Verdun. — *G. STRESEMANN*. Vermächtnis. — *K. WELLER*. Württembergische Geschichte. — *H. O. BURGER*. Schwalentum in der Geistesgeschichte. — *E. WERUNSKY*. Oesterreichische Reichs und Rechtsgeschichte, livr. 9-11. — Oesterreich Ungarn, letzter Krieg, IV¹. — *R. F. TREHARNE*. The baronial plan of reform 1258-1263. — *M. A. THOMSON*. The secretaries of State 1681-1782. — British Documents on the origins of the War 1898-1914, IX. — *H. FLEISCHHACKER*. Russland zwischen zwei Dynastien, 1598-1613 (H. Koch : très bon, important). = 2, juillet-août 1934. SCHMITTHENNER. Lehenkriegswesen und Söldnertum im abendländischen Impe-

rium des Mittelalters. — H. STEINACKER. Der Streit um das österreichische Privilegium minus und die methodische Lage in der Diplomatie. — Hans HALLMANN. Methoden Paul Cambons. Ein Blick in die Vorgeschichte der Entente. — Hans MEYER. Grenzen, Aussichten und Methoden der Auswertung des Städtebildes für die Geschichtsforschung. = *Comptes-rendus*. P. v. Sokolowski. Politik und Rechtsphilosophie. Der Staat (K. A. Hall : « trop de connaissance du monde, trop peu de discernement sur la nature des choses »). — Les Frobenius. Ein Lebenswerk aus der Zeit der Kulturwende. — W. Nigg. Die Kirchengeschichtsschreibung. Grundzüge ihrer historischen Entwicklung. — H. Astholz. Das Problem « Geschichte » untersucht bei J. G. Droysen. — H. Günter. Deutsche Kultur in ihrer Entwicklung. — M. Mühl. Untersuchungen zur altorientalischen und althellenischen Gesetzgebung. — Tenney Frank. An economic survey of ancient Rome, I. — Gaudetroy-Demombynes et Platonov. Le monde musulman et byzantin jusqu'aux croisades (Rosenthal : très bon). — H. Shetelig. Vikiogeminner i Vest Europa. — H. Lentze. Der Kaiser und die Zunftverfassung in den Reichsstädten bis zum Tode Karls IV. — L. van der Essen. Alexandre Farnèse, prince de Parme, gouverneur général des Pays-Bas, 1545-1592, I. — R. N. Carew Hunt. Calvin. — D. Gerhard. England und der Aufstieg Russlands. Zur Frage des Zusammenhangs der europäischen Staaten... des XVIII Jahrhunderts (Hasenclever : très important). — W. von Franqué. Luxemburg, die belgische Revolution und die Mächte. — A. Winkler. Oesterreich und die Klösteraufhebung im Aargau. — Propyläen-Weltgeschichte. VIII : Liberalismus und Nationalismus 1848-1890. — E. Rathmann. Die Balkanfrage 1904-8 und das Werden der Tripelentente. — W. Elze. Der strategische Aufbau des Weltkrieges 1914-18. — F. Facius. Staat, Verwaltung und Wirtschaft in Sachsen-Gotha unter Herzog Friedrich II, 1691-1732. — W. Diehl. Hassia sacra. — A. Karolyi. Némethyvári gróf Batthyány Lajos, első magyar miniszterelnök főbenjáró póré (Bittner : très important pour l'histoire de l'Autriche en 1848-1849). — E. A. Joliffe. Pre-feudal England. The Jutes. — H. Savelkoul. Das englische Kabinettsystem. — S. Weitzmann. Warren Hastings and Philip Francis (D. Gerhard : très intéressant). — W. P. Morrell. British colonial policy in the age of Peel and Russell. — Wolfgang Mommsen. Die letzte Phase des britischen Imperialismus auf den amerikanischen Kontinenten, 1880-1896. — J. Carreyre. Le jansénisme durant le Régence, II. — Z. Wojciechowski. Oswald Balzer. — Pisma pósmiertne, Oswalda Balzera. — A. Eck. Le Moyen Age russe. — W. Stull Holt. Treaties defeated by the Senate (Windeband : très intéressant). = 3, septembre octobre 1934. F. RÖRIG. Territorialwirtschaft und Stadtwirtschaft. — C. NEUMANN. Ranke und Burckhardt und die Geltung des Begriffes « Renaissance » (il n'y a pas eu, au sens propre, de Renaissance en Allemagne : on y passe du Moyen Age à la Réforme). — E. ZIEHEN. Canadianism. Zur Genesis der kanadischen Nation. = *Comptes-rendus*. F. Kern. Die Anfänge der Weltgeschichte. — O. Menghin. Geist und Blut. Grundsätzliches um Rasse, Sprache, Kultur und Volkstum (Schuchhardt : « bien plus calme et scientifique que ne pourrait le faire supposer le titre un peu criard »). — R. Horneffer. Die Entstehung des Staates. — Finke-Junker-Schnürer. Geschichte der führenden Völker, III. — H. Junker. Die Ägypter. — L. Delaporte. Die Babylonier, Assyrier, Perser und Phöniker. — P. Strack. Untersuchungen zur römischen Reichsprägung des II. Jahrhunderts, II. — W. Neuss. Die Anfänge des Christentums im Rheinland. — Die Kultur Pommeraniens im frühen Mittelalter auf Grund

der Ausgrabungen. — *R. von Keller*. Freiheitsgarantien für Person und Eigentum im Mittelalter. — *A. Dopsch*. Die freien Marken in Deutschland. — *H. Hauser*. La prépondérance espagnole, 1559-1560 (« Peuples et civilisations », IX). — *W. Uhde*. Hermann Freiherr von Rotenhan. — *E. Franz*. Der Entscheidungskampf um die wirtschaftspolitische Führung Deutschlands 1856-1867. — *O. Graf zu Stolberg-Wernigerode*. Deutschland und die Vereinigten Staaten von Amerika im Zeitalter Bismarcks. — *A. Biessle*. Die Bedeutung der französischen Revolution für die Franzöisierung des Elsass. — *Axel Nielsen*. Dänische Wirtschaftsgeschichte. — *G. Bolin*. Stockholms uppkomst. — *K. Stählin*. Aus den Berichten der 3^{ten} Abteilung S. M. höchstehender Kanzlei an Kaiser Nikolaus I. = Vol. 151, 1, novembre-décembre 1934. *F. FRAHM*. Grabungen und Forschungen aus der Wikingerzeit der Schleswiger Landenge. — *L. ARBUSOW*. Zur Würdigung der Kultur Altivlands im Mittelalter und XVI. Jahrhundert. — *K. LEHMANN*. Ermattungsstrategie — oder nicht? = *Comptes-rendus*. *P. Silva*. Il Mediterraneo dall'unità di Roma all'unità d'Italia. — *St. d'Isay*. Histoire des universités françaises et étrangères des origines à nos jours. — Handwörterbuch des Grenz- und Auslandsdeutschtums, pp. *Carl Petersen* et *Otto Scheel*. — *Kurt Sethe*. Urkunden des alten Reiches. — *C. Watzinger*. Denkmäler Palästinas. I. — *W. Bauer*. Rechtgläubigkeit und Ketzerei im ältesten Christentum. — *J.-R. Palanque*. Saint Ambroise et l'Empire romain. — *A. C. Schoener*. Germanen — und andere früheuropäische Namen nordischer Stämme. — *H. Hubert*. Les Celtes depuis l'époque de la Tène et de la civilisation celtique. — *M. Bloch*. Liberté et servitude personnelles au Moyen Age, particulièrement en France. — *H. Wjeruszowski*. Vom Imperium zum nationalen Königtum. — *O. Bornhak*. Staatskirchliche Anschauungen und Handlungen am Hofe Kaiser Ludwigs des Bayern. — *K. O. Mühler*. Welthandelsbräuche, 1480-1540. — *K. Eckermann*. Studien zur Geschichte des monarchischen Gedankens im XV. Jahrhundert. — *K. S. Pinson*. Pietism as a factor in the rise of german Nationalism. — *Th. Preston Pearton*. The transition in english historical writing 1760-1830. — *K. Jany*. Die königlich preussische Armee und das deutsche Reichsheer 1807-1914. — *K. R. Ganzer*. Richard Wagner, der Revolutionär gegen das XIX. Jahrhundert. — *H. Rosenberg*. Rudolf Haym und die Anfänge des klassischen Liberalismus. — *Id.* Die Weltwirtschaftskrise von 1857-1858. — *C. Misch*. Der junge Dilthey. Ein Lebensbild in Briefen und Tagebüchern 1852-1870. — *R. Mönig*. H. v. Treitschkes und Bismarcks Systeme der Sozialpolitik. — *Ed. Soderini*. Leo XIII, t. II et III (Claar : plein d'erreurs, mais des matériaux). — *A. Sandona*. L'irredentismo nelle lotte politiche e nelle contese diplomatiche italo-austriache. — *Bismarck*. Die gesammelten Werke XIV 1 et 2, pp. *W. Windelband* et *W. Frauendienst*. — *H. Oncken*. Das Deutsche Reich und die Vorgeschichte des Weltkrieges. — *Ross J. S. Hoffman*. Great Britain and the German trade Rivalry. — *Von Einem*. Kriegsminister unter Wilhelm II. Erinnerungen eines Soldaten, 1853-1933. — *R. H. Lutz*. Fall of the German Empire, 1914-1918 (Thimme : la partie la plus intéressante est celle qui vient des papiers de Herron). — *K. O. Müller*. Nördlinger Stadtrechte des Mittelalters. — *H. Kretschmayr*. Geschichte von Venedig III. — *J. März*. Die Adriafrage. — Gesammelte Aufsätze zur Kulturgeschichte Spaniens, hsggb. v. *Beyerle*, *Schreiber* u. *Finke*, IV. — *B. Wilson Lyon*. Louisiana in French diplomacy 1759-1804. = 2, janvier-février 1935. — *B. SCHMEIDLER*. Nochmals Venedig und das deutsche Reich von 983-1024. — *H. ROSINSKI*. Die Entwicklung von Clausewitz Vom Kriege im Lichte seiner Vorreden und Nachrichten.

ten. — K. BORRIES. Zur Politik der deutschen Mächte in der Zeit des Krimkrieges und der italienischen Einigung. — K. A. v. MÜLLER. Ein unbekannter Vortrag Rankes aus dem Jahr 1862. — Tagebuchdiktate L. v. Rankes aus dem Jahre 1881. — *Comptes-rendus*. G. Greiff. Verschollenes Wissen (Sundwall : aucun profit pour la science). — F. Milkau. Handbuch der Bibliothekswissenschaft II. — E. Kornemann. Staaten, Völker, Männer. — H. Schäfer. Staatsform und Politik (Stier : au-dessous de toute discussion historique). — B. Beloch. Alexanders Kampf gegen Poros (Berve : inutile). — H. Geiss. Die geld- und naturalwirtschaftlichen Erscheinungsformen im staatlichen Aufbau Italiens während der Gotenzeit. — J. Calmette. Le monde féodal (Holtzmann : beaucoup de réserves). — Oppermann. Fontes Egmundenses. — E. Ziehen. Mittelrhein und Reich im Zeitalter der Reichsreform 1356-1504, I. — *Freiherr vom Stein*. Briefwechsel, Denkschriften und Aufzeichnungen, pp. Botzenhart, V. — F. Schnabel. Deutsche Geschichte im XIX Jahrhundert, I et II. — P. Müller. Feldmarschall Fürst Windischgrätz. — H. Schaudinn. Das Baltische Deutschland und Bismarcks Reichsgründung. — A. Passerin d'Entrèves. Riccardo Hooker. — K. Kadlec. Introduction à l'étude comparative de l'histoire du droit public des peuples slaves. — Th. Saturnik. O právu soukromém u Slovane v dobach starších. — Deutschland und Polen, hrsgb v. A. Brackmann (E. Brandt : le compte-rendu indique de nombreuses réponses polonaises). = 3, mars-avril 1935. M. LINTZEL. Das Bündniss Albrechts I mit Bonifaz VIII. — G. B. Volz. Die Politik Friedrichs des Grossen vor und nach seiner Thronbesteigung. — F. HARTUNG. Staatsgefüge und Zusammenbruch des zweiten Reiches (réfutation du livre de Carl Schmitt paru sous le même titre). — H. ROTHFELS. Zur Lebensgeschichte Holsteins. — *Comptes-rendus*. Festgabe für K. A. von Müller, Staat und Volkstum. — J. Pirenne. Histoire des institutions et du droit privé de l'ancienne Égypte. — F. M. Th. Böhl. Das Zeitalter Abrahams. — M. N. Tod. A selection of Greek historical inscriptions to the end of the fifth century B. C. — J. Vogt et E. Kornemann. Römische Geschichte, III, 2. — F. Altheim. Epochen der römischen Geschichte von den Anfängen bis zum Beginn der Weltherrschaft. — R. Schulten. Geschichte von Numantia. — W. Kroll. Die Kultur der ciceronischen Zeit. — A. Hübner. Hermann Wirth und die Ura-Linda-Chronik. — O. Höfler. Kultische Geheimbünde der Germanen. I. — H. Kauffmann. Die italienische Politik Kaiser Friedrichs I. nach dem Frieden von Constanx, 1183-89. — W. Wiessner. Die Beziehungen Kaiser Ludwigs des Bayern zu Süd-West- und Nord-Deutschland. — B. Schilling. Kaiser Ludwig der Bayer in seinen Beziehungen zum Elsass von der Doppelwahl bis zum Jahr 1330. — A. Suryal Atiya. The crusade of Nicopolis. — H. Engelland. Melanchton, Glauben und Handeln. — C. Schönicg. Anton Josef Binterim (1779-1855) als Kirchenpolitiker und Gelehrter. — R. Stadelmann. Das Jahr 1865 und das Problem von Bismarcks deutscher Politik. — C. W. Clark. Franz Josef and Bismarck. The diplomacy of Austria before the war of 1866 (F. Frahm : très important). — H. Kars. Kanzler und Kirche. Bismarcks grundsätzliche Einstellung zu den Kirchen während des Kulturkampfes. — H. Hallmann. Der Weg zum deutschen Schlachtflottenbau (W. Mommsen : important). — P. Renouvin. La crise européenne et la Grande Guerre (Rothfels : critiques à la première partie, jugement d'ensemble élogieux). — A. E. Hoche. Jahresringe. — E. Heuss-Knapp. Ausblick vom Münsterturm. — Paul Lévy. Histoire linguistique d'Alsace et de Lorraine (Petri : fondamental). — C. G. Hugelmann. Das Nationalitätenrecht im alten Österreich. — E. Gaghardi. Geschichte der Schweiz I.

— *F. Wild*. Die Kultur Grossbritanniens, der Vereinigten Staaten, Skandinaviens und der Niederlande, I. — The private correspondence of Sir Benjamin Keene, ed. by Sir Richard Lodge. — *E. Curatulo*. Anita Garibaldi. — *E. Fabietti*. Goffredo Mameli. — *K. Vossler*. Lope de Vega und sein Zeitalter (Konetzke : remarquable). — *F. Steinmann* et *E. Hurwicz*. K. P. Pobjedonoszew, der Staatsmann der Reaktion unter Alexander III (Herzfeld : résumé des documents publiés par les Soviets, avec bonne introduction ; très utile).

ÉTATS-UNIS

The American historical Review. 1935, avril. — H. E. B. HENRY E. BOURNE. The fifteenth anniversary meeting (il s'est tenu à New-York, les 27, 28, 29 décembre 1934, avec la collaboration de dix sociétés qui se sont jointes à l'*American Historical Association*. Une session générale fut consacrée à un demi-siècle d'historiographie américaine, une autre aux rapports de l'histoire et de la philosophie. La communication de M. Benedetto Croce, lue par le docteur Crane Brinton, distingue les historiens érudits, les historiens philosophes et les historiens à préoccupations contemporaines dont l'activité n'est utile « que s'ils s'abstiennent d'exciter les passions de nationalité, de race ou de classe ». Pour M. Rostovtzeff, « aucun rapport ne peut être établi entre le développement de la culture et de la prospérité. Les grandes créations sont dues à l'esprit humain, qui reste mystérieux ». La conférence des archivistes énumère les États de l'Ouest où se poursuit l'inventaire des archives d'État. Dans d'autres sessions furent traités les sujets suivants : *L'exécutif et le pouvoir présidentiel aux États-Unis*, *Le gouvernement anglais, 1327-1336*; *L'importance de la date de 476 après J.-C.*). — THEODORE CLARKE SMITH. The writing of American history from 1884 to 1934 (avant 1884, les historiens s'attachaient surtout aux XVII^e et XVIII^e siècles, ainsi qu'à l'histoire politique. Parmi les auteurs d'ouvrages d'ensemble, J. F. Rhodes s'intéressait plus aux hommes qu'aux lois, Adams à la psychologie des hommes, Schowser à la chronologie. Tous portaient des jugements de valeur sur les événements. Depuis cinquante ans, les monographies sont passées au premier plan et les principaux sujets étudiés, dans un esprit impartial, sont la Reconstruction (Dunning), les problèmes de la frontière (Durner), l'ancien Sud (U. B. Phillips), la Révolution américaine (C. H. Van Tyne). Devenues très vastes, les œuvres d'ensemble ont pris un caractère collectif. A ce moment même, l'historiographie scientifique était menacée de deux côtés. L'histoire romancée, dont le meilleur représentant est A. J. Beveridge, un des plus mauvais H. F. Peck, sacrifie la vérité au dramatique. Le matérialisme historique, dont le plus remarquable champion est Charles A. Beard (Economics interpretation of the Constitution), est trop étroit et exclut toute impartialité). — SIDNEY PAINTER. Castle guard (avec Round, l'auteur croit que le devoir de garde du château du suzerain se transforma en taxe dès Henry II. A l'encontre de Round, l'auteur croit que le montant de cet impôt ne permettait pas d'entretenir la garnison des châteaux). — CLIFFORD K. SHIPRON. A plea for puritanism (alors que M. J. T. Adams croit que les ministres puritains de Nouvelle-Angleterre étaient d'étroits bigots, l'auteur les considère comme les guides éclairés de leurs ouailles. Il les montre tolérants, cultivés, savants ; et ce, dès la fin du XVII^e siècle). — ABBOT EMERSON SMITH. The indentured servant and land in seventeenth century Maryland (l'abondance des documents conservés dans les archives de Maryland permet de se faire une idée de la

mesure dans laquelle les engagés ont occupé les cinquante acres de terre qui leur étaient attribués. L'auteur conclut qu'au plus 8 % de ces engagés — entre 1669 et 1689 — devinrent propriétaires de concessions). = **Documents.** Paul Knaplund. The armaments on the Great Lakes 1844 (deux lettres échangées entre Lord Stanley et Sir Robert Peel, 5-7 septembre 1844, envisagent l'armement éventuel des steamers des lacs). — MERLE E. CURTI. John C. Calhoun and the Unification of Germany (en mai 1848, le baron von Gerolt, ministre prussien à Washington, demanda à Calhoun son avis sur les projets d'unification de l'Allemagne. La lettre du 28 mai 1848, de Calhoun, contient cette phrase : « Si la France a pris l'initiative de briser les vieux gouvernements, à l'Allemagne est réservée la gloire d'en établir un nouveau sur les vrais principes »). = **Comptes-rendus.** C. Bradford Welles. Royal correspondence in the Hellenistic period : a study in Greek epigraphy (collection de soixante-quinze textes, trouvés sur la pierre, en Asie ou dans les îles asiatiques, et qui datent de 311 avant J.-C. à 21 après l'ère chrétienne ; bonne édition). — Arthur E. R. Boak. Papyri from Tebtunis. Part I : Michigan Papyri, vol. II (important pour l'histoire économique du règne de Claude). — William E. Lunt. Papal revenues in the Middle Ages, 2 volumes (choix représentatif de documents, propres à donner une idée d'ensemble et précédés d'une introduction historique de 136 pages, concise et lumineuse, sur les caractères et le développement du système financier des papes jusqu'à la Réforme). — Arthur G. Ruston, Denis Witney. Hooton Pagnell : the agricultural evolution of a Yorkshire village (ce livre donne l'histoire d'un village du West Riding voisin de Doncaster, de la conquête normande à nos jours. Il est trop long de moitié, les auteurs ayant trop insisté sur les conditions générales de l'histoire rurale dans un livre de portée locale). — Edmund Curtis. Calendar of Ormond deeds. T. II : 1350-1413 (il contient moins de chartes royales que le premier, mais a plus d'intérêt pour l'histoire du gouvernement irlandais et pour l'histoire économique. A partir de 1360, les Normands d'Irlande apprirent la langue gaélique). — Charles Bruneau. La chronique de Philippe de Vigneulles. T. III-IV : De l'an 1473 à l'an 1525 (ces deux volumes, admirablement édités, ajoutent peu de nouveau sur les guerres d'Italie, mais apprennent beaucoup sur la vie messine). — Kenneth Pickthorn. Early Tudor Government. Vol. I : Henry VII ; vol. II : Henry VIII (le premier volume, d'ailleurs au courant des derniers travaux, est plus commode que neuf. Dans le second, l'auteur a sous-estimé la portée de l'œuvre constitutionnelle de Wolsey. Sa discussion du divorce est admirable. Il est trop favorable à Cromwell, pas assez à Gardiner. Les paragraphes d'histoire économique sont conventionnels). — David Ogg. England in the reign of Charles II (l'histoire la plus complète et la plus satisfaisante qui ait encore paru sur la Restauration. Le livre est très riche de substance). — Louis Trenchard More. Isaac Newton, 1642-1727, a biography (dans ce livre chargé de digressions et d'erreurs de détail, l'auteur, tirant parti de la Portsmouth Collection, a substitué à la légende newtonienne une histoire scientifique. Il montre que, nonobstant ses trois grandes découvertes de jeunesse, Newton mêlait dans une irrémédiable confusion les mathématiques et la théologie, la physique et les miracles). — Beatrice Fry Hyslop. French nationalism in 1789 according to the General Cahiers (dans cette bonne thèse d'analyse, l'auteur étudie les éléments du nationalisme français et sa localisation). — Crane Brinton. A decade of Revolution 1789-1799 (livre de caractère sociologique, suivi d'une excellente bibliographie, et qui suit plus Mathiez qu'Aulard, sauf sur l'éloquence de Robespierre). — Gustav Mayer. Friedrich Engels : eine Biographie,

2 volumes (l'auteur de ce remarquable ouvrage a utilisé de nouveaux documents conservés à Berlin et à Moscou. Du collaborateur de K. Marx, il donne une biographie vivante et précise). — *Souvenirs de Charles Benoist*. T. III : 1902-1933. — *William P. Maddox*. Foreign relations in British Labour Politics : a study of the formation of party attitudes on Foreign affairs, and the application of political pressure designed to influence Government Policy 1900-1924 (intéressant). — Documents diplomatiques français, série 2, 1901-1911. T. V : 9 avril-31 décembre 1904 (fournit des détails nouveaux sur les emprunts français : 800 millions à la Russie, 65 à la Serbie, 26 à la Bulgarie pour quatre-vingt-une batteries de canons du Creusot, et 62 au Maroc) ; série 3, 1911-1914. T. VI : 15 mars-30 mai 1913. T. VII : 31 mai-10 août 1913 (minutieux détails sur les affaires balkaniques. « Les actes de la Russie agaçaient les Français, si bien qu'ils étaient en termes plus intimes et plus confiants avec leurs amis d'Angleterre qu'avec leurs alliés de Russie ». Sydney B. Fay). — War memoirs of *David Lloyd George*. Vol. III, IV : 1916-1917. — *John Bartlet Brebner*. The explorers of North America (ouvrage admirable, mais qui insiste trop sur les découvertes françaises, pas assez sur les espagnoles et les anglaises. « Accorder à Radisson et Groseilliers quinze pages et à Fray Agustín Rodríguez deux lignes, omettre Domínguez de Mendoza est regrettable. » H. E. Bolton). — *E. G. Swem*. Virginia historical index (admirable et compréhensif). — *Charles Edward Perry*. Founders and leaders of Connecticut 1633-1783 (contient trente-six « essays » destinés au grand public). — *George Matthew Dutcher*. Trecentenary pamphlets (important). — *Clarence Edwin Carter*. The correspondence of General Thomas Gage with the Secretaries of State, and with the War office and the Treasury 1763-1775, vol. II (ce recueil de 800 documents fait connaître beaucoup de faits nouveaux. « Après tout, que savaient de l'Amérique les secrétaires d'État de Londres? Bien peu de chose, sauf de seconde main, grâce aux lettres de Gage »). — *J. B. Tyrrell*. Journals of Samuel Hearne and Philip Turner (important). — *Arthur Preston Whitaker*. The Mississippi Question, 1795-1803 : a study in trade, politics and diplomacy (de la question du Mississippi, l'auteur donne une vue très large, admirable étude du commerce sur le fleuve de 1799 à 1802). — *Archer Butler Hulbert*. The call of the Columbia Iron men and saints take the Oregon trail 1830-1835 (consacré aux efforts et aux écrits de Hall J. Kelley et de Nathaniel Wyeth). — *Alexander C. Flick*. History of the State of New-York, vol. V-VI (étude collective et homogène). — *James Truslow Adams*. America's tragedy (au thème tragique de l'esclavage et de la guerre civile, l'auteur a consacré un livre vivant et original, parfois déparé d'erreurs). — *George Fort Milton*. The eve of conflict : Stephen A. Douglas and the needless war (apologie habile, parfois partielle de Douglas, « qui, par l'élévation de son esprit, de ses desseins, la noblesse de son amitié, tenta d'éviter la guerre ». A quoi M. D. L. Dumond réplique : « Ce fut Lincoln et non Douglas qui comprit son temps »). — *Douglas Southall Freeman*. Volumes I, II : R. E. Lee : a biography (ouvrage impartial, mais trop long, où l'auteur met en relief les vertus de l'homme et les faiblesses du chef). — *Charles Seymour*. American diplomacy during the World war (intéressant, clair, solide). — *Charles A. Beard*. The open door at home : a trial philosophy of national interest (pour l'auteur, la prospérité sera rétablie dans le cadre de la nation et de la constitution par une économie dirigée, conçue par de grands esprits et appliquée par une démocratie collectiviste). — *N. Lewis*. L'industrie du papyrus dans l'Égypte gréco-romaine (d'intérêt général). — *Bernard de Meester*. Le Saint-Siège et les

troubles des Pays-Bas, 1566-1579 (montre toute la force de la Contre-Réforme). — *William I. Hull*. Willem Sewel of Amsterdam, 1653-1720, the first Quaker historian of Quakerism (utile). — *E. M. Hampson*. The treatment of poverty in Cambridgeshire 1597-1834 (aucune étude de ce genre n'a encore été publiée; l'auteur montre que l'aide aux pauvres fut antérieure à l'époque des Tudors). — *James Brown Scott*. The Spanish origin of international law. Part I : Francisco de Vittoria and his law of Nations (l'auteur croit à l'origine espagnole de l'idée de loi internationale, dont Vittoria fut le prophète. « Vittoria soumit au régime du devoir et du droit les rapports entre les Espagnols et les Indiens. » — *Gaston-Martin*. Constantin-François Volney. La loi naturelle ou catéchisme du citoyen français. — *Philip E. Mosely*. Russian diplomacy and the opening of the Eastern question in 1838-1839 (l'auteur de ce travail utile, qui comble une lacune de Gorianov, ne s'est servi que des archives russes). — *Louis Clinton Hatch*. A history of the Vice Presidency of the United States (le docteur Hatch et le professeur Shoup, éditeur de l'ouvrage, révèlent les grands services que les vice-présidents ont rendus au pays). — *Walter R. Fee*. The transition from aristocracy to democracy in New Jersey 1789-1829 (étude consciencieuse du parti fédéraliste local). — *Dana G. Munro*. The United States and the Caribbean area (cet ouvrage utile a été composé presque uniquement d'après les documents du Department of State). — *J. Lawrence Laughlin*. The Federal Reserve Act : its origin and problems (utile). — *James B. Hedges*. The Federal railway land subsidy policy of Canada (comble une lacune; montre les différences de structure économique entre le Canada et les États-Unis). = **Chronique.** 1° Des recherches sont en cours sur les sujets suivants : *Harry Hayden Clark*. Thomas Paine and eighteenth century radicalism in England, America and France; *Franklin D. Scott*. Biographie de Bernadotte; *Harold E. Blinn*. Le mouvement socialiste en France, 1880-1895; *Herman J. Deutsch*. Histoire économique du Nord-Ouest sous les Indiens, avant 1848. — 2° *Nathaniel Wright Stephenson*, professeur à Scripps college, est mort le 9 février 1935, à l'âge de soixante-sept ans. Historien humaniste, hostile au matérialisme historique, il laisse des ouvrages sur l'époque de la guerre de Sécession. — *Ephraim Emerton*, professeur émérite à Harvard, est mort le 3 mars 1935. Il avait écrit des ouvrages sur Érasme, le « Defensor Pacis » de Marsile de Padoue. Ses manuels ont été lus par des milliers d'étudiants. — 3° Dans le *Journal of Modern History*, M. Kent Roberts Greenfield a publié un bulletin critique sur l'historiographie du Risorgimento depuis 1920 (septembre 1934).

E. PRÉCLIN.

The national geographic Magazine. 1935, mai. — *George Otis Smith*. Maine, the outpost State (raconte plusieurs incidents de la vie publique et privée dans cet État au XVIII^e siècle; avec une carte très détaillée; les pêcheries et les collèges). — *Amelia Earhart*. My flight from Hawai (raconte les péripéties d'une traversée en aéroplane de Los-Angeles à Honolulu). — *Frederick Hall Fowler*. Week-ends with the prairie falcon (nombreuses expériences sur la vie et les mœurs des faucons dans les falaises de Californie). — *Abbie L. Bosworth*. Life in a Norway valley (la vie à la campagne et le travail des paysans). — *Frieda Cobb Blanchard*. « Living fossils » walk on well-nigh inaccessible rocky islands of the coast of New Zealand (à la recherche de grenouilles et de reptiles dans des régions en apparence inaccessibles). = Juin. — *Gordon Casserly*. Fez, heart of Morocco (sa puissante originalité grâce à la paix que lui assure la domination française; très nombreuses

illustrations en couleurs. — Eleanor DE CHÉTELAT. My domestic life in French Guinea (voyage d'exploration effectué par l'auteur accompagnée par son mari, géologue suisse. Avec une carte allant de Dakar à Conakry). — Gilbert GROSVENOR. The national Geographic Society's map of Africa (avec une très grande carte hors texte, dressée par la section cartographique de la National Geographic Society. Elle pourrait servir pour suivre le différend actuel entre l'Italie et l'Abyssinie). — Melville CHATER. Rhodesia, the pioneer colony (pays de l'or et des diamants, des villes dernier modèle et des mines modernes). — James Loder PARK. Life's tenor in Ethiopia (le pays qui fut le berceau du christianisme et qui produit aujourd'hui des minéraux pour l'industrie. Portrait, en costume de cour, de l'empereur actuel, Haïle Selassie). — Études préparatoires pour une nouvelle tentative d'ascension dans la stratosphère, au moyen de l'hélium.

Speculum. 1935, avril. — C. W. DAVID. American historiography of the Middle Ages, 1884-1934 (précieuse bibliographie). — Samuel H. Cross. Medieval Russian contacts with the West (considérations générales; pas de bibliographie). — Henry M. WILLARD. A project for the graphic reconstruction of the romanesque abbey at Monte Cassino (avec trois planches sur l'abbaye primitive construite par l'abbé Desiderius, 1058-1087, la restauration figurée par M. Conant et une vue de l'abbaye au XVIII^e siècle d'après une gravure de Gattola, 1733). — Clark H. SLOVER. Glastonbury abbey and the fusing of English literary culture (avec une riche bibliographie). — C. R. CHENEY. The diocese of Grenoble in the fourteenth century (d'après onze registres conservés aux archives de l'Isère, 1414-1495, et les publications d'Ulysse Chevalier). — Eugène H. BYRNE. Some medieval gems and relative values (beaucoup de chiffres et quelques documents inédits). — Russell KRAUSS. John Heyron of Newton Plecy Somerset (discussion sur Marie Chaucer et sur le nom de son premier mari, qui ne s'appelait pas John Heyroun; celui-ci épousa une des trois sœurs de Newton Plecy, au comté de Somerset). — Helen M. CAM. Suitors and scabini (histoire des expressions telles que « pagus », « raimbours », « scabini » en France et des termes employés pour définir la juridiction seigneuriale en Angleterre). = *Comptes-rendus*. E. Carusi et W. M. Lindsay. Monumenti paleografici Veronesi. Fasc. II : Veri tipi di scrittura tra Ursicino e Pacifico (très important pour l'histoire de l'écriture médiévale). — E. K. Chambers. The english folk-play (très intéressant). — A. Coville. Gontier et Pierre Col; l'humanisme en France au temps de Charles VI. — Alexander Eck. Le Moyen Age russe (très utile pour l'histoire médiévale). — Halldór Hermansson. Old icelandic literature : a bibliographical essay. — Wilhelm Köhler. Die Schule von Tours; die Bilder (étude très détaillée par Charles Niver). — William E. Lunt. Papal revenues in the Middle Ages (deux volumes très fouillés sur l'organisation fiscale de la papauté au Moyen Age; Edgar B. Graves relève un assez grand nombre d'erreurs sur les noms et les chiffres). — F. J. E. Raby. A history of secular latin poetry in the Middle Ages (E. K. Rand y note d'assez nombreuses erreurs de détail). — E. K. Rand. Studies on the Script of Tours, t. II (136 pages de texte et soixante planches admirablement venues). — Miss Helene Wieruszowski. Vom Imperium zum nationalen Königtum (modèle d'érudition concernant la polémique de l'empereur Frédéric II et de Philippe le Bel avec la papauté). = Bibliographie des périodiques.

POLOGNE

Ateneum wileńskie. Czasopismo poświęcone badaniom przeszłości ziem W. X. Litewskiego. Wilno (Athénée de Wilno, revue consacrée aux recherches sur le passé des territoires appartenant autrefois au grand-duché de Lithuanie). Année VIII, 1933. — W. MACIEJEWSKA. L'histoire de la terre de Polock à l'époque de Witold, 1385-1430. — S. WYSŁOUCH. Les biens de Szerezew. Contribution aux études sur la division territoriale du grand-duché de Lithuanie avant la réforme de 1565-1566. — J. J. MIKKOLA. Finlande et Wilno. — S. PIGOŃ. La campagne antimaçonnique à Wilno en 1817. — E. EHRENKREUTZÓWNA. I. Zdanowicz, trésorier et chef insurrectionnel de Wilno en 1863. = **Mélanges.** K. ŚWIERKOWSKI. Wilno, berceau de l'imprimerie lettonne. — W. G. STUDNICKI. Sur la bibliothèque du synode réformé de Wilno. — J. JAKUBOWSKI. Notice sur le sommaire de la « Métrica » lithuanienne, revendiquée récemment de la Russie, pour la période 1747-1751. — J. OKO. Groddeck, numismate (une lettre inédite à Lelewel). — J. STASZEWSKI. Bataille de Slonim (19 octobre 1812). — A. LYSAKOWSKI. Bibliothèque publique de l'Université de Wilno (essai de synthèse). — S. LISOWSKI. Bibliothèque publique de l'Université de Wilno à l'époque russe. — ID. Les incunables de la bibliothèque publique de l'Université de Wilno. — M. BRENSZTEJN. La collection des manuscrits à la bibliothèque publique de l'Université de Wilno. — M. DZIKOWSKI. La collection des cartes géographiques à la bibliothèque publique de l'Université de Wilno. — M. BRENSZTEJN. La collection des gravures et des notes à Wilno. — M. AMBROS. La bibliothèque de Lelewel à la bibliothèque publique de l'Université de Wilno. — A. SAFARZEWICZ. La bibliothèque de la Société de médecine de Wilno. — K. JASIELEWICZ. Correspondance de Brygida Zan avec Marie Puttkamer, née Wereszczak. = Année IX, 1934. P. ŚLEDZIŃSKI. L'église Sainte-Anne-et-Sainte-Barbe « intra muros castri vilnensis ». — R. MIENICKI. Les émigrés de Polock, 1563-1580. — W. SEMKOWICZ. La participation des troupes lithuanienes de Sobieski à la campagne de 1683. — F. RAWITA-GAWRÓŃSKI. Les cosaques du Danube. = **Mélanges.** M. KUKIEL. Les « articles militaires » de 1609 et le droit militaire criminel du grand-duché de Lithuanie. — J. OKO. Les lettres de Groddeck conservées aux archives de la librairie Zawadzki. — T. E. MODELSKI. Le prince Adam Kazimierz Czartoryski et Joachim Lelewel. — H. DRÈGE et S. RYGIEL. La bibliothèque d'État Wróblewski. — R. MIENICKI. La bibliothèque des Archives d'État. — L. RUSZCZYCÓWNA. La bibliothèque T. Zan. — Z. WISHONTTOWA. La bibliothèque centrale pédagogique de l'arrondissement scolaire de Wilno. — M. REUTTÓWNA. Les bibliothèques de la Société « Polska Macierz Szkolna » dans les provinces orientales de la Pologne. — T. ZAKRZEWSKA et A. MAKOWSKA. Les bibliothèques municipales.

Roczniki Dziejow Społecznych i Gospodarczych (Annales d'histoire sociale et économique). Lwów, vol. II, 1932-1933. — J. KARPINIEC. Nombre de villes de l'ancienne Galicie et leur division en villes municipales et bourgs. — J. STELMAŚIAK. Procès-verbaux de l'impôt nommé « oflara » (le don), du x^e et du xx^e grosz. — W. STYŚ. Registres cadastraux des temps des empereurs Joseph II et François 1^{er} comme sources pour l'histoire économique de Galicie. — W. HEJNOSZ. Un décret intéressant du Tribunal référendaire (contribution à l'étude des relations du

payсан avec le sol dans l'ancienne Pologne). — A. MOŚCICKI. Les classes des paysans possédées par le chapitre de Poznan, dans la première moitié du XVI^e siècle. — S. ARNOLD. Georg von Below. — S. INGLOT. Guillaume Des Marez. — A. GRODEK. Une note sur les manuscrits laissés par Piotr Maleszewski. — K. TYMIENIECKI. Origines de la société et de l'État lithuanien (en marge de l'œuvre de Henryk Lowmiaski : « Études sur l'origine de la société et de l'État lithuanien », 2 vol. Wilno, 1931 et 1932). — V. ČERNÝ. Recherches concernant l'histoire économique et particulièrement l'histoire agricole en Tchécoslovaquie depuis 1918. = Vol. III. T. SULIMIRSKI. L'influence du climat sur la colonisation et les migrations humaines. — S. KLIMEK. La méthode quantitative dans l'étude de l'histoire de la civilisation. — K. TYMIENIECKI. Les influences du système féodal en Pologne médiévale. — J. RUTKOWSKI. Qu'étaient les « praedia » (réserves) dans l'ancienne Pologne? — V. ČERNÝ. Le sel polonais au pays d'Opava. — S. INGLOT. Non affranchie « scultetia » du village Lupków. — A. GRODEK. L'abbé Pierre Switkowski, un économiste polonais de la fin du XVIII^e siècle. — W. ZAIKYN. Recherches des savants russes concernant l'histoire sociale et économique, 1917-1933, 1^{re} partie. — Simak JOSEF. Jan Peisker.

Archeion (Revue des archives publiée par l'administration générale des Archives de l'État). Vol. X, 1932. — T. MAŃKOWSKI. Les archives de la cathédrale arménienne à Léopol. — A. PRÓCHNIK. La gendarmerie sur le territoire du ci-devant royaume de Pologne (esquisse historique et administrative, 1812-1915). — W. LOPACIŃSKI. Les documents du Collège ecclésiastique catholique romain à Pétersbourg, concernant l'insurrection polonaise de novembre, 1830-1831. — W. HEJNOSZ. Un registre municipal de la ville de Nowy Sącz. — R. PRZELASKOWSKI. Les archives du comte Charles de Montalembert à la Roche en Breny. — A. MORACZEWSKI. Les documents du général Krukowiecki, leur contenu, leurs destinées et leur état actuel. — J. STASZEWSKI. Les destinées des registres et des documents municipaux de la ville de Kalisz au XIX^e siècle. — W. LOPACIŃSKI. Quelques impressions produites par les archives étrangères (Prague, Dresde, Bruxelles, Paris, Milan). = **Comptes-rendus**, sur la littérature étrangère concernant les archives. *Tadeusz Manteuffel*. Bibliothèque de l'École des chartes. — *Aleksy Bachulski*. Littérature de l'U. R. S. S. concernant les archives. = Partie officielle. Compte-rendu des Archives de l'État : l'année 1931. D'après les matériaux fournis par les archives respectives, élaborés par W. Lopaciński. = Vol. XI, 1933. S. PTASZYCKI. Mes souvenirs personnels sur Oswald Balzer. — H. POLACZKÓWNA. Oswald Marie Balzer, 1858-1933. — I. SZABOTIN. Nouveautés théoriques et pratiques dans la mise en ordre et la description des archives en U. R. S. S. — F. POHORECKI. Une charte inconnue d'Otton II (25 juillet 973). — J. STOJANOWSKI. Convention polono-autrichienne du 26 octobre 1932 concernant les archives. — A. BACHULSKI. Compte-rendu des publications tchécoslovaques concernant les archives, 1919-1932. = Partie officielle. Compte-rendu de la Section des Archives de l'État pour les années 1931 et 1932. — Compte-rendu des Archives de l'État : l'année 1932. D'après les matériaux fournis par les archives respectives, élaborés par W. Lopaciński. = Vol. XII, 1934. K. KACZMARCZYK. Józef Paczkowski, 1861-1933. — W. SUCHODOLSKI. Allocution inaugurale d'une assemblée solennelle consacrée à la mémoire de M. Stanisław Ptaszycki, tenue à la Société historique de Varsovie. — W. LOPACIŃSKI. Biographie de S. Ptaszycki. — S. KĘTRZYŃSKI. Le rôle de St. Ptaszycki à Peters-

bourg. — J. JAKUBOWSKI. Les études de St. Ptaszycski sur les registres de la Chancellerie du grand-duché de Lithuanie, dites « Metryka Litewska ». — H. BACHULSKA. Bibliographie des travaux de St. Ptaszycski, 1877-1934. — K. BADECKI. Les archives de la ville de Lwów, leur état actuel et la nécessité de les réorganiser, de dresser leur inventaire détaillé et de procéder à leur publication. — H. POLACKÁWNA. Les travaux de la Section des sciences auxiliaires, archives, organisation du travail historique du VII^e Congrès international des sciences historiques, 1933, à Varsovie. — J. PAJEWSKI. Levéltári Közlemények, 1923-1932.

ROUMANIE

Revue de Transylvanie. Vol. I, n° 3, 1934, novembre-décembre. — I. BREAZU. Un éloge roumain de la France (lettre enthousiaste écrite par Dimitrie Brătianu à Michelet, le 1^{er} mars 1846, après la lecture du « Peuple » de ce dernier). — V. MOLDOVAN. Le nouveau régime des cultes en Roumanie (dispositions législatives relatives aux cultes dits historiques et aux cultes dits nouveaux : surveillance et autonomie). — A. CALIANI. L'enseignement minoritaire en Transylvanie (deuxième article : le nombre des écoles primaires hongroises de l'Ardeal a augmenté ; celui des écoles secondaires a légèrement diminué ; causes de ces modifications). — V. JINGA. La Transylvanie économique et la thèse revisionniste hongroise (réponse à un article de M. Elemár Hantos dans la *Nouvelle revue de Hongrie*, mars 1932 : « Une nouvelle organisation de l'Europe centrale » ; combat, preuves à l'appui, l'assertion que les modifications territoriales imposées à l'Europe Centrale auraient aggravé, sinon causé, la crise dont souffre celle-ci). — S. DRAGOMIR. La Hongrie et le problème de la Transylvanie (mémoire Bethlen du 14 juin 1917 : importants détails sur les projets de magyarisation conçus par les hommes politiques hongrois pendant la guerre mondiale).

HISTOIRE RELIGIEUSE

Revue bénédictine. 1934, octobre. — G. MORIN. Débris d'ancien sacramentaire dans les reliures de manuscrits de l'Ambrosienne. — B. M. PEEBLES. The date of the Verona Sulpicius. — C. LAMBOT. Nouveau sermon de saint Augustin pour la fête d'un martyr. — G. MORIN. Le monogramme d'un Deuterius au bas de la règle de saint Césaire (il s'agit d'un Deuterius, évêque de Vence, contemporain du saint). — A. WILMART. Ève et Goscelin (I. Ève, de souche danoise, fille d'Apis et d'Oliva, religieuse à Wilton, puis à Saint-Eutrope, près d'Angers, morte vers 1115). — Ph. HOFMEISTER. Les statuts du monastère des Bénédictines de Marienberg (1437 ; en donne le texte). — G. MORIN. Une première édition critique des « Consultations » de Firmicus Maternus (annonce cette édition, qui paraîtra bientôt dans le *Florilegium patristicum* de Bonn). — **Comptes-rendus.** E. Campana. Maria nel culto cattolico. — Albert Garreau. Saint Albert le Grand. — Luigi Chiaparelli. Codice diplomatico Longobardo, t. II. — G. R. Owst. Literature and Pulpit in medieval England. — Theodore Gerold. La musique au Moyen Age. — 1935, janvier. A. WILMART. Un sermon sur la résurrection corporelle emprunté à saint Grégoire, passé sous le nom de saint Augustin (commentaires sur les prophéties d'Ézéchiel). — L. GOUGAUD. Une oraison protéiforme de l'*Ordo commendationis animæ*. — A. WILMART. Les sermons d'Hildebert (étude de neuf sermons authentiques). — E. SABBE,

Deux points concernant l'histoire de l'abbaye de Saint-Pierre du Mont-Blandin aux ^x^e et ^{xi}^e siècles. — A. WILMART. Une lettre sur les cathares du Nivernais (vers 1221). = **Comptes-rendus**. H. Delehay. Cinq leçons sur la méthode hagiographique. — P. Heinisch. Das Buch Exodus. — Fr. X. Arnold. Die Staatslehre des Kard. Bellarmin. — M. Preiss. Die politische Tätigkeit und Stellung des Cisterziensers Schisma von 1159-1177. — M. Gibs et J. Lang. Bishops and Reform, 1215-1272. = Avril. G. MORIN. Un curieux inédit des ^{iv}^e-^v^e siècles. Le soi-disant évêque Astérius d'Ansedunum contre la peste des agapètes. — C. LAMBOT. Un « ieiunium quinquagesimæ » en Afrique au ^{iv}^e siècle, et date de quelques sermons de saint Augustin. — A. VAN DE VYVER. Les œuvres inédites d'Abbon de Fleury. — G. MORIN. Une énigme liturgique : la postcommunion de Noël à l'aurore. — Ph. SCHMITZ. « Visions » inédites de sainte Élisabeth de Schœnau.

Revue de l'histoire des religions. 1934, septembre-décembre. — Charles-F. JEAN. La grande triade divine AN, ^dEn-lil, ^dEn-ki sous les dynasties d'Isin-Larsa 2186-1925. — E. DHORME. Le plus ancien temple d'Istar à Ninive. — J. PRZYLUKI. La déchéance de la Grande Déesse. — H. GIRARD. La jeunesse de Renan et la critique contemporaine (important article à propos de la thèse de Jean Pommier sur la Jeunesse cléricale de Renan). = **Comptes-rendus**. L. Deubner. Attische Feste. — R. Herzog. Die Wunderheilungen von Epidauros. — J. Van Herten. Θρησκεία, Εὐλαβεία, ἱκετήρ. — Harald Sjövall. Zeus im altgriechischen Hauskult. — A. Delatte. Les conceptions de l'enthousiasme chez les philosophes présocratiques. — A.-J. Festugière, O. P. L'idéal religieux des Grecs et l'Évangile. — Jack Finegan. Die Ueberlieferung der Leidens und Auferstehungsgeschichte Jesu. — A. D. Nock. Conversion. The old and the new in religion from Alexander the Great to Augustine of Hippo. — Justin Godart. Le jansénisme à Lyon. Benoît Fourgon, 1687-1773. — Charles Gordon Cummings. The assyrian and hebrew hymns of praise. — Léon Vaganay. Initiation à la critique textuelle néo-testamentaire. — Alex. Pallis. Notes on St Mark and St Matthew. = 1935, janvier-avril. R. DUSSAUD. Le mythe de Ba'al et d'Aliyan d'après des documents nouveaux. — G. DUMÉZIL. Τριτός (héros-lune égéen, l'auteur montre l'existence du culte de la lune chez les Albaniens du Caucase, les Géorgiens, les Arméniens et les Asianiques). — Comte DU MESNIL DU BUISSON. Le miracle de l'eau dans le désert d'après les peintures de la synagogue de Doura-Europos. — A. DUPONT-SOMMER. Les « impies » du Livre de la sagesse sont-ils des Épicuriens? (Oui.) — Fr. CUMONT. Homélies manichéennes. — J. PRZYLUKI. L'Inde et l'histoire des religions (à propos du livre de P. Masson-Oursel, H. de Willman-Grabowska, Ph. Stein. L'Inde antique et la civilisation indienne). = **Comptes-rendus**. Sir James George Frazer. The fear of the dead in primitive religion. — Adolf Erman. Die Religion der Aegypter. — Maurice Goguel. La foi à la Résurrection de Jésus dans le christianisme primitif. — Ernst Cassirer. Die Platonische Renaissance in England und die Schule von Cambridge. — Ernst Benz. Ecclesia Spiritnalis, Kirchenidee und Geschichtstheologie der Franziskanischen Reformation. — Alec R. Vidler. The modernist movement in the Roman Church. — P. Saintyves. Corpus du folklore préhistorique en France et dans les colonies françaises. — A.-A. Dim-Delobsom. Les secrets des sorciers noirs. — Joseph Buche. L'école mystique de Lyon, 1776-1847.

CHRONIQUE

JULES GAY (1867-1935)

Avec Jules Gay, décédé à Lille le 31 août dernier, disparaît l'un de nos plus solides historiens du Moyen Age et du Moyen Age byzantin en particulier. Entré à l'École normale supérieure en 1886, il acheva sa formation à l'École française de Rome, dont il fut membre de 1891 à 1893. Ce fut là qu'il amassa les trésors d'érudition et qu'il acquit la méthode de recherches et d'exposition qui devaient décider de sa carrière. Non seulement il explora les archives du Vatican et collabora à la publication des registres des papes, mais, comme son éminent camarade Jules Bertaux, il fut attiré par l'Italie méridionale et par les traces qu'y a laissées la civilisation byzantine. Tandis que Bertaux en étudiait les monuments en archéologue, Jules Gay visitait avec soin tous les sites qui avaient été le théâtre du grand drame historique, dont il méditait d'écrire le récit. La même année 1904 vit paraître l'ouvrage de Bertaux sur *l'Art byzantin dans l'Italie méridionale* et celui de Gay sur *l'Italie méridionale et l'Empire byzantin*. Les deux livres, qui valurent à leurs auteurs le grade de docteur ès lettres, se complètent admirablement et comptent parmi les plus belles monographies qui sont sorties des travaux de l'École de Rome.

Le livre de Jules Gay, remarquable par sa connaissance des sources nombreuses de l'histoire si complexe des luttes entre les princes lombards, les empereurs germaniques, l'empire byzantin, les papes, les Normands, les Arabes, pour la domination des Deux-Siciles, le classa de suite parmi les meilleurs historiens de Byzance, qui tient à juste titre une place considérable dans son récit. Il a en particulier étudié dans le plus grand détail l'effort de la colonisation byzantine, l'œuvre des monastères de rite grec et surtout celle des grands administrateurs qui firent de l'Apulie et de la Calabre une nouvelle Grande-Grèce.

Après avoir enseigné l'histoire dans plusieurs lycées, notamment au Mans, à Clermont-Ferrand, à Paris, il devint en 1908 professeur d'histoire du Moyen Age à la Faculté des lettres de Lille, et l'on peut juger de la valeur de son enseignement par l'attachement que lui ont conservé tous ceux qui furent ses élèves. Une grave maladie, qu'il supporta avec un admirable stoïcisme, interrompit à peine ses cours, et pendant sa convalescence il n'hésita pas à convoquer ses élèves à son domicile.

À côté de sa thèse principale, Jules Gay a laissé une œuvre scientifique importante, dont l'unité résulte du vif intérêt qu'il a pris pendant son séjour à Rome, non seulement à l'histoire de Byzance, mais à celle de l'Église et de l'Italie. Sa thèse complémentaire, *Le pape Clément VI et les affaires d'Orient*, 1908, retrace d'après les archives du Vatican les efforts du pape pour réveiller l'esprit des croisades et organiser une ligue maritime contre les incursions des Turcs. En 1926, il publia un excellent volume de synthèse, *Les papes du XI^e siècle et la chrétienté*, dans lequel on

retrouve sa magnifique érudition mise au service de l'enseignement historique. Entre temps, il poursuivait la publication des *Registres du pape Nicolas III*, dont le premier fascicule avait paru en 1898 et dont il n'a pu voir l'achèvement, le dernier fascicule ayant été publié quelques jours après sa mort.

Jules Gay s'intéressait aussi à l'Italie moderne dans ses rapports avec la France et la papauté, comme le montre le dernier volume qu'il ait écrit : *Les deux Rome et l'opinion française. Histoire des rapports franco-italiens depuis 1815*, Paris, 1931. Mais ces excellents livres ne représentent qu'une partie de son activité scientifique. Non seulement il prit part à de nombreux congrès historiques, comme celui des Études byzantines à Bucarest, ou celui d'Archéologie chrétienne de Ravenne en 1930, mais il a collaboré à plusieurs volumes de *Mélanges* (Bertaux, Schlumberger, Diehl, Dufourcq, Iorga) et à un grand nombre de revues françaises ou italiennes. Dans tous les articles qu'il a publiés ainsi, on retrouve sa méthode impeccable, sa conscience d'historien, ses préoccupations dominantes, l'ardeur de ses convictions, qui l'avaient amené à témoigner sa sympathie et à consacrer une part de son activité aux œuvres sociales. Sa disparition prématurée est une grande perte pour l'Université et pour l'érudition française.

Louis BRÉHIER.

— Mgr Georges LACOMBE est mort le 1^{er} novembre 1934, à l'âge de quarante-neuf ans. Il était entré dans les ordres ; ce sont les études de philosophie et de théologie qui bientôt l'occupèrent tout entier. Élève de l'École des chartes, il y soutint une thèse sur Prepositinus de Cremona ; puis les traductions gréco-latines et arabolatinnes d'Aristote l'attirèrent avec l'espoir de contribuer à suivre plus à fond la pensée philosophique du Moyen Age chrétien. L'Union académique adopta son projet d'un *Aristoteles latinus*, fragment d'un *Corpus philosophorum medii aevi*. Il est mort à la peine à l'hôpital américain de Neuilly, laissant l'examen d'environ deux mille manuscrits des versions latines d'Aristote. Son *Catalogue* a été envoyé à l'archevêque de San-Francisco, de qui relevait l'abbé (ou Mgr) G. Lacombe.

LE DEUXIÈME CONGRÈS DE L'ASSOCIATION GUILLAUME BUDÉ (Nice, 23-27 avril 1935).

Le premier Congrès de l'Association Guillaume Budé s'était tenu, il y a trois ans, à Nîmes, et M. Louis Bodin a dit ici même quel succès il y avait remporté d'emblée. Sans qu'aucune règle de périodicité précise ait été établie, il fut convenu dès ce moment que d'autres suivraient : c'est ainsi que le deuxième Congrès vient d'avoir lieu cette année, à la fin d'avril, et déjà je crois savoir que les organisateurs ont été sollicités de songer sans retard au troisième. Une tradition est donc en train de s'instituer ; elle est d'ores et déjà fixée dans ses grands traits.

Nice avait de quoi tenter l'Association. Sans verser dans l'erreur et l'injustice, récemment condamnées avec éclat par M. Louis Dimier, d'une conception étroite et quasi géographique de la « latinité », qui exclurait du bénéfice de l'humanisme classique quiconque n'a pas bu, dès sa naissance, à la « Coupe d'or », il est évident que les amis de la culture antique se sentent plus particulièrement à leur aise sur les bords de la grande mer civilisatrice. Au reste, Nice, à l'inverse de Nîmes, beau-

coup plus grecque que romaine, est propice, jusque par son paysage, à l'évocation directe de l'hellénisme. Ajoutons que le Centre universitaire méditerranéen, qui y fonctionne depuis quelques années sous la direction de M. Paul Valéry et le contrôle de M. Maurice Mignon, offrait d'avance — un peu comme l'École antique à Nîmes — un point de ralliement à ce rendez-vous d'humanistes et d'érudits que la renommée d'une ville de plaisance eût risqué d'effaroucher ou de distraire. Nice se flatte d'ailleurs, à juste titre, d'être plus et mieux que la Cité du Carnaval ; son maire, M. Jean Médecin, et son adjoint, M. Pascalis, n'ont eu aucune peine à en persuader les congressistes, auxquels ils ont assuré un accueil excellent. Quant au Centre méditerranéen lui-même, il a prêté au Congrès, pour ses deux grandes conférences, le cadre neuf et pourtant recueilli de son amphithéâtre de la promenade des Anglais, aux boiseries claires, à l'acoustique irréprochable.

Nous ne nous attarderons pas ici aux fastes en quelque sorte extérieurs du Congrès, qui seront consignés comme il convient dans le prochain volume des *Actes* et qui vivent dans la mémoire de tous les congressistes. Contentons-nous de rappeler que le Congrès de Nice, placé, comme le précédent et en vertu d'une promesse faite précisément à Nîmes, sous la présidence de M. Gaston Doumergue, qui prononça plusieurs allocutions pleines de bonhomie et de sincère amour pour les lettres antiques, était dirigé, et l'Association G. Budé représentée elle-même, dans les cérémonies officielles (inauguration, banquet du 25 avril à l'hôtel Ruhl, séance de clôture, etc.), par son président M. Aimé Puech, assisté de M. Paul Mazon, de M. Jean Malys, délégué général de l'Association, de MM. Louis Bodin et André Boulanger, les secrétaires généraux. Les deux premiers noms disent assez que l'Institut fut dignement représenté au Congrès, comme il l'avait été à Nîmes ; d'autres de ses membres étaient également présents. Et, quoique le Congrès ne fût point par définition un Congrès international, la science étrangère — au service de la même cause — s'y trouva représentée aussi par des délégués éminents, encore que plusieurs savants de marque eussent été au dernier moment retenus dans leur pays. On reconnaissait notamment M. T. Zielinski, ami fidèle de l'Association ; MM. Nairn, l'helléniste anglais, et M. V. Ussani, le latiniste de Rome, qui reçurent l'un et l'autre la croix de la Légion d'honneur le jour de la clôture du Congrès.

L'organisation matérielle était impeccable, et un programme habile faisait alterner les séances de travail dans les sections et les excursions en auto-cars : excursions le long du littoral ou dans l'arrière-pays, peut-être plus beau encore (qui oubliera Grasse et Saint-Paul de Vence?), qui eurent le mérite de ne pas oublier sur leurs itinéraires, malgré tant de beautés naturelles, les vestiges de l'Antiquité : trophée de la Turbie, sorti comme tout neuf des mains de M. Formigé, et belvédère autant que ruine ; trophée infiniment plus humble de la Brague, dans le jardin de Juan-les-Pins, peut-être le plus ancien monument d'une victoire romaine sur notre sol ; ruines de Fréjus, surtout de l'arsenal, du port romain et de l'évêché médiéval, qu'on visita sous la conduite du meilleur guide, le docteur Donnadiou. Toutes ces beautés devaient être prolongées et peut-être — qui sait? — dépassées pour certains par l'excursion en Corse qui suivit le Congrès proprement dit : durant trois jours, l'île fut parcourue, de Calvi la Génoise à Cargèse la Grecque, à Ajaccio, à Sartène et aux terrasses presque africaines de Bonifacio, d'où l'on revint à l'île-Rousse par les cols de Bavella et de Sorba et la haute vallée de Corte. N'oublions pas non plus le charmant « avant-propos » du Congrès, représenté par une journée d'arrêt

à Marseille, le 23 avril, où l'Association baptisa une section marseillaise de naissance récente — elle devait en faire naître une autre à Nice même, sur son passage — et où les congressistes eurent deux vifs plaisirs : celui d'entendre, le matin, une remarquable causerie de M^e Léopold Dor sur « Marseille, cité grecque », et celui d'aller, l'après-midi, visiter en vedette, grâce à la Chambre de commerce, les bassins les plus neufs du port jusqu'à l'entrée du tunnel de la Rove. Ainsi le Congrès Budé, avant d'aller siéger à Nice dans une antique colonie massaliote, avait rendu hommage à la métropole ; et, dans l'ensemble, le climat fut si « grec » qu'on fut à peine étonné, à Marseille, d'entendre M^e L. Dor maudire spirituellement César, le vainqueur « latin » : ce qui eût été proprement inconcevable à Nîmes la Romaine.

Les lecteurs de cette Revue aimeront mieux savoir ce qui fut fait ou dit dans les salles d'études du Congrès, aimablement prêtées par le lycée Masséna. Car on y travailla, et le programme, à l'avance très chargé, des différentes sections fut partout épuisé, parfois même avec des suppléments de la dernière heure, à force d'assiduité de la part des membres et de courtoise discipline de la part des présidents. L'impression de l'observateur, à dire vrai, est qu'il y aurait peut-être avantage à prévoir un programme plus léger, pour accorder une place plus large, la place essentielle, aux discussions ou aux échanges de vues ; en certaines séances, rapports, communications et vœux se sont succédé à une allure un peu vertigineuse. Il convient d'ailleurs de dire que les vœux ainsi adoptés dans l'enthousiasme des mains levées n'étaient point pour cela moins réfléchis ni moins pressants ; et que partout les spécialistes ont eu le temps de se voir et de se connaître. Ce problème des communications intérieures est embarrassant pour tout congrès, et d'autant plus que le congrès se perfectionne, c'est-à-dire multiplie le nombre de ses sections ou sous-sections. Si rationnelles que soient les divisions, il est des moments où on les déplore et où l'on voudrait pouvoir se partager entre deux séances simultanées. Ce fut une excellente idée, à Nice, que de prévoir une séance commune, en fin de Congrès, pour les trois sous-sections groupées sous la dénomination d'humanisme. Peut-être vaudrait-il la peine, en un futur congrès, de prévoir de même un contact direct entre les deux sections antiques proprement dites, Philologie et Archéologie, qui sont en fait rapprochées et par beaucoup de leurs préoccupations et par la formation des membres qu'elles réunissent ?

Précisément, en ce qui concerne le groupement par section et, dans chacune, l'ordre du jour, le deuxième Congrès G. Budé présentait par rapport au premier des modifications très significatives. Les unes répondaient à des vœux précis émis à Nîmes il y a trois ans, les autres à une évolution naturelle des idées, à un élargissement des desseins de l'Association elle-même. Car les Congrès sont, pour l'Association, une sorte d'examen de conscience collectif et public, où elle se souvient d'abord qu'elle est avant tout société d'édition de textes antiques, responsable par conséquent de ses méthodes, mais n'oublie pas non plus son désir d'agir sur le public et sur l'éducation nationale.

Des cinq sections du Congrès de Nîmes : Philologie, Art et Archéologie, Relations scientifiques internationales, Enseignement et Humanisme, la troisième avait disparu, ayant accompli l'essentiel de sa tâche, et la cinquième s'était multipliée par le développement de plusieurs sous-sections. La troisième section, à Nice, était réservée aux *Études byzantines* ; cette création fort heureuse comblait un vœu précis émis par le premier Congrès et répondait aussi très logiquement à l'apparition,

dans les collections des publications des « Belles-Lettres », d'une série consacrée aux textes byzantins ; sur la table de la permanence du Congrès, on pouvait voir précisément la couverture rouge des deux premiers volumes du « Livre des Cérémonies » de Constantin Porphyrogénète, traduit et commenté par M. l'abbé Vogt. Au bureau de la section, la présence de M. Henri Grégoire, directeur de la revue *Byzantion*, à côté du président M. Charles Diehl, symbolisait cette collaboration entre byzantinistes de chez nous et du *Corpus Bruxellense* que le Congrès de Nîmes avait expressément souhaitée. D'une manière générale, cette création répond à l'essor admirable que prennent en ce moment un peu partout les études byzantines et à la volonté de l'Association G. Budé d'étendre autant qu'il est possible, dans le temps comme dans l'espace, les limites du patrimoine classique. Comment douter que la civilisation de Byzance doive compter dans l'ensemble de l'héritage grec, ne fût-ce que pour son rôle de conservatrice des auteurs anciens.

La section d'Humanisme, tout en gardant son unité théorique, qui fut le dernier jour une unité réelle et tangible, s'était subdivisée en trois sous-sections : la première était réservée à l'*Histoire des sciences* et présidée par M. Abel Rey, avec M. P. Ducassé comme secrétaire ; c'est dire que l'Institut d'histoire des sciences et des techniques de la Sorbonne s'était transporté à Nice pour la circonstance ; on remarquait aussi la présence de M. Henri Berr et de son collaborateur du Centre de Synthèse, M. Mieli, qui vient précisément de publier une *Histoire des sciences dans l'Antiquité*. L'ordre du jour de cette sous-section, qui donna lieu à des rapports, à des communications et à des discussions très intéressantes, soulignait le désir de l'Association G. Budé de faire aux sciences leur part légitime dans la définition de l'humanisme, et par-dessus tout d'éviter le préjugé fâcheux qui tend à opposer les sciences aux lettres classiques comme le contenu de deux cultures différentes, sinon contradictoires. Ce fut d'ailleurs le thème de la séance commune du dernier jour que cet accord nécessaire de la culture classique et des sciences dans l'humanisme de demain, et M. J. Malys montra l'importance qu'il y attache en se chargeant lui-même du rapport. Dans la sous-section d'Histoire des sciences, on parla plus précisément de la science grecque, et le chanoine Diès insista sur les rapports de Platon avec la science de son temps.

La deuxième sous-section était celle de l'*Humanisme médiéval* d'Occident. Là encore, il est facile de saisir les préoccupations et les tendances les plus actuelles de l'Association. Que le Moyen Age ait constitué à lui seul une nouvelle forme d'humanisme, beaucoup le pensent aujourd'hui, à commencer par M. Étienne Gilson, qui présidait. Il est donc de la plus simple équité de ne pas l'oublier dans la somme de l'expérience humaniste. Mais l'Association G. Budé lui doit une reconnaissance plus particulière, en tant qu'éditrice de textes classiques, pour avoir inlassablement copié ces textes, avoir conservé la tradition littéraire latine, l'avoir même prolongée par de nouvelles œuvres qui ne méritent pas toutes l'oubli où elles sont tombées. A Nîmes, déjà, M. Faider, dans son rapport à la section de Philologie, avait insisté sur la nécessité d'établir la collaboration des philologues classiques et des médiévistes par-dessus les frontières traditionnelles ; au cours de ces dernières années, la *Revue des Études latines* a manifesté plusieurs fois le même souci ; à Nice, M. F. Grat et M. A. Dain parlèrent, respectivement pour le latin et pour le grec, de la nécessité de faire l'histoire complète, externe et interne, de la tradition manuscrite de la littérature antique, et un vœu fut présenté en faveur de la créa-

tion d'un *Institut d'histoire des textes* qui favoriserait en ce sens les recherches des érudits.

La troisième sous-section était consacrée, comme il convient, à l'*Humanisme de la Renaissance*, celui qui passa longtemps pour l'humanisme par excellence. Il conserve, certes, une place éminente dans la série des expériences humanistes, mais peut-être voit-on mieux qu'autrefois ce qu'il doit au Moyen Age lui-même malgré son reniement. M. Plattard, qui présidait, et son collaborateur M. R. Lebègue, firent le bilan méthodique de ce qui est fait et de ce qui reste à faire ; M. Lebègue insista particulièrement sur l'intérêt qu'il y aurait à réimprimer des œuvres latines d'humanistes et notamment leur correspondance ; il présenta un vœu en faveur de la création d'une Commission internationale qui réaliserait la collaboration des spécialistes. La publication de textes illustres du *xvi^e siècle*, de Calvin comme de Rabelais, dans la collection des « Textes français » prouve d'ailleurs depuis quelques années avec quel intérêt l'Association G. Budé s'attache à l'étude du siècle qui fut celui de son grand patron.

Nous nous sommes plu à insister ici sur les « nouveautés » du Congrès de Nice et, partant, sur les nouvelles activités de l'Association G. Budé elle-même. Mais il va sans dire que l'Antiquité classique a conservé une place d'honneur et que les deux plus anciennes sections, celles de Philologie et d'Archéologie, représentant les disciplines traditionnelles des études gréco-romaines, n'ont rien perdu de leur vitalité. Elles aussi s'ingénient d'ailleurs à élargir leur propre cadre, à éviter les cloisonnements funestes et la routine des définitions. Chez les philologues (présidents : MM. P. Mazon et A. Ernout), la linguistique, qui avait fait l'objet des discussions de Nîmes, n'a plus à demander un permis de séjour ; elle y est chez elle, sans chasser pour cela les disciplines plus anciennes qui ont autrefois constitué toute la philologie. Cette année, c'est la papyrologie qui a montré l'appui qu'elle pouvait prêter à l'étude des textes littéraires (rapporteur : M. P. Collart). La section s'est préoccupée, d'autre part, songeant à la tâche des éditeurs de la collection Budé, du problème de la traduction, et M. J. Marouzeau a extrait pour eux des conseils efficaces. Enfin, la commémoration du bimillénaire d'Horace a été le prétexte naturel d'une revue générale de ce qui a été fait et de ce qui est à faire pour l'étude du poète latin. Les centenaires ou millénaires ainsi entendus sont féconds.

Chez les archéologues, toujours partagés par commodité entre Grecs et Romains, mais siégeant en commun, la Grèce a gardé une prépondérance que nul ne regrettera. Le thème proposé (rapport de M. J. Audiat) était la céramique grecque, déjà illustrée par tant de maîtres français, depuis Ed. Pottier, qui n'est plus, jusqu'à M. Ch. Dugas, qui présidait à côté de M. Albertini. Pour Rome, il avait été décidé de mettre au programme l'étude méthodique de l'art provincial. En outre, M. Albertini a profité de la réunion du Congrès pour reprendre son projet de la création d'un Service national des Antiquités, projet pour lequel, hélas, les arguments se font chaque jour plus pressants et les circonstances plus défavorables. La science dite « locale » a contribué au succès de la section par des communications sur les fouilles, souvent remarquables et riches d'enseignement, qui sont menées, en attendant mieux, par l'initiative privée ou par l'effort de sociétés provinciales sur divers sites antiques, et notamment « gallo-grecs », de Languedoc et de Provence.

La tradition des Congrès Budé, puisque, nous l'avons vu, il en a déjà une, veut que les congressistes se réunissent pendant la session pour entendre deux grandes

conférences, l'une « grecque » et l'autre latine. A Nîmes, les conférenciers avaient été Paul Valéry et M. J. Carcopino. Leurs successeurs aussi applaudis furent, à Nice, MM. A. Rivaud et Eug. Albertini. De l'héritage grec, de la leçon permanente, mais aujourd'hui particulièrement actuelle, qu'on en doit tirer, M. Rivaud parla en connaisseur de la philosophie et de la science grecques, avec un singulier talent : montrant notamment quel effort positif de synthèse, quels sacrifices volontaires de certaines tendances, quel développement méthodique des meilleures, quelle préoccupation de l'harmonie de la Cité et quel sens de la fête sociale étaient au fond du « miracle grec » ; quelle conception *une* (certains diraient aujourd'hui « totalitaire ») et vraiment *humaniste* de la pensée, de la science, de l'art et d'abord de l'éducation avait animé la Grèce en ses meilleurs jours. M. Albertini, deux soirs après, parla avec une maîtrise lucide et sobre des Provinciaux de l'empire romain ; le maître du Collège de France, qui a vécu l'archéologie romaine en Italie, en Espagne et en Afrique avant de l'enseigner à Paris, parla avec autant de sympathie que de clairvoyance de ces artisans souvent méconnus des meilleures œuvres de l'empire : soldats, contribuables, porteurs et défenseurs de la civilisation gréco-latine, essentiels non seulement par le nombre, mais souvent aussi par la qualité.

La publication prochaine du volume des *Actes* permettra seule, en réunissant les dossiers de toutes les sections, de tirer les « enseignements » du deuxième Congrès G. Budé¹. Peut-être pourrait-on dire dès maintenant, s'il fallait en résumer l'esprit dans une formule, qu'il a manifesté le souci de l'Association G. Budé d'approfondir et d'enrichir le patrimoine qu'elle défend par un élargissement dans un double sens : dans le sens des techniques, en associant toutes les sciences dites auxiliaires à l'exploration de l'Antiquité, en perfectionnant autant qu'il est possible les méthodes de conservation, d'édition ou d'investigation des textes antiques ; dans le sens de la philosophie générale de l'humanisme, en intégrant à son histoire des époques de civilisation nouvelles, et à sa définition la science, au sens le plus spécial du mot.

Ces efforts et ces tendances sont destinés à s'appliquer à la réforme d'ensemble de notre enseignement, que l'Association G. Budé ne perd jamais de vue, n'ayant jamais accepté de n'être qu'une société de mandarins vivant à l'écart de la Cité. L'utilité de la culture classique, la nécessité d'en faire la base d'une éducation renouvelée ont été affirmées à tous les moments du Congrès et de toutes parts. Mais le problème a été spécialement débattu au sein de la section d'Enseignement, dont l'ordre du jour était significatif : I. *Sciences et Humanités* (M. H. VILLAT) ; II. *Le rôle des humanités dans l'organisation actuelle des écoles normales* (M. JACQUIOT) ; III. *Méthodes d'enseignement pour les langues anciennes* (M. LACROIX).

Paul GAGÉ,

Professeur à la Faculté des Lettres de Strasbourg.

1. Voir dès maintenant le *Bulletin de l'Association G. Budé*, n° 48 (juillet 1935), où l'on trouvera, après un compte-rendu du Congrès par M. A. Boulanger, le texte in extenso de la conférence de M^e L. Dor à Marseille et de celle de M. A. Rivaud à Nice. Le même *Bulletin*, en publiant une notice sur l'Institut d'histoire des sciences et des techniques, annonce que le Recueil des travaux de cet Institut pour 1934 contient le texte de la communication de M. Abel Rey à la section d'Humanisme.

LE PREMIER CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION DES SOCIÉTÉS SAVANTES
DE L'AFRIQUE DU NORD

Les Sociétés savantes d'Algérie, de Tunisie et du Maroc, constituées en Fédération, se sont réunies pour la première fois en Congrès à Alger les 10 et 11 juin 1935. Le ministre de l'Éducation nationale avait désigné pour l'y représenter M. Leschi, directeur des Antiquités algériennes.

Cette Fédération, qui a été réalisée en 1934, répond à la nécessité souvent constatée d'établir une liaison permanente entre les sociétés qui, en Algérie, en Tunisie, au Maroc, se consacrent à la connaissance du pays et de ses habitants et dont l'activité se manifeste par des recherches et des publications.

A la Fédération ont adhéré dix-neuf groupements, c'est-à-dire, à une unité près, la totalité des Sociétés savantes qui existent dans l'Afrique du Nord française.

Pour l'Algérie : Académie d'Hippone, Centre d'études de colonisation comparée, Institut d'études orientales, Section algérienne de la Société française de physique, Société archéologique de Constantine, Société archéologique et touristique de Thagaste, Société de géographie d'Alger, Société de géographie et d'archéologie d'Oran, Société d'histoire naturelle d'Alger, Société historique algérienne, Société historique et géographique de la région de Sétif, Société des amis du Vieux-Tlemcen.

Pour la Tunisie : Institut de Carthage, Société archéologique de Sousse.

Pour le Maroc : Centres d'études juridiques de Rabat et de Casablanca, Comité d'études des eaux souterraines, Société d'études économiques et statistiques, Société de géographie du Maroc, Société d'histoire naturelle du Maroc.

L'empressement avec lequel ces sociétés ont envoyé leur adhésion, ainsi que leur participation active aux travaux du Congrès, sont la meilleure justification de l'idée de cette Fédération.

La Tunisie était représentée par MM. Louis POINSSOT, correspondant de l'Institut, le général Mohammed TORKI, DESPOIS ET PIGNON, professeurs au lycée de Tunis, délégués de l'Institut de Carthage ; le Maroc, par MM. DE GENIVAL, chef de la Section historique du Maroc, René HOFFHERR, directeur des Centres juridiques du Maroc, Chr. FUNCK-BRENTANO, conservateur de la Bibliothèque du Protectorat, MAZOYER, contrôleur civil.

De toutes ces sociétés, le président de la Fédération, M. Gustave MERCIER, a, dans la séance inaugurale du Congrès, retracé en termes heureux la carrière et l'activité, depuis la *Société archéologique de Constantine*, qui est dans sa quatre-vingt-quatrième année, et la *Société historique algérienne*, créée en 1856, jusqu'à la *Société des amis du Vieux-Tlemcen*, qui compte à peine quelques mois. C'est toute l'histoire de la recherche scientifique poursuivie en Afrique du Nord par la France depuis près d'un siècle qu'il a ainsi évoquée.

Puis il a montré comment, « à l'aurore du second siècle de la France africaine, les esprits s'orientent vers une compréhension plus large, plus scientifique, des grandes questions que soulève l'occupation de l'Afrique française. Le vieux Maghreb n'est plus une île reléguée aux confins extrêmes du monde habité, loin des courants civilisateurs. Il est à la fois entraîné dans le torrent de la vie européenne et plus étroitement soudé à l'immense bloc africain. La notion de son unité, et pour lui la conscience de cette unité, s'impose désormais comme une évidence. Quoi d'étonnant qu'elle ait été ressentie d'abord par les intellectuels ? D'où la pensée de

cette Fédération dont l'idée première revient à M. le recteur Hardy. Il va sans dire que, dans cette union, aucun des participants n'abandonne une parcelle, si minime soit-elle, de son indépendance. Mais il y a des conditions générales de travail qui s'imposent à tous ».

D'abord, « la tâche gagne en complexité autant qu'en étendue. Les populations autochtones dont nous assumons désormais la charge matérielle et morale posent des problèmes qui pèsent sur nos gouvernants, mais que nos enquêtes et nos études peuvent éclairer dans une large mesure, et ces problèmes restent les mêmes à travers les frontières que l'histoire, la politique ou l'économie ont tracées et qui ne sont plus désormais que des divisions intérieures. Il apparaît chaque jour avec plus d'évidence que ces études, dont on raillait parfois le caractère purement spéculatif, offrent un intérêt pratique de haute portée. L'intellectuel tient sous sa dépendance et l'expansion matérielle, et la mise en valeur du sol, et l'organisation rationnelle des États, et le développement des grandes entreprises ».

... De plus, « toute recherche pose une question préalable, celle de la méthode... Les efforts individuels ne peuvent porter tous leurs fruits que s'ils sont sains par une profonde connaissance des règles de leur art... Nous vous demandons, Messieurs, d'élargir le plan de vos travaux, de les ordonner dans des ensembles où ils viendront naturellement s'intégrer, et dont chacun tirera par là même une signification à la fois plus générale et plus profonde, une valeur accrue... L'intérêt qui vous guide est celui de l'esprit et de la connaissance auxquels il faut bien reconnaître une primauté dans la hiérarchie des valeurs morales ou sociales... ».

Le programme de ce premier Congrès, dont le sujet à l'ordre du jour était l'Afrique du Nord, était particulièrement nourri.

L'après-midi du 10 juin a été consacrée aux communications faites dans les neuf sections du Congrès : Géographie, Sciences naturelles, Préhistoire, Archéologie préislamique, Archéologie musulmane, Histoire, Droit et législation, Sociologie, Langues et littérature orientales.

De ces trente-neuf communications faites dans les sections séparées, un certain nombre avaient un intérêt général ou d'actualité. Ainsi : *Place du Maroc dans l'équipement touristique de l'Afrique du Nord* (CHR. FUNCK-BRENTANO); *Un genre de vie : la culture des primeurs sur le littoral algérien* (ISNARD); *La fixation des Bédouins dans les steppes de la Tunisie orientale* (DESPOIS); *L'accession dans le statut est-elle admissible?* (CHAUVEAU); *Programme de travail et méthode en droit musulman* (ROUSSIER-THEAUX); *De quelques transformations de l'économie indigène marocaine et de leur répercussion dans l'ordre démographique et politique* (H. MAZOYER); *Les recherches récentes sur l'épopée arabe et l'épopée byzantine* (CANARD), etc...

Les deux séances plénières du 11 juin ont été occupées par quinze communications qui ont donné souvent lieu à des discussions et dont l'ensemble établit un vaste programme d'enquêtes, non pas en fonction de l'Algérie, de la Tunisie ou du Maroc, mais de l'Afrique du Nord considérée dans son ensemble.

M. HOFFHERR a exposé les *Méthodes d'appréciation des niveaux de vie indigène*, M. REYGASSE un *Programme de recherches préhistoriques*. M. LESCHI a montré l'utilité qu'il y avait à établir un *Inventaire des objets archéologiques existant dans les collections particulières et non encore étudiés*, M. Georges MARÇAIS la nécessité de procéder à la *Constitution de collections de photographies, de clichés de projections, de cartes postales, représentant des types de maisons et de costumes indigènes*, M. Es-

quer celle d'établir un *Répertoire des documents iconographiques relatifs à l'histoire de l'Afrique du Nord* et existant dans les dépôts publics et les collections particulières. M. A. BASSET a dégagé les principes d'une *Méthode d'enquêtes appliquées à la langue berbère*; M. CHAUVÉAU a montré l'intérêt capital d'une *Enquête sur les citoyens qui s'ignorent*. Des plans d'enquêtes ont été également développés par M. BOUSQUET, sur *Le domaine respectif de la législation française, de la loi musulmane et de la coutume en Afrique du Nord*, par M. YVER sur *L'Histoire de la colonisation privée*, par M. LESPÈS sur *L'habitat indigène dans les villes*, par M. LARNAUDE sur *La géographie humaine en Afrique du Nord*.

M. EMBERGER a montré l'utilité d'une *Bibliographie de bio-géographie méditerranéenne*. M. CANARD et M. BRUNSCHVIG ont exposé le premier le *Plan d'une anthologie des auteurs arabes*; le second, le *Plan d'une publication de textes historiques arabes*. M. KILLIAN a dégagé les conclusions de ses recherches sur la *Microbiologie des sols sahariens* et M. CELERIER a montré quel pourrait être le rôle efficace de la *Fédération pour intégrer l'Afrique du Nord dans la pensée française*.

Dans son discours qui a clôturé le Congrès, M. LESCHI, représentant le ministre, a insisté sur le rôle éminent que les recherches archéologiques ont joué dans l'Afrique du Nord, « musée des civilisations », sur le nombre et l'activité des sociétés archéologiques, la place importante qu'elles tiennent dans la vie intellectuelle du pays, et aussi sur le rôle efficace joué en la matière par le Comité des travaux historiques et scientifiques. Il a rappelé les noms des membres de la Fédération que le ministre de l'Éducation nationale a désignés comme ses correspondants (M^{lle} Allais, MM. Berthier, Contencin, Dolce-Mascolo, le R. P. Lapeyre, Massiera, Rodary, M^{me} Vincent) ou membre non résidant du Comité (M. Truillot). Il a insisté sur l'œuvre considérable accomplie par M. Louis POINSSOT, directeur des Antiquités et des Arts de la Tunisie, élu membre correspondant de l'Académie des inscriptions. Il a terminé en citant le mot de Pliny l'Ancien : « Semper aliquid novi Africa affert. » « Quel plus bel encouragement peut-on offrir à des chercheurs sur le point de concentrer leurs efforts pour mieux connaître ce pays? »

De ce Congrès, M. le recteur HARDY a dégagé la leçon. « Il marque », a-t-il dit — et je serais bien tenté de découvrir dans cette manifestation en somme assez nouvelle un de ces faits apparemment modestes qui datent dans l'histoire des peuples — « le sentiment très net qu'en dépit des douaniers et des différences des régimes politiques, il n'y a, des sables de Gabès aux basaltes des Roches Noires, qu'un seul courant de pensée française. »

Que le premier Congrès de la Fédération des Sociétés savantes de l'Afrique du Nord ait affirmé la vitalité de ces centres de culture française, cela n'est pas douteux. Il n'est pas moins certain que des inquiétudes s'y sont fait jour, particulièrement dans la communication de M. CELERIER et le salut que M. DE GENIVAL a adressé au Congrès de la part du Maroc. Les temps que nous vivons, en effet, sont propices à la dictature de l'esprit fiscal, ennemi-né de tout ce qui est valeur intellectuelle.

Ce Congrès s'est tenu sans subvention d'aucune sorte. Il comportait, en dehors des séances de travail, la visite de la villa Abd-el-Tif, du Musée des Beaux-Arts, du Musée Stéphane Gsell (antiquités algériennes), du Musée du Bardo (préhistoire et ethnographie), dont les directeurs respectifs de ces établissements, MM. ALAZARD, Georges MARÇAIS, REYGASSE, ont fait les honneurs aux congressistes. Ceux-ci ont parcouru la ville arabe avec le guide le plus averti qui soit : M. MARÇAIS.

La journée du 12 juin a été remplie par une randonnée au Tombeau de la Chrétienne, à Tipasa, à Cherchell, sous la direction pleine d'autorité et d'agrément de M. LESCHI. Enfin, nous n'avons garde d'omettre la réception intime offerte par M^{me} et M. Gustave MERCIER.

Gabriel ESQUER,

Administrateur de la Bibliothèque nationale d'Alger.

France. — Le Musée Guimet, fondé, comme on sait, en 1885, par un grand industriel lyonnais, Émile Guimet, est devenu, depuis son inauguration en 1889, un Musée national d'histoire des religions en Asie. D'importants travaux d'aménagement, poursuivis de 1932 à 1935, lui ont donné un aspect nouveau et une importance agrandie au point de vue de la science et de l'enseignement. En juin de la présente année (1935), le Musée, enrichi et en partie transformé, a été ouvert officiellement au public. On y trouvera notamment une exposition des nombreux objets découverts par M. Hackin, directeur de Musée, et son auxiliaire, l'architecte Carl, dans les fouilles de l'antique Bamiyan. C'était, avant sa destruction par Gengiskan au x^{ve} siècle, une ville royale importante par sa situation au centre des grandes artères qui menaient vers l'Empire romain, la Chine et l'Inde. La nouvelle organisation, exécutée dans un esprit à la fois scientifique et pratique, rendra un signalé service non seulement aux érudits, mais au grand public éclairé. Rappelons à ce propos l'importante publication qui a pour titre : *L'œuvre de la délégation archéologique française en Afghanistan*, à partir de 1922, qui a été éditée en 1933 par la maison franco-japonaise de Tokio.

— L'Union internationale des Académies vient de décider l'admission officielle de l'Allemagne, qui s'était tenue à l'écart depuis la Grande Guerre. L'échange des publications savantes entre les diverses académies va donc désormais reprendre d'une façon régulière, au grand profit de la Science, qui ne devrait pas connaître de frontières.

— Le 69^e Congrès des Sociétés savantes de Paris et des départements sera tenu à Montpellier en avril 1936. Les personnes désireuses de prendre part à ses travaux et de bénéficier de certains avantages accordés aux congressistes devront adresser leur demande avant le 5 mars prochain à la Direction de l'Enseignement supérieur.

— Le Conseil municipal de Paris a fait imprimer et distribuer une brochure où sont reproduits les discours lus le 15 juin 1935 pour l'*Inauguration de la plaque commémorative de Camille Jullian* sur l'immeuble n° 30 de la rue Guynemer. En réalité, cette plaque est une inscription gravée sur la pierre même de la maison où mourut Jullian. N'est-ce pas d'ailleurs ce qui convenait le mieux pour caractériser l'œuvre historique de l'illustre historien des Gaules, ainsi d'ailleurs que l'installation elle-même sur le trottoir de la rue, simplicité qui s'accordait si bien avec la vie même du défunt?

— La librairie du *Recueil Sirey* (Paris) a mis en vente un *Catalogue des thèses de droit soutenues devant les Facultés de France* (1935, 29 p., et un tableau annexe; prix : 6 fr.).

— La *Société d'histoire moderne* vient de publier dans la série des Instruments de travail une *Bibliographie critique des principaux travaux parus sur l'histoire de 1600 à 1615 en 1932 et 1933* (en vente à la Maison du Livre français, 4, rue Félibien,

1935, viii-227 p.; prix : 30 fr., réduit à 20 fr. pour les membres de la Société). Quelles que soient les lacunes, notamment celles qui concernent certains pays étrangers comme l'U. R. S. S., les historiens ne manqueront pas d'être reconnaissants au Comité de direction de la *Revue d'histoire moderne* qui a entrepris et si bien mené à sa fin cette tâche ingrate et réussie; les notices qui accompagnent chaque indication d'ouvrage sont suffisamment claires et précises, malgré leur brièveté; les jugements portés sont équitables et justifiés. Souhaitons que cet essai rencontre l'approbation et l'appui qu'il mérite et que le Comité de direction puisse réaliser le projet de publication régulière — tous les deux ans — qu'il envisage.

— La *Revue des Études anciennes*, tenant la promesse faite par M. RADET en mars 1933, vient de publier de volumineuses *Tables analytiques (textes, gravures, planches) des tomes XVI à XXX (années 1914 à 1928)*¹ qui font suite à la Table parue en 1933 pour les années 1899 à 1913. Comme cette dernière, la présente Table est l'œuvre de M. ERNAULT et elle a été revue, corrigée et complétée, spécialement pour tout ce qui concerne la géographie et l'histoire, la mythologie, les institutions, et l'archéologie, par M. Radet. Le développement analytique considérable de cette table, qui l'emporte d'un bon tiers pour le nombre de pages sur la Table consacrée à la période précédente, donne une idée des services qu'elle pourra rendre; certaines rubriques sont de véritables petites monographies comportant : définition du sujet, indications bibliographiques, renseignements généraux, répartition géographique, données historiques ou archéologiques, détails particuliers rangés par ordre alphabétique. MM. Ernault et Radet ont mis à la disposition des travailleurs un instrument de travail de tout premier ordre.

— Dans une réunion tenue le 10 mars 1934 à l'office des Universités et Écoles françaises sous la présidence de M. Coville s'était constitué un Comité français de géographie historique et d'histoire de la géographie dont le bureau provisoire est composé de MM. Gallois, président d'honneur; Ch. de La Roncière, président; E. de Margerie et L. Mirot, vice-présidents; Y.-M. Goblet, secrétaire général; P. Roussier, secrétaire adjoint, et Espinas, trésorier. Un règlement a été élaboré, ainsi qu'un plan de travail. Nos lecteurs trouveront tous les renseignements concernant ses premiers travaux, ainsi qu'un intéressant article de M. Y.-M. GOBLET, dans le n° 1 du *Bulletin du Comité français de géographie historique* (Nancy, impr. Berger-Levrault), paru en mai dernier et qui contient, en outre, la liste des premiers adhérents du Comité.

Grande-Bretagne. — Vient de paraître un Catalogue des livres imprimés à la Cambridge University Press; il se rapporte aux années 1521-1800. — Un *Catalogue of Cambridge books* de 1621 à 1650 avait déjà été publié en 1894 par Robert Bowes, réimprimé et mis au courant jusqu'en 1750 en appendice à la *History of the Cambridge University Press* (1921) par S. C. Roberts.

1. Bordeaux, Férét et fils; Paris, E. de Boccard et Klincksieck, 1935, 352 p. Prix : 45 fr.

Le gérant : R. LISBONNE.

fr.